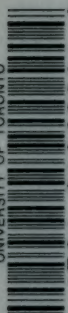


UNIVERSITY OF TORONTO



3 1761 01643301 3

HANDBOUND
AT THE



UNIVERSITY OF
TORONTO PRESS



Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

CHAPELAIN

ET NOS DEUX PREMIÈRES ACADEMIES

DU MÊME AUTEUR

CORRESPONDANCE DE FLÉCHIER AVEC M ^{me} DES HOULIÈRES ET SA FILLE. 1 vol. in-8°.....	6 "
LA JEUNESSE DE FLÉCHIER (<i>Ouvrage couronné par l'Académie française</i>). 2 vol. in-8°.....	12 "
FLÉCHIER ORATEUR. 1 vol. in-8°.....	8 "
— <i>Le Même</i> . 1 vol. in-12.....	4 "
LA SATIRE DES SATIRES, par l'abbé COTIN, avec notes et commentaire. 1 broch. in-8°.....	3 "
LES ENNEMIS DE CHAPELAIN. 1 fort vol. in-8°.....	10 "
LEXIQUE DE LA LANGUE DE CHAPELAIN. 1 broch. in-8°.....	3 "

ÉTUDES LITTÉRAIRES SUR LE XVII^e SIÈCLE

CHAPELAIN

ET

NOS DEUX PREMIÈRES ACADÉMIES

PAR

L'ABBÉ A. FABRE



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1890

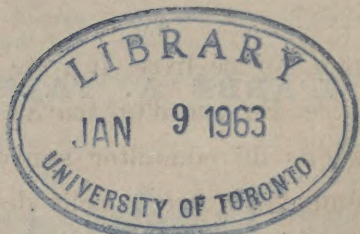
Tous droits réservés.



AS

162

P381F3



823284

AVANT-PROPOS

Un mot sur ce livre. Il a été fait à l'occasion d'un autre. En vue d'un travail en préparation, nous avons dû consulter souvent l'histoire de l'Académie française et celle de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Au cours de ces recherches dans les divers historiens, Pellisson, d'Olivet, de Boze et M. Alfred Maury, nous avons rencontré nombre d'obscurités ou de passages difficiles qui nous ont arrêté net.

Avant d'aller plus loin, nous avons voulu d'abord comprendre ce que nous ne comprenions pas, éclaircir ce qui était confus. Nous nous sommes pris ainsi à divers problèmes chronologiques, littéraires, historiques, négligés ou inaperçus jusqu'ici. Si nous n'avons pas le

mérite de les résoudre, au moins aurons-nous celui de les signaler.

Dans Pellisson même, nous avons relevé des lacunes, des oublis ou des erreurs. Ainsi il ne cite ni Hay du Chastelet, ni Racan, dans sa liste des premiers académiciens, et nous laisse ignorer la date précise de leur nomination. Pour un autre au contraire, Mainard, nous le trouvons dans le groupe qui fut nommé un peu après le mois de février 1634. Or, il est certain qu'il n'en faisait pas encore partie à la fin du mois d'août de la même année.

Sur ces points, et sur bien d'autres, nous avons élevé des doutes, proposé quelquefois des solutions : nous n'affirmerons pas qu'elles soient toutes bonnes.

Quant à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, nous avons audacieusement bouleversé de fond en comble les premières pages du récit de de Boze et de M. Alfred Maury. Avons-nous eu tort? Avons-nous eu raison? Le public nous le dira. Toutefois, qu'on le croie bien, ce n'a pas été sans hésitation et sans scrupule que nous avons osé reprendre de Boze et résister çà et là à une si haute autorité. Mais force nous était

bien de crier gare et d'avertir du péril, quand les faits avancés étaient invraisemblables ou contredits par des témoignages formels.

Que nos rectifications soient toutes également justes et solides, nous n'aurons pas la naïveté de le penser. On propose certaines réponses à des difficultés réelles, sans avoir la prétention de croire que personne ne pourra mieux trouver dans la suite.

Perrault, dans ses intéressants *Mémoires*, raconte qu'en 1664, concuremment avec Bourzeys et Cassagne, il présenta seize devises pour les *Tapisseries du roi*. Sur les seize choisies alors par Colbert, *Quatorze sont de moi!* s'écrie-t-il joyeusement. Nous ne prétendrons pas à pareil succès. Notre ambition sera satisfaite si, pour nos réponses, on veut bien faire ce que fit Colbert pour les devises de Perrault : en retenir la plus grande partie.

Chapelain, malgré son mauvais renom, est devenu le centre de cette nouvelle étude. La place qu'il occupe dans le travail, l'auteur tant sifflé par Boileau l'a prise, plus que nous la lui avons donnée. Sa correspondance lui assigne le premier rang dans l'histoire des années com-

mengantes de nos deux premières académies : nous ne pouvions sans injustice le rejeter au second plan. L'honneur est grand, dira-t-on. C'est possible; mais, si on veut bien nous lire, pour être considérable, l'honneur ne paraîtra ni excessif, ni immérité.

L'historien n'est qu'un témoin, il constate les faits et juge les personnes : il n'a le droit de grandir ni les uns ni les autres; il n'a pas davantage celui de les diminuer.

Champigny, le 15 novembre 1889.

CHAPELAIN

ET NOS DEUX PREMIÈRES ACADÉMIES



CHAPITRE PREMIER

L'Académie française. Ses origines. — Les réunions chez Conrart, rue des Vieilles-Étuves, 1629. — Réunions à l'hôtel de Pellevé, 13 mars 1634. — Chez Chapelain. — Mariage de Conrart, 22 février 1634. — Problème généalogique à son sujet. — Lettres patentes pour l'établissement de l'Académie, janvier 1635. — Dessein de Richelieu en fondant l'Académie française. — Opposition du Parlement.

Nous ne venons pas raconter, à notre tour, après Pellisson, après d'Olivet et M. Paul Mesnard, l'histoire générale de l'Académie et de ses membres. Ce que fut cette institution à ses débuts, voilà ce que nous voudrions rechercher en particulier et déterminer, si c'est possible, avec quelque précision. Il ne s'agit nullement de refaire ce qui a été si bien fait avant nous. L'histoire des premières années de l'Académie française se trouve disséminée un peu partout, dans les écrivains contemporains ou les auteurs qui ont suivi. Nous voudrions réunir ces

mille détails et en former un tableau d'ensemble : c'est là une chronique imparfaitement connue, intéressante à rédiger au jour le jour, simplement, sans autre souci que de nous montrer exact plutôt qu'original.

Voilà plus de deux siècles que l'Académie est debout. Elle est la plus vieille de nos institutions, la seule qui, à travers nos révolutions et les formes diverses de nos gouvernements, ait survécu à tant d'autres plus anciennes et en apparence plus solides. Elle est battue en brèche aujourd'hui; son autorité est discutée par les uns, méconnue par les autres. Peu à peu nous devenons ridicules avec notre passion de démocratie. Nous en avons fini avec l'aristocratie de naissance, nous ne serions pas fâchés d'en finir avec l'aristocratie intellectuelle. Peut-être, dans ces conditions, n'en est-il que plus curieux d'étudier les origines d'une institution qui a résisté à toutes les attaques, qui est demeurée supérieure à toutes nos vicissitudes politiques, et, après tant d'épreuves victorieusement supportées, semble bien destinée à vivre autant que la nation française.

La docte assemblée qui se réunit aujourd'hui à l'Institut, dans le local de l'ancien collège des Quatre-Nations, eut des commencements fort modestes. Ce fut d'abord une simple réunion privée, composée de quelques gens de lettres unis entre eux par la communauté des goûts et de l'étude. A cette époque, il ne s'agissait nullement de régenter la langue, moins encore de distribuer avec éclat des récompenses fort enviées, de devenir enfin comme les arbitres de la renommée ou de la gloire. Ils

étaient neuf en tout. Toutes les semaines, ils se réunissaient chez Conrart. Celui-ci n'habitait pas rue Saint-Martin, comme nous le disent, après Pellisson, MM. Cousin et Livet (1), mais près de la rue Saint-Martin, rue des Vieilles-Étuves. C'est ce que nous apprend M. Kerviler, qui nous cite la suscription d'une lettre adressée à Conrart et conservée dans ses papiers : « A Monsieur Conrart, rue des Vieilles-Estufves, près *la Ville de Bruxelles* de la rue Saint-Martin (2). » Cette rue s'appelait alors la rue des Vieilles-Étuves-Saint-Martin, ce qui, probablement, a amené la confusion dont nous parlons. Cette rue, qui existe encore, va de la rue Beaubourg à la rue Saint-Martin. C'est là, évidemment, à l'angle de la rue des Vieilles-Étuves et de la rue Saint-Martin qu'il faut chercher le berceau de l'Académie française. Conrart habitait probablement l'ancienne maison de son père, une maison dont son frère *Jacques* était alors propriétaire. Nous trouvons ce détail, qui a son importance, dans le *Dictionnaire de biographie et d'histoire* de M. A. Jal. En 1685, nous dit-il, à la Révocation de l'édit de Nantes, Jacques Conrart passa en Angleterre, « laissant à sa femme une procuration pour toucher le loyer de deux maisons qu'il possédait, l'une rue Saint-Martin, l'autre rue des Vieilles-Étuves (3) ». Ce fut là que, pendant plusieurs années, sans bruit, sans pompe,

(1) Cousin, *Société française*, vol. II, 89. — *Histoire de l'Académie française*; édit. Ch. Livet, I, 9. Paris, Didier, 1858, 2 vol. in-8°.

(2) *Valentin Conrart*, p. 21; 1 vol. in-8°. Paris, Didier, 1881.

(3) A. Jal; art. CONRART, 1 vol. Paris, Plon, 1872.

nous dit Pellisson, à qui nous devons le tableau de ce « premier âge de l'Académie », les amis goûtèrent ensemble « tout ce que la société des esprits et la vie raisonnable ont de plus doux et de plus charmant (1) ».

Leur conversation n'avait rien de pédant : c'était la conversation en usage entre gens instruits et bien élevés. « Là, continue Pellisson, ils s'entretenoient familièrement, comme ils eussent fait en une visite ordinaire, et de toutes sortes de choses, d'affaires, de nouvelles, de belles-lettres. »

Rien ne manque aux aimables détails fournis par l'historien de l'Académie : la date de ces assemblées, le lieu où elles se tenaient, le nombre et le nom de ceux qui composaient le petit cénacle. « Environ l'année 1629, nous dit-il, quelques particuliers logés en divers endroits de Paris, ne trouvant rien de plus incommode dans cette grande ville, que d'aller souvent se chercher les uns les autres sans se trouver, résolurent de se voir un jour de la semaine chez l'un d'eux. Ils étoient tous gens de lettres et d'un mérite fort au-dessus du commun : M. Godeau, maintenant évêque de Grasse, qui n'étoit pas encore ecclésiastique; M. de Gombauld, M. Chapelain, M. Conrart, M. Giry (2), feu M. Habert, commissaire de l'artillerie, M. l'abbé de Cerisy, son frère; M. de Serizay et M. de Malleville. Ils s'assembloient chez M. Conrart, qui

(1) Édit. Ch. Livet, I, 9.

(2) Louis Giry, avocat au Parlement, le seul de ce nombre qui ne fut pas académicien à l'époque de la fondation. Il fut nommé seulement le 14 janvier 1636. (Édit. Ch. Livet, I, 154.)

s'étoit trouvé le plus commodément logé pour les recevoir, et au cœur de la ville, d'où tous les autres étoient presque également éloignés (1). »

Et ici, nous placerons une excellente observation de M. Kerviler, à l'adresse de tant de gens qui s'égayent aux dépens de la naissante Académie et se plaisent à la représenter « comme ayant toujours été une réunion de littérateurs à barbe grise ». De si jolies épigrammes sont en pure perte. La plupart des membres du petit cercle, au contraire, étaient de tout jeunes gens. « Conrart, lui-même, n'avait que vingt-six ans; Godeau et Philippe Habert en avaient vingt-quatre, et l'abbé de Cerisy à peine quinze; et lorsque, cinq ans après, l'Académie se trouva constituée, la moitié de ses fondateurs n'avait pas encore atteint ce que l'on est convenu d'appeler l'âge mûr (2). »

Remarquons la date de 1629 : c'est celle où commencent les réunions d'où sortira bientôt l'Académie française, avec les hommes qui en seront les premiers membres. Vers le 8 décembre 1632, Chapelain écrit à Godeau, à Dreux, et l'engage à revenir à Paris. Dès cette époque, il parle déjà de l'*Académie*; il presse le retour du futur évêque de Grasse, en termes qui trahissent le vif intérêt de Chapelain pour ces réunions. « Vous viendrez donc assurément, dit-il à Godeau, et vous nous rendrez, par votre présence, le contentement que Dieu nous a retenu

(1) Édit. Ch. Livet, I, 8.

(2) *Le Chancelier Pierre Séguier*, par M. Kerviler, p. 508; 1 vol. in-12. Paris, Didier, 1875.

si longtemps; vous nous rendrez même l'Académie, de laquelle nous nous sommes aperçus que vous êtes le prince et le chef, chacun ayant remis à votre retour l'assemblée de nos conseils et la tenue de nos États. Cela vous doit tenir préparé à nous faire une belle ouverture et à nous haranguer, lorsque nous remonterons sur les fleurs de lys du Parnasse (1). »

Les choses allèrent ainsi « sans bruit », jusqu'au commencement de l'année 1634. Richelieu prit alors sous sa protection le petit cercle de la rue des Vieilles-Étuves; il allait le transformer en *Académie française* par lettres patentes du mois de janvier 1635.

Mais, dans l'intervalle, avant cette reconnaissance officielle, les quelques amis ne s'étaient pas réunis toujours au domicile de Conrart. Le 13 mars 1634, nous les rencontrons, au témoignage de Pellisson, chez Desmarets de Saint-Sorlin, rue Clocheperce, à l'hôtel de Pellevé. Une note de M. Ch. Livet nous avertit que l'hôtel Pellevé était situé, selon Sauval, non pas rue Clocheperce, au Marais, mais dans la rue du Roi-de-Sicile, à laquelle aboutit la rue Clocheperce. Sauval en désigne clairement l'emplacement, « à la rue du Roi-de-Sicile, au coin de la rue Tison, dans une maison que Desmarets, un des beaux esprits de notre temps, a fait rebâtir sur le dessin même qu'il en a donné (2) ». Le

(1) Lettre à Godeau, du mois de décembre 1632; I, 10. *Lettres de Chapelain*, publiées par M. Tamizey de Larroque, 2 vol. in-4°; imprimerie nationale, 1880-1883.

(2) Sauval, II, 260; 3 vol. in-f°. Paris, 1724. — Édit Ch. Livet, I, 66.

futur auteur du poème de *Clovis* faisait donc alors partie du petit groupe. On remarquera qu'il n'est pas encore nommé, dans la liste de 1629, parmi ceux qui avaient l'habitude de se rendre chez Conrart.

Les *Lettres de Chapelain*, si précieuses à tant de titres, renferment une intéressante chronique de cette période de tâtonnements, de cette période de formation que Pellisson appelle cependant « l'âge d'or » de l'Académie. Il faut en rabattre un peu de cette peinture tout idéale. Le chroniqueur vient fort à propos permettre de contrôler l'historien ; et le témoignage du premier a d'autant plus de poids que c'est celui d'un témoin oculaire.

Le 4 septembre 1634, Chapelain écrit à Bois-Robert. C'est le moment où l'Académie a une existence officielle, sinon légale. Chapelain se plaint au confident de Richelieu de la négligence de ses jeunes confrères : ils viennent rarement à l'hôtel de Pellevé, et lui laissent le soin de représenter tout seul toute la Compagnie. Chapelain recommande à Bois-Robert de soigner sa santé et de revenir au plus tôt à Paris. « Peut-être, lui écrit-il à Rueil (1), trouverez-vous l'Académie plus échauffée qu'elle n'est, et les académiques en meilleure humeur de bien faire. La salle de M. Desmarets est, depuis six semaines, trois fois plus grande que d'ordinaire, et, quand tout le monde y est assemblé, elle paroît comme

(1) Village de Seine-et-Oise, où Richelieu possédait un château qu'il aimait à habiter. Il ne reste rien de cette belle résidence. Le parc, dit-on, servit de modèle à celui de Versailles. C'est là que se trouve aussi le château de la Malmaison.

s'il n'y avoit personne. En effet, c'est qu'il n'y a presque personne, et que, la pénultième fois, la Compagnie ne fut composée que d'un seul. Le bon M. Faret (1) est un des négligens, ou plutôt un de ceux que les affaires en détournent davantage. Hier, il me vit; et demain je le verrai, non sans lui reprocher cet oubli dans lequel vous craignez qu'il ne soit tombé pour vous (2). »

Avant que l'Académie fût établie, le petit groupe des amis s'était augmenté de trois autres membres : Faret, Desmarets et Bois-Robert. « Je vous ai dit au commencement, écrit Pellisson, que ceux qui donnèrent naissance à l'Académie par leurs assemblées secrètes et familières furent : M. Godeau, maintenant évêque de Grasse; M. de Gombault, M. Giry, M. Chapelain, MM. Habert, M. Conrart, M. de Sérissy et M. de Malleville. A ceux-là se joignirent MM. Faret, Desmarets et de Bois-Robert (3). »

Mais, dans les premiers mois de l'année 1634, Richelieu, à l'instigation de Bois-Robert, s'occupa sérieusement de fonder la nouvelle institution. « Alors, nous dit Pellisson, on commença à faire des assemblées réglées et à tenir un registre qui justifie en quel temps chacun des autres académiciens a été reçu (4). » Ces registres, que le premier historien de l'Académie avait eus entre les mains, qu'il cite souvent, sont malheureusement perdus.

(1) Nicolas Faret, né vers 1600, mort en 1646.

(2) Lettre à Bois-Robert, du 4 septembre 1634; I, 78.

(3) Édit. Ch. Livet, I, 148.

(4) *Ibid.*, I, 148.

Les procès-verbaux conservés aujourd'hui aux archives de l'Académie française ne commencent qu'à l'année 1672. M. Marty-Laveaux, le savant éditeur de Rabelais et de Corneille, prépare, en ce moment, un recueil de ces délibérations; elles ne peuvent manquer d'être fort intéressantes, et de révéler une multitude de faits ignorés. Nous aurions même attendu la publication de ces documents; mais comme ils sont de près de quarante ans postérieurs à l'époque dont nous nous occupons, il est probable que nous ne serons pas privé de faits essentiels à notre sujet. C'eût été bien autre chose si on avait pu avoir les registres tenus de 1634 à 1672.

Si nous en croyons le bienveillant historien de l'Académie, celle-ci, dès que Richelieu l'eut prise sous sa protection, tint ses séances avec grande régularité. « L'Académie françoise, nous dit-il, bien qu'elle s'assemblât cependant et fît les mêmes conférences qu'aujourd'hui, ne fut toutefois entièrement établie que trois ans et quelques mois après qu'on eut commencé d'y travailler; car on employa, depuis le mois de février de l'an 1634 jusqu'à celui de l'année suivante 1635, à lui donner la forme qu'elle devoit avoir, à dresser ses statuts et à faire sceller l'édit de son érection; et depuis ce mois de février 1635 jusqu'à celui de juillet 1637, à faire vérifier cet édit au Parlement (1). » Les lettres patentes pour l'érection de l'Académie furent données, en effet, par Louis XIII dans le courant du mois de janvier 1635; elles

(1) Édit. Ch. Livet; I, 30 et 41,

furent scellées par Seguier, alors garde des sceaux, à la fin de janvier, et remises à l'Académie le 29 du même mois.

Mais les lettres de Chapelain prouvent, à n'en pas douter, que Pellisson vantait un peu à faux le zèle de ses prédécesseurs; qu'il les flattait, et leur composait la légende des temps héroïques de leur histoire. Voici ce qu'il dit à Conrart, alors à Jonquières (1), chez son beau-frère : « L'Académie est réduite au petit pied, écrit-il le 21 août 1634; et, si l'influence dure, il y a apparence qu'elle se réduira à néant : les trois dernières assemblées se sont passées sans rien faire, et, si celle que nous allons tenir tantôt est de même, il lui faudra changer de nom et l'appeler l'Académie des Fainéants (2). »

Vers la fin du mois d'août 1634, il écrit à François Mainard (3), un prochain candidat. Cette fois, Chapelain est plus satisfait de ses confrères, et il assure le président de l'estime, c'est-à-dire de la voix de Bois-Robert pour l'entrée à l'Académie. « Nous lûmes l'un et l'autre à l'Académie, lui dit-il, les termes honorables avec lesquels vous parliez d'elle, et fûmes ouïs avec ressentiment (4) de tous. Il seroit long de vous déduire sa forme, et ce qui s'est passé depuis son institution. Ce qui la rend considérable est l'approbation de Mgr le Cardinal et le

(1) Jonquières, petit village du département de l'Oise.

(2) Lettre à Conrart, à Jonquières, du 21 août 1634; I, 74.

(3) Plus tard président au présidial d'Aurillac; mort, dit Pellisson, « à l'âge de soixante-quatre ans, le 28 décembre 1646 ». — Édit. Ch. Livet, I, 199.

(4) Reconnaissance.

mérite de ceux dont elle est composée. Le reste qu'on s'en est promis pourra être et pourra aussi n'être pas. Quand il n'y auroit autre avantage qu'une fois la semaine on se voit avec ses amis en un réduit plein d'honneur (1), je ne croirois pas que ce fût une chose de petite consolation et d'utilité médiocre.

« M. de Racan est en cette ville qui n'en manque point (2), et confesse avec sa bonté ordinaire que les conférences qui s'y font ne lui sont pas inutiles, quelque excellent homme qu'il soit (3). »

Du mois de mars au mois d'octobre 1634, la nouvelle Académie tint ses séances à l'hôtel de Pellevé, chez Desmarets de Saint-Sorlin. Ce fut chez « M. Chapelain, à la rue des Cinq-Diamants », à partir du 30 octobre de la même année (4). C'était une toute petite rue, parallèle à la rue Saint-Martin, et qui allait de la rue des Lombards à celle d'Aubry-le-Boucher.

A propos de Mainard, voici une particularité assez piquante. Avant d'être de l'Académie, il en prit à son aise avec elle, et ne se gêna nullement pour en médire et l'attaquer. On a bien raison : il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il est ancien l'exemple de ceux qui disent du mal de l'Académie avant de l'épouser. Le président-poète n'en fit pas partie dès les premiers jours de la fondation. La lettre de Chapelain que nous venons de citer

(1) L'hôtel de Pellevé.

(2) Qui ne manque point de séance.

(3) Lettre à M. Mainard, de la fin d'août 1634; I. 75.

(4) Voy. Pellisson, édit. Ch. Livet; I, 66.

un peu plus haut, prouve sûrement qu'il n'en était pas encore à la fin du mois d'août 1634. Pellisson le cite bien parmi les premiers académiciens nommés, « lorsque le Cardinal en voulut former un Corps (1) » ; mais cela ne s'accorde ni avec les lettres de Chapelain, ni avec les propres lettres de Mainard. Dans la notice qu'il lui a consacrée (2), il n'indique pas l'époque exacte où Mainard fut élu. Notre historien se contente de dire, sans préciser : « Il fut nommé d'abord, comme vous avez déjà vu, pour être de l'Académie. »

Au passage, nous signalons cette difficulté, sans avoir la prétention de fixer cette date. C'est bien à une demande d'admission que semble faire allusion la lettre de Chapelain à Conrart, en date du 21 août 1634. Les deux amis causaient entre eux de l'Académie. « Je vous garde, disait Chapelain, une lettre que M. Maynard m'a écrite sur son sujet, qui vous surprendra aussi bien que moi. Je ne l'estimois pas capable d'une telle humilité, ni d'une si grande déférence (3). »

Le futur président au présidial d'Aurillac parle souvent de l'Académie dans ses lettres : en général, pareille préoccupation est assez significative. Un jour, Mainard écrit à M. de Flotte, « son plus intime ami », au témoignage de Pellisson ; et soit amour-propre, soit ambition, désir de flatter le cardinal et de gagner ainsi ses bonnes

(1) Édit. Ch. Livet ; I, 148.

(2) *Ibid.*, I, 194.

(3) Lettre à Conrart, du 21 août 1634 ; I, 74. — On a vu un peu plus haut la réponse de Chapelain à cette lettre de Mainard.

grâces, il semble jeter un œil d'envie sur l'assemblée formée par Richelieu. « Dieu veuille, écrit Mainard, que vous lisiez les vers avec autant de plaisir que je lis votre prose ! Sur mon âme, elle me ravit, et je vois bien que sur la fin de vos jours vous serez déclaré auteur et canonisé par Messieurs de l'Académie. Si j'ai quelque jour l'honneur d'y entrer, je leur en ferai la proposition (1). »

Mais il fallait ne rien compromettre, et éviter de se brouiller « avec les puissances ». Aussi Mainard recommandait-il à son ami de ne pas divulguer ses malices, et de ne pas faire courir sous son nom telle ou telle épigramme dont il était l'auteur. « Je serai bien aise, écrivait notre prudent candidat, que vous supprimiez l'épigramme de l'Académie, si vous croyez qu'il y ait quelque chose qui puisse être désagréable aux puissances supérieures (2). »

On a divagué de mille façons sur les profonds desseins de Richelieu en cette affaire. Le grand ministre, a-t-on dit, averti par Bois-Robert, fut jaloux de l'indépendance de la petite assemblée. Sous prétexte de la protéger, et de placer ses délibérations sous la sauvegarde « d'une autorité publique », il eut pour but d'asservir les gens de lettres, comme il en avait asservi tant d'autres. Dans ce cas, Richelieu aurait été déterminé par des considérations plus politiques que littéraires. Rien n'est moins vrai. On se fût épargné ces belles inventions, si on avait

(1) Lettre sans date; voy. *Lettres du président Maynard*; 1 vol. in-4°. Paris, 1653; p. 798.

(2) *Ibid.*, p. 114.

voulu songer que le grand cardinal n'avait guère à être jaloux d'une douzaine de gens de lettres, célèbres aujourd'hui, c'est possible, mais alors parfaitement inconnus. Il était trop simple de dire que c'était une vue de génie, une de ces « illuminations soudaines » comme en ont souvent ces hautes intelligences, et qui lui fit découvrir le germe d'une grande institution, là où personne de son temps n'eût rien vu. C'était simple, naturel; voilà pourquoi on a abandonné ces explications raisonnables, pour leur substituer des combinaisons plus savantes, de véritables calculs politiques.

Bois-Robert, avec Desmarets de Saint-Sorlin et Faret, avait été admis au sein de « la petite assemblée », à l'époque où elle se tenait encore au logis de Conrart; où « les conférences étoient suivies tantôt d'une promenade, tantôt d'une collation qu'ils faisoient ensemble (1) ». Bois-Robert, dans ses conversations avec son maître, ne manqua pas de vanter ces réunions et les personnes qui les composaient. « Le cardinal qui avoit l'esprit naturellement porté aux grandes choses, ajoute Pellisson, qui aimoit surtout la langue françoise, en laquelle il écrivoit lui-même fort bien, après avoir loué ce dessein, demanda à M. Bois-Robert si ces personnes ne voudroient point faire un corps et s'assembler régulièrement, et sous une autorité publique (2). »

Là-dessus, Bois-Robert reçut l'ordre d'aller offrir à ces « Messieurs » une puissante protection, avec pro-

(1) Édit. Ch. Livet; I, 9.

(2) *Ibid.*; I, 13.

messe de faire établir leur Compagnie par lettres patentes. Il y a des présents qu'on n'a pas la liberté de refuser : tout dépend de la main qui les offre. « Cela se passoit ainsi, continue Pellisson, au commencement de l'année 1634. En ce même temps, M. Conrart, chez qui les assemblées s'étoient faites jusques alors, vint à se marier. Ayant donc prié tous ces Messieurs, comme ses amis particuliers, d'assister à son contrat, ils avisèrent entre eux qu'à l'avenir sa maison ne seroit plus si propre qu'auparavant pour leurs conférences. Ainsi on commença à s'assembler chez M. Desmarets (1) et à penser sérieusement, suivant l'intention du cardinal, à l'établissement de l'Académie (2). »

Le futur secrétaire perpétuel se maria avec sa cousine, Madeleine Muisson, le 22 février 1634. Et ici, à propos de Conrart, se présente un véritable problème généalogique : nous allons l'indiquer, en essayant d'en proposer la solution.

Deux chercheurs, deux savants distingués, M. Kerviler et M. A. Jal, se sont occupés du premier secrétaire de l'Académie : l'un dans son *Dictionnaire de biographie et d'histoire* (3), mine précieuse de renseignements ; l'autre dans son ouvrage VALENTIN CONRART, *sa vie et sa correspondance*, ouvrage publié en collaboration avec M. Ed. de Barthélemy (4).

(1) A l'hôtel de Pellevé.

(2) Ch. Livet ; I, 16.

(3) Paris, Plon, 1872.

(4) 1 vol. in-8°. Paris, Didier, 1881.

Amené ici à nous occuper de Conrart, nous avons consulté ces deux maîtres érudits. La lecture de leurs articles nous a jeté dans une extrême incertitude, et augmenté notre ignorance, au lieu de la dissiper. Nous signalerons ce qui est obscur ou inexact dans les deux estimables auteurs. On courrait le risque de se tromper lourdement si, en ce qui concerne Conrart, on allait s'appuyer sans réserve sur ces deux autorités d'ordinaire si sûres.

D'abord, établissons bien les faits, si c'est possible; car ce n'est pas chose facile de discuter nettement une affaire de généalogie.

M. Kerviler a publié à la page 249 de son ouvrage une GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE CONRART.

Elle semblerait digne de confiance; elle a presque un caractère officiel. « Cette généalogie, nous dit M. Kerviler, est conservée au *Cabinet des titres* sous l'intitulé suivant : Généalogie dressée le 4 novembre 1728 par Jean Blon, peintre généalogiste à Valenciennes, en présence des témoins soussignés... légalisée par les prévôts jurés et échevins de Valenciennes, le 6 novembre 1728. » Mais hélas! que valent les anciennes généalogies, même celles qui sont garanties par témoins, prévôts et échevins? Volontaires ou non, il est rare qu'elles ne renferment pas de bonnes erreurs, des noms massacrés et rendus méconnaissables. Heureux encore, quand elles ne sont pas aussi frelatées que nos vins.

Voici cette généalogie telle que nous la donne M. Kerviler. Nous la reproduisons en abrégé, ne citant que les

ascendants immédiats ou les collatéraux de Conrart.

I. Pierre II Conrart épouse Jacqueline Leclerq. C'est le grand-père de notre VALENTIN Conrart.

Pierre II eut plusieurs enfants. Parmi lesquels nous signalerons : MARIE Conrart, qui épousa JACQUES Muisson. Celui-ci eut entre autres une fille : MADELEINE Muisson, cousine de l'Académicien et que ce dernier épousa en 1634.

Pierre II Conrart eut un autre fils JACQUES I qui suit :

II. JACQUES I, bourgeois de Paris, épouse Péronne Targer, fille d'un échevin de Paris.

C'est le père de notre Conrart.

Ici nous copions textuellement M. Kerviler. « Il eut deux filles et trois fils : 1° MARIE, ép. Jean de Dompierre, chevalier, seigneur de Junchères; 2° PÉRONNE, ép. Henri Muisson (1), seigneur de Testion, son cousin germain; 3° VALENTIN (1593-1675), *secrétaire du Roi, membre de l'Académie française*, ép. Marie Muisson, sa cousine germaine, mort sans postérité; 4° JEAN, sieur de Robert, secrétaire du roi, dont le mariage avec Marie Thielbe fut cassé; 5° JACQUES II. »

M. Kerviler donne, comme date de la naissance et de la mort de Conrart, 1593-1675. Ce doit être une faute d'impression. Plus haut, page 3, M. Kerviler a donné la véritable date : 1603.

Il nous dit, d'après la généalogie de Jean Blon, que Conrart épousa « Marie Muisson, sa cousine germaine ».

(1) Fils de Jacques Muisson, nommé plus haut.

La femme de Conrart s'appelait *Madeleine* et non *Marie* Muisson. M. Kerviler eût bien fait d'avertir par une petite note de l'erreur du généalogiste de Valenciennes, d'autant que, page 43, le biographe de Conrart affirme, avec M. Jal, que le Secrétaire de l'Académie épousa « le 22 février 1634, à l'ambassade de Hollande, sa cousine germaine, *Madeleine* Muisson ».

Mais voici qui est plus grave et où je me perds absolument.

M. Kerviler cite (1) sans observation ce qui suit de la généalogie de Conrart : « *Marie* épouse Jean de Dompierre, chevalier, seigneur de *Junchères*. »

Et voilà que, page 44, sans faire plus d'observation, M. Kerviler, trompé par M. Jal, assigne à *Marie* Conrart un mari autre que celui qu'il lui attribue à la page 250. Il nous cite, parmi les témoins du mariage de Conrart, avec Chapelain et Antoine Arnauld d'Andilly, « Abraham Le Duchat, qui épousa, en 1639, *Marie*, la seconde sœur de Conrart ».

Mais ce n'est pas possible; puisque d'après le généalogiste de Valenciennes, Conrart eut deux sœurs : *Marie* et *Péronne*. *Marie* épousa, d'après lui, car nous aurons à revenir là-dessus, « *Jean de DOMPIERRE*, seigneur de *JUNCHÈRES* »; et l'autre, *Péronne*, épousa son cousin germain, Henri Muisson.

MM. Kerviler et Jal ont confondu ici *Marie*, sœur de Conrart, avec la sœur de sa femme, *Catherine* Muisson,

(1) Page 250.

qui épousa, en effet, Abraham Le Duchat, conseiller au parlement de Metz.

Le 21 juillet 1639, Chapelain parle à Godeau des préparatifs de ce mariage. « M. Conrart, depuis son retour, lui écrit-il à cette date, n'a fait autre chose que de disposer le mariage de M. le Duchat et de M^{lle} Muisson, sa cousine et belle-sœur, si bien que de ce voyage vous n'aurez point son jugement sur votre Vierge (1). »

M. Tamizey de Larroque ajoute en note : « Valentin Conrart avait épousé *Madeleine* Muisson, sa cousine, fille de Jacques Muisson et de *Marie* Conrart. Le mariage de la belle-sœur du secrétaire perpétuel de l'Académie française avec M. Le Duchat est indiqué en ces termes, par M. Paulin Paris (*Commentaire* de l'historiette de Conrart, t. III, p. 300) : « Les trois sœurs de M^{lle} Conrart furent : 1° *Marie*, mariée à François Mandar, médecin du roi ; 2° *Jeanne*, mariée à Ponthus Petit, contrôleur des eaux et forêts ; 3° *Catherine*, femme d'Abraham du Chat (*sic*), conseiller au parlement de Metz. »

Arrivons maintenant à ce « Jean de *Dompierre*, seigneur de *Junchères* », dont nous parle M. Kerviler, et qui épousa *Marie*, sœur de Conrart.

Le nom de ce beau-frère de Conrart est tout simplement massacré : il n'est pas difficile de reconnaître sous ces deux noms de : *Dompierre*, seigneur de *Junchères*, ce M. de *Jonquières*, dont parlent si souvent les *Lettres de Chapelain*, et qui tirait son nom d'un petit fief qu'il

(1) *Lettres de Chapelain*, éditées par M. Tamizey de Larroque ; I, 462.

possédait à Jonquières, aujourd'hui village du département de l'Oise.

M. de Jonquières, et non *Dompierre*, servait dans l'armée. Le 30 mai 1640, Chapelain écrit au marquis de Gesvres, pour lui recommander le beau-frère de Conrart, « un fort honnête gentilhomme qui commande, ce me semble, le régiment de Bretagne comme premier capitaine, et qui aussi a l'honneur d'être de votre brigade (1) ».

Enfin, comme pour mettre le comble à la confusion, et rendre inextricable cet écheveau généalogique, M. Kerviler confond Jonquières, résidence du beau-frère de Conrart, dans l'Oise, avec *Jonquières* en Catalogne.

Le jeune académicien venait de se marier, avons-nous dit, en 1634. « Conrart, ajoute son biographe, laissa ses amis s'adjoindre de nouveaux collègues et préparer les règlements demandés par le cardinal; puis il partit avec sa femme pour passer la lune de miel aux eaux de Jonquières, où il avait déjà séjourné une partie de l'année 1633. » Au mot *Jonquières*, M. Kerviler met en note : « Petite ville d'Espagne, en Catalogne, au pied des Pyrénées, à mi-distance entre Gérone et Perpignan. »

Jamais note a-t-elle été plus malheureuse? A cette époque, pareil voyage, au fond de la France, jusque sur les frontières d'Espagne, était-il bien vraisemblable? Mais il eût fallu deux mois aux jeunes mariés, avant d'arriver à destination! « Il était obligé, ajoute à la même page

(1) *Lettres de Chapelain*; I, 634.

M. Kerviler, de faire un fréquent usage des eaux, et jusqu'à la fin de sa vie, il retourna fort souvent à *Jonquières*. »

Et un peu plus loin, page 47, le même biographe écrit : « Conrart était encore aux eaux, lorsqu'au mois de mars 1634, il apprit qu'à l'unanimité, ses confrères l'avaient nommé *secrétaire perpétuel* de la Compagnie. »

Non, au moment de son mariage, Conrart n'était pas allé courir si loin. Quand il fut nommé secrétaire de l'Académie, en 1634, il était tranquillement à deux pas de Paris, à Jonquières, chez son beau-frère. M. Ch. Livet, dans son édition de l'*Histoire de l'Académie*, parlant de cette charge donnée à Conrart, « en son absence, d'un commun consentement », ajoute en note : « Il était alors à Jonquières, depuis au moins 1633, comme on le voit par les lettres manuscrites de Chapelain (1). »

La correspondance de celui-ci, publiée par M. Tamizey de Larroque, renferme nombre de lettres adressées « à M. Conrard, à Jonquières. » Nous n'en citerons qu'une ou deux. La première porte la suscription précédente, avec la date du 9 juin 1639 : « J'ai envoyé, dit Chapelain à Conrart, une lettre de M. votre frère (2) à M. de Jonquières. » Et à la fin de la même lettre : « Je ne parlerai pas à M. Desmarets et enverrai une lettre à M. de Jonquières par la première occasion (3). »

(1) Édit. de Pellisson et d'Olivet; vol. I, p. 17; 2 vol. in-8°. Paris, Didier, 1858.

(2) Jacques Conrart.

(3) *Lettres de Chapelain*; I, 432.

Le 23 juin 1639, Chapelain écrit de nouveau : « A M. Conrart, à Jonquièrre. J'ai encore aujourd'hui envoyé, lui dit-il, mais par la poste seulement, avec mes lettres, celle que M. votre frère m'a apportée pour M. de Jonquières (1). »

Je crois que la preuve est faite, et je crains, comme le dit le proverbe, que M. Kerviler n'ait pris *le Pirée pour un homme*.

Nous avons parlé de l'erreur de M. Jal, au sujet du mariage de *Marie* Conrart, sœur de l'Académicien ; nous n'y reviendrons pas. Le savant et infatigable chercheur a commis cette confusion, en nous signalant le contrat de mariage du frère et en nous désignant ceux qui furent ses témoins. « Le contrat de mariage de Conrart, nous dit M. Jal, est dans les archives de M. le Monnyer, sous la date du 19 février 1634. Parmi les témoins de l'acte figurent « Anthoine Arnould, seigneur d'Andilly ; Abraham Le Duchat, conseiller au parlement de Metz (qui, en 1639, épousa une des sœurs de Conrart) ; et Jean Chapelain, le célèbre auteur de *la Pucelle* (2). »

M. Jal fixe la date de la mort de Conrart au 23 septembre 1675. « Les témoins de son inhumation, continue-t-il, furent son frère Jacques et son neveu Jacques, qui dirent que le défunt était âgé d'environ soixante-treize ans. »

A ce renseignement M. Jal ajoute une remarque, qui a le tort de nous jeter dans une nouvelle incertitude.

(1) *Lettres de Chapelain*, I, 440.

(2) A. Jal ; *Dictionnaire de Biographie et d'Histoire*. Art. CONRART.

« Il ne pouvait avoir que soixante-douze ans et demi, son père s'étant marié en *avril* 1603. »

Voilà de quoi joliment déconcerter ceux qui auront besoin de donner une date certaine. Nous lisons, un peu plus haut, que Jacques Conrart, le père de notre Conrart, épousa *Perrone Targer*, le 14 juillet 1602. Laquelle de ces deux dates est la bonne? M. Jal cite le contrat de mariage de *Jacques Conrart*, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, cabinet du Saint-Esprit. Il termine sa citation par ce passage : « Les dits sieurs Jacques Conrart et Perronne Targer, espousez de cejourd'hui matin, en face de Sainte Église..... Fait le dimanche, quatorzième jour de juillet mil six cens et deux, en l'hostel dud. sieur *Valentin Targer*. »

On a dit que la science n'était que l'art d'apprendre à douter. En vérité, voilà de quoi justifier, une fois de plus, la définition. A qui donc se fier, et de quel témoignage sera-t-on bien sûr, quand on voit les gens les plus éclairés eux-mêmes faire fausse route et donner à ceux qui les suivent de mauvaises indications?

Toute histoire a une morale. La morale, la voici : c'est qu'il faut être fort indulgent pour les erreurs d'autrui ; il n'y a que ceux qui ne marchent pas, ne parlent pas, et ne publient rien, qui échappent au péril de se tromper ou de s'égarer en chemin.

Par Lettres patentes du mois de janvier 1635, Louis XIII approuvait, sous le nom d'Académie française, l'institution fondée par Richelieu, et en limitait les membres

« jusques audit nombre de quarante », tel qu'il est encore aujourd'hui (1).

Le chancelier Séguier, membre de l'Académie, depuis le 8 janvier 1635, scella sans retard les Lettres du roi. Ce fut tout autre chose, quand il fallut les faire vérifier au Parlement. Celui-ci, jaloux de ses privilèges, hostile d'ailleurs à Richelieu, redoutant pour l'avenir un corps de sa création, un corps, croyait-il, qui serait à sa discrétion, traîna les choses en longueur. Rien n'y fit : ni les ordres réitérés du roi, ni les instances du ministre; roi et ministre durent attendre plus de deux ans, jusqu'au 3 juillet 1637. Le Parlement ne se décida qu'alors à enregistrer l'édit du roi (2). La plupart des conseillers, dit Pellisson, considéraient Richelieu « comme l'ennemi de leur liberté et l'infracteur de leurs privilèges (3) ».

L'un d'entre eux, conseiller à la Grand'Chambre, exprima son avis avec autant de hardiesse que d'irrévérence. C'est Scarron, le père du poète. « De ceux-là, raconte Pellisson, il y en eut un, à ce que j'ai appris, qui, opinant sur la vérification des Lettres, dit « que « cette rencontre lui remettoit en mémoire ce qu'avoit « fait autrefois un empereur, qui, après avoir ôté au « Sénat la connoissance des affaires publiques, l'avoit « consulté sur la sauce qu'il devoit faire à un grand « turbot, qu'on lui avoit apporté de bien loin (4). »

(1) Voy. le texte de ces Lettres, édit. Ch. Livet; I, 30.

(2) Voy. l'acte d'enregistrement, édit. Ch. Livet, I, 396.

(3) Ch. Livet; I, 46.

(4) *Ibid.*, I, 46.

La résistance du Parlement accrédita toutes sortes de mauvais bruits au sujet de l'institution naissante. Les uns l'accablaient de railleries; les autres l'accusaient « de vouloir imposer des lois à des choses qui n'en pouvoient recevoir »; d'autres, les politiques, « à qui tout ce qui venoit de ce ministre étoit suspect », craignaient qu'il ne trouvât dans cet établissement « un nouvel appui à sa domination. »

Balzac se faisait l'écho de ces préventions, et contribuait de son mieux à les répandre. Le 26 mars 1634, Chapelain lui avait annoncé sa récente admission dans la Compagnie établie par Richelieu. « Quoi que vous me puissiez dire là-dessus, répondait avec humeur Balzac, j'ai peur que vous ne me persuaderez pas et que j'aurai de la peine à adorer le *Soleil levant* (1), dont vous me parlez. On m'en écrit comme d'une comète fatale qui nous menace, comme d'une chose terrible et plus redoutable que la sainte Inquisition. On me mande que c'est une tyrannie qui se va établir sur les esprits, et à laquelle il faut que nous autres, faiseurs de livres, rendions une obéissance aveugle (2). »

Comme tant d'autres, Balzac était irrité contre le cardinal; comme eux, il devait donc avoir pour « suspect » ce qui venait de ce ministre (3). Mais on se demande

(1) L'Académie.

(2) Lettre avec la date fausse du 22 septembre 1636; édit. de 1665, in-f°, I, 727.

(3) Sur la cause de cette irritation, voy. notre ouvrage : *les Ennemis de Chapelain*, p. 360 et suiv. 1 vol. in-8°. Paris, Thorin, 1888.

comment le peuple, le vulgaire pouvait avoir, lui aussi, de violentes préventions contre un projet aussi inoffensif. Pellisson conte à ce sujet deux histoires fort divertissantes. Nous rapporterons ici l'un des deux récits. « Le premier est d'un certain marchand de Paris, qui avoit, dit-on, fait déjà le prix d'une maison assez commode pour lui dans la rue des Cinq-Diamants où logeoit M. Chapelain, chez qui l'Académie s'assembloit alors. Il prit garde qu'à certains jours il y avoit grand abord de carrosses; il en demanda la cause, et l'apprit, et en même temps rompit son marché, sans en rendre autre raison, sinon qu'il ne vouloit point se loger dans une rue où il se faisoit toutes les semaines une *Cadémie de Manopoleurs* (1). »

(1) Ch. Livet, I, 43.

CHAPITRE II

Les quarante premiers membres de l'Académie française. —
Mode de nomination. — Voix prépondérante de Bois-Robert.
— Ordre de nomination.

On peut considérer l'Académie comme fondée dans les premiers jours de l'année 1634. A cette date, elle n'a pas encore ses Lettres patentes, mais elle a accepté la protection de Richelieu; elle tient régulièrement ses réunions, procède à l'élection de ses membres, rédige ses statuts, agit enfin au grand jour, comme une société dont l'existence est reconnue. « Alors, écrit Pellisson, on commença à faire des assemblées réglées et à tenir un registre qui justifie en quel temps chacun des autres Académiciens a été reçu. » Ces registres, tenus par Conrart, commençaient au 13 mars 1634 (1).

D'abord, furent choisis, pour composer l'Académie, les quelques habitués de la rue des Vieilles-Étuves. C'étaient, si on s'en souvient, Godeau, Gombauld, Giry, Chapelain, Philippe Habert, Germain Habert de Cerisy,

(1) Ch. Livet, I, 18.

Conrart, Serizay, Malleville, Faret, Desmarets et Bois-Robert.

De ce petit groupe, un seul, Louis Giry, ne fit pas partie de cette première série. Il ne fut reçu que plus tard, le 14 janvier 1636. Pellisson nous en donne la raison. « Car encore, dit-il, qu'il eût été de ces assemblées d'amis qui se faisoient chez M. Conrart, il s'en étoit retiré, et n'avoit point été appelé quand on commença à faire un corps d'Académie (1). »

A ces onze membres, membres de droit en quelque sorte, on en ajouta quinze autres. Pellisson donne le nom de treize seulement, sans nous dire s'ils furent désignés par les premiers Académiciens ou par Richelieu. Peut-être la nomination se fit-elle d'un commun accord. En tout cas, l'intervention du cardinal, dans ces premiers choix, n'est pas douteuse. Elle s'exerçait par Bois-Robert, mandataire et favori du ministre. Pellisson, sans avouer nettement cette haute influence, semble cependant la laisser supposer. Presque à chaque page de son récit, on trouve que tel ou tel Académicien fut reçu sur la proposition de Bois-Robert. Cette formule revient sans cesse : à notre avis, elle n'est pas sans quelque signification. Elle révèle un rôle prépondérant qui n'appartient qu'au représentant du Cardinal. Seul, en effet, Bois-Robert semble jouir du droit de présentation. Je ne vois pas que Pellisson se soit servi une seule fois, à l'égard de personnages cependant fort influents de la jeune Aca-

(1) Ch. Livet, I, 154.

démie, à l'égard de Godeau, de Conrart ou de Chapelain, d'une formule semblable. Ces « Messieurs », évidemment, n'avaient pas assez d'autorité pour présenter qui que ce fût.

Tout autre est le langage de Bois-Robert. Dans la séance du 13 mars 1634, la première de toutes, raconte Pellisson, « il fit voir une lettre qu'il écrivoit de son chef à M. de Balzac », pour l'inviter, au nom du Cardinal, à se faire admettre dans la Compagnie (1). Granier fut reçu le 3 septembre 1635. Il sut plaire à Richelieu « qui trouva bon, dit Pellisson, que M. de Bois-Robert le proposât pour être de l'Académie (2). » Même formule pour la nomination de Giry, en 1636. « Je trouve dans les registres, dit à ce propos Pellisson, qu'il fut proposé alors par M. de Bois-Robert, de la part du Cardinal, qui l'avoit jugé digne d'en être, sur la lecture de sa traduction de l'Apologétique de Tertullien (3). »

Voici les noms de ceux qui furent désignés tous ensemble au mois de mars 1634, par le Cardinal seul, ou avec le concours des « anciens ». Pellisson en cite treize, sans préciser la date de ces nominations. D'autre part, comme cette liste est placée avant l'élection de Servien, faite le 13 mars 1634, il faut bien croire qu'elle n'est pas postérieure à cette date. Cependant, il y a une difficulté pour Mainard ; nous l'avons signalée plus haut : contrairement à ce que dit ici Pellisson, nous pensons qu'il fit

(1) Ch. Livet, I, 149.

(2) *Ibid.*, I, 154.

(3) *Ibid.*

partie de l'Académie seulement après le mois d'août 1634.

Après avoir nommé les onze premiers membres, Pellisson désigne ensuite treize membres nouveaux : Bautru, Silhon, Sirmond, l'abbé de Bourzeys, Méziriac, *Mainard*, Colletet, Gomberville, Saint-Amant, Colomby, Baudoin, de l'Estoile et Porchères d'Arbaud.

Nous placerons ici un académicien dont Pellisson ne dit rien en cet endroit. Les registres du 20 mars 1634 font mention de Paul Hay du Chastelet, chargé, « par ordre de la Compagnie », de travailler aux statuts de l'Académie (1). Il nous le semble, un tel ordre évidemment ne pouvait être donné qu'à un homme faisant déjà partie de la Compagnie. Et cependant, chose fort étrange, dans son chapitre des *Académiciens en particulier*, chapitre où il nous dit « en quel temps et à quelle occasion chaque académicien a été reçu », Pellisson ne le nomme pas du tout (2) ! Et, dans la notice qu'il lui a consacrée (3), il ne dit rien non plus de l'époque de cette réception.

Pellisson a oublié aussi de rapporter l'élection de Racan, faite en cette même année 1634. D'Olivet, dans sa *Notice*, le cite comme « l'un des premiers académiciens » ; et Pellisson nous parle d'un discours que le poète avait composé *Contre les sciences*, discours lu par Serizay dans la séance du 9 juillet 1635 (4). D'ailleurs,

(1) Ch. Livet, I, 28.

(2) *Ibid.*, I, 148.

(3) *Ibid.*, I, 167.

(4) *Ibid.*, I, 76.

nous rappellerons la lettre citée plus haut, de Chapelain à Mainard. Elle est de la fin du mois d'août 1634; et il est question dans cette lettre de l'assiduité de Racan aux réunions de l'hôtel de Pellevé (1).

Le nombre des académiciens s'éleva alors au chiffre de vingt-six. Puis, quand on vit que le maître prenait à cœur sa fondation, courtisans, ministres, le chancelier lui-même, briguerent l'honneur d'être admis. Comme on tenait jadis à être inscrit sur les registres d'une confrérie en renom, comme on se pique aujourd'hui d'appartenir à tel ou tel cercle, il fut de mode alors de demander son inscription sur les registres de l'Académie. Les ministres étaient sûrs de faire plaisir : ils ne pouvaient négliger ce moyen d'être agréables. En 1635, le chancelier Séguier exprimera le désir « d'être compris dans le tableau des académiciens qu'on avoit fait depuis peu ». Abel Servien, alors secrétaire d'Etat et futur surintendant des finances, donna le premier le signal. Le 13 mars 1634, disent les registres, il sollicita l'honneur d'être reçu : ce qui lui fut accordé sans difficulté (2).

Le même jour, fut proposée par Bois-Robert la nomination de Balzac. « Je ne vois pas dans le registre, ajoute ici Pellisson, ce qui suivit, mais infailliblement M. de Balzac, sur sa réponse, fut reçu peu de temps après dans l'Académie. » Le témoignage est formel. Balzac, vingt ans après, en 1653, par dépit contre Richelieu, n'en a pas moins contesté son élection, et déclaré que

(1) Voy. plus haut, p. 10.

(2) Ch. Livet; I, 148.

s'il était académicien, il l'était sans le savoir et sans le vouloir (1). M. Ch. Livet, dans son *Ordre de succession aux fauteuils académiques* (2), place la nomination de Balzac plus tard, après celle de Porchères-Laugier, vers le même temps que celle de Marin Cureau de La Chambre et de Montmort, nommés tous deux à la fin de décembre 1634. Il nous semble que le texte de Pellisson ne permet pas de reculer à ce point la nomination du célèbre écrivain.

Le 3 avril 1634, fut nommé Pierre Bardin, qui mourut jeune encore, en 1637 : il se noya en voulant sauver le marquis d'Humières, le père du maréchal, dont il avait été le gouverneur.

Après Bardin, dans le courant du mois de novembre et le 4 décembre 1634, on choisit quatre nouveaux membres : Pierre de Boissat, Vaugelas, Voiture et Porchères-Laugier. Puis, vers la fin du même mois de décembre, Habert de Montmort, maître des requêtes, et Cureau de La Chambre furent élus.

En comptant Servien, Balzac et Bardin, cela faisait neuf académiciens de plus à joindre aux vingt-six autres que nous avons nommés plus haut : en tout trente-cinq membres.

Pellisson, qui a oublié Paul Hay du Chastelet et Racan, n'en nomme réellement que trente-trois. Comment donc s'arrange-t-il pour trouver dans sa liste « trente-six personnes » ? En comptant même les deux académiciens

(1) Sur ce singulier débat, voy. *les Ennemis de Chapelain*, p. 356.

(2) II, 536.

oubliés, nous ne trouvons que trente-cinq noms. Nous avons eu beau lire et relire cette liste, nous n'avons jamais pu arriver au chiffre donné par Pellisson.

« Ce tableau, qui étoit de trente-six personnes, ajoute l'historien de l'Académie, ayant été montré à M. le garde des sceaux (1), maintenant chancelier de France, il fit dire à la Compagnie, par M. de Cerisy, qu'il désiroit d'y être compris. » La demande fut accueillie avec grand empressement. « On ordonna que son nom seroit écrit à la tête, et que Messieurs de Montmor, du Chastelet, Habert et les trois officiers (2), iroient lui rendre grâces très humbles de l'honneur qu'il faisoit à tout le Corps (3). » Ceci se passait le 8 janvier 1635.

• Le 26 février 1635, on nomma Daniel Hay, abbé de Chambon et frère de Paul Hay du Chastelet. Six mois après, le 3 septembre 1635, sur la présentation de Bois-Robert, fut reçu Granier. Mais ce fut un académicien de passage. Quelques mois après, le 14 mai de l'année suivante, sur la proposition du directeur, il fut exclu « d'une commune voix », pour avoir abusé d'un dépôt qui lui avait été confié.

Le premier reçu après lui, nous apprennent les registres du 14 janvier 1636, fut Louis Giry.

Si nous ajoutons Segulier, l'abbé de Chambon, Granier, Louis Giry, à notre liste de trente-cinq, nous arrivons au chiffre de trente-neuf académiciens. Granier, chassé de

(1) Segulier.

(2) Directeur, chancelier, secrétaire.

(3) Ch. Livet; I, 34 et 151.

l'Académie presque aussitôt après sa nomination, continua de figurer au tableau : il ne fut remplacé qu'en 1639. A cette date, l'ordre de succession, établi par M. Livet, porte le nom de Baro, au lieu de celui de Granier (1). Il vivait encore au moment où Pellisson écrivait son histoire. Celui-ci en parle avec une certaine indulgence, comme d'un « curieux de bons manuscrits », d'un amateur de beaux livres et de belles reliures. « Il y auroit peut-être, nous dit-il, quelque inhumanité à s'arrêter davantage sur cette matière, puisqu'il vit encore, et, comme on dit, tout à fait dans la dévotion, bien que le livre intitulé : *Etat de la France en 1652*, l'ait mis entre les académiciens morts (2). »

« Le nombre de quarante n'étoit pas encore rempli, nous dit Pellisson (3); cependant M. Bardin et M. du Chastelet moururent presque en même temps (4), et laissèrent deux nouvelles places vacantes. On répara cette double perte en recevant M. Bourbon et M. d'Abblancourt (5). »

Bientôt après, deux autres académiciens moururent : Philippe Habert, commissaire des guerres, tué en 1637, jeune encore, à l'âge de trente-deux ans, au siège du

(1) Ch. Livet, II, 542.

(2) *Ibid.*, I, 153. — Pellisson n'indique nulle part la date du remplacement de Granier par Balthazar Baro. Voy. *Notice de Baro*; I, 237.

(3) Mais ce nombre eût été rempli si, comme le dit plus haut Pellisson, le chiffre des académiciens eût été auparavant de *trente-six personnes*.

(4) En 1637.

(5) Registres du 23 septembre 1637. — Ch. Livet; I, 154.

château d'Emery, entre Mons et Valenciennes; et Mézi-riac, qui mourut, jeune aussi, à l'âge de quarante-cinq ans, le 26 février 1638.

On choisit à leur place Jacques Esprit et La Mothe-le-Vayer. Les registres du 14 février 1639 nous apprennent qu'ils furent reçus le même jour. Pellisson ajoute : « Le sort les rangea comme je viens de les nommer.

« Et enfin, pour remplir la seule place qui restoit du nombre de quarante, on proposa dans la même assemblée M. de Priézac, conseiller d'État, qui fut reçu huit jours après (1). »

Voilà enfin les Quarante au complet. Il avait fallu cinq laborieuses années, depuis le 13 mars 1634 jusqu'au 14 février 1639, pour atteindre le chiffre fixé dès le début et qui n'a pas varié depuis.

Il nous reste à donner le tableau des quarante premiers membres de l'Académie française. Sauf pour Hay du Chastelet et Racan, qu'il a oubliés, nous suivrons exactement l'ordre de nomination indiqué par Pellisson. M. Ch. Livet, dans son excellente édition de l'*Histoire de l'Académie française*, a suivi de fort près cette liste. Mais nous ne savons pourquoi il s'en est écarté pour Balzac. M. Livet attribue le 33^e fauteuil au célèbre épistolier, après Porchères-Laugier, nommé le 4 décembre 1634. Cependant le texte de Pellisson est bien formel : il nous paraît fixer la place de Balzac après Servien, avant Racan. Cette élection eut lieu entre le 13 mars et le

(1) Ch. Livet; I, 155.

mois d'août 1634. Dans ce cas, c'est le 27^e fauteuil qu'il faut lui assigner.

Tout d'abord nous plaçons en tête de notre liste, et dans l'ordre où les nomme Pellisson, les amis qui se réunissaient chez Conrart.

Puis, vient le groupe de ceux qui furent nommés en même temps, en 1634, lorsque Richelieu eut fait connaître son désir de prendre la petite assemblée sous sa protection. Nous laissons Mainard dans le groupe où le place Pellisson; bien qu'à notre avis et pour les raisons données plus haut (1), il n'ait été nommé qu'après le mois d'août 1634.

I.	GODEAU.	janvier ou février 1634
II.	GOMBAULD	— »
III.	CHAPELAIN.	— »
IV.	Philippe HABERT. .	— »
V.	Germain HABERT, abbé de Cerisy.	— »
VI.	CONRART.	— »
VII.	DE SERISAY.	— »
VIII.	DE MALLEVILLE. . .	— »
IX.	Nicolas FARET. . . .	— »
X.	DESMARETS DE SAINT-SORLIN.	— »
XI.	BOIS-ROBERT.	— »
XII.	Guillaume BAUTRU DE SERRANT (2), un peu après.	1634

(1) P. 12.

(2) M. Ch. Livet place ici Paul Hay du Chastelet (II, 539); mais

XIII.	SILHON.	un peu après	1634
XIV.	Jean SIRMOND.	—	»
XV.	L'abbé DE BOURZEIS.	—	»
XVI.	MÉZIRIAC.	—	»
XVII.	MAINARD.	—	»
XVIII.	COLLETET.	—	»
XIX.	GOMBERVILLE.	—	»
XX.	SAINT-AMANT.	—	»
XXI.	COLOMBY.	—	»
XXII.	Jean BAUDOIN.	—	»
XXIII.	Claude DE L'ESTOILE.	—	»
XXIV.	PORCHÈRES D'ARBAUD.	—	»
XXV.	Paul HAY DU CHASTELET.	—	»
XXVI.	Abel SERVIEN.	13 mars	1634
XXVII.	BALZAC.	un peu après	»
XXVIII.	RACAN.	—	»
XXIX.	BARDIN.	3 avril	1634
XXX.	P. DE BOISSAT.	novembre-4 décembre	1634
XXXI.	VAUGELAS.	—	»
XXXII.	VOITURE.	—	»
XXXIII.	PORCHÈRES-LAUGIER.	—	»
XXXIV.	Henri-Louis HABERT DE MONTMORT, fin de décembre.		1634
XXXV.	MARIN CUREAU DE LA CHAMBRE.	—	»
XXXVI.	SEGUIER.	8 janvier	1635

il ne nous dit pas pourquoi il lui assigne ce rang. Comme nous n'avons pas la date exacte de sa nomination, que Pellisson n'en fait pas mention, nous le plaçons à la fin de ce second groupe.

- XXXVII. Daniel HAY, abbé de Chambon, 26 fév. 1635
XXXVIII. Granier. 3 septembre 1635
XXXIX. Louis Giry. 14 janvier 1636
XL. Daniel de Priézac. 14 février 1639

Cet ordre diffère un peu de celui que M. Livet a suivi.
Nous avons donné les raisons de ces changements : on
jugera si elles sont suffisantes.

CHAPITRE III

L'Académie. Ses statuts. Principaux articles — Candidatures académiques. La résidence. Mode de nomination. — Organisation de l'Académie. Protecteur, directeur, chancelier, secrétaire perpétuel. — Richelieu, protecteur de l'Académie (1634-1642). — Seguier, protecteur (1642-1672). — Le Roi, protecteur de l'Académie (mai 1672). — Mode de nomination du directeur et du chancelier. — Les secrétaires perpétuels. Ordre de leur succession. — Premiers directeurs et chanceliers. — Libraires de l'Académie. Ordre de leur succession. — Comment ont été rédigés les statuts de l'Académie. — Part de Chapelain dans cette rédaction.

Dès les premiers jours de l'année 1634, l'Académie française a une existence officielle. « On employa, écrit Pellisson, depuis le mois de février de l'année 1634, jusqu'à celui de l'année suivante 1635, à lui donner la forme qu'elle devoit avoir, à dresser ses statuts, et à faire sceller l'édit de son érection (1). »

De bonne heure, la jeune institution trouva son organisation définitive : son nom, le chiffre de ses membres, ses lois, dont la plupart existent encore. N'est-ce pas là chose remarquable, que, tout d'un coup, sans le

(1) Édit. Ch. Livet ; I, 41.

moindre tâtonnement, avec une étonnante précision, on ait rédigé, en 1634, des statuts qu'on n'a pas eu à modifier depuis?

En France, tout ce qui venait de l'ancien régime a été bouleversé de fond en comble. Magistrature, armée, finances, enseignement, clergé, noblesse, tout a été entièrement changé, et, entre un Français du dix-huitième siècle seulement, et nous, Français du dix-neuvième, il y a plus de différence qu'il n'y en eut jamais entre un Français du quatorzième et un autre du dix-huitième siècle. L'Académie française est à peu près la seule de nos institutions d'autrefois qui soit demeurée debout, intacte encore, de toutes pièces, sans autre différence, peut-être, entre le passé et le présent, que jadis elle siégeait au Louvre, et qu'elle est en face, aujourd'hui, au collège Mazarin.

Ces statuts contiennent cinquante articles : nous en signalerons les principaux (1). D'abord, la nouvelle institution laisse de côté les noms bizarres ou ambitieux : elle prend simplement le titre d'*Académie française*.

Un autre article réglait que nul ne serait académicien s'il n'obtenait auparavant l'agrément du Protecteur (2). Ce dernier point, l'approbation, est demeuré seulement en vigueur. Aujourd'hui, quand une élection a lieu, dans n'importe quelle section de l'Institut, elle est communiquée au public avec la formule connue : « Ce choix a été soumis à l'approbation du chef de l'État. »

(1) Voy. ces statuts publiés *in extenso* par M. Livet; I, 489 et suiv.

(2) Voy. ce qui amena ce règlement : Livet; I, 150.

De là était venue primitivement la nécessité de plusieurs scrutins, non pas de deux, comme le remarque l'abbé d'Olivet (1), mais de trois. Pellisson le dit clairement en parlant du mode des élections : « Le Directeur d'ordinaire, ou quelque autre des académiciens, dit-il, *propose* celui qui se présente pour la remplir ; ou, s'il y en a plusieurs, on les propose tous ensemble. Ensuite, *on charge* quelqu'un de la Compagnie de savoir si le Protecteur agréé qu'on délibère sur la réception de cette personne ou de ces personnes ; et, après qu'il a donné son consentement, on fait l'élection par les ballottes à la première assemblée (2). »

Voici qui nous fera mieux comprendre le passage de Pellisson. C'est l'extrait d'un livre récent : *les Chroniques des élections à l'Académie française*. « L'habitude, nous dit l'auteur en parlant du mode des anciennes élections académiques, était alors de procéder à trois scrutins : 1° *Le scrutin par bulletins*, où chaque académicien votait pour son candidat ; 2° *Le scrutin de proposition* avait pour but de présenter au roi le candidat qui avait obtenu la majorité. 3° Une fois que le roi avait agréé le sujet, l'Académie passait à un troisième scrutin dit *scrutin d'élection*, qui n'était que de pure forme (3). »

(1) Ch. Livet ; I, 150.

(2) *Ibid.* ; I, 60. — Voy. un exemple de ce triple scrutin pour l'élection de G. Boileau en 1659 : *les Ennemis de Chapelain*, p. 414 et suiv.

(3) *Chronique des Elections à l'Académie française*, par M. A. Rouxel, p. 45 ; 1 vol. gr. in-8°. Paris, Didot, 1886.

Les statuts ne disent rien du nombre des académiciens. Le chiffre de quarante, qu'on n'a jamais modifié depuis, ni pour l'augmenter, ni pour le diminuer, se trouve fixé dans les *lettres patentes* données par Louis XIII, au mois de janvier 1635. « Nous permettons, y est-il dit, approuvons et autorisons, par ces présentes, signées de notre main, lesdites assemblées et conférences; voulons qu'elles se continuent désormais, en notre bonne ville de Paris, sous le nom de l'ACADÉMIE FRANÇOISE: que notre dit cousin (1) s'en puisse dire et nommer le chef et protecteur; que le nombre en soit limité à quarante personnes; qu'il en autorise les officiers, les statuts et les règlements (2). »

Dès sa première séance, tenue le 13 mars 1634, l'Académie française régla aussi qu'on ne serait plus nommé à l'avenir, sans avoir demandé, auparavant, à être reçu. Ainsi eut lieu l'élection de Balzac. Bois-Robert l'avertit, nous l'avons vu plus haut, « que s'il désiroit d'y être admis, il le pouvoit témoigner à la Compagnie par ses lettres, et qu'il ne doutoit point qu'elle le lui accordât volontiers en considération de son mérite ». Pellisson ajoute : « On en usa ainsi pour exécuter une résolution qu'on venoit de faire, de ne recevoir personne qui ne l'eût fait demander, ce qu'on observe encore aujourd'hui (3). »

Pour le coup, voilà un article que le temps n'a guère

(1) Richelieu.

(2) Ch. Livet; I, 32.

(3) *Ibid.*, I, 149.

affaibli, qu'il a plutôt singulièrement fortifié. A l'origine, il suffit de « faire demander » un fauteuil à l'Académie française. Il n'y avait rien là que de fort naturel : si vous désirez entrer dans une société, c'est bien le moins que vous demandiez à y être admis. En 1690, dans son *Anti-Baillet*, Ménage déclarait n'avoir jamais « postulé pour une place à l'Académie » ; et expliquait ainsi pourquoi il n'avait pas été nommé. « Ce qu'a écrit M. Baillet, disait-il, que ma *Requête des dictionnaires* avoit été mal reçue du public, n'est pas véritable. Il n'est pas véritable non plus que j'aie postulé pour une place de l'Académie. »

Un peu plus loin, Ménage revient sur le propos de Baillet ; il nie de nouveau, et avec énergie : ce qui n'est pas une preuve absolument décisive. Il n'est pas de ceux dont la parole vaut un serment. « M. Baillet, dit-il, avoit ajouté que j'avois postulé pour une place de l'Académie, et que j'en avois été refusé à cause de cette *Requête* : ce que M. le président Cousin, examinateur de son livre, de la part de M. le Chancelier, lui fit ôter. Il est faux que j'aie jamais postulé pour une place de l'Académie, et il est faux, par conséquent, que j'en aie été refusé. Voici le fait. Depuis l'établissement de l'Académie, on a proposé un nombre infini de fois de me faire de l'Académie. Mais comme il falloit postuler pour en être, n'ayant jamais voulu postuler, je n'en ai point été. »

Là-dessus, Ménage rappelle qu'il vient, tout récemment, de refuser une place qui lui était offerte, et, avec une complaisance marquée, il cite une lettre de Huet,

fort aimable assurément, excessivement flatteuse, et qui, au fond, peut-être, n'est qu'une lettre de politesse. « Pour faire voir à M. Baillet, continue Ménage, que ma *Requête des dictionnaires* ne m'a point brouillé avec l'Académie de la façon qu'il dit, c'est que, depuis quinze jours, une place étant vacante dans l'Académie par la mort de M. le duc de Saint-Aignan (1), Messieurs de l'Académie me l'ont offerte le plus obligeamment du monde.

« Et m'étant excusé de l'accepter à cause de ma mauvaise cuisse qui ne m'eût pas permis d'assister à leurs assemblées, M. l'abbé Huet, nommé à l'évêché de Soissons, un des plus dignes sujets de l'Académie, qui étoit en ce temps-là en Normandie, en son abbaye d'Aunai (2), me fit l'honneur de m'écrire là-dessus, en ces termes : « Je suis très fâché que vous ayez refusé « la place de l'Académie qui vous avoit été offerte de « si bon cœur et de si bonne grâce. Et ce chagrin est « une preuve que vous ne la deviez pas refuser. Votre « mal de cuisse ne vous auroit pas empêché d'aller à « l'Académie une ou deux fois par an. Et quand même « vous n'y auriez été que le jour de votre réception, « cela auroit suffi. Il falloit que votre nom parût dans « les fastes de l'Académie. M. Ménage se devoit à « l'Académie, et l'Académie se devoit à M. Ménage (3). »

(1) François de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan. Il était mort le 16 juin 1687.

(2) Aujourd'hui Aulnay-sur-Odon (Calvados).

(3) *Anti-Baillet* dans les *Jugemens des Savans*; p. 163 et suiv.; vol. VIII. Paris, 1730.

En 1732, l'abbé d'Olivet adresse au président Bouhier, son ami, une lettre fort sage, où il examine « le code académique sur l'article des élections ». Il établit en principe, que ceux qui « se proposent d'occuper une place dans l'Académie doivent lui faire connoître leur intention ». Il ne va pas plus loin. « Mais enfin, ajoute-t-il, les visites sont-elles d'obligation? Je réponds hardiment, non : et en voici la preuve, qui est telle qu'on n'a rien à répliquer. Vous savez qui fut reçu le 25 novembre 1723 (1). Assurément nous ne doutons ni vous ni moi que ce ne soit le moindre des académiciens, *quot sunt, quotque fuere, quotque aliis erunt in annis* (2). Or, il fut élu dans un temps où, depuis plus de six mois, il étoit au fond d'une province éloignée. Un homme qui est à Salins rend-il des visites à Paris? On ne laissa pas de l'élire, sur ce que les amis qu'il avoit dans la Compagnie répondirent qu'il seroit vivement touché de cette faveur. »

D'Olivet terminait sa lettre par une déclaration qui n'a rien de bien excessif. « Pour conclure, disait-il au président Bouhier, il résulte de ces exemples que l'obligation de ceux qui pensent à l'Académie se réduit à faire savoir ou par eux-mêmes, ou par quelque académicien, qu'ils y pensent. Voilà, dis-je, l'obligation étroite, qui pourtant n'exclut pas ce qui est dicté par la politesse (3). »

Une délibération de l'Académie française, du 2 jan-

(1) D'Olivet lui-même, nommé le 20 juillet 1723 et reçu le 25 novembre.

(2) Catulle, épig. XLIX.

(3) Lettre du 15 décembre 1732, citée par M. Livet; II, 394.

vier 1721, confirmée plus tard par Louis XV, semblait même avoir eu pour but de supprimer les visites. « Tous Messieurs les académiciens, était-il dit, promettront sur leur honneur de n'avoir aucun égard pour les sollicitations, de quelque nature qu'elles puissent être, de n'engager jamais leur parole, et de conserver leur suffrage libre, pour ne le donner le jour de l'élection qu'à celui qui leur en paroîtra le plus digne (1). »

Et en 1752, le nouveau règlement donné par Louis XV recommandait aux académiciens d'être sourds « aux brigues et aux sollicitations » : ce qui montre bien l'intention d'en finir avec les visites académiques. « La réputation de l'Académie, disait le règlement de 1752, dépendant principalement de son attention à bien remplir les places vacantes, elle n'aura nul égard aux brigues et aux sollicitations, de quelque nature qu'elles soient ; et tout académicien conservera son suffrage libre jusqu'au moment de l'élection, pour ne le donner alors qu'au sujet qu'il en croira le plus digne (2). »

C'était alors le bon temps pour les candidats à l'Académie française ; car depuis, il nous le semble, la formalité des visites, bien qu'elle ne soit pas dans le règlement primitif, est devenue d'une nécessité plus rigoureuse. « On pose pour principe, écrivait en 1723 d'Olivet, que nous avons un statut par lequel il est dit que nous ne recevrons personne qui n'ait sollicité. Mais ce sont des discours qui n'ont pour tout fondement que la

(1) *Recueil L. Aucoc* ; p. 45. Imprimerie nationale, 1889.

(2) *Ibid.*

possession où ils sont de ne pas être contredits (1). »

Le présent usage a le privilège de soulever de temps à autre de véritables tempêtes, de bruyantes protestations : il faut le reconnaître, elles ne sont pas toutes injustifiées. La demande par lettre d'une place à l'Académie aurait quelque chose de plus digne, et ne porterait atteinte à l'indépendance de personne, ni à celle du solliciteur, ni à celle du sollicité. Comme les prétendants seraient heureux du retour à l'ancienne coutume ! le retour au bon vieux temps où l'entrée dans la célèbre compagnie pouvait se faire « sans avoir besoin de briguer les suffrages de tous, sans exiger ces longues et incessantes démarches qui gaspillent tant de temps dans la vie du travailleur (2) ».

On n'est plus admis, comme dans l'ancien régime, à solliciter un procès avec fracas ; à envahir, comme Saint-Simon ou M^{me} de Sévigné, avec une vingtaine de carrosses, le domicile du premier président ou des conseillers au parlement. Les sollicitations ont été supprimées pour les procès ; comment ont-elles pu se maintenir pour les candidatures académiques ? Une visite de remerciement, à la bonne heure. Mais, écrivain obscur ou illustre, qu'on s'appelle Cousin ou Tissot, qu'on s'appelle Laujon ou Villemain, pour ne parler que des morts, être obligé de faire quarante visites, d'aller de porte en porte, chez celui-ci qui demeure à Versailles, et cet autre à Brunoy,

(1) Ch. Livet ; II, 396.

(2) Alfred Maury, *l'Ancienne Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, p. 26 ; 1 vol. in-12. Paris, Didier, 1864.

en vérité, ce doit être un supplice atroce : à moins d'être soutenu par la certitude du succès, il y a de quoi rebrousser chemin vingt fois, et ne plus penser à rien. Remarquez que la parfaite courtoisie des académiciens n'est nullement en cause. Il s'agit seulement de la dure corvée à faire pour être éligible, sans savoir le moins du monde si on sera élu. Ce n'est donc pas chose facile d'être de l'Académie française : des œuvres de grand mérite ne suffisent pas ; il faut y joindre encore, avec bien d'autres avantages, une forte dose de patience et de courage.

De bonne heure aussi, sans toutefois qu'on en fit un article des statuts, il fut d'usage de choisir des personnes demeurant à Paris, et pouvant assister régulièrement aux réunions. Sur ce point l'usage a fléchi et perdu un peu de sa rigueur. Naguère encore nous avions l'exemple de V. de Laprade et de Joseph Autran : l'un demeurait ordinairement à Lyon et l'autre à Marseille.

Au début, nous pouvons le dire, malgré l'exemple contraire de Balzac, la résidence fut plus nécessaire. Deux fois, en 1644 et en 1646, ce défaut de domicile fit échouer la candidature du grand Corneille. Une première fois, on choisit Salomon de Virelade, avocat général au Grand-Conseil, pour remplacer Nicolas Bourbon. « Il fut préféré, nous dit Pellisson, à M. Corneille qui avoit demandé la même place (1). Le Protecteur fit dire à l'Académie qu'il lui laissoit la liberté du choix, et vous jugerez par

(1) Registre du 12 août 1644.

la suite qu'elle se détermina de cette sorte, pour cette raison que M. Corneille, faisant son séjour à la province, ne pouvoit presque jamais se trouver aux assemblées et faire la fonction d'académicien.

« Je dis que vous le jugerez par la suite : car depuis, M. Faret étant mort, on proposa d'un côté le même M. Corneille, et de l'autre M. du Ryer, et ce dernier fut préféré. Or, le registre en cet endroit (1) fait mention de la résolution que l'Académie avoit prise de préférer toujours entre deux personnes, dont l'une et l'autre auroient les qualités nécessaires, celle qui feroit sa résidence à Paris. »

Peu après, dans la séance du 22 janvier 1647, l'auteur du *Cid* fut nommé à la place de Mainard, « parce qu'il fit dire à la Compagnie qu'il avoit disposé ses affaires de de telle sorte qu'il pourroit passer une partie de l'année à Paris (2) ».

Nous ne disons rien des autres statuts ou usages de l'Académie. Nous n'avons voulu que signaler les points principaux, passant, à l'exemple de Pellisson, « pardessus les autres, dont il y en a plusieurs qui ont été ou changés expressément par une délibération de tout le corps, ou abrogés tacitement par l'usage, comme il est arrivé de tout temps, et comme il arrivera sans cesse en toutes les sociétés humaines (3) ».

Quant à sa constitution, l'Académie procéda avec la

(1) Registre du 21 novembre 1646.

(2) Ch. Livet; I, 157.

(3) *Ibid.*, I, 56.

même décision. Elle avait fort bien rédigé ses statuts et déterminé le genre de ses travaux. Elle se constitua de même; elle régla toutes choses avec tant de sagesse, qu'elle est organisée aujourd'hui encore, comme elle le fut jadis. Nous verrons bientôt que Chapelain eut grande part dans cette organisation. Tout fut disposé avec une foi entière en l'avenir, avec une étonnante sûreté de coup d'œil, quelque chose qui rappelle la fière attitude de Romulus traçant à ses pâtres du Latium ce qui devait être l'emplacement d'une grande ville.

Protecteur, directeur, chancelier, secrétaire perpétuel, elle a tout cela dès le début, dès le premier jour, comme elle l'a maintenant. Et ce qu'elle règle ainsi, elle ne le fait pas à l'imitation des académies étrangères; elle n'imité ni la *Crusca* de Florence, ni les autres académies de l'Italie. Elle ne s'inspire que de ses propres besoins, du but de l'institution nouvelle, comme un architecte songe surtout à la destination de l'édifice qu'il bâtit.

En 1634, le protecteur fut Richelieu. Plus tard, ç'a été le roi; et depuis, quelque nom que le souverain ait porté en France, le protecteur a toujours été le chef de l'État. Napoléon I^{er} profita de son titre pour s'opposer à la réception de Châteaubriand (1); comme Louis XVIII, quelques années après, quand il reconstitua l'Académie en 1816, donna l'exclusion à bon nombre de ceux qui avaient été nommés par l'empereur (2).

(1) Nommé en 1811.

(2) Voy. la liste des exclus, *Annuaire des Sociétés savantes*, p. 23; Paris, Masson, 1846.

C'est pour cela, qu'après chaque réception, le nouvel académicien, accompagné du directeur et du secrétaire perpétuel, va rendre visite au chef de l'État et lui remet un exemplaire de son discours. En ce moment la chose paraît toute simple : personne ne fait d'opposition personnelle à tel ou tel Président de la République. Mais que la situation était autrement piquante et délicate, lorsque Villemain, en vertu de l'antique tradition, devait se rendre aux Tuileries et conduire à l'empereur les nouveaux élus, et que ceux-ci s'appelaient Lacordaire, de Broglie, Pré-vost-Paradol, Laprade ou Jules Favre !

Jacques de Serisay fut chargé par l'Académie de rédiger une lettre à Richelieu, « pour le supplier d'honorer la Compagnie de sa protection. » La lettre est du 22 mars 1634. Elle fut présentée au Cardinal par trois députés désignés à cet effet : Bautru, du Chastelet et Bois-Robert. Richelieu répondit : « Qu'il estimoit toute la Compagnie en général, et chacun de ceux qui la composoient en particulier ; qu'il lui savoit gré de ce qu'elle lui demandoit sa protection, et qu'il la lui accordoit de bon cœur (1). »

La réponse de Richelieu avait été insérée dans le registre du 27 mars 1634. La veille, Chapelain annonçait l'importante nouvelle à Balzac, qui la recevait assez indifféremment. « Ce seroit ici le lieu, lui disait-il, de vous parler de l'Académie dont Monseigneur le Cardinal s'est depuis peu rendu le promoteur et qu'il autorise de sa protection (2). »

(1) Ch. Livet ; I, 20 et 24.

(2) Lettre à Balzac, du 26 mars 1634 ; I, 66.

Richelieu mourut à Paris, le 4 décembre 1642. Après avoir songé un instant, pour le remplacer, au jeune duc d'Enghien (1) et à Mazarin, l'Académie décida de choisir pour protecteur le chancelier Seguier, membre lui-même de l'Académie française depuis 1635. « Le 9 décembre (2), raconte Pellisson, il fut résolu que les Officiers, avec Messieurs de Priézac, Chapelain et de Serisay, iroient le supplier d'honorer la Compagnie de sa protection. » La démarche fut faite le 17 décembre : Claude de l'Estoile était directeur; Conrart, secrétaire perpétuel et chancelier, ces deux charges n'étant pas incompatibles. Le chancelier accepta « avec beaucoup de témoignages de joie »; et il fut protecteur de l'Académie jusqu'à sa mort arrivée le 28 janvier 1672 (3).

A partir de cette époque, le roi fut désormais le protecteur de l'Académie. Dans l'intervalle, l'institution avait grandi; elle pouvait, sans trop de témérité, solliciter le patronage royal. Louis XIV, qui avait le sentiment des grandes choses; qui, de plus, voulait tenir en ses mains toutes les forces de la nation, n'était pas homme à refuser. La proposition en fut faite au monarque par M. de Harlay, archevêque de Paris, « académicien lui-même, et l'homme de France, nous dit d'Olivet, né avec le plus de talent pour la parole (4) ».

(1) Le prince avait à peine vingt ans : il était né en 1621.

(2) 1642.

(3) Voy. Ch. Livet; I, 131 et suiv.

(4) *Ibid.*, II, 16. — François de Harlay de Champvallon, archevêque de Paris; reçu le 3 février 1671, à la place de Hardouin de Péréfixe.

Le continuateur de Pellisson a raconté la réception faite alors à l'Académie. Celle-ci alla en corps remercier Louis XIV de ce qu'il daignait agréer le titre de protecteur. « Le roi paroissant en quelque façon ému, écrit d'Olivet, donna de très grandes marques d'estime à la Compagnie, se fit nommer l'un après l'autre tous ceux des académiciens dont le visage ne lui étoit pas connu, et dit en particulier à M. Colbert, qui étoit là dans son rang de simple académicien (1) : « Vous me ferez savoir « ce qu'il faudra que je fasse pour ces Messieurs. » D'Olivet ajoute : « Peut-être M. Colbert, ce ministre si zélé pour les beaux-arts, n'a-t-il jamais reçu d'ordre plus conforme à sa propre inclination (2). »

L'article IV des statuts étoit ainsi conçu : « Il y aura trois officiers : un directeur, un chancelier et un secrétaire, dont les deux premiers seront élus de deux mois en deux mois, et l'autre ne changera pas. »

Depuis longtemps déjà, le Directeur et le Chancelier ne changent plus que de trois en trois mois. Il en étoit ainsi du temps de l'abbé d'Olivet.

Mais tandis qu'aujourd'hui, à chaque trimestre, directeur et chancelier sont nommés à la pluralité des voix, ils étoient désignés auparavant par le sort. On prenoit autant de boules blanches qu'il y avoit d'académiciens. Dans le nombre, il y en avoit une marquée d'un

(1) Il avoit été reçu à l'Académie française en mars 1667, à la place de Silhon. Une faute d'impression fait dire 1660 à M. Ch. Livet : *Ordre de succession aux fauteuils académiques* ; II, 539.

(2) Ch. Livet ; II, 17.

point noir, et une autre de deux points. Celui qui tirait la boule marquée d'un point noir était directeur; celui qui tirait la boule marquée de deux points était chancelier.

Pellisson signale ici une petite particularité : il en a l'air tout surpris. Mais, s'il eût consulté Segrais, peut-être eût-il appris que ce qu'il appelle « un caprice de la fortune », n'était pas uniquement l'œuvre du hasard. « M. Chapelain, dit quelque part Segrais, évitoit tant qu'il pouvoit d'être choisi pour directeur de l'Académie françoise (1). » Les médisances du poète normand, à l'adresse de Chapelain, ne sont pas toujours, tant s'en faut, dignes de beaucoup de foi. Celle-ci, cependant, en particulier, pourrait bien expliquer quelque peu la singularité dont Pellisson va parler. « On a remarqué comme un caprice de la fortune, dit-il, que depuis le commencement de l'Académie, jusques à maintenant (2), M. Chapelain, qui est sans doute des plus considérables de la Compagnie, ne s'est jamais trouvé directeur ni chancelier (3). »

Le secrétaire fut perpétuel et à vie, dès la création même de l'Académie, comme il l'est encore présentement. M. Ch. Livet, dans son édition de l'*Histoire de l'Académie françoise*, a donné une liste abrégée des divers secrétaires qui se sont succédé depuis l'époque de la fondation. A son exemple, nous allons dresser un tableau

(1) *Œuvres*, édit. de 1723; vol. II, 223.

(2) Jusqu'en 1652, moment où écrivait Pellisson.

(3) Ch. Livet; I, 59.

de même genre, que nous tâcherons de compléter ou de rectifier au passage (1).

CONRART, dès l'origine, mars 1634, mort le 22 septembre 1675.

Fr. Eudes de MÉZERAY, élu le 25 novembre 1675, mort le 10 juillet 1683.

Régnier DESMARAIS, élu le 31 juillet 1683, mort le 6 septembre 1713.

André DACIER, élu le 9 novembre 1713, mort le 18 septembre 1722.

L'abbé DUBOS (2), élu le 19 novembre 1722, mort le 23 mars 1742.

Fr. HOUTTEVILLE, élu le 5 avril 1742, mort le 8 novembre 1742.

J.-B. de MIRABAUD, élu le 18 novembre 1742, démissionnaire en 1755 (3).

Ch. DUCLOS, élu le 15 novembre 1755, mort le 26 mars 1772.

D'ALEMBERT, élu le 9 avril 1772, mort le 29 octobre 1783 (4).

MARMONTEL, élu le 9 avril 1784, mort le 31 décembre 1799.

Interruption.

(1) Ch. Livet, I, 490; *Pièces justificatives*.

(2) Omis dans la liste de M. Ch. Livet.

(3) Mirabaud mourut le 24 juin 1760; d'Alembert, *Histoire des Membres de l'Académie française*; V, 632.

(4) Lud. Lalanne, *Dictionnaire historique*, le fait mourir en 1773.

J.-B. SUARD, nommé le 2 février 1803, mort le 20 juillet 1817.

RAYNOUARD, élu le 7 août 1817, démissionnaire le 18 mai 1826 (1).

AUGER, élu le 20 juillet 1826, mort en février 1829.

ANDRIEUX, élu le 22 janvier 1829, mort le 10 mai 1833.

ARNAULT, élu le 23 mai 1833, mort le 16 septembre 1834.

VILLEMAIN, élu le 11 décembre 1834 (2), mort le 8 mai 1870.

PATIN, élu le 29 juin 1871, mort le 18 février 1876.

Camille DOUCET, élu le 30 mars 1876.

En 1634, le directeur fut Jacques de Serisay; et le chancelier, Desmarets de Saint-Sorlin. Le secrétaire, nous l'avons dit, était Conrart, élu à vie, non par la voie du sort, comme l'étaient le directeur et le chancelier, mais par les suffrages de la Compagnie. Ces deux derniers devaient changer de deux mois en deux mois. Mais, par une exception qui n'a pas été unique, on a prolongé ce terme en certaines occasions. « MM. de Serisay et Desmarets, qui furent dans ces deux charges au commencement de l'Académie, les exercèrent jusques à son entier établissement, c'est-à-dire près de quatre ans, depuis le 13 mars 1634 jusqu'à l'onze janvier 1638 (3). »

Dès 1635, l'Académie procède tout comme elle fait aujourd'hui dans les grandes occasions. Elle choisit une

(1) Mort le 27 octobre 1836.

(2) M. Ch. Livet donne la date de 1836.

(3) Ch. Livet; I, 58.

députation ; à sa tête se place le directeur, qui est chargé de prendre la parole au nom de la Compagnie entière. Ainsi se passèrent les choses, lorsqu'en 1635 Segulier demanda à faire partie de l'Académie. Montmort, du Chastelet, Habert, accompagnés des « trois Officiers », qui étaient alors Serisay, Desmarets et Conrart, vinrent remercier le garde des sceaux de l'honneur fait à la Compagnie. « En cette occasion, M. de Serizay, qui étoit le directeur, porta la parole, et on dit qu'il s'en acquitta merveilleusement bien (1). »

Gombauld fut chancelier deux fois de suite, en 1640 ; et, en cette même année, Vaugelas une fois directeur. Nous apprenons ces détails par une lettre adressée à Conrart, alors aux eaux de Bourbon. Le 25 juin 1640 Chapelain lui écrit : « Nous avons fait aujourd'hui de nouveaux officiers ; et M. Gombauld, qui s'étoit opiniâtrément déposé du vicariat de la chancellerie, par une justice de la fortune, s'est lui-même, en distribuant les billets, donné celui qui portoit le nom de chancelier, dont vous auriez ri si vous aviez vu sa surprise. M. de Vaugelas s'est trouvé directeur, qui feroit très bien la charge, s'il avoit la voix un peu plus haute (2). »

Moins de trois mois après, conformément aux statuts, de nouveaux officiers étaient désignés par le sort. Le 11 septembre, Chapelain écrit à Bois-Robert. Il lui donne des nouvelles du Dictionnaire, et semble reconnaître que

(1) Ch. Livet, I, 152. — Registre du 15 janvier 1635.

(2) Lettre à Conrart, du 25 juin 1640 ; I, 651. — M. Ch. Livet donne à cette lettre la date fautive du 27 juin 1640 ; I, 387.

les académiciens sont un peu moins travaillés par la paresse, leur « maladie ordinaire ». Bois-Robert était évidemment chargé de renseigner Richelieu sur l'Académie et ses travaux. Chapelain, à son tour, fournissait au favori du Cardinal les renseignements nécessaires. On ne s'explique pas autrement le ton de ces lettres et leur régularité. Ce sont comme de petits rapports officiels, dressés par un homme aux gages du premier ministre, rapports qui parvenaient à l'Éminence par l'intermédiaire de son confident. « L'Académie, écrit Chapelain, le 11 septembre 1640, ne sait que c'est de vacations. On travaille toujours, et MM. de Bourzeys et de Porchères, redevenus directeur et chancelier, tiennent la main à l'avancement de l'ouvrage (1). »

En 1642, le directeur était Claude de l'Estoile. Pellisson nous l'apprend, en parlant de la députation envoyée le 17 décembre à Segulier, pour lui demander de devenir le protecteur de l'Académie. La députation était composée de trois académiciens : Priézac, Chapelain et Serisay. Elle avait à sa tête Cl. de l'Estoile, directeur, et Conrart, à la fois secrétaire et chancelier (2).

Par ses statuts, l'Académie se donna aussi un libraire. Celui-ci devait avoir mission d'imprimer les ouvrages publiés au nom de la Compagnie. La nomination s'en faisait avec une certaine solennité, et on le traitait en personnage d'importance. Il était élu « par les suffrages des académiciens », devait prêter serment entre les

(1) Lettre à Bois-Robert, du 11 septembre 1640; I, 693.

(2) Voy. plus haut, p. 52.

main du directeur et, de plus, il était inamovible dans son emploi. « Le libraire de l'Académie est aussi perpétuel, écrit Pellisson, quoiqu'il soit reçu avec cette condition, *tant qu'il plaira à la Compagnie*, qui signifie qu'elle seroit en liberté d'en prendre un autre, si bon lui sembloit (1). »

Aujourd'hui l'Académie française n'a plus d'imprimeur particulier. Cependant les Didot paraissent avoir recueilli la succession des Camusat et des Coignard. Ils prennent le titre général d'*Imprimeurs de l'Institut de France*.

Pellisson a fait un bel éloge du premier libraire de l'Académie. C'est à l'endroit de son *Histoire* où il parle du directeur, du chancelier et du secrétaire. « Outre ces trois officiers, dit-il, on créa un libraire de l'Académie, lequel devoit aussi lui servir comme d'huissier. Cette charge fut donnée à Camusat (2), qui étoit de tous ceux d'alors celui que l'on estimoit le plus habile, car, outre qu'il étoit très entendu en sa profession, il étoit homme de bon sens, et n'imprimoit guères de mauvais ouvrages (3). »

Camusat mourut en 1639. Chapelain se souvenant que le titre de libraire de l'Académie étoit « perpétuel », défendit courageusement les droits de la veuve, Il les fit prévaloir contre la volonté formelle de Richelieu et contre la compétition de Cramoisy, qui convoitait cette succession.

(1) Ch. Livet; I, 58. — Voy. la cérémonie d'installation de Du Chesne, reçu libraire de l'Académie, au nom de la veuve de Camusat; I, 129.

(2) Registre du 10 avril 1634.

(3) Ch. Livet, I, 18.

Pellisson parle « de la générosité que l'Académie témoigna après la mort de Camusat, son libraire, ayant en faveur de sa veuve et de ses enfants, résisté, pour ainsi dire, à la volonté du Cardinal, son protecteur (1). » Mais l'honneur de cette résistance revient presque uniquement à Chapelain : ses lettres en font foi. A plusieurs reprises, il écrit à Bois-Robert ; il presse, il insiste avec fermeté, et finit par obtenir que Richelieu révoque l'ordre donné de prendre Cramoisy pour libraire. Le 3 juillet 1639, Bois-Robert avait signifié d'Abbeville à l'Académie la volonté du Cardinal ; et dès le 20 juillet, sans plus de délai, l'affaire était terminée au gré de Chapelain (2). Voilà un trait de courage qui a son mérite ; il vaut la peine d'être signalé, et, sans médire de personne, peut-être, en pareille circonstance, la plupart de ceux qui accusent tant Chapelain de timidité et de faiblesse, eussent-ils capitulé beaucoup plus vite. Peut-être n'avons-nous pas trop le droit, dans le temps présent, de le prendre de si haut avec la dignité et l'indépendance des caractères d'autrefois.

Nous plaçons ici la liste des divers imprimeurs-libraires de l'Académie, depuis son établissement jusqu'à ce jour : ce tableau n'est pas sans quelque intérêt.

Il diffère de celui que M. Livet nous donne dans son *Histoire de l'Académie française* (3). Le savant éditeur de Pellisson a adopté l'ordre indiqué dans un recueil

(1) Ch. Livet, I, 27.

(2) Pour tout ce débat, voy. plus loin.

(3) Vol. I, 496.

publié en 1808, par Demonville (1), le dernier imprimeur de l'Académie, ou tout au moins l'un de ses enfants. Ce catalogue est incomplet et inexact; nous en proposons un autre : il nous paraît meilleur, sans qu'il nous paraisse absolument certain. Nous avons puisé les éléments de cette liste dans l'ouvrage d'un ancien imprimeur, A. Lottin, dont les renseignements sont généralement exacts (2).

N'ayant pu faire concorder les deux listes, nous les plaçons ici l'une et l'autre. Peut-être, à l'aide des deux tableaux, pourrait-on en dresser un troisième qui serait à peu près fidèle.

Voici d'abord l'ordre indiqué par M. Livet :

1634. — Jean CAMUSAT.

1643. — P. LE PETIT.

1686. — J.-B. COIGNARD.

1689. — J.-B. COIGNARD.

1713. — J.-B. COIGNARD.

1749. -- Bernard BRUNET (3).

1775. — Ant. GUÉNARD-DEMONVILLE.

Voici maintenant les renseignements que nous avons recueillis dans le *Catalogue chronologique*, cité plus haut.

(1) *Choix de Discours de réception à l'Académie française*, avec une INTRODUCTION par L. Boudou; 2 vol. in-8°. Paris, Demonville, imprimeur-libraire, rue Christine, n° 2; 1808. Voy. vol. II, p. 509.

(2) *Catalogue chronologique des libraires et des libraires-imprimeurs de Paris*, etc. 1 vol. in-12. Paris, 1789.

(3) Après B. Brunet, L. Boudou nomme Jacques-Bernard Brunet, en 1760; I, 509.

- Jean CAMUSAT; 1634, impr. de l'Académie françoise, meurt le 26 juin 1639. 1634 — 1639
- CAMUSAT (Denyse Courbé (1), veuve de Jean) 1639, 26 juin, L. I. de l'Académie françoise. 1639 — 1643
- Pierre LE PETIT; 1643, imprimeur de l'Académie françoise; 1686, 25 septembre, meurt âgé de 69 ans. . . 1643 — 1686
- Jean-Baptiste II COIGNARD (2); 1687, 28 juillet, Libraire et imprimeur ordinaire du roi et de l'Académie françoise. Mort en 1737. 1687 — 1717
- Jean-Baptiste III, son fils (3); 1717, 11 août, Imprimeur ordinaire du roi et de l'Académie françoise. Meurt, 1768, 31 octobre. 1717 — 1752
- Bernard BRUNET; 1752, impr. de l'Académie françoise, meurt le 30 septembre 1760. 1752 — 1760
- BRUNET (Marie-Catherine Régnard, veuve de Bernard); 1760, 30 septembre, Li-

(1) S'appelait Denyse de Courbe, et non *Courbé*, nom d'une autre célèbre famille d'imprimeurs.

(2) Ce fut lui qui acheva l'impression du Dictionnaire de l'Académie, commencée par Pierre Le Petit. — Voy. J. de la Caille, *Histoire de l'Imprimerie*, p. 301. 1 vol. in-4°, 1689.

(3) Ces dates diffèrent beaucoup de celles recueillies par M. Livet. De plus, dans le *Catalogue* de A. Lottin, nous ne trouvons que deux Coignard, au lieu de trois, désignés comme libraires de l'Académie.

braire et imprimeur de l'Académie
françoise. 1760 — 1772

Jacques-Bernard BRUNET, fils de Bernard;
1772, 27 mars, imprimeur de l'Académie
françoise; 1774, 2 août, s'étoit
démis de son imprimerie. 1772 — 1774

Antoine GUÉNARD DE MONVILLE, « gendre
de Bernard Brunet; 1788, rue Chris-
tine, impr. de l'Académie françoise. »
Peut-être faudrait-il entendre par là,
non pas qu'il fut libraire de l'Académie en
1788, mais jusqu'en 1788. Nous pro-
poserions la date suivante. 1775 — 1788

Il n'est pas hors de propos de dire comment furent rédigés les statuts de l'Académie. Dans leur ensemble, ils sont l'œuvre collective des académiciens nommés en 1634; mais Chapelain en a inspiré la plupart des articles. Ce sont ses idées et ses vues. De plus, il veille à l'exécution du règlement avec un soin presque jaloux, avec le zèle d'un homme qui défend une œuvre personnelle. Au besoin, pour en maintenir l'intégrité, il luttera contre Richelieu et entraînera l'Académie dans sa résistance. En toute circonstance, il est le représentant inflexible de la règle, de la tradition. Perrault, son contemporain et son ami, le qualifie à merveille, quand il l'appelle « un rigide observateur des coutumes anciennes ».

Pellisson même, lui qui, par convenance, ne pouvait

parler qu'en général, semble confirmer notre opinion. Il nous montre Chapelain chargé avec Gombauld de la révision de ces statuts : semblable mission nous paraît significative.

Tout d'abord, les académiciens eurent ordre de penser en particulier aux occupations futures de l'Académie, et aux lois qu'il conviendrait d'établir. En même temps, Nicolas Faret était prié de préparer un discours « qui contînt comme le projet de l'Académie, et qui pût servir de préface à ses statuts (1) ».

Pareil « projet » devait embarrasser quelque peu le rédacteur, qui ne se hâtait pas de communiquer son *Discours*. Chapelain, dans son rapport accoutumé sur les affaires de l'Académie, se plaint de la négligence de Faret. La lettre, par sa date du 4 septembre 1634, semble bien faire allusion au travail attendu. « Le bon M. Faret est un des négligens, écrit Chapelain à Bois-Robert, ou plutôt un de ceux que les affaires en détournent davantage (2). »

Dès la seconde assemblée, tenue le 20 mars 1634, nous voyons Chapelain déterminer nettement la future occupation de l'Académie. C'est lui, raconte Pellisson, qui prend la parole dans cette séance; lui qui, bien avant Fénelon, demande qu'on travaille à la pureté de la langue « par un ample dictionnaire et une grammaire fort exacte », par une rhétorique et une poétique. En 1634, c'est déjà le plan de la lettre que Fénelon écrira,

(1) Pellisson; I, 20.

(2) Lettre à Bois-Robert, du 4 septembre 1634; I, 78.

en 1714, à Dacier *Sur les occupations de l'Académie françoise*. « Et parce que M. Chapelain s'étoit étendu sur la manière dont on devoit travailler au dictionnaire et à la grammaire, il fut prié d'en dresser un plan (1), qui fut vu depuis par la Compagnie, et sur lequel il fut ordonné qu'il conférerait avec MM. de Bourzeys, de Gombauld et de Gomberville (2). »

Dans la même séance du 27 mars 1634, la même commission fut chargée aussi de préparer les statuts de la Compagnie. « Quant aux statuts de l'Académie, écrit Pellisson, le premier qui travailla sur ce sujet fut M. du Chastelet, conseiller d'Etat. Après qu'on eut vu son travail, il fut ordonné qu'il en conférerait avec MM. de Bourzeys, de Gombauld et de Gomberville (3). »

Tous les académiciens avaient été invités à donner par écrit des mémoires sur cette matière. Pellisson avait vu neuf de ces mémoires dont il cite les auteurs : Faret, Gombauld, Chapelain, Conrart, Sirmond, du Chastelet, Bardin, Colletet et Baudoin. Le 4 décembre 1634, ces divers projets « furent mis entre les mains de quatre commissaires : MM. du Chastelet, Chapelain, Faret et Gombauld, pour prendre de chacun ce qu'ils trouveroient de meilleur; et après leur choix, M. Conrart qui, en qualité de secrétaire, avoit aussi assisté à toutes ces conférences particulières, digéra et coucha par écrit les

(1) Registre du 27 mars 1634.

(2) Pellisson; I, 28.

(3) *Ibid.*

articles des statuts. Ils furent lus, examinés et approuvés par la Compagnie (1) ».

Telle fut l'organisation primitive de l'Académie française; tels furent ses statuts parus en 1635 avec l'approbation et la signature de Richelieu. Chapelain eut une part considérable à leur rédaction. Le fait paraît certain : on pourrait presque, aidé de ses lettres, déterminer à coup sûr les articles qu'il proposa ou fit adopter (2).

(1) Pellisson; I, 30.

(2) En particulier, les articles 1, 3, 24, 26 et 48.

CHAPITRE IV

Séances de l'Académie française. Jours des séances. — Lieux des réunions jusqu'en 1642. — L'hôtel Seguier, de 1642 à 1672. — Le Louvre, mai 1672. — Jetons de présence. — Mode de certaines élections. — Séances de réception devenues publiques, 1673. — Comment se tiennent les séances ordinaires. — Les registres de Conrart. Ce qu'ils sont devenus.

L'article XVII des statuts déterminait le jour et l'heure des séances. « Les assemblées ordinaires, y est-il dit, se feront tous les *lundis* aux lieux qui seront jugés les plus commodes par les directeurs, jusqu'à ce qu'il ait plu au roi d'en donner un, et commenceront à deux heures après midi précisément. »

Les registres du 21 décembre 1637 nous apprennent que, cette année-là, on prit le mardi au lieu du lundi. Pellisson ne donne pas la cause de ce changement. Ce pourrait bien être que les académiciens, comme la plupart des Parisiens aujourd'hui, allaient à la campagne et faisaient le *lundi* : ce qui rendait les absences fort nombreuses.

Mais au mois de mars 1638, on revint au lundi.

Lorsque Seguier eut été nommé protecteur de l'Académie, en 1643, il demanda que les réunions se fissent

le samedi, « afin qu'il pût se trouver plus souvent aux assemblées ». Cependant, le 19 décembre 1643, il fut décidé qu'on reprendrait le mardi.

Du temps de Pellisson, en 1652, les réunions étaient plus fréquentes. Elles avaient lieu deux fois par semaine, afin d'avancer plus rapidement le travail du Dictionnaire. « Maintenant que j'écris ceci, dit-il, on s'assemble deux fois la semaine, le mercredi et le samedi, pour le seul dessein d'avancer cet ouvrage et de réparer le temps perdu (1). »

En 1675, la même raison fit augmenter encore le nombre des réunions : elles eurent lieu, nous apprend d'Olivet, trois fois par semaine ; « et depuis ce temps-là, ajoute-t-il, c'est l'usage que les trois jours d'assemblée soient le lundi, le jeudi et le samedi (2) ».

Les séances de l'Académie française furent interrompues pendant la Révolution. La loi du 5 fructidor an III (22 août 1795), en créant l'Institut, en fit une simple section de la III^e classe, sous le nom de *Littérature et Beaux-Arts*.

Le 23 janvier 1803 (3 pluviôse an XI), le premier Consul décrète une nouvelle organisation de l'Institut. Bonaparte le divise en quatre classes. L'ancienne Académie française s'y trouvait un peu moins maltraitée ; elle était admise à former une classe distincte sous le nom de CLASSE DE LA LANGUE ET DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISES. C'était la manie alors, nous ne l'avons pas perdue, par

(1) Pellisson ; I, 66.

(2) *Ibid.*

dédain du passé, de donner des noms nouveaux à des choses anciennes.

« La seconde classe, disait le décret de 1803, sera composée de quarante membres.

« Elle est particulièrement chargée de la confection du dictionnaire de la langue française; elle fera, sous le rapport de la langue, l'examen des ouvrages importants de littérature, d'histoire et des sciences (1). »

Enfin, par ordonnance du 21 mars 1816, Louis XVIII rendit purement et simplement son ancien titre à l'Académie française, dont il se déclarait le protecteur. « Les Académies sont sous notre protection directe et spéciale. » De plus, la célèbre institution de Richelieu avait la liberté de reprendre ses *anciens statuts*. Il faut entendre par là évidemment avec les statuts de 1752 ceux que Chapelain avait rédigés jadis de concert avec Conrart, Gomberville et Gombauld : « L'Académie française reprendra ses anciens statuts (2). »

Aujourd'hui, les séances ordinaires de l'Académie française ont lieu tous les jeudis, de 3 heures à 5 heures.

Dans la période des concours académiques, à partir du mois de février, les réunions ont lieu deux fois par semaine : le mardi et le jeudi.

Autrefois, l'Académie avait ses vacances comme les tribunaux et les collèges. Elles commençaient à la fin

(1) On trouvera le nom des *Quarante* en 1803 dans l'ouvrage de M. A. Potiquet : *l'Institut national de France*; in-8°. Paris, Didier, 1871.

(2) Voy. des extraits de ces divers règlements dans l'*Annuaire de l'Institut*, 1888; imprimerie nationale.

du mois d'août pour se terminer à la Saint-Martin, le 11 novembre. Ce bon temps fut de courte durée. Dès 1729, d'Olivet, continuant l'*Histoire* de Pellisson, écrivait fièrement : « L'Académie françoise ne prend plus de vacances, en quelque temps que ce soit (1). »

Depuis, ces habitudes stoïques se sont conservées. Quand tout est en vacances, que les écoles sont vides, et que « le palais dort », pour parler comme Chapelain, les académiciens donnent encore l'exemple du travail, et tiennent bravement leur séance hebdomadaire du jeudi. La chronique dit bien qu'à cette époque de lassitude et de repos général, les séances sont plus languissantes et les absences plus nombreuses; n'importe : pareil effort est louable et mérite d'être signalé (2).

« Le lieu des assemblées, écrit Pellisson dans son *Histoire*, a changé encore plus souvent que le jour. » Et ici, notre excellent historien exprime le regret que Richelieu, en fondant l'Académie, ait oublié de la loger. « Et certes, ajoute-t-il dans une comparaison délicieuse, quand je considère les différentes retraites qu'eut cette Compagnie durant près de dix ans, tantôt à une extrémité de la ville, tantôt à l'autre, jusqu'au temps de ce nouveau protecteur (3), il me semble que je vois cette île de Délos des poètes, errante et flottante jusques à la naissance de son Apollon (4). »

(1) Édit. Ch. Livet; I, 66.

(2) Les autres académies ne prennent aussi aucunes vacances.

(3) Segnier.

(4) I, 67.

Nous allons essayer de tracer de notre mieux le tableau de la vie errante de l'Académie, depuis sa naissance jusqu'en 1643, époque où le chancelier Seguier la recueillit dans son hôtel, et d'où elle ne sortit plus qu'en 1672, pour aller au Louvre.

L'Académie française a été établie en 1635, par édit de Louis XIII; « mais son origine est de quatre ou cinq ans plus ancienne (1) ». Dès 1629, ceux qui formèrent plus tard comme le premier groupe de l'Académie se réunissaient chez Conrart, rue des Vieilles-Étuves et non rue Saint-Martin, moins encore rue Saint-Denis, comme l'a dit M. Edouard Fournier (2). C'est un grand dommage qu'on n'ait pas cherché à déterminer exactement la maison habitée par Conrart, et qui fut réellement comme le berceau de l'Académie française. Ce quartier, dans presque toute son étendue, depuis la porte Saint-Martin jusqu'à la rue de Rivoli, a conservé à peu près son antique physionomie, et échappé à la manie de démolition qui travaille nos édiles depuis une trentaine d'années. Il eût été possible de retrouver la maison occupée jadis par le premier secrétaire perpétuel. Mais c'est toujours la même chose : nous avons une plaque commémorative pour marquer la maison où Sedaine est mort, celle où Théophraste Renaudot a fondé sa *Gazette*; nous n'avons rien qui indique en quel endroit quelques gens de lettres s'assemblèrent régulièrement

(1) Pellisson; I, 7.

(2) *Variétés historiques et littéraires*; vol. I, p. 127. 4 vol. in-12. Paris, Jannet, 1855.

de 1629 à 1634, et tinrent des réunions d'où l'Académie française est sortie.

Cette hospitalité offerte par Conrart à ses amis dura plusieurs années. Aussi le regarde-t-on, à cause de cela, comme le « Père de l'Académie française ». L'abbé de La Chambre répondant, en 1685, à Boileau, lui rappelait non sans malice ces réunions de quelques amis dont il avait dit tant de mal. Le directeur disait alors au bouillant satirique : « Nous avouons M. Conrart pour instituteur de cette petite Académie naissante, formée seulement de sept ou huit personnes d'élite, que l'amour des lettres avoit rassemblés pour conférer ensemble des productions de leur esprit et pour se perfectionner mutuellement (1). »

Conrart se maria au mois de février 1634. Il épousait une de ses cousines, Madeleine Muisson, fille de Jacques Muisson et de Marie Conrart, sa tante. Nous l'avons dit, le contrat de mariage de Conrart existe encore; il se trouve, sous la date du 19 février 1634, dans l'ancienne étude de M. Le Monnyer, notaire à Paris. Parmi les témoins de l'acte, figurent Antoine Arnauld d'Andilly (2) et Chapelain. « L'acte religieux du mariage de Val. Conrart, et celui de Henri Muisson, son beau-frère, célébrés le même jour, 22 février 1634, à l'ambassade

(1) Recueil de harangues prononcées par MM. de l'Académie françoise, p. 453; 1 vol. in-4°. Paris, 1698, J.-B. Coignard, « imprimeur ordinaire du Roi et de l'Académie françoise ». Voy. plus haut, p. 61, la liste des libraires-imprimeurs de l'Académie.

(2) Celui, sans doute, qui devait être plus tard *le grand Arnauld*.

de Hollande, sont inscrits au registre de Charenton (1). »

Les amis « avisèrent entre eux qu'à l'avenir sa maison ne seroit plus si propre qu'auparavant pour leurs conférences » ; ils déménagèrent et vinrent chercher un asile chez Desmarets, à l'angle de la rue du Roi-de-Sicile et de la rue Tison. C'est là, dans l'ancien hôtel de Pellevé, restauré par le contrôleur général de l'extraordinaire des guerres (2), à partir du 13 mars 1634, que se tinrent les premières séances de l'Académie (3).

Le 30 octobre 1634, nous trouvons celle-ci rue des Cinq-Diamants, dans la maison de Chapelain. Et alors arriva la plaisante aventure de ce brave marchand, qui achète une maison rue des Cinq-Diamants. Puis, effrayé par le nombre de carrosses qui s'y rendent à certains jours, il rompt son marché, pour ne pas loger dans un endroit où se tenaient des réunions suspectes. Toujours le même, le bourgeois de Paris ; d'une bravoure qui ne change pas et se retrouve toujours au même niveau, avant comme après la Révolution !

L'Académie dut se réunir encore rue des Cinq-Diamants, pendant les premiers mois de 1635. Puis, à une date que nous ne pouvons préciser, elle passa dans un autre domicile. Pellisson, dans la curieuse énumération qu'il fait à ce sujet, ne parle pas de ce voyage. Cependant le fait ne nous paraît pas douteux : nous le

(1) A. Jal ; *Dictionnaire de Biographie et d'Histoire*. — Voy. plus haut nos remarques sur les renseignements fournis à ce sujet par M. A. Jal.

(2) Espèce d'intendant militaire.

(3) Pour ces diverses dates, voy. Pellisson ; I, 66 et suiv.

trouvons consigné dans une lettre de Chapelain. Le 25 avril 1635, il écrit à Bois-Robert, et lui donne des nouvelles de l'Académie. « L'assemblée, lui dit-il, a changé de lieu depuis votre départ, et M. de la Brosse m'a succédé. A ce nom, vous jugez bien qu'elle a gagné au change en toutes façons (1). »

Voici une particularité digne de remarque. Cette fois, l'hôte de l'Académie n'est plus un personnage académique, comme tous les autres l'avaient été jusqu'à présent. Mais quel est ce M. de la Brosse? M. Tamizey de Larroque, rencontrant ce nom, se demande si ce ne serait pas « le célèbre Guy de la Brosse, médecin ordinaire de Louis XIII »; ou plutôt le père « de cette M^{lle} de la Brosse, une des filles de M^{me} la Princesse », dont parle Tallemant des Réaux, dans son historiette de Chapelain (2).

Le 10 octobre 1636, celui-ci écrit à Godeau, alors évêque de Grasse et de passage à Dreux. Il s'excuse de ne pouvoir venir le rejoindre, et passer quelques jours avec lui à Rambouillet ou à Mézières (3), chez les dames de Clermont. Il ne peut quitter Paris, dit-il, « tant que M^{me} la duchesse de Longueville y sera ». Puis il ajoute : « Tous les autres moyens m'ont manqué depuis. M. d'Andilly s'en va à Pomponne; M. de la Brosse n'ira point au Mesnil (4), et je serai contraint de manquer de parole

(1) Lettre à Bois-Robert, du 27 avril 1635; I, 95.

(2) *Lettres de Chapelain*; I, 120.

(3) Le château de Mézières, près de Dreux.

(4) Probablement Mesnil-le-Roi, village de Seine-et-Oise.

à M^{me} la marquise (1), et de me dérober à l'extrême contentement que je m'étois promis en l'allant visiter (2). »

En 1636, Balzac faisait un bel éloge de M. de la Brosse, qui s'était chargé d'un de ses paquets pour Rome. « A ce que je vois, écrit-il à Chapelain, M. de la Brosse ne m'a pas seulement obligé, il a voulu encore m'obliger de bonne grâce. C'est d'une faveur m'en faire deux, et entendre l'art qu'enseigne Sénèque. Mais il entend bien d'autres choses, et je ne sais si je vous dis étant à Paris, qu'autant de fois que j'eus l'honneur de l'entretenir, je fus ébloui des lumières qui sortoient de son esprit (3). »

M^{me} de Sévigné parle plusieurs fois, dans ses *Lettres*, d'un M. de la Brosse, qui pourrait bien être le fils de celui qui nous occupe. En 1671, elle écrit à sa fille, lui annonce sa prochaine arrivée à Grignan, et lui recommande de bien recevoir ce fils d'un de ses « plus anciens amis ». — « M. de la Brosse, dit-elle à M^{me} de Grignan, veut que ma lettre l'introduise auprès de vous : n'est-ce pas se moquer des gens? Vous savez l'estime et l'amitié que j'ai pour lui; vous savez que son père est l'un de mes plus anciens amis; vous savez vous-même le mérite de l'un et de l'autre, et vous avez pour eux tous les sentiments que je voudrois vous inspirer : vous voyez donc bien que ma lettre ne peut lui être utile. C'est à

(1) M^{me} de Rambouillet.

(2) Lettre à Godeau, du 10 octobre 1636; I, 120.

(3) *Œuvres complètes* de Balzac; I, 784. — Lettre avec la date fausse du 16 février 1639. — Balzac avait fait un séjour à Paris en 1635.

moi qu'elle est bonne; car, en vérité, j'aime à vous écrire (1). »

Segrais, qui, dans ses *Mémoires-Anecdotes*, n'épargne pas Chapelain, prétend relever une erreur de Vigneul-Marville, et se trompe doublement lui-même. « L'auteur des *Mélanges d'histoire et de littérature* dit, au commencement de la seconde partie qui vient de paroître (2), que le marquis de la Brosse donna M. Chapelain pour précepteur à ses enfants : il s'est trompé, il a voulu dire le marquis de la Trousse. » Et Segrais ajoute avec un malin plaisir : « Il y a des vers satiriques contre M. Chapelain, qui font foi de cette particularité, et nous savions, M. Ménage et moi, qui étoit l'auteur de ces vers (3). »

Non, quoi qu'en dise Segrais, l'auteur des *Mélanges* ne s'est pas trompé. C'est lui qui prend un personnage pour un autre. Goujet avait eu entre les mains la précieuse correspondance de Chapelain, et il y a puisé largement pour bon nombre de ses notices. L'auteur de la *Bibliothèque françoise* nous dit que Chapelain fut d'abord précepteur de Claude du Bec, marquis de la Bosse, et non *de la Brosse*, dernier fils du marquis de Vardes. Un peu après, en 1615, il entra dans la maison de M. de La Trousse, où il devait rester dix-sept ans, jusqu'en 1632 (4).

(1) Lettre du 15 mars 1671; vol. II, 109; édit. Hachette, collection des grands écrivains.

(2) 3 vol. in-12. Paris, Augustin Besoigne, 1700; vol. II, p. 3.

(3) On les trouvera dans le *Menagiana*; vol. III, p. 315, édit. de 1762. Amsterdam. — *Mémoires-Anecdotes*; *Œuvres* de Segrais, I, p. 221; 2 vol. in-12, Fr. Changuion, 1723.

(4) Voy. Goujet, *Bibliothèque françoise*; art. JEAN CHAPELAIN; vol. XVII. Paris, 1756.

Le 30 avril 1635, l'Académie est reçue chez Habert de Montmort, maître des requêtes, rue Sainte-Avoie (1), au Marais. Habert de Montmort figure parmi les premiers membres de l'Académie : il en fit partie vers la fin de décembre 1634. Ce fut le grand ami de Gassendi, et l'éditeur de ses œuvres. Chapelain disait de lui, et avec raison : « Son amour pour les lettres et pour les lettrés est très ardent et quelquefois libéral (2). »

Après cette station de printemps, l'Académie revient passer l'été de 1635 dans l'humble logis de Chapelain, qui, en aucune saison, ne s'éloigna jamais de Paris. A cette date, 9 juillet 1635, « son antre », comme il l'appelle, était encore rue des Cinq-Diamants. Cette petite rue, parallèle à la rue Saint-Martin, s'étendait de la rue des Lombards à la rue Aubry-le-Boucher; elle a disparu depuis, absorbée par le boulevard Sébastopol.

Le 6 juin 1634, Chapelain écrit à Antoine de Gramont, comte de Guiche, alors au siège de La Mothe (3). L'infatigable épistolier lui fait part de ses propres appréhensions, de celles qu'éprouvent pour lui les dames de Rambouillet et leurs amies. « La mort du chevalier de Seneterre (4), lui écrit-il, nous fait avoir peur des choses

(1) Cette rue commençait rues Neuve-Saint-Merry et Sainte-Croix de la Bretonnerie, et finissait rues des Vieilles-Haudriettes et Michel-le-Comte. (Voy. De la Tynna, *Dictionnaire des rues de Paris*; 1 vol. in-12. Paris, 1812.)

(2) *Mémoire de quelques gens de lettres vivans en 1662.*

(3) Place forte dans la Haute-Marne, occupée à cette époque par les Espagnols. La place se rendit le 28 juillet 1634. (Voy. *Lettres de Chapelain*; I, 47.)

(4) Gabriel de Saint-Nectaire, tué le 30 mai.

mêmes qui y étoient le moins à craindre. Je respons pour le logis de M. le cardinal de la Valette (1), de l'hôtel de Rambouillet, de la salle de M^{lle} Paulet et de mon antre, où l'on se plaint également de ce que vous avez trop de cœur (2). »

Le 3 décembre 1635, peut-être quand le temps de la villégiature fut passé, l'Académie revint chez Desmarets, à l'hôtel de Pellevé.

Quelques jours après, le 24 décembre, voilà la pauvre vagabonde qui déménage encore, et s'en vient « proche l'église Saint-Gervais », chez Gomberville, l'auteur de *Polexandre* (3), l'ennemi fameux du *Car*. C'est lui qui le premier inaugura parmi nous les longues histoires, les romans à perte de vue, en dix, douze ou même vingt gros volumes : *Cléopâtre*, le *Cyrus*, la *Clélie*, continués de notre temps, semblerait-il, jusque dans les aventures interminables de *Monte-Cristo* et des *Mousquetaires*.

Le 16 juin 1636, l'Académie revient chez Conrart, non « à la rue Saint-Martin, » comme le dit ici Pellisson (4), mais à la rue des Vieilles-Étuves, où habitait réellement le secrétaire perpétuel.

Le 3 mai 1638, elle tient ses séances à l'hôtel Segulier, chez l'abbé de Cerisy. Le futur chancelier avait en quelque sorte l'Académie dans sa maison. N'étant encore que président, il groupait déjà autour de lui bon nombre

(1) C'est-à-dire, comme l'explique M. Tamizey de Larroque : « Je réponds que tout ce monde est inquiet à votre sujet. »

(2) Lettre au comte de Guiche, du 6 juin 1634 ; I, 70.

(3) Roman en 5 vol. in-8°. Paris, Toussaint du Bray, 1629-1637.

(4) I, 67.

d'académiciens : Cerisy, Cureau de La Chambre, Ballesdens, Jacques Esprit et Priézac. D'ailleurs, ne l'oublions pas, Segulier était lui-même de l'Académie depuis 1635. Soit inclination naturelle à favoriser les gens de lettres, ou occasion de faire sa cour à Richelieu, peut-être les deux motifs ensemble, il dut accueillir volontiers ses confrères.

Depuis plusieurs années déjà l'abbé Germain Habert de Cerisy vivait auprès de son puissant patron, entouré d'amis distingués, « au milieu des trésors amoncelés dans la bibliothèque du président Segulier, qui n'était pas encore garde des sceaux (1), et logeant dans son hôtel avec Cureau de La Chambre et Ballesdens (2). » Il ne reste plus aucune trace aujourd'hui de ce bel hôtel, dont Sauval a fait une description fort détaillée. Il a été démoli en 1762, et sur son ancien emplacement on a bâti la *Halle au blé* qui s'y voit encore. Cette superbe demeure était située dans le quartier Saint-Eustache, entre la rue Coquillière et celle des Deux-Écus.

L'hôtel avait successivement porté le nom de Condé, de Soissons, de Montpensier et de Bellegarde (3). Lorsque celui-ci en devint propriétaire, vers 1611, il le refit entièrement. Il confia la direction des travaux à du Cerceau, célèbre architecte du temps, qui avait déjà construit les

(1) Segulier eut les sceaux en 1633.

(2) *Le Chancelier Segulier*, par M. R. Kerviler, p. 513; 1 vol. in-12: Paris, Didier, 1875.

(3) Roger de Saint-Lary, duc de Bellegarde et de Termes, né en 1562, mort en 1646.

châteaux de Monceaux et de Verneuil. « C'est lui, ajoute Sauval, qui, sur les débris des hôtels de Condé, de Soissons et de Montpensier éleva le corps de logis et les ailes de l'hôtel Segulier. »

Sauval nous décrit la beauté des jardins, les serres, les grottes, « si pleines de tuyaux, de canaux, de jets d'eaux et de robinets invisibles, que je doute s'il y en a davantage dans les grottes de Ruelle (1) et de Saint-Germain ». Il nous décrit la beauté des appartements, des deux galeries, de la chapelle ornés de peintures de Sarrazin, de Vouet et de Lebrun. « Cette maison ainsi bâtie, nous dit-il, véritablement célèbre à cause de sa régularité, que nos architectes avoient tout nouvellement apportée d'Italie, semble même majestueuse, parce qu'elle étoit faite de briques liées avec des chaînes de pierre, comme la place Royale, la place Dauphine et les autres édifices royaux et publics de ce temps-là. Il n'y eut rien néanmoins qui surprît davantage et donnât plus d'admiration que son grand escalier suspendu en l'air, inventé et conduit par Toussaint Vergier (2).

« L'escalier est une grande masse de pierre à quatre noyaux et à trois étages vides dans le milieu, renfermé dans une cage carrée, accompagnée de quantité de grands paliers et de marches fort longues et aisées, bordées d'appuis et de balustres de pierre, et portées sur

(1) Rueil.

(2) On n'a pas de renseignements sur Toussaint Vergier. (Voy. Bellier et Auvray : *Dictionnaire général des Artistes de l'Ecole française*. Paris, H. Loones, 1885.)

des voûtes et des trompes (1) fort accroupies et surbais-sées. »

Puis, le 14 juin 1638, l'Académie se réunit « chez M. l'abbé de Bois-Robert, à l'hôtel de Mélusine. » M. Ch. Livet nous donne, dit-il d'après Pellisson, la date du 14 juin 1648. C'est une faute d'impression. L'historien de l'Académie a bien mis : 1638. D'ailleurs, depuis 1643, les séances avaient lieu régulièrement à l'hôtel Segulier.

Cette fois enfin, l'hospitalité a un caractère presque officiel : c'est Richelieu qui la donne sous le nom de Bois-Robert. Il y a peu de temps, on vient de confondre ensemble l'hôtel de Mélusine et l'hôtel de la Chancellerie d'Orléans. « L'hôtel, disait à ce propos *le Soleil* (2) parlant de la Chancellerie d'Orléans, a été bâti par Richelieu pour y installer l'abbé Métel de Bois-Robert, le fondateur de l'Académie française, laquelle y tint ses premières séances. »

Par malheur, il n'y a pas un mot de vrai dans ces renseignements. M. A. Vitu, de son côté, nous apprend que la Chancellerie d'Orléans, située au Palais-Royal, rue de Valois, n'a rien de commun avec l'hôtel de Mélusine. La Chancellerie fut bâtie au commencement du dix-huitième siècle par le Régent. Le prince ne risquait guère de l'offrir à Bois-Robert, mort depuis 1662.

Quant à la demeure du favori de Richelieu, ajoute

(1) « Terme d'architecture, sorte de voûte qui va en s'élargissant par le haut. » (Richelet. — Sauval, *Antiquités de Paris*; vol. II, p. 194 et suiv. 3 vol. in-f°. Paris, 1724.)

(2) N° du 26 avril 1889.

M. Vitu, « c'était un ancien hôtel de la maison ducale de Rohan, séculairement connu sous le nom d'hôtel de la Mélusine, qui formait angle droit avec la *Chancellerie*, et rejoignait les bâtiments du Palais-Royal. Devenu l'hôtel du Plessis-Châtillon (1), il fut renversé en 1784 pour l'ouverture de la rue de Valois, qu'il barrait de part en part (2). »

En 1639, l'Académie était encore à l'hôtel de Mélusine. Du fond de son diocèse, Godeau, paraît-il, avait parlé avec irrévérence de l'Académie. A son tour, Chapelain raille le mauvais plaisant. Le 14 janvier 1639, il lui répond avec un aimable dépit : « Pour l'exercice de la troupe (3), il n'y a pas d'apparence de l'aller divulguer à un profane comme vous qui tournez ses mystères en raillerie, comme si vous n'étiez pas encore enrôlé sur son tableau. Vous n'en saurez donc autre chose sinon qu'elle s'assemble chez l'abbé de Châtillon, naguère de Bois-Robert, que l'abbé de Bourzeys y préside, que l'abbé de Serizy n'y vient plus parce qu'on n'y harangue plus, et que l'abbé de Chambon n'y vient que pour jouir des privilèges et travailler ses Bretons à l'ombre de son *Commitimus* (4). »

(1) Ainsi appelé évidemment de la réunion des deux noms : du *Plessis* Richelieu et Bois-Robert, abbé de *Châtillon*. — Bois-Robert avait eu de Richelieu, en 1638, l'abbaye de Châtillon-sur-Seine, Côte-d'Or.

(2) *Figaro*, n° du 1^{er} mai 1889.

(3) L'Académie française.

(4) Allusion aux procès qu'il avait en Bretagne et qu'il évoquait à Paris, en vertu de ce droit. — Lettre à Godeau, du 14 janvier 1639; I, 361. — Daniel Hay du Chastelet, abbé de Chambon, de l'Académie depuis le 26 février 1635.

Combien de temps encore l'Académie demeura-t-elle à l'hôtel de Mélusine? Probablement jusqu'à la mort de Richelieu. Pellisson, après avoir nommé Bois-Robert, n'indique plus d'autre pérégrination de la compagnie, jusqu'au moment où Segulier, devenu son protecteur, lui offrit un asile. « Ces divers changemens de lieu, écrit Pellisson pour nous expliquer ces nombreux voyages, venoient tantôt d'une maladie ou d'une absence; tantôt des affaires des particuliers qui avoient donné leur maison. » Puis, comme un homme essoufflé de cette longue course, et avec un soupir de soulagement, il ajoute : « Mais enfin, en l'année 1643, le 16 février, après la mort du cardinal de Richelieu, M. le Chancelier fit dire à la Compagnie qu'il désiroit qu'à l'avenir elle s'assemblât chez lui, ce qu'elle a fait toujours depuis (1). »

Après trente ans de stabilité, à la mort de Segulier en 1672, l'Académie dut faire une dernière étape. Louis XIV, devenu le protecteur de l'Académie, ne pouvait faire moins que son prédécesseur : il fit les choses en roi, et logea l'Académie chez lui. « Ce qui pressoit le plus, écrit d'Olivet, c'étoit d'assigner un lieu où l'Académie pût régulièrement s'assembler. Elle fut placée au Louvre même, dans l'appartement qu'on lui a toujours conservé depuis (2). »

La translation eut lieu au mois de mai 1672. Le Recueil des harangues académiques renferme un remerciement adressé par Ch. Perrault, en mai 1672, « à M^{me} la

(1) I, 67.

(2) II, 18.

chancelière Seguier », lorsque l'Académie française quitta l'hôtel Seguier, pour aller tenir ses conférences au Louvre (1). Le *Mercur*e du mois de juin 1672 parle aussi de la munificence du roi qui venait de recevoir l'Académie dans son propre palais.

Avant d'aller plus loin, nous présenterons ici un tableau des longues pérégrinations de l'Académie. Nos dates sont certaines; nous n'osons en dire autant des intervalles marqués par nous. Du moins, ce résumé est-il la reproduction fidèle de tout ce qui précède.

DATES ET LIEUX DES RÉUNIONS DE L'ACADÉMIE
DE 1629 A 1793.

1629-1634. Chez Conrart, rue des Vieilles-Etuves.

13 mars. — 30 octobre 1634. Chez Desmarets de Saint-Sorlin, à l'hôtel de Pellevé, à l'angle de la rue du Roi-de-Sicile et de la rue Tison.

30 octobre 1634-1635. Chez Chapelain, rue des Cinq-Diamants.

1635. — 30 avril 1635. Chez M. de La Brosse.

30 avril 1635. — 9 juillet 1635. Chez Habert de Montmort, rue Sainte-Avoie.

9 juillet 1635. — 3 décembre 1635. Chez Chapelain, rue des Cinq-Diamants.

3 décembre. — 24 décembre 1635. Chez Desmarets, à l'hôtel de Pellevé.

(1) Ch. Livet, II, 33.

24 décembre 1635. — 16 juin 1636. Chez Gomberville, « proche l'église Saint-Gervais ».

16 juin 1636. — 3 mai 1638. Chez Conrart.

3 mai 1638. — 14 juin 1638. Chez l'abbé de Cerisy, à l'hôtel Segulier.

14 juin 1638. — 16 février 1643. Chez Bois-Robert, à l'hôtel de Mélusine, rue de Valois, au Palais-Royal.

16 février 1643. — mai 1672. A l'hôtel Segulier.

Mai 1672. — 5 août 1793. Au Louvre.

9 février 1807. — Au collège Mazarin.

Ch. Perrault, dans ses *Mémoires*, a décrit l'installation de l'Académie française, au Louvre. Ces humbles détails sont bien intéressants. Les fournitures de bois, cire, flambeaux, faites par Colbert sur la cassette royale, rappellent la période modeste des débuts, cet âge lointain où, pour être logé au Louvre, on n'était pas arrivé à l'opulence; où on n'était pas riche comme maintenant, et en état de remplacer par des encouragements publics et des récompenses annuelles les libéralités aujourd'hui taries des anciens protecteurs.

« Dans ce temps, écrit Perrault, M. le Chancelier, protecteur de l'Académie, vint à mourir. Le roi, qui aime cette compagnie, ne dédaigna pas de lui succéder dans la place de protecteur de l'Académie française. Il voulut qu'elle tînt, à l'avenir, ses assemblées dans le Louvre, au même endroit où se tenoit le conseil lorsque

Sa Majesté y logeoit. M. Dumetz, garde des meubles de la couronne, eut ordre de meubler cet appartement ; ce qu'il fit avec une propreté (1) et même une magnificence qui marquoient l'amour qu'il a pour les belles-lettres et ceux qui en font profession. »

Pour que le local fût habitable et convenablement adapté à sa destination nouvelle, bien d'autres choses étaient nécessaires. Colbert, agissant au nom du roi, va pourvoir à tout. D'abord, le ministre assure la régularité des séances : c'était l'essentiel et ce qui pressait le plus. Ces pauvres assemblées, si nous en croyons Perrault, étaient tout aussi boiteuses en 1672 qu'en 1634. Les plaintes de Chapelain n'avaient pu avoir raison des académiciens négligents, et, avec le temps, le mal n'avait fait que s'aggraver.

« M. Colbert, continue Perrault, ayant observé que les assemblées de l'Académie ne se faisoient pas avec la régularité nécessaire pour avancer le travail du Dictionnaire, dont on s'occupoit depuis quarante ans, y établit l'ordre que je vais dire. Il n'y avoit point d'heure réglée à laquelle l'assemblée dût commencer ses séances (2), ni à laquelle elle dût finir. Les uns venoient de bonne heure, les autres fort tard ; les uns y entroient lorsque les autres commençoient à en sortir et, quelquefois, tout le temps se passoit à dire des nouvelles. Il fut résolu qu'elle commenceroit à trois heures sonnantes, et qu'elle finiroit lorsque cinq heures sonneroient.

(1) Dans le sens d'élégance.

(2) Perrault exagère. L'article 17 des statuts fixait *deux heures*.

« Pour l'exécution exacte de ce règlement, M. Colbert fit donner une pendule à l'Académie, avec ordre au sieur Thuret, horloger, de la conduire et de l'entretenir. Ce ministre, voulant bien entrer dans les plus petits détails, fit donner un registre courant de maroquin (1), où le secrétaire écrivoit toutes les délibérations de la Compagnie, des écritoirs, des flambeaux, de la cire, du bois, et il établit des gages à une des morte-payes (2) du Louvre, pour ouvrir, fermer et nettoyer les salles où la Compagnie s'assemble, et pour en être comme l'huissier et le concierge. »

C'est à cette même année 1672, et à Colbert que remonte l'usage de distribuer aux académiciens des jetons de présence. Perrault a là-dessus d'intéressantes particularités, racontées avec bien de la malice, sous un air de bonhomie apparente. Certains détails font songer à cet académicien qui, un jour, dit-on, s'adjudgea tous les jetons, parce qu'il était tout seul. La chose est plaisante, mais n'a rien d'insolite : d'après une vieille coutume, qui datait de 1672, les membres présents se partageaient entre eux les jetons des absents. « Afin d'engager les académiciens à être plus assidus aux assemblées, écrit Perrault, il établit qu'il leur seroit donné quarante jetons par chaque jour qu'ils s'assembleroient, afin qu'il y en

(1) Nous avons vu ce registre de 1672, aux archives de l'Académie française. M. Pingard, chef du secrétariat de l'Institut, a eu l'obligeance de nous le montrer.

(2) « Soldat que le roi paye en tout temps et qu'il entretient dans les garnisons. » Richelet fait le mot masculin : « C'est un morte-paye. »

eût un pour chacun en cas qu'ils s'y trouvassent tous (ce qui jamais n'est arrivé), ou plutôt pour être partagés entre ceux qui s'y trouveroient. »

Seulement, Colbert eut un instant certains scrupules : il craignit que cette espèce de salaire ne suscitât toutes sortes de brigues. Cependant, après quelques hésitations, il maintint la mesure qui, en définitive, était utile et produisit des résultats excellents. L'usage subsiste encore aujourd'hui, mais sous une forme différente.

L'arrêté du 23 janvier 1803 a remplacé les jetons de présence par une indemnité régulière, assez faible pour ne pas être un traitement, et assez élevée cependant pour être une compensation convenable. Cette disposition répondait parfaitement aux intentions du fondateur de l'Académie. Richelieu, remarque M. Paul Mesnard, ne paya pas les membres de l'institution nouvelle. « Il était certainement assez généreux pour doter richement une institution dont il se faisait honneur ; il le fut plus encore en ménageant son indépendance par un respect si délicat (1). » L'arrêté de 1803 est ainsi conçu : « L'Institut recevra annuellement du trésor public 4500 francs pour chacun de ses membres. »

Depuis cette époque, chaque membre des cinq académies reçoit une indemnité annuelle de 1200 francs. Les 300 francs nécessaires pour compléter la somme de 4500 francs sont réservés. Ils forment un fonds spécial destiné à une indemnité mensuelle de 25 francs pour

(1) P. Mesnard ; *Histoire de l'Académie française*, p. 10.

droit de présence. Mais ici l'indemnité varie : elle est plus ou moins élevée, selon qu'on a assisté ou manqué plus souvent aux séances.

A l'Académie française, les choses sont disposées un peu autrement. Comme c'est d'elle que nous nous occupons surtout, disons ce qui s'y passe. Ces détails ont certaine sécheresse; mais comme ils sont généralement ignorés, peut-être ne sera-t-on pas fâché de mieux connaître le mécanisme de cette grande institution.

Les membres de l'Académie française, comme tous les autres membres de l'Institut, ont droit à leur indemnité annuelle de 1200 francs. Mais sur cette somme, ils ne reçoivent que 1000 francs. Chacun des Quarante en abandonne 200; ce qui forme un fonds annuel de 8000 fr., réparti entre les quatre membres les plus âgés et les quatre membres les plus anciens. Cette attribution est récente; elle date de quelques années seulement. Auparavant, les huit pensions de 1000 francs étaient attribuées aux plus âgés des académiciens. Nous n'avons pas besoin de le dire, l'acceptation de cette modeste pension dépend beaucoup de la situation de chacun. Il arrive souvent que tel ou tel académicien, qui, par son âge ou son ancienneté, y aurait droit, y renonce. Elle profite alors à un autre.

Les membres de l'Académie française ont chacun 25 francs par mois pour droit de présence. Cette petite allocation représente bien tout à fait le *jeton* d'autrefois. A la fin du mois, selon qu'ils ont été plus ou moins assidus, les uns reçoivent un peu plus, les autres un peu

moins. Ce qui aurait dû revenir aux absents est partagé entre les académiciens qui, ce jour-là, ont été présents à la séance.

Mais, quand un membre vient à mourir, l'allocation mensuelle de 25 francs devient libre et demeure dans les fonds de l'Académie. Elle n'entre plus en compte, pour être partagée entre les membres présents.

Les choses demeurent ainsi, non jusqu'à l'élection du successeur, mais jusqu'à ce qu'il soit reçu. Un exemple fera mieux comprendre l'affaire. M. de Vogüé a été nommé au mois de novembre 1888, en remplacement de M. Nisard, mort au mois de mars de la même année. D'abord, du mois de mars au mois de novembre, les droits de présence du membre défunt sont entrés dans les fonds de l'Académie. Ensuite, M. de Vogüé n'a pas touché ses droits de présence à partir du jour de son élection, novembre 1888; mais seulement à partir de sa réception, le 6 juin 1889.

Il n'en est pas de même pour l'indemnité de 1200 fr., allouée à chaque membre de l'Institut. Celle-là se perçoit à dater du jour de l'élection.

On le voit, il reste quelque chose de l'ancien usage; nous en avons la trace dans ce qui se pratique encore aujourd'hui.

« M. Colbert, continue Perrault, projeta de faire donner un demi-louis d'or à chacun des présens; mais il fit réflexion que cette libéralité pourroit faire tort à l'Académie, parce que cette distribution iroit à huit ou neuf cens livres par an, ce qui seroit regardé comme un bon

bénéfice, que les grands de la cour solliciteroient et feroient avoir à leurs aumôniers, aux précepteurs de leurs enfans et même à leurs valets de chambre.

« Cette réflexion le fit même hésiter pour les jetons ; mais ayant considéré que la rétribution étoit fort modique, et qu'elle seroit un merveilleux aiguillon pour exciter, ou du moins pour déterminer les académiciens à assister aux assemblées, il se détermina à faire cette gratification à la Compagnie. » Perrault ajoute malicieusement : « On lui doit en partie l'achèvement du Dictionnaire ; car, depuis ce rétablissement, on a plus et mieux travaillé dix fois qu'on n'avoit fait jusqu'alors. »

Enfin, pour terminer ces détails sur les jetons de présence, un petit trait de persiflage à l'adresse des confrères plus cupides que délicats. « Pour empêcher qu'on ne donnât des jetons à ceux qui viendroient après l'heure sonnée, continue le malin narrateur, ce qui commençoit à se pratiquer par une espèce d'honnêteté qu'on avoit les uns pour les autres, et qui eût anéanti tout le fruit qu'on en pouvoit attendre, je n'entrai exprès deux ou trois fois, qu'un moment après l'heure sonnée ; on voulut me mettre sur la feuille pour participer aux jetons : je ne le souffris point, afin qu'étant établi qu'on ne me faisoit point de grâce, lorsque j'arrivois à l'heure sonnée, personne ne s'en plaignît, si on en usoit de même à son égard (1). »

Ch. Perrault avait été reçu à l'Académie française le 23 novembre 1671. Commensal et familier de Colbert,

(1) Ch. Perrault, *Mémoires*, p. 129 et suiv. 1 vol. in-12, Avignon, 1759.

comme Cerisy l'avait été de Segulier, l'aimable auteur des *Contes* n'est certainement pas étranger à ces diverses innovations. C'est lui, il le raconte aussi dans ses *Mémoires*, qui fit changer le mode d'élection alors en usage à l'Académie. Avant lui, la nomination se faisait à haute voix, à main levée, comme nous dirions aujourd'hui. Perrault fit décider que désormais les nominations se feraient par scrutins et par billets. « On crut, dit-il, que cette pensée ne venoit pas de moi seulement; mais qu'elle pouvoit m'avoir été inspirée par M. Colbert, ou du moins qu'il l'avoit approuvée, et l'on demeura d'accord de prendre cette voie à l'avenir : ce qui a été exécuté. »

Perrault se flatte encore un peu ici : il s'agit moins, en cette circonstance, d'une innovation que d'un retour à l'ancien règlement de 1634. L'article X des statuts avait réglé que toute élection se ferait par scrutin et non de vive voix. « La Compagnie, y est-il dit, ne pourra recevoir ni destituer un académicien, si elle n'est assemblée au nombre de vingt pour le moins, lesquels donneront leur avis par des ballottes, dont chacun des académiciens aura une blanche et une noire; et, lorsqu'il s'agira de la réception, il faudra que le nombre des blanches passe de quatre celui des noires. »

Nous devons à Perrault une autre innovation, réelle celle-là, et qui s'est maintenue depuis lors : nous voulons parler de la publicité des séances de réception. En 1640, date de la nomination de Patru, il avait été décidé que chaque nouvel académicien prononcerait un discours.

Le motif de cette décision était que la harangue du célèbre avocat avait charmé tous les confrères, et qu'on voulait goûter le même plaisir à chaque admission nouvelle. Mais ces séances demeuraient privées; seuls, les académiciens avaient le droit d'y assister.

Un autre succès oratoire fit ouvrir au public les portes de l'Académie. Depuis cette époque, l'usage a persisté; et l'on sait avec quelle ardeur on s'agite aujourd'hui, on se passionne et on intrigue pour obtenir une méchante place à l'Académie, un jour de réception. Les autres sections de l'Institut, académies des Sciences, des Inscriptions, etc., n'ont pas de ces brillantes solennités. Seule, l'Académie française a gardé l'habitude de louer publiquement l'académicien qu'elle a perdu et celui qui le remplace. Ce n'a pas toujours été chose agréable ou commode pour le récipiendaire ou le directeur; mais, en somme, on cite bien peu de séances, même celles qui excitaient le plus la curiosité et provoquaient le plus d'appréhensions, d'où on ne se soit tiré heureusement de part et d'autre, à force de tact, d'esprit, de talent et de courtoisie.

Ces joutes oratoires, auxquelles nous devons les discours de réception de Bossuet, de Fénelon, de La Bruyère, de Buffon et de bien d'autres, remontent à Perrault, homme d'esprit et de savoir, d'humeur fort indépendante, et qui joyeusement suscita la grosse *querelle des anciens et des modernes*. « Le jour de ma réception, raconte-t-il, je fis une harangue dont la Compagnie témoigna être satisfaite, et j'eus lieu de croire que ses louanges furent sincères. Je leur dis alors

que mon discours leur ayant fait plaisir, il auroit fait plaisir à toute la terre, si elle avoit pu m'entendre ; qu'il me sembloit qu'il ne seroit pas mal à propos que l'Académie ouvrît ses portes aux jours de réception, et qu'elle se fit voir dans ces sortes de cérémonies, lorsqu'elle est parée, de même qu'il est très bon qu'elle les ferme lorsqu'elle travaille à son Dictionnaire, parce que le public n'est pas capable de connoître les beautés de ce travail qui ne se peut faire sans disputes, et même quelquefois sans chaleur (1). »

L'avis parut sage, dit Perrault, et tout le monde l'approuva, parce qu'on le crut inspiré aussi par Colbert. « Il n'y eut, ajoute Perrault, que M. Chapelain, rigide observateur des coutumes anciennes, qui s'y opposa quelque temps, prétendant qu'il ne falloit rien innover : mais il ne fut suivi de personne. »

En vérité, comme c'est bien là Chapelain ! Il est peint en deux mots, et n'eussions-nous trouvé que ce trait sur le « rigide observateur des coutumes anciennes », nous n'aurions pas voulu pour beaucoup négliger ce passage de Perrault.

Qu'on nous permette aussi de relever un autre détail. Il regarde un homme, d'esprit souple et délié comme Perrault, tour à tour solide et enjoué, dont nous nous sommes occupé autrefois, et que nous retrouvons ici avec plaisir, comme on revoit une vieille connaissance. Nous voulons parler de cette séance mémorable du 12 jan-

(1) Perrault, *Mémoires*, p. 129.

vier 1673, où Fléchier fut reçu en même temps que Racine et l'abbé Gallois. Les honneurs de la séance furent pour le panégyriste de Turenne, dont le discours fut « infiniment applaudi » ; tandis que le grand poète, déconcerté peut-être à la vue du public, « ne fit que balbutier en prononçant son discours ». Perrault ne parle ni de Racine, ni de Gallois. En ce qui concerne Fléchier, il confirme les détails que nous avons donnés ailleurs (1). « Le premier qui fut reçu après moi, écrit Perrault avec une expression visible de contentement, fut M. l'abbé Fléchier, évêque de Nîmes. Il y eut une foule de monde, et de beau monde, à sa réception, et le public témoigna une extrême joie de ce nouvel établissement (2). »

Pellisson nous a raconté avec le charme qui lui est propre, comment se tinrent à l'hôtel Segulier les premières séances de l'Académie française. Le tableau est tracé avec une aimable simplicité, avec un naturel parfait et qui touche à la grâce, tant il est exquis. Fénelon avait raison de tout louer dans cette *Histoire* : « le style noble et léger de l'auteur, l'agréable variété de son récit et le doux tissu de ses narrations. » — « Tout le monde, disait Fénelon, y a lu avec plaisir la naissance de l'Académie. Chacun, pendant cette lecture, croit être dans la maison de M. Conrart, qui en fut comme le berceau (3). » Vous croiriez être aussi dans la maison de

(1) Voy. *la Jeunesse de Fléchier* ; vol. II, 12 et suiv.

(2) Perrault, *Mémoires*, p. 129.

(3) Fénelon ; *Discours de réception*, prononcé le 31 mars 1693.

« M. Segulier, » en lisant ce que Pellisson dit des assemblées de l'Académie à cette époque. « Elles se font en hiver dans la salle haute, nous dit l'historien ; en été, dans la salle basse de l'hôtel Segulier, et sans beaucoup de cérémonie. On s'assied autour d'une table ; le directeur est du côté de la cheminée ; le chancelier (1) et le secrétaire sont à ses côtés, et tous les autres comme la fortune ou la simple civilité les range. Le directeur préside. Le secrétaire tient le registre. Ce registre se tenoit autrefois fort exactement, jour par jour ; mais aujourd'hui que le travail du Dictionnaire est la seule occupation de l'Académie, on n'en tient point que des assemblées, où il arrive quelque chose d'extraordinaire et d'important. »

Si le protecteur est présent, les choses se passent un peu différemment. « Quand le protecteur s'y trouve, continue Pellisson, il se met à la place du directeur, lequel, avec les deux autres officiers, est à sa main gauche. Il recueille les voix et prononce les délibérations comme feroit le directeur lui-même. Le Cardinal n'y entra jamais ; mais M. le Chancelier y assiste souvent et fait tout ce que je viens de dire (2). »

Ces anciens registres de Conrart, tenus « autrefois fort exactement, jour par jour », nous ne les avons plus. Ceux que nous possédons encore commencent seulement à l'année 1672. C'est bien dommage que les procès verbaux du premier secrétaire de l'Académie aient disparu.

(1) Le chancelier de l'Académie.

(2) Pellisson ; I, 70.

On sait l'éloge que Pellisson en a fait et le parti qu'il avoue modestement en avoir tiré. « Dès lors, nous dit-il de Conrart, il commença à écrire ce qui se passoit dans les assemblées et à tenir ces registres, d'où j'ai tiré la meilleure et la plus grande partie de cette Relation. Ils commencent au 13 mars 1634 (1). »

Ce n'est pas dans le simple passage de l'hôtel Segulier au Louvre, que ces précieuses archives ont été égarées. Il est bien plus probable que les premiers registres de l'Académie ont péri pendant la tourmente révolutionnaire (2), au milieu de ces scènes de désordre, de pillage et de vandalisme, fortement décrites par M. Mesnard. Le tableau de l'existence de l'Académie dans ces mauvais jours est lamentable, tracé avec éloquence et un véritable accent de douleur. Nous plaçons ici ce triste et beau récit : après l'avoir lu, on devine ce qu'ont pu devenir les registres que Pellisson avait eus entre les mains, qu'il cite sans cesse, et qu'on ne retrouve plus nulle part.

« Les quelques membres présents à Paris, raconte M. Paul Mesnard, et ayant conservé un peu de liberté, continuaient de se réunir dans le courant de 1793. En l'absence de Marmontel, Morellet (3), alors directeur, se trouvait chargé de ses fonctions. Il n'était point sans péril, dans un tel moment, d'être le premier officier d'une compagnie suspecte, dont la ruine était résolue comme

(1) I, 18.

(2) Morellet, dans l'inventaire que nous donnons plus loin, parle de *trois volumes* de procès-verbaux sauvés par lui en 1793.

(3) Mort à Paris, le 12 janvier 1819.

une exécution patriotique. Depuis deux mois, Morellet avait accepté ce fardeau, qu'il porta jusqu'au bout avec un dévouement et un courage dignes de son noble cœur. Ce fut à lui, dans ces jours de proscription barbare et de dévastation, que la compagnie dut la conservation de ses titres. Son *pieux larcin*, comme il l'appelle, a été raconté par lui-même dans ses *Mémoires* (1), et aussi dans une relation spéciale qu'il lut en 1805, à la seconde classe de l'Institut. »

Au mois de juillet 1793, un décret abolit tous les signes de la royauté. Quelques énergumènes, quelques-uns de ces fous furieux qui se retrouvent toujours aux époques de révolution, et dont on a pu voir à l'œuvre les stupides successeurs, il y a une vingtaine d'années, s'acharnèrent contre nos monuments, contre la façade de nos édifices, regardant comme un exploit de détruire tous les vestiges du régime précédent. « On mutila les boiseries du Louvre, nous dit M. Mesnard, les tapisseries semées de fleurs de lis furent arrachées, on barbouilla les toiles de Lebrun et de Rigaud, qui décoraient la salle de l'Académie des inscriptions. »

L'Académie française pouvait s'attendre à de pareils excès et à de semblables scènes de pillage. Tout ce qu'elle possédait, les portraits de ses anciens membres, ses registres, ses titres, ses manuscrits, étaient menacés de la même destruction. « Morellet, dans ce péril, continue M. Mesnard, ne perdit pas le sang-froid ; il fit trans-

(1) 2 vol, in-3°. Paris, 1822.

porter les portraits dans une des tribunes de la salle des assemblées publiques (1), la ferma et en emporta la clef.

« Quelques jours après, eut lieu la dernière réunion (5 août 1793). Morellet, dernier directeur, Vicq-d'Azyr, dernier chancelier, et le petit nombre d'académiciens qui se trouvaient avec eux : Ducis, Bréquigny, La Harpe, résolurent d'interrompre leurs assemblées. Morellet emporta chez lui l'acte authentique de la fondation, et les registres où restaient consignées les délibérations de la compagnie, ses règlements, l'historique de ses réunions et de ses relations immédiates avec le souverain.

« Il était temps de mettre en sûreté ces archives domestiques que l'Académie devait plus tard retrouver. Le décret de suppression ne devait plus se faire attendre que trois jours. Le 8 août 1793, Grégoire (2), au nom du comité d'instruction publique, fit à la Convention un rapport sur les académies..... Son rapport représentait les académies comme inutiles, et concluait à leur suppression. On adopta l'article 1^{er} du projet de décret qui était ainsi conçu : « Toutes les académies et sociétés littéraires, patentées par la nation, sont supprimées (3). »

Morellet, dans ses *Mémoires*, donne la liste détaillée de tous les documents qu'il sauva de la destruction. « A la dernière séance du mois de juin 1793, écrit-il, j'avais été fait directeur et Vicq d'Azyr (4) chancelier. On annon-

(1) C'était ce que nous appelons aujourd'hui la *galerie d'Apollon*.

(2) Mort à Paris, le 28 avril 1831.

(3) P. Mesnard; p. 171.

(4) Mort à Paris, le 20 juin 1794.

çait dès lors la suppression de tous les corps littéraires, parmi lesquels l'Académie française était, sans contredit, celui que les barbares avaient le plus en horreur. »

L'abbé Morellet ne perdit pas de temps, et prit ses mesures en vue d'une prochaine suppression. « Je sauvai ainsi, continue-t-il, douze volumes in-folio, c'est-à-dire : 1° Un portefeuille contenant les titres de l'Académie, entre autres les lettres patentes de son établissement en 1635; divers papiers et titres, tels que ceux des fondations de prix entre ses mains et plusieurs autres pièces;

« 2° Cinq volumes des registres de présence de 1673 à 1793;

« 3° Trois volumes des registres proprement dits, formés des procès-verbaux de chaque séance;

« 4° Un volume manuscrit des remarques de l'Académie sur la traduction de Quinte-Curce par Vaugelas;

« 5° La copie de la nouvelle édition du Dictionnaire.

« J'ai depuis replacé tous ces monumens dans la bibliothèque de l'Institut (1). »

En 1805, les *trois volumes* de procès-verbaux, sauvés par Morellet, existaient encore. Il n'en reste que deux aujourd'hui. Le troisième, qui renfermait les procès-verbaux de Conrart, l'histoire des quarante premières années de l'Académie, se sera égaré peut-être en 1806, à l'époque de la translation, lorsqu'on quitta le Louvre pour l'ancien collège Mazarin, où l'Institut se trouve encore maintenant. Morellet avait réussi à sauver les

(1) *Mémoires* de l'abbé Morellet; vol. I, 430.

archives de l'Académie française. Quel dommage que nous n'ayons plus l'un des documents les plus importants, ces registres de Conrart, tenus avec tant de soin, et d'où Pellisson a tiré de précieux renseignements pour son histoire! Quel dommage qu'ils aient disparu, peu importe la cause, égarés par la négligence ou emportés dans le commun naufrage!

CHAPITRE V

Académie et académiciens jugés par Balzac et Chapelain. — Nicolas Bourbon. — Démêlé entre Bois-Robert et Vaugelas, 1638. — Voiture, obligé d'assister aux séances de l'Académie. — Querelle de Gomberville et de La Mothe-le-Vayer. Celui-ci jugé par Balzac. — Une séance de réception en 1640. — Candidatures malheureuses. — Autres portraits d'académiciens.

De tout temps, paraît-il, il fut de mode de railler l'Académie, ses choix, ses travaux, son institution même, sauf ensuite, comme Mainard, à demander de faire partie d'une compagnie tant décriée. Le travers n'est pas nouveau, on le voit; ce doit être affaire de tradition nationale ou domestique, habitude de critiquer ce qu'on a chez soi, pour admirer ce que font les autres. Soyons franc : le gros public, les profanes, ne sont pas les seuls à médire de l'Académie, à décocher des épigrammes contre elle ou ses membres. Alors, comme aujourd'hui d'ailleurs, les traits plaisants ou moqueurs ne sont pas toujours partis de mains étrangères.

De bonne heure, Chapelain est obligé de défendre l'Académie contre la mauvaise opinion, les railleries et les dédains de Balzac. « Pour la dernière Académie (1),

(1) L'Académie fondée dernièrement, sans doute, et non la dernière séance de l'Académie.

lui écrit-il en 1634, sans vous la prétendre faire aimer, je vous assurerai qu'elle n'est pas si étrange qu'on vous la fait, et qu'il a suffi que ce fût une nouveauté pour soulever force monde contre elle. Si néanmoins il eût été en ma liberté d'en être ou de n'en pas être, je vous avoue que je m'en fusse dispensé, et que, sans la mépriser, toutes les fois que je me pourrai donner le temps qu'il faut par considération que je lui donne, je le ferai assurément, car je suis le plus accablé des hommes. Cela demeurera entre nous, s'il vous plaît (1). »

Chapelain avait accepté pour plaire au Cardinal, dont il recevait pension : c'est ce qu'il faut entendre, quand il dit à Balzac, en froid avec l'Eminence, qu'il eût refusé, s'il avait été en sa « liberté » d'être de l'Académie ou de n'en être pas.

L'ermite d'Angoulême réparait aussitôt, ou du moins faisait semblant de réparer toutes ces médisances. Il envoyait une lettre d'excuse, dont le tour hyperbolique décèle manifestement l'ironie. Ces grandes promesses, ce brillant avenir ne pouvaient regarder une société à peine naissante, et qui alors en était seulement à ses débuts. « Je vous crie merci de ma trop grande crédulité, répond Balzac. Pardonnez-moi mes craintes et mes alarmes (2). Je redoute toute sorte de joug, et la tyrannie me fait peur dans l'histoire même d'Athènes et de Syracuse. J'avois été mal informé de l'état de votre Académie.

(1) Lettre à Balzac, novembre 1634 ; I, 83.

(2) Voy. plus haut, p. 25, la lettre de Balzac, du mois d'avril 1634.

Sans doute, la peinture qu'on m'en avoit envoyée n'avoit pas été tirée après le naturel. Vous m'avez fait plaisir de me détromper, et je vois bien que cette nouvelle Société fera honneur à la France, donnera de la jalousie à l'Italie ; et, si je suis bon tireur d'horoscope, elle sera bientôt l'oracle de toute l'Europe civilisée (1). »

Dans la même lettre, il critiquait, mais avec la dernière irrévérence, les choix qui venaient d'être faits. On ne peut traiter avec plus de hauteur et de mépris, bafouer davantage les confrères qui viennent de vous être donnés. « Je suis très aise, ajoute-t-il, que M. le garde des sceaux (2) et M. Servien en aient voulu être ; mais je voudrois que quelques autres qu'on m'a nommés n'en fussent pas, ou, pour le moins, qu'ils n'y eussent point de voix délibérative. Ce seroit assez qu'ils se contentassent de donner des sièges, et de fermer et ouvrir les portes.

« Ils peuvent être de l'Académie, mais en qualité de bedeaux ou de frères-lais. Il faut qu'ils fassent partie de votre corps, comme les huissiers font partie du parlement. Mais peut-être que j'ai été encore trompé par la seconde nouvelle, et que ceux qu'on m'a nommés n'ont point reçu l'honneur qu'on m'a dit. Il y a de l'apparence que vous savez mieux choisir. En tout cas, je vous prie qu'il y ait deux ordres d'académiciens, et souvenez-vous, à la première séance, de séparer les patrices d'avec le peuple. »

(1) *Œuvres complètes de Balzac*, I, 728. — Lettre avec la date fausse du 30 septembre 1636, au lieu de : novembre 1634.

(2) Seguier ; mais, en 1634, Seguier n'était pas encore de l'Académie. Il en fut un mois après, le 8 janvier 1635. — Pour Servien, il avait été admis au mois de mars 1634.

Joli compliment pour ceux qui étaient ainsi relégués parmi les valets et les bedeaux ! Leurs noms sont faciles à connaître. Il suffit de consulter la liste des nominations faites à partir du mois de mars 1634 : nous trouvons Colomby, Baudoin, Porchères d'Arbaud, Hay du Chastelet, etc., tous gens du « peuple » assurément aux yeux de Balzac, et indignes d'être confondus avec « les patrices ».

Le 25 février 1635, Chapelain essaye d'amortir un peu le coup. Pour calmer le plaisant satirique, apaiser toute cette véhémence, il emploie le remède accoutumé et d'un effet presque toujours assuré sur l'âme du vaniteux écrivain : il le flatte, l'encense résolument et l'élève au-dessus de tout le monde. « J'attends avec impatience, lui écrit-il, l'édition de vos belles lettres (1) et la harangue que vous me promettez pour l'assemblée, de laquelle je vous dirai qu'elle se rend tous les jours et de plus en plus honorable, s'accroissant de jour en jour de personnes de condition, en sorte que les aboyemens du vulgaire cessent, et l'applaudissement en demeure général. »

Puis, il rend compte à Balzac des séances des 5, 12 et 19 février 1635. C'étaient les séances hebdomadaires. On avait décidé, quelques jours auparavant, que « chacun seroit obligé d'y faire, à son tour, un discours sur telle matière et de telle longueur qu'il lui plairoit (2) ». La « harangue » de Balzac devait satisfaire à ce point du

(1) *Les Lettres de M. de Balzac*, seconde partie ; parues l'année suivante. Paris, Pierre Rocolet, 2 vol. in-8°, 1636.

(2) Pellisson ; I, 73.

règlement. Mais Chapelain attendit vainement : le discours promis ne vint jamais. « M. du Chastelet, lui disait-il, comme pour piquer son émulation, M. l'abbé de Bourzé (1) et M. Godeau ont déjà parlé chacun près de trois quarts d'heure. C'est à notre ami, M. de Boisrobert, à entretenir la Compagnie à la première séance (2). »

Quant aux choix académiques, Chapelain passait condamnation là-dessus. Il était habitué, nous l'avons remarqué ailleurs, à ne pas contredire de front son irascible correspondant. « J'ai même sentiment que vous, lui disait-il avec son bon sens ordinaire, pour quelques-uns des académiciens ; mais ils y sont, et les choses ne sont plus en état d'être révoquées. Le temps purgera la Compagnie ; mais vous l'illustrez toujours, et elle tirera plus de gloire de vous seul, que de honte de ceux qui y trouvent place indignement (3). »

Notons, en passant, que cette fin de lettre prouve clairement que Balzac, malgré toutes ses dénégations, faisait bien partie de l'Académie française. Les lettres de Chapelain, souvent même les réponses de Balzac, ne laissent aucun doute à cet égard.

Une nomination lui déplait-elle ? notre éloquent épistolier ne se gêne guère pour pousser les hauts cris et protester avec humeur contre ces « bedeaux », dont on le fait le confrère. Chapelain arrangeait l'affaire de son

(1) L'abbé de Bourzeys, abbé de Saint-Martin de Cores, dans le diocèse d'Autun.

(2) Pellisson indique les sujets traités en ces occasions ; I, 74.

(3) Lettre à Balzac, du 25 février 1635 ; I, 92.

mieux et ne parvenait pas toujours à faire accepter ses explications.

Nicolas Bourbon, professeur au collège de France, avait été reçu au mois de septembre 1637, à la place de Bardin. C'était un « latineur », rien de plus. Balzac demandait, avec une curiosité maligne, ce qu'on pourrait bien faire de lui dans une académie française. Le 10 octobre, quelques jours après, Chapelain répond à la question. Il félicite son ami de sa résolution de faire la paix avec « M. Bourbon » ; et en même temps, lui donne la raison d'une élection qui l'étonne si fort. « Pour M. Bourbon, dit-il, vous faites chose digne de votre générosité d'oublier le passé et de vouloir bien un accommodement dans lequel, à considérer les choses à la rigueur, vous pouvez prétendre de grands dommages et intérêts... Je solliciterai donc M. de Vaugelas de s'acquitter envers cet excellent ennemi de la commission que vous lui aviez donnée, et, de mon côté, j'agirai avec le même, car je ne l'avois vu, depuis qu'il étoit mon maître de classe, quand il fit son entrée dans l'Académie (1), et le tout se passera comme vous le pourrez souhaiter. Je crois que le motif de la nomination de cette personne a été pour avoir dans la Compagnie des gens formidables au pays latin, s'il se soulevoit contre elle, comme l'on en a parlé (2). »

Balzac refusait de rien comprendre à des compromis si

(1) Le 23 septembre 1637.

(2) Lettre à Balzac, du 10 octobre 1637; I, 170. — M. Ch. Livet, dans son édition, donne à tort la date du 17 octobre 1637; I, 366

souvent renouvelés depuis. Il répondait par une lettre moqueuse, et tournait en ridicule le nouvel élu. A la date du 14 novembre 1637, il écrit à Chapelain : « Que vous semble du choix qu'on a fait de notre nouveau confrère (1), avec lequel je viens de me réconcilier? Croyez-vous qu'il rende de grands services à l'Académie, et que ce soit un instrument propre pour travailler avec vous autres, Messieurs, au défrichement de notre langue? » Balzac se moquait ensuite des lettres de Bourbon, « écrites, disait-il, du style des bardes et des druides » ; et il ajoutait : « Après cette plaisante élection, je suis d'avis qu'on employe notre cher M. de Racan à la correction du dictionnaire de Robert Estienne (2). »

Un autre jour, dans une séance de réception, Chapelain distribue aux fidèles les compliments du maître. La chose se passe en cérémonie, avec un certain mystère, comme pour une affaire d'importance. « J'ai lu à M. Bourbon, écrit-il le 23 février 1639, devant le sieur de La Chambre, et le conseiller d'État Priézac, hier, jour de sa réception, l'endroit de votre lettre où vous louiez les vers latins que je vous ai envoyés. Il fut estimé et célébré comme excellent, et le Père, qui ne le veut point être (3), s'en tint infiniment votre obligé.

« Le sieur Colletet reçut, là même, le compliment que vous lui faisiez; mais ce fut dans un coin, hors de la

(1) Nicolas Bourbon.

(2) *Œuvres complètes de Balzac*; I, 756.

(3) Allusion à la prétention de Nicolas Bourbon, oratorien sans vouloir l'être.

portée des oreilles de tout le monde, pour éviter les conséquences, et cela ira, de ce côté-là, comme vous le souhaitez (1). »

Une des plus jolies lettres de cette chronique académique, c'est le récit d'un différend survenu entre Bois-Robert et Vaugelas. M. Livet a publié cette lettre sous le titre de : *Séance académique*; il a eu raison. Séance académique, en effet, comme peuvent en désirer les esprits friands de ce genre de spectacle : un débat d'une délicatesse extrême; deux adversaires d'une dextérité égale pour l'attaque et la défense; des reproches de la dernière gravité exprimés ou reçus avec politesse, presque avec urbanité; des juges enfin, et non les moins malins, pour apprécier la valeur des combattants. Ajoutez à l'intérêt du sujet le mérite du narrateur, et vous aurez là comme un tableau de genre : une jolie petite scène de guerre intestine, élégante et courtoise, au sein de l'Académie, en l'an de grâce 1638.

« Quant à M. de Vaugelas, écrit Chapelain à Balzac, l'histoire est, qu'étant admis pour un quart dans une confiscation d'importance (2), mais qu'il falloit obtenir sur un homme qui ne vouloit pas être pendu; comme il la poursuivoit, M. l'abbé de Boisrobert, entre les mains duquel ce criminel prétendu s'étoit jeté, lui en fit des reproches en pleine Académie, se plaignant qu'il vouloit ôter le bien et la vie au plus homme de bien qui fût en Normandie.

(1) Lettre à Balzac, du 23 février 1639; I, 394.

(2) Sur le fruit de ces délations, voy. *les Ennemis de Chapelain*, p. 51 et suiv.

« Notre ami (1) répondit qu'il le prioit de croire que c'étoit le plus méchant homme du monde; sur quoi quelqu'un de la troupe dit agréablement, comme en admirant la chose, qu'il falloit bien que les méchants Normans fussent les pires de tous les démons, puisque le meilleur étoit le pire de tous les hommes. L'abbé insistoit pour le déconseiller de faire cette poursuite, en disant que l'affaire ne valoit rien du tout, et que l'homme étoit très bien. Notre ami repartit qu'il le prioit de l'excuser, parce qu'il étoit très assuré que l'affaire étoit très bonne et que l'homme ne valoit rien du tout. »

Le malheur pour Vaugelas, que nous n'aurions pas cru si âpre au gain et d'humeur si intraitable, c'est qu'au fond l'affaire n'étoit pas bonne et lui échappa. Chapelain nous apprend ce résultat, sans être autrement fâché de la mésaventure de « l'ami ». Il en a retenu le côté amusant qu'il dépeint avec assez de malice. « Cette conférence, ajoute-t-il, fut une des meilleures choses qu'ait produit (2) cette assemblée. On s'en réjouit du consentement des parties et, depuis, nous en avons tourmenté notre ami au palais des héroïnes (3), sans qu'il s'en soit scandalisé. Le pis que j'y trouve pour lui, est que l'affaire se trouve mauvaise, et le Normand, homme de bien : si bien qu'il en a essuyé la raillerie, sans y avoir rien profité. Par ce narré, vous voyez que notre ami ne

(1) Vaugelas.

(2) Nous ne remarquerons plus que la règle des participes n'étoit pas alors obligatoire.

(3) L'hôtel de Rambouillet.

laisse pas d'être un bon homme, encore qu'il se soit rendu persécuteur des chrétiens (1). »

Le récit dut amuser Balzac. Pour le dérider, le fin personnage, qui n'est pas tant s'en faut le cuistre ou le lourdaud que certains se plaisent à imaginer, ajoute de nouvelles broderies à son récit, et s'égaie aux dépens des deux interlocuteurs. Rien de joli comme de les voir « s'entre-galantiser », quand ils auraient tant envie de se sauter à la gorge ! « L'aventure de l'abbé avec le courtisan malheureux (2), écrivait Chapelain le 16 octobre 1638, est vieille de plus d'une année ; et depuis, l'Académie n'a point produit de jovialité qui approchât de bien loin celle-là : si bien que nous n'avons pas tant de sujet de nous louer de cette assemblée, que vous le croyez. Il est vrai qu'en récompense, elle ne nous a guère donné de peine tout cet été, et nous pouvons presque dire que ses vacations ont commencé dès le mois de mai que Mars s'est échauffé (3) à notre grand dommage ; et, à vous dire le vrai, je l'aimerois bien autant suspendue pour une trentaine d'années, que continuée avec tous les divertissemens qu'elle nous peut jamais fournir.

« Au reste, n'allez pas croire que la matière qui appointa contraire (4) nos deux amis devant ce tri-

(1) Lettre à Balzac, du 2 octobre 1638 ; I, 298.

(2) Vaugelas.

(3) La guerre a éclaté. La guerre, sans doute, avec le Piémont, à propos de la régence de Savoie et à la suite de la mort de Victor-Amédée en 1637.

(4) *Appointer contraire*, brouiller. Voy. *Lexique de la langue de Chapelain*.

bunal, fut traitée avec aucune aigreur entre eux. Ce qui en fut le meilleur, est que les démentis étoient accompagnés de civilité et de raillerie, et qu'il sembloit, en se plaignant l'un de l'autre, qu'ils s'entre-galantisoient (1). »

En 1639, Chapelain fit rétablir la pension de Vaugelas. Il annonce aussitôt l'heureuse nouvelle à Balzac. Mais, comme les compliments ont besoin d'être un peu assaisonnés de malice, à l'expression d'ailleurs sincère de sa joie, Chapelain mêle un petit trait de satire. « Je crois vous devoir dire, écrit-il à Balzac, une nouvelle qui ne vous déplaira pas, aimant le bon M. de Vaugelas comme vous faites. Depuis huit jours en ça, j'ai entrepris de lui faire rétablir sa pension et l'ai obtenu par l'intercession de M. l'abbé de Boisrobert, lequel, sur les propositions que je lui ai faites et les raisons que je lui ai alléguées, a si bien gouverné son maître, que la chose s'est achevée au grand contentement de ses amis. Pour engager Son Éminence à cette générosité, nous lui avons fait promettre que M. de Vaugelas composeroit le Dictionnaire, à quoi il s'en va travailler. Hier et aujourd'hui, il a vu Son Éminence qui l'a caressé et accueilli en telle sorte, qu'il ne tient pas dans sa peau (2). »

Sainte-Beuve a raconté cette entrevue entre le grand Cardinal et l'humble grammairien. « C'est à cette occasion, écrit-il, que Vaugelas fit cette réplique souvent citée, et que Pellisson nous a transmise. Le Cardinal le

(1) Lettre à Balzac, du 16 octobre 1638; I, 303.

(2) Lettre à Balzac, du 30 janvier 1639; I, 377.

voyant entrer dans sa chambre s'avança vers lui *avec cette majesté douce et riante* qui l'accompagnait, et lui dit : « Eh bien ! Monsieur, vous n'oublierez pas, du moins, « dans le Dictionnaire, le mot de pension. » Et Vaugelas, s'inclinant de sa révérence la plus profonde, répondit : « Non, Monseigneur, et moins encore celui de reconnais-
« sance (1). »

Hélas ! pauvres pensions de l'époque ! Comme elles étaient précaires et soumises à toutes sortes de réductions ! Le premier quartier payé, encore ne l'était-il pas toujours, tenait souvent lieu des trois autres. Chapelain le constatait avec tristesse en 1639, en s'excusant de n'avoir pas le crédit nécessaire pour obtenir à Balzac un brevet de conseiller d'État. « Quant à ce que vous m'alléguez, disait-il, de l'heureux office que j'ai rendu à M. de Vaugelas, pour le rétablissement de sa pension, pardonnez-moi si je vous dis que les choses ne sont pas pareilles. La pension de M. de Vaugelas est une pension, c'est-à-dire rien, quand il plaît à M. de Bullion, et il lui plaît presque toujours (2). »

Balzac se moque à tort et à travers de l'Académie et des académiciens : il en est à regret, de mauvaise grâce, ravi de critiquer une institution placée sous le patronage d'un homme qu'il eût voulu servir et qu'il finit par détester. Pour Chapelain, c'est autre chose : au fond, il aime l'Académie comme son œuvre propre, cette aca-

(1) *Nouvelles Causeries du Lundi* ; 3^e édit., vol. VI, 347.

(2) Claude de Bullion, alors intendant des finances. — Lettre du 16 février 1639, citée par M. Livet ; I, 375.

démie dont il est le père, à notre avis, plus encore que Conrart. Mais que de plaintes, que de soupirs étouffés au sujet de cet enfant indiscipliné, indolent, paresseux, et qui a si peu le souci de répondre aux espérances ambitieuses de son père !

Le 26 mars 1634, le lendemain du jour où Richelieu a pris l'Académie sous sa protection, Chapelain écrit à Balzac, lui annonce qu'il fait partie de la nouvelle assemblée, et qu'il est résolu à la servir avec le plus grand zèle. « Ce seroit ici le lieu, lui dit-il, de vous parler de l'Académie dont Mgr le Cardinal s'est depuis peu rendu le promoteur, et qu'il autorise de sa protection ; mais le bon M. de Boisrobert s'étant offert, avec une chaleur et une ambition extraordinaires, de vous avertir de ce qui vous regardoit en cela (1), je craindrois de venir à tard et de me faire une querelle avec lui, si je vous en entretenois à cette heure.

« Je suis de cette Compagnie par grâce, et par cet honneur, je trouve mes charges redoublées, ne jugeant pas qu'il me fût bien séant d'être de ce corps et de ne pas contribuer à sa perfection tout ce qu'il seroit à ma puissance. Si chacun y apporte autant de zèle que moi, je puis dire sans vanité que nous ferons quelque chose de mieux et de plus utile que toutes les académies d'Italie ensemble ; à moins que de se proposer cet avantage, je vous avoue que j'y tiendrois mon temps perdu (2). »
Beau rêve que celui-là ! Belles illusions rapidement éva-

(1) Dans la séance du 13 mars 1634 ; voy. plus haut, p. 42.

(2) Lettre à Balzac, du 26 mars 1634 ; I, 66.

nouies ! Comme par le passé, il fallut se résigner à travailler seul, sans cet échange d'idées et de vues, sans cette noble émulation d'efforts communs, sans ces conseils enfin qu'on s'était promis de la réunion de tout ce que Paris comptait alors de plus distingué.

Le 31 mars 1637, Chapelain écrit à Balzac. « Pour l'Académie, lui dit-il avec la tristesse d'un homme déçu, elle languit à l'ordinaire. Peu de gens s'y rendent aux jours réglés, et l'on n'y fait plus exercice de lettres. Elle en a néanmoins toujours le nom, et le premier promoteur de cette assemblée ne parle, tous les jours, que de l'homologation de ses privilèges (1). Après quoi, si nous ne travaillons comme des manœuvres, on nous dégradera et exilera. Les Muses françoises ne riment plus depuis un an qu'on leur a donné le bréviaire à traduire en prose (2). »

Voilà un passage que nous ne comprenons guère. Faut-il prendre à la lettre ce singulier essai de traduction, ou ne voir dans ces mots qu'une boutade de Chapelain ? Le confrère inexact, particulièrement visé, est Voiture. Celui-ci ne paraissait jamais aux séances, et ne s'inquiétait pas plus de l'Académie que si elle n'existait pas, ou s'il n'en faisait point partie. Notre bel esprit, d'humeur turbulente et vagabonde, préférait de beaucoup à l'ennui de ces graves assemblées, les courses à travers le monde ou les réduits à la mode, à l'hôtel de Rambouillet, à Rome ou même jusqu'en Afrique.

(1) Homologation qui eut lieu le 9 juillet 1637. (Voy. cette pièce citée par M. Livet ; I, 396.)

(2) Lettre à Balzac, du 31 mai 1637 ; I. 154.

En 1639, le pétulant émule de Balzac est à Rome, tout à la joie des fêtes du carnaval qui approche, bien tranquille et fort peu préoccupé de ce qui se passait là-bas, bien loin, chez Segulier ou Bois-Robert. Sur ces entrefaites, Chapelain écrit à Bouchard, en résidence à Rome, et lui conseille plaisamment, s'il veut des nouvelles de l'Académie, de s'adresser à d'autres qu'à Voiture.

« Le nom académique de M. Voiture, écrit-il à son correspondant, est *il Negligente*, ou, si vous voulez, *il Trascurato* (1). Jamais homme ne fut moins à l'Académie que lui, et la vostre des *Humoristes* se peut vanter de l'avoir plus vu en trois jours qu'il a été à Rome, que la nostre en quatre ans qu'il y a que nous l'avons reçu. Je vous dis ceci pour vous faire voir que vous vous êtes mal adressé pour savoir des nouvelles de l'Académie et de ce que l'on y fait. L'homme à qui vous parliez fut un des premiers à dire qu'il ne falloit faire ni dictionnaire, ni harangue, et à montrer par son exemple qu'il ne se falloit charger d'aucune de ces occupations. On ne laisse pourtant pas de parler assez souvent sur de divers sujets dans les termes que désire l'éloquence (2), et l'exercice ordinaire des académiciens, aux jours d'assemblée, est l'examen rigoureux des pièces de ceux qui la composent, duquel on extrait des résultats pour la langue qui en seront un jour les règles les plus certaines (3). »

Malgré Cousin, malgré Sainte-Beuve, malgré les inté-

(1) Même sens que *negligente*, paresseux.

(2) Il s'agit des discours lus dans les séances hebdomadaires.

(3) Lettre à Bouchard, à Rome, du 16 janvier 1639; I, 358.

ressantes publications de MM. Livet et Tamizey de Larroque, le préjugé contre Chapelain est demeuré, tant il est vivace et difficile à déraciner. Le malheureux porte au front la flétrissure dont l'a marqué Boileau, et il faudra encore beaucoup de temps avant qu'on veuille bien songer à le prendre de moins haut avec Chapelain, à lui épargner les épithètes injurieuses de pédant, de ladre et de cuistre.

Nous l'avons dit ailleurs sans timidité, ni réserve : poète détestable, tant qu'on voudra, mais grammairien excellent, prosateur original, auteur de lettres fort intéressantes, formant pour nous un répertoire unique, peut-être le plus riche et le plus curieux que nous possédions pour l'histoire littéraire du temps; enfin, quoi que Boileau en ait pu dire, le parfait modèle de l'honnête homme, dans le sens où le mot s'entendait encore au dix-septième siècle.

Chapelain n'eût-il d'autre mérite que d'avoir déterminé de bonne heure les occupations de l'Académie française, d'avoir compris le rôle de la nouvelle institution, d'avoir pris au sérieux une assemblée dont Balzac, Voiture, la cour, la ville, le parlement, tout le monde se moquait; n'eût-il d'autre mérite que d'avoir réclamé la régularité des séances, stimulé le zèle de celui-ci, gourmandé la paresse de celui-là, empêché, en un mot, que ce corps à peine constitué ne vînt à se désagréger et à se dissoudre, que cela suffirait à sa gloire. Ce n'est pas d'un esprit étroit, d'un homme vulgaire, sans influence ou sans autorité, de viser à un tel but et de l'atteindre.

En 1640, il se réjouit de l'ordre envoyé à tous les académiciens d'avoir à assister plus régulièrement aux séances ou de donner leur démission. Il s'en réjouit même de si bon cœur, qu'il pourrait bien être pour beaucoup dans cet ordre venu de Rueil. Comme il s'applaudit d'avoir soumis à la règle tous ces dissidents ! de les avoir ramenés d'autorité au lieu de leurs séances, et, parmi eux, le plus volage de tous et le plus indiscipliné ! Vous diriez que c'est sa propre victoire qu'il chante, tant il prend plaisir à dépeindre la résistance, la défaite et la confusion du vaincu.

Chapelain écrit à Montausier, qui détestait Voiture. Le marquis, alors en Alsace, le trouvait trop assidu à l'hôtel de Rambouillet. Après lui avoir donné des nouvelles des « amis et amies », il ajoute : « Il faut pourtant vous mander autre chose encore et vous dire que la suffisance de votre aversion (1) a été mortifiée ces jours passés, et le sera encore à l'avenir, par un ordre précis qui est venu de Rueil à tous ceux qui font part de l'Académie, d'avoir à opter dans trois jours, ou d'y donner ses soins et ses assistances régulières, lorsqu'ils seront à Paris et qu'ils ne seront pas malades, ou de faire place à beaucoup de personnes de considération qui demandent à y entrer. »

Chapelain n'avait pas été si mal inspiré d'accepter la protection du Cardinal pour l'Académie, et de faire prévaloir son opinion contre ceux qui repoussaient ce puissant

(1) Voiture.

patronage. L'intervention du ministre sauvait l'Académie, qui n'aurait pas manqué de se disloquer entièrement ; elle lui permettait de se constituer avec solidité, et d'attendre le jour où le titre d'académicien serait le plus envié de tous, le seul qui subsisterait quand tous les autres auraient été détruits.

Pour le moment, il fallait empêcher ces divers éléments de se disperser : on sait si la main de Richelieu était assez ferme pour maintenir ce qu'il avait une fois fondé. « Et cet ordre sérieux, et témoigné par M^{me} la duchesse d'Aiguillon (1), qui y étoit présente, continue d'un ton railleur Chapelain, a eu un tel effet, que notre homme s'est résolu de contraindre son libertinage (2), et de venir plutôt à l'assemblée en enrageant, que de la négliger comme il avoit fait, de peur d'attirer sur lui l'indignation de celui qui peut toutes choses. La nouvelle s'en est répandue partout où il est connu, et amis et ennemis s'en sont réjouis presque également, et lui en ont fait des huées qui le persécutent. L'Académie même ne s'en est pas abstenue, et s'est réjouie, en sa présence et à ses dépens, de l'avoir vu venir par force au lieu où il faisoit profession de ne venir point de son bon gré (3). »

Ces petits conflits, au sein de l'Académie, quelquefois de vrais orages, étaient perpétuels. Nous avons conté la violente querelle suscitée en 1659, par la nomination de

(1) Nièce de Richelieu.

(2) Dans le sens *d'humeur vagabonde*.

(3) Lettre à Montausier, du 30 avril 1640 ; I, 613.

Gilles Boileau. La chronique de cette élection orageuse est entièrement dans les lettres de Chapelain ; elle eût pu trouver place parmi les anecdotes recueillies à ce sujet par M. A. Rouxel (1). A chaque instant, comme il arrive dans toutes les assemblées, politiques, littéraires, artistiques ou autres, où chacun a ses idées bien arrêtées et appartient à telle ou telle école, à tel ou tel parti, par conviction ou par intérêt, à chaque instant se produisaient des incidents qui allumaient la guerre ou provoquaient un débat. Pour ne blesser personne, ne se brouiller avec aucun confrère, il eût fallu ni parler, ni agir, ni critiquer les ouvrages ou les manies de personne, et voter toujours comme le voisin. Ce n'est guère possible dans une société savante et lettrée : de là, certain état d'hostilité, certaines causes de froissements presque inevitables dans ces sortes de réunions.

En 1639, Chapelain fait avertir La Mothe-le-Vayer que Gomberville pourrait bien lui envoyer une déclaration de guerre. « J'ai à vous dire du Suburbicaire (2), écrit-il à Balzac, qu'avec toutes les louanges qu'il a données à l'Académie dans son *Traité de l'Eloquence* (3), il n'a pu empêcher qu'on ne l'accusât de l'avoir voulu blâmer ; et il est malaisé que quand l'ennemi du *Car* (4) sera revenu de sa campagne, où il est encore pour reculer les soldats de son parc aux chevaux, nous ne soyons sommés et

(1) *Chroniques des élections à l'Académie française.*

(2) Surnom que Chapelain donne à La Mothe-le-Vayer.

(3) Voici le titre de l'ouvrage : *Considérations sur l'Eloquence française de ce temps* ; 1 vol. in-12. Paris, Sébastien Cramoisy, 1638.

(4) Gomberville.

interpellés de nous joindre tous contre lui et de repousser à frais communs l'injure faite à notre confrère (1). »

Si le « Suburbicaire » avait blessé l'Académie, c'était bien sans le vouloir ; car ses louanges paraissent avoir été fort sincères. « Le respect que je porte à cette illustre Académie, que les soins de M. le Cardinal viennent d'ajouter aux plus grands ornemens de la France, disait l'auteur des *Considérations sur l'éloquence*, m'empêcherait d'établir mes sentimens avec tant de liberté, si je pouvois m'imaginer qu'une si célèbre Compagnie fût pour ne les pas approuver (2). »

Le grief était plus fondé à l'égard de Gomberville. Le philosophe du faubourg Saint-Michel, comme Balzac appelait La Mothe-le-Vayer, venait de railler la plaisante aversion du romancier pour le *Car*. L'allusion était claire, et de plus accompagnée d'ironie. « Et n'a-t-on pas donné depuis peu au public, disait La Mothe, de bien gros volumes, où l'on a eu la curiosité de se passer de l'une de nos plus ordinaires conjonctions, dont on avoit juré la perte (3)? Je sais bien qu'ils ne laissoient pas d'être écrits fort élégamment. Mais, n'est-ce point abuser de son loisir, de s'astreindre à des choses qui ne font que donner de la peine inutilement? Et n'y a-t-il pas bien de

(1) Lettre à Balzac, du 15 janvier 1639; I, 367.

(2) *Œuvres de La Mothe-le-Vayer*, vol. III, p. 258; 4 vol. in-8° Dresde, 1756.

(3) Dans son roman de *Polexandre*, en 5 vol. in-8°, 1629-1637. — Voy. la spirituelle réponse de Voiture à l'ennemi du *car*; *Lettres de Voiture*, édit. Ubicini, Charpentier; I, 293.

l'injustice à vouloir obliger les autres d'épouser des sentimens si peu raisonnables (1) ? »

Quelques jours après, Chapelain promettait d'empêcher que l'Académie ne partît en guerre, sans répondre pour cela des dispositions personnelles de Gomberville. « J'empêcherai bien, disait-il le 6 février, que le sieur Tubero (2) ne soit guerroyé par l'Académie sur le sujet du *Car*, et j'ai préparé tout plein de bonnes raisons pour faire avorter le sénatus-consulte de la déclaration de guerre qui se minutoit contre lui, et faire rengâiner aux Féciaux (3) leurs habits et leurs verges ; mais je ne suis pas assez puissant pour le remettre bien avec le sieur de Gomberville et le parer de sa férocité (4). »

La Mothe-le-Vayer n'en fut pas moins reçu à l'Académie, peu de jours après, le 14 février 1639. Il fut admis en même temps que Jacques Esprit, l'un des écrivains attachés à la maison de Segulier. Ils remplaçaient, si on s'en souvient, Germain Habert de Cerisy et Bachet de Méziriac. Et à ce propos nous permettra-t-on une remarque ? Pourquoi donc cette exactitude ? pourquoi cette insistance à informer Balzac des faits et gestes de l'Académie ? Pareil souci n'était-il donc pas en pure perte avec un homme qui, à l'entendre, ne tenait nullement à son titre, affectait le plus grand dédain pour ses con-

(1) *Œuv.* de La Mothe, III, 209.

(2) Autre surnom de La Mothe-le-Vayer, auteur d'un ouvrage, *Quatre dialogues faits à l'imitation des Anciens*, et qu'il avait signé : *Orasius Tubero*. Francf. in-4°, 1606 (date supp.).

(3) Les Féciaux, à Rome, étaient chargés des traités de paix et des déclarations de guerre.

(4) Lettre à Balzac, du 6 février 1639 ; I, 382.

frères, et se vantait d'avoir été fait académicien malgré lui? Non; Chapelain connaissait son homme; il savait que sous cette indifférence apparente, se cachait le plus vif désir de ne rien ignorer de ce qui se passait à Paris, dans les cercles en renom, et surtout chez Bois-Robert ou Segulier. C'est la seule explication raisonnable, croyons-nous, de ces mille détails sur l'Académie et les académiciens, détails fournis exactement, patiemment, à qui? A l'homme du monde qui affichait le dédain le plus absolu pour la récente Compagnie; académicien à regret, tout comme Bourbon, retiré à l'Oratoire Saint-Honoré, était oratorien sans l'être.

« A propos de l'Académie, écrit Chapelain à Balzac le 12 février 1639, vous saurez que le sieur Tubero, nonobstant son livre que l'on a voulu qui ait été fait contre elle, a été fait membre de son corps; qu'il a été proposé à Son Eminence, laquelle l'ayant approuvé, il ne reste plus qu'à le recevoir au serment et à lui donner des lettres. Même cooptation a été faite du sieur Esprit, et en même temps : de sorte qu'au lieu que vous n'aviez en eux que des amis, vous y aurez désormais des confrères. Car, Monsieur, afin que vous le sachiez, quoique vous soyez autant absent de l'esprit que du corps de cette noble compagnie, nous vous y tenons toujours pour présent, et vous y conservons vos droits, comme si vous y rendiez un actuel service (1). »

La réponse de Balzac n'est pas fort aimable; et, s'il

(1) Lettre à Balzac, du 12 février 1639; I, 385.

parlait ainsi des amis, de « notre cher Monsieur Esprit (1) », comment donc parlait-il des adversaires ? Vers la fin du mois, il répond d'un ton maussade et de mauvaise humeur : « Je me réjouis, Monsieur, de la nouvelle acquisition qu'elle a faite du philosophe *** (2), qui, en effet, est un galant homme, et ne laisse pas d'avoir de l'esprit, quoiqu'il se serve la plupart du temps de celui d'autrui.

« Je ne vous parle point de l'autre réception qui s'est faite en même jour, de peur de choquer le jugement des supérieurs et de donner trop de liberté au mien. Il y a certains livres et certains Esprits qu'il ne peut souffrir. Il voudroit supprimer les deux tiers des bibliothèques et la moitié des académies. Un si sauvage mélancolique ne doit jamais songer à sortir de sa retraite, et le plaisir qu'il a de mépriser tout, lui doit ôter l'envie qu'il pourroit avoir d'être quelque chose (3) ».

A la date du 16 février 1639, Chapelain avait une meilleure opinion de Jacques Esprit. Il répond à M. de Chives, official d'Angoulême, à propos du brevet de conseiller d'État sollicité pour Balzac. Il avertit l'Official que son influence est courte, et qu'il ne peut guère mener à bonne fin une affaire aussi difficile. Pour lui donner une idée de son faible crédit, il ajoute qu'il a eu beaucoup de peine à faire entrer J. Esprit à l'Académie.

(1) Balzac, *Œuvres complètes*. Lettre de 1640; I, 820.

(2) La Mothe-le-Vayer.

(3) Lettre avec la date fausse du 4 janvier 1639, au lieu de la fin de février 1639. — *Œuvres complètes*; I, 783.

« Ces jours passés, écrit Chapelain, il a fallu coucher de tout le crédit d'une des puissances (1), pour donner entrée seulement dans l'Académie, à un homme qui se nomme Esprit, et qui n'en manque pas (2). »

Mais, un peu plus tard, le 11 mars, après la brusque sortie de Balzac contre les deux nouveaux élus, le langage change entièrement. Chapelain retire ses quelques éloges, abandonne J. Esprit sans trop de vergogne, tout prêt à lâcher aussi La Mothe-le-Vayer, pour peu que Balzac parût le désirer. « Je suis tout à fait de votre avis, lui écrit-il le 11 mars 1639, touchant nos deux pénultièmes académiciens, et je vous avoue que le dernier me semble encore bien moins supportable que l'autre. Il y a en tous les deux à réformer, sans doute; mais celui dont je vous parle (3) a les principes viciés, et nous le pouvons mettre entre les incurables. Cependant il plaît à ceux à qui rien ne devoit plaire qui ne fût bon (4), et il reçoit des bienfaits qui seroient bien mieux employés à M. Silhon ou au seigneur Tubero même (5). »

Presque toujours, il faut chercher dans la vanité satisfaite ou blessée de Balzac la cause de ses éloges ou de ses critiques. Or, cette froideur subite pour « le philosophe du faubourg », homme d'esprit, dit-il, mais qui a

(1) Seguier, à qui J. Esprit était alors. Plus tard, il fut au prince de Conti, gouverneur de Languedoc, et mourut à Béziers, le 6 juillet 1678. (Voy. Cousin, *Madame de Sablé*, p. 86, 397 et 417.)

(2) Lettre à M. de Chives, du 16 février 1639; I, 388.

(3) J. Esprit.

(4) M^{me} de Longueville, M^{me} de Sablé, etc.

(5) Lettre à Balzac, du 11 mars 1639; I, 399.

le tort de se servir « la plupart du temps de celui d'autrui », serait-il bien téméraire de l'attribuer à semblable motif? Si je ne me trompe, une lettre de Chapelain, écrite le 24 décembre 1638, pourrait renfermer la solution de ce petit problème. La Mothe, dans son *Traité sur l'éloquence*, n'avait pas suffisamment loué Balzac. Faute plus grave, il n'avait pas excepté de ses critiques celui qui se croyait le modèle unique de l'art de bien dire.

La lettre de Chapelain ne laisse pas de doute. Celui-ci parle d'abord du talent de La Mothe; il le rabaisse de son mieux, bien sûr de ne pas trop déplaire à son correspondant. « Pour ce qui regarde M. de La Mothe, écrit-il le 24 décembre 1638, il est net et sensé, mais sans guère de pensées qui soient de lui et toutes dites dans un style qui, à mon avis, ne mérite pas celui d'éloquent. C'est une étrange façon d'écrire de ne se soutenir jamais sur soi-même et de ne faire qu'arranger à sa mode les méditations d'autrui. »

Ces « rhapsodes, » comme il les appelle avec dédain, feraient bien mieux, dit-il, de traduire franchement les grecs et les latins, et de ne pas « rendre à bâtons rompus ce que les autres donnent tout de suite ». Mais, alors, ils ne seraient pas « auteurs », ajoute Chapelain; « ils seroient seulement tourneurs et translateurs », titres dont ils ne veulent pas.

Et revenant au procédé de La Mothe-le-Vayer, il mêle à sa critique un excellent jugement sur Plutarque. « Celui-ci, continue-t-il, n'a garde de pousser un raisonnement de la force de Plutarque dans ses ouvrages,

où j'en trouve de dignes d'être comparés à tout ce que l'éloquence des anciens a de meilleur. Il remplit seulement l'esprit sans l'émouvoir, et sa morale est plutôt dogmatique que touchante. »

Puis vient le point délicat, le grief contre La Mothe, coupable de n'avoir pas porté Balzac jusqu'aux nues, d'avoir méconnu la force oratoire de ses écrits, et d'en avoir parlé froidement, comme s'il ne les avait pas lus. En ami fidèle et compatissant, Chapelain va relever vivement la faute et, par ses soins empressés, adoucir tout au moins la blessure faite au cœur du sensible écrivain. « Je l'ai trouvé très hardi, écrit-il à Balzac, d'entreprendre le jugement de l'éloquence moderne (1), et encore que la plupart des maximes qu'il a établies soient vraies, et qu'en certaines choses il vous ait rendu justice, en d'autres on peut dire qu'il vous a fait tort, renfermant le mérite de tous nos François éloquens dans l'arrangement de la période, et ne vous exceptant pas lorsqu'il dit, ce me semble, qu'ils ne sont point capables de grands mouvemens, en quoi consiste la vraie éloquence. Ou il ne sait pas ce que c'est de grands mouvemens, ou il n'a pas lu tous vos ouvrages; et ç'a été grande imprudence à lui de choquer son ami, sans en avoir le dessein, en une chose aussi aisée à reconnoître que celle-là, et où il n'y pouvoit avoir guères de personnes qui se trompassent (2). » Est-ce assez clair? et n'est-il pas manifeste

(1) Dans son ouvrage : *Considérations sur l'Eloquence françoise de ce temps.*

(2) Lettre à Balzac, du 24 décembre 1638; I, 344.

que c'est bien là, comme nous l'avons dit, la cause de la sentence portée par Balzac contre La Mothe-le-Vayer?

Encore une fois, selon son habitude, Chapelain avait capitulé en présence de Balzac; et, comme pour lui être agréable il avait abandonné J. Esprit, il abandonne aussi La Mothe, dont il faisait l'éloge quelques jours auparavant. Le 12 novembre, il lui envoie le nouveau livre du « Suburbicaire », lui signale le passage qui le concerne, et dont tout autre, moins difficile que Balzac, se fût déclaré fort content. « L'un d'entre eux, disait en cet endroit La Mothe, que je crois avoir le plus mérité en cette partie, comme au reste des ornemens de notre langue, a couru la fortune de tous ceux qui excellent en quelque profession, par l'envie qui s'est particulièrement attachée à lui. Ce seroit augmenter cette ombre importune de sa vertu de le désigner davantage; je ne dois pas d'ailleurs rompre pour lui le vœu de mon silence; et c'est sans doute, quoique nous nous taisions, qu'il éprouvera, aussi bien que Ménandre, les jugemens de la postérité plus favorables que ceux de son siècle. Il me suffit de dire cependant que lui et ceux qui ont heureusement travaillé comme lui à cette agréable harmonie des périodes, s'en sont acquittés de telle sorte, que je ne pense pas qu'on puisse porter plus haut une si importante partie de l'éloquence (1). »

Nous ne voyons pas en quoi pareil hommage pouvait blesser Balzac et le faire crier. Chapelain non plus ne le

(1) *Considérations sur l'Eloquence*, p. 80; édit. de 1638.

vit pas d'abord, et, sur le moment, il écrivit une lettre toute joyeuse pour annoncer la publication de l'ouvrage. « M. de La Mothe, dit-il à Balzac le 12 novembre 1638, s'est encore une fois exposé en public et a fait imprimer le livre que je vous envoie de sa part contre la mauvaise éloquence du temps (1). Il vous eût écrit pour accompagner son présent, si je ne lui eusse fait entendre qu'il vous seroit encore plus agréable s'il ne vous écrivoit point. Vous verrez dans la quatre-vingtième page ce qu'il dit de vous sans vous nommer et qui vous doit d'autant plus obliger que tout le livre a l'esprit de censure et d'invective. Et certes, il est votre ami, et il s'en pique. J'attends vos sentimens sur l'ouvrage que j'ai conseillé à M. Rocolet de ne vous envoyer que par le messenger, à cause du poids (2). » Nous avons vu quels furent les « sentimens » de Balzac à cet égard; et comment, à un mois de distance, Chapelain modifia les siens, pour plaire à cet ami difficile.

Les premières années de l'Académie sont encore bien curieuses à étudier à d'autres points de vue. En fouillant les documents contemporains, les nombreuses pièces amassées avec tant de soin par M. Ch. Livet et placées dans son édition de l'*Histoire de l'Académie française*, les papiers de Conrart, et surtout les lettres de Chapelain, on peut reconstituer presque entièrement l'Académie, telle qu'elle était jadis, à cette époque déjà si loin de nous, aux premiers temps de son existence. Réunions

(1) *Considérations sur l'Eloquence*.

(2) Lettre à Balzac, du 12 novembre 1638; I, 317.

hebdomadaires, séances de réception, discours prononcés avec ou sans succès, intrigues académiques, candidatures malheureuses, coalitions puissantes pour porter celui-ci ou écarter celui-là, chaudes sympathies d'une part, vives antipathies de l'autre, rien n'y manque; et, telle est au fond l'éternelle uniformité de la nature humaine, que bien souvent en écrivant l'histoire du passé, nous avons cru raconter les phases de telle ou telle élection contemporaine.

En 1659, Pellisson se brouille avec ses amis Conrart et Chapelain, sort bruyamment de l'Académie et n'y paraît plus de dix ans, pour protester contre l'élection de G. Boileau, nommé malgré lui. Il y a une vingtaine d'années, même tumulte eut lieu : vif débat au sein de l'Académie, opposition ardente, suivie d'une démission donnée avec éclat. Politique ou littéraire, l'histoire, malgré la différence des siècles, des habitudes, des mœurs, est bien un perpétuel recommencement, parce qu'elle est toujours faite avec les mêmes éléments, avec les passions bonnes ou mauvaises des hommes.

Voici une séance de réception en 1640, au mois de juin. Le récipiendaire a prononcé un discours qui a charmé tous les confrères assemblés. L'usage de ces solennités intimes n'était cependant pas encore établi définitivement. Il le fut un peu après, nous apprend Pellisson, à l'occasion de la réception de Patru, le 3 septembre 1640. « Vous aurez remarqué, sans doute, écrit l'historien de l'Académie, que le nombre des quarante, dont elle doit être composée, ne fut rempli qu'à la ré-

ception de M. de Priézac, en l'année 1639, cinq ou six ans après son premier établissement. » Puis il ajoute : « M. Patru, qui fut le premier reçu ensuite (1), entrant dans la Compagnie, y prononça un fort beau remerciement, dont on demeura si satisfait, qu'on a obligé tous ceux qui ont été reçus depuis d'en faire autant (2). »

Conrart était absent au mois de juin, le jour de cette réception, il se trouvait aux eaux de Bourbon. Chapelain écrit au secrétaire perpétuel, et lui promet, à son retour, la harangue qu'il n'a pu entendre. « Nous avons eu charité pour vous, et avons obligé notre orateur à mettre par écrit sa harangue, afin de la mettre à votre retour dans vos archives. »

La lettre de Chapelain est du 12 juin 1640. « Quelle nouvelle, dit-il à Conrart, vous devois-je plutôt mander que celle de la réception de notre ami dans l'Académie? et comment vous le pouvois-je plutôt mander qu'à cette heure, puisque ce n'est que d'après disné qu'il y a fait son entrée, et qu'il s'est honoré de ce grade en l'honorant? Je ne vous oserois dire combien il a satisfait tout le monde, soit par sa mine, soit par sa modestie, soit par son éloquence, de peur de vous donner trop de regret de n'y avoir pas été présent; et certes vous avez bien manqué à vous-même aussi bien qu'à lui en cette rencontre, et je ne sais lequel des deux a le plus à se plaindre en cela ou lui de vous, ou vous de vous (3). »

(1) Le 3 septembre 1640, à la place de Porchères d'Arbaud.

(2) Pellisson, I, 159.

(3) Lettre à Conrart, du 12 juin 1640; I, 638.

Chapelain devait trouver que Conrart en prenait un peu trop à son aise à Bourbon, « en un lieu de perpétuelle réjouissance », en compagnie de sa femme et de l'aimable M^{lle} de Chalais, l'amie de M^{me} de Sablé. « Paris commence à vous trouver fort à dire, lui écrivait-il encore le 4 juillet 1640, et M. l'Évêque de Grasse est si ennuyé de votre éloignement qu'il s'en pensa plaindre, avant-hier, en public, dans sa chaise (1) de la Visitation, étant sur l'article de ceux qui manquent à leurs amis, au besoin. Je ne sais plus que répondre à l'Académie où personne ne sauroit remplir votre place, qui est la seule qui n'y est point sujette à changement. Tous nos autres amis murmurent de votre long séjour à Bourbon, et disent qu'ils n'eussent jamais cru que vous les eussiez oubliés pour un verre d'eau (2). »

Mais quel est cet « éloquent ami » reçu le 12 juin 1640, et dont le discours fut écouté avec tant d'applaudissement? Ni M. Livet, ni M. Tamizey de Larroque n'ont pu déterminer de qui il s'agit. « Il semble, écrit M. Livet, qu'il soit question ici de Perrot d'Ablancourt; et cependant d'Ablancourt avait été nommé en 1637. Comment aurait-il tant tardé à prendre possession de son titre (3)? »

Il y a une autre preuve décisive qu'il ne peut être question ici de Perrot d'Ablancourt : je m'étonne que M. Livet ne l'ait pas donnée. Je la prends à la page qui

(1) Chaire.

(2) Lettre à Conrart, du 4 juillet 1640; I, 656.

(3) Édit. de l'*Histoire de l'Académie française*; I, 386.

suit ces réflexions. C'est une lettre de Chapelain à Balzac, du 8 juillet 1640. Dans cette lettre, loin de louer le discours de Perrot, il déclare que sa harangue fut mauvaise. « Peut-on accuser plus humainement la *** de notre nouveau confrère? » répondait Balzac, le 1^{er} août 1640. Le reproche est formel; il ne permet pas de dire que le discours applaudi le 12 juin 1640, est le même que celui qui est critiqué le 8 juillet.

Nous avons cité l'éloge; voici la critique : elle s'applique évidemment à une harangue différente. « Je n'ai pas moins été scandalisé que vous et que tous nos autres amis, écrit Chapelain le 8 juillet, de la mauvaise action de grâces que notre cher M. d'A*** (1) a faite pour celle qu'il prétend d'avoir reçue, lorsqu'il a été admis entre les académiciens françois (2). Mais personne n'a osé le détourner de cette tentation (3) pour les sujets que vous pouvez penser; et, en tout cas, il en reviendra ce bien que ceux qui connoîtront le mérite de notre ami prendront bonne opinion de cette Compagnie, en voyant qu'un si homme d'honneur que lui s'en est presque tenu indigne, et que nous avons beaucoup accru son estime de l'y avoir bien voulu souffrir. »

Cette « mauvaise harangue » du célèbre traducteur a dû être publiée séparément. Elle n'est pas indiquée dans le *Catalogue des œuvres laissées par les académi-*

(1) D'Ablancourt.

(2) Le 23 septembre 1637, avec Bourbon, à la place de Bardin et Hay du Chastelet; voy. plus haut, p. 34.

(3) La tentation, sans doute, de faire imprimer sa « harangue », près de trois ans après son admission.

ciens morts avant l'année 1700 (1). La lettre du 8 juillet 1640 fait mention de l'*Eptre* qui accompagnait le discours. Chapelain rougit des éloges que d'Ablancourt lui donne, et semble demander grâce à Balzac pour ces pardonnables excès de l'amitié. « J'ai été en mon particulier confondu, ajoutait-on prudemment, de ce qu'il a voulu mettre à la fin de son *Eptre*, et ce qui vous y a choqué au commencement ne m'a semblé qu'une peccadille à comparaison. Je ne m'en plaindrai pourtant point ici, de peur que vous ne m'accusiez d'affecter de la modestie, et vous laisserai juger dans votre cœur si je n'ai pas occasion de me plaindre de lui (2). »

De son côté, au nom de Perrot d'Ablancourt M. Tamizey de Larroque eût voulu en substituer un autre, celui de Patru, à qui conviendrait si bien cet éloge d'éloquence. Par malheur, la chose n'est pas possible. Le célèbre avocat fut reçu seulement le 3 septembre 1640, presque trois mois après le récit fait à Conrart, le 12 juin de la même année.

Si ce n'est ni Perrot d'Ablancourt, reçu au mois de septembre 1637, ni Patru, reçu au mois de septembre 1640, quel est donc l'orateur du 12 juin? Nous ne voyons personne, à cette date, à qui puisse convenir un si bel éloge. Et puisque deux hommes, comme M. Livet et M. Tamizey de Larroque, si pleinement au courant l'un et l'autre de ce qui regarde l'histoire littéraire du dix-septième siècle, n'ont rien trouvé, nous n'aurons

(1) Pellisson; I, 513.

(2) Lettre à Balzac, du 8 juillet 1640; I, 658.

pas la prétention d'être plus heureux, et nous ne ferons pas de nouvelles recherches. Nous avons beau examiner l'ordre de nomination dressé avec tant de soin par Pellisson (1), nous ne trouvons aucune réception faite le 12 juin 1640.

Une autre fois, mais beaucoup plus tard, en 1662, Chapelain annonce à Huet la nomination de Segrais à l'Académie française. « Pour nouvelle, lui écrit-il à Caen, je vous dirai que nous venons de recevoir M. de Segrais en notre Académie en la place de M. de Bois-Robert (2). Cela s'est passé avec honneur, et je n'ai pas eu sujet de me repentir des soins que j'ai pris pour cela et des offices que j'y ai rendus à son mérite. Je vous devois cet avis, comme à l'un de ses amis intimes et qui s'intéresse du cœur en tout ce qui lui peut arriver de bien ou de mal (3). »

Segrais n'était pas persuadé, tant s'en faut, que Chapelain lui avait donné sa voix. Il s'est vengé de cette opposition prétendue dans ses *Mémoires-Anecdotes*, où il raconte sur Chapelain bon nombre d'histoires assez fantaisistes. En 1662, il y eut à l'Académie deux places vacantes en même temps : celle de Bois-Robert et de Daniel de Priézac. Segrais eut la première; Michel Le Clerc, la seconde. Ils prononcèrent leur discours le même jour, le 26 juin 1662. Segrais fut froissé d'une préférence accordée à Le Clerc; et il contredit, dans ses *Mémoires*,

(1) I, 155.

(2) Il était mort le 30 mars 1662.

(3) Lettre à Huet, du 26 juin 1662; II, 239.

l'affirmation de Chapelain. « J'avois cultivé l'amitié de M. Chapelain avec assez de soin, écrit-il d'un ton piqué; je lui avois même adressé une ode qui n'est pas la moindre pièce de mes poésies (1). Cependant, lorsque je demandai à être reçu de l'Académie, il se trouva plutôt porté à favoriser M. Le Clerc, que j'avois pour compétiteur, qu'à me donner sa voix : cela n'empêcha pas que je ne fusse reçu (2). »

A côté des candidatures heureuses, des brigues couronnées de succès, se placent naturellement les candidatures malheureuses, celles dont on se moque entre amis, sous le manteau, sans grande compassion pour les imprudents qui sont allés « donner du nez en terre ». Eternelle histoire de la pitié humaine ! On applaudit au succès, et on rit du pauvre diable qui est là, sur le sol, tout meurtri de sa chute.

A cet égard, Chapelain ne vaut pas mieux que les autres; et en 1640, il s'égaie à la vue des maladroits qui se font consigner à la porte de l'Académie. « J'ai vu M. Ménage, dit-il à Balzac, et nous avons fort parlé de vous. Il est toujours en fantaisie de vous aller faire visite, et Dieu sait, quand cela sera, combien il vous contera de nouvelles des savans et des ignorans, des candidats de l'Académie et de ceux qui *repulsam passi*

(1) 1 vol. in-12. Paris, Sommaville, 1660; p. 183. — La pièce a pour titre : « Ode à M. Chapelain, sur les victoires de Monseigneur le duc d'Anguien, en 1646. »

(2) Segrais, *Œuvres diverses*, vol. II, 162; 2 vol. in-12. Amsterdam, 1723.

sunt, en ces derniers temps, dans la poursuite d'un lieu en votre célèbre compagnie (1). »

En ce temps-là, le candidat malheureux, celui aux dépens duquel s'exerça la verve de Chapelain, fut l'abbé d'Aubignac. Celui-ci avait pour compétiteur Olivier Patru. « Je ne connois point l'abbé d'Aubignac, avait répondu Balzac, ni ne sais qui sont ces *candidati tam infeliciter ambitiosi*. Vous m'obligerez d'en faire un petit article à part (2). »

Peu après, Chapelain envoyait en se moquant les renseignements demandés. « L'abbé d'Aubignac, répond-il le 8 juillet, est M. Hédelin, de qui vous aviez vu un discours imprimé sur l'*Heautontimorumenos* de Térence contre M. Mesnage... Pour le candidat, c'est le même abbé qui, pensant avoir un pied dans l'Académie, *repulsam passus est*, en faveur de M. Patru, notre ami et excellent avocat, à cause d'un libelle qu'il avoit fait contre la Roxane de M. Desmarets, qui avoit charmé les puissances (3). »

Balzac répond qu'il n'a jamais entendu parler de l'abbé, et qu'il ne connaît pas plus « M. Hédelin », qu'il ne connaissait « l'abbé d'Aubignac ». Là-dessus, Chapelain refait à nouveau et avec esprit l'histoire de cette petite mésaventure académique. Il raille agréablement le candidat évincé et n'a pas l'air autrement touché de

(1) Lettre à Balzac, du 24 juin 1640; I, 648.

(2) Lettre avec la date fausse du 10 juin 1640, au lieu de la fin de juin ou du commencement de juillet 1640. *Œuvres complètes*, I, 825.

(3) Lettre à Balzac, du 8 juillet 1640; I, 659.

son malheur. « Il m'avoit semblé, réplique-t-il à son tour le 29 juillet, que c'étoit assez de vous avoir dit que M. d'Aubignac étoit M. Hédelin, pour vous éclaircir en cette matière. Vous n'y voyez goutte toutefois, et c'est comme qui ne vous auroit dit rien.

« Il faut donc parler plus ouvertement : M. d'Aubignac est M. Hédelin. M. Hédelin *autem* fut naguères précepteur de M. le marquis de Brezé et est encore son domestique (1). L'une de ses plus fortes ambitions a été d'entrer dans l'Académie; et il y avoit grande apparence qu'il eût été le premier reçu, s'il n'eût point fait un libelle contre la Roxane de M. Desmarets, où il blâmoit le goût de Son Éminence et de M^{mo} d'Aiguillon qui l'avoient estimée. Dans ce temps, Porchères-d'Arbaud se laissa mourir, et plusieurs se présentant pour remplir cette place, le libelliste entre autres, M. Patru, notre ami et très galant homme, l'obtint d'une commune voix, et le précepteur eut l'exclusion, dont *moult dolent fut et plaintif* (2). »

Enfin, les deux amis, dont le plus spirituel et le plus malin n'est pas toujours celui qu'on pense, échangent entre eux toutes sortes de propos railleurs au sujet de leurs confrères. Voici une esquisse bien jolie de divers académiciens. Ils sont là, comme réunis dans un groupe unique, et peints chacun d'un trait, d'un mot. « M. de Vaugelas, écrit Chapelain à Balzac, n'est point prêtre et vit en prêtre; n'est point mort, quoiqu'il n'ait pas de quoi vivre,

(1) Attaché à sa maison, et non son serviteur.

(2) Lettre à Balzac, du 29 juillet 1640; I, 664.

et n'est point marié, quoiqu'il fasse l'amour, il y a longtemps, pour l'être (1). M. de Gomberville rhabille son roman, pour la vingtième fois (2), et fait toujours un ouvrage nouveau d'une même matière. M. Sirmond est rempli et ne chante plus (3). Son excuse est qu'il est bilieux, et que le travail échauffe le sang et met le microcosme (4) en désordre. Depuis deux ans, il avoit commencé quelque réponse contre l'aboyeur de Flan-dres (5), mais il l'a rengainée de peur d'irriter les crabrons (6). L'Académie *sta per tirar le calze* (7), tant elle est languissante et oiseuse. Vous avez oublié qu'elle ne se tient que les lundis (8). » Tous ces détails n'ont-ils pas quelque chose de plaisant et de pittoresque? Depuis Vaugelas, célibataire à regret, jusqu'à Gomberville occupé à « rhabiller pour la vingtième fois son roman », comme on rafraîchit une vieille toilette; jusqu'à Sirmond « qui est rempli et ne chante plus », à la façon de ces oiseaux, ajoute M. Tamizey de Larroque, qui ne disent plus rien quand ils sont trop gras.

(1) Vaugelas, né en 1585, avait alors cinquante-trois ans.

(2) Son roman de *Polexandre*.

(3) J. Sirmond, académicien dès l'époque de la fondation; l'un des écrivains politiques au service de Richelieu.

(4) De μικρόκοσμος; petit monde; c'est-à-dire l'homme considéré comme un abrégé du monde.

(5) Mathieu de Morgues, auteur de nombreux pamphlets contre Richelieu. Nous parlons de lui dans le chapitre suivant.

(6) De crabro, frelon. (Voy. *Lexique de la Langue de Chapelain*; in-8°, 1889. Paris, L. Techener.)

(7) Littéralement : va quitter ses bas. Au figuré, être sur le point de mourir.

(8) Lettre à Balzac, du 5 septembre 1638; I, 290. — Une faute

Le mot de Chapelain en rappelle un autre semblable attribué, croyons-nous, à Louis XV ou au Régent. La rencontre est curieuse. Il s'agit d'un célèbre prédicateur du dix-huitième siècle, l'abbé Poulle, s'il nous en souvient. Le roi récompensa l'orateur de ses travaux et de ses succès. En 1745, il le gratifia d'une pension de mille livres sur l'abbaye de Largentière; en 1748, il le nomma abbé commendataire de Nogent-sous-Coucy. A partir de ce moment, comme l'abbé était naturellement paresseux, « il prêcha plus rarement que jamais, et se retira presque entièrement de la chaire (1) ». Quelqu'un s'étonnait de ce long silence. « La poule est remplie, répondit Louis XV, elle ne chante plus. »

Dans une lettre, qui porte la date du 10 décembre 1637, Balzac se moque à son tour de ses confrères, et raille leurs travers, leurs tics ou leurs manies. Mais il est bien fâcheux que le nom des personnes visées soit demeuré en blanc : ces petites malices auraient pu compléter tel ou tel portrait esquissé plus haut par Chapelain. Balzac vante à ce dernier l'habileté de Totila, son secrétaire. « Il est grand dommage, ajoute-t-il, qu'il ne soit pas aux gages de l'Académie, et qu'il ne se trouve derrière Messieurs, *cum stilo et pugillaribus* (2), à côté de notre cher Camusat (3). Si vous lui faisiez cet honneur, je vous réponds qu'il ne se perdrait pas une syllabe de toutes vos

d'impression, dans l'édition de M. Tamizey de Larroque, donne à cette lettre la date de 1640.

(1) La Harpe, vol. XIV, p. 58; édit. Agasse. Paris, 1805.

(2) Avec son stylet et ses tablettes.

(3) Le libraire de l'Académie.

doctes conférences. Je dis davantage, il sauroit recueillir les choses mêmes sur lesquelles il n'y a point de prise : comme qui diroit la bile jaune de Monsieur ***, la noire de Monsieur ***, les grimaces de Monsieur ***, la gravité de Monsieur ***, les branlemens de tête et les souris dédaigneux de Monsieur *** (1). »

Nous terminons ces légères ébauches des premiers académiciens par un dernier tableau. Ils sont là quatre confrères réunis ensemble, dessinés avec bienveillance, mais non sans une pointe de raillerie et de malice. « Je ne vois point de nos amis, écrit en 1638 Chapelain, qui ait sur le métier aucun ouvrage, si ce n'est M. Desmarets, qui doit donner à notre théâtre une pièce allégorique de la grande querelle qui agite l'Europe, et dont l'ambition espagnole fait le principal sujet (2). Je souhaite qu'elle réussisse, et peut-être qu'elle réussira, encore que je voye assez de lieu d'en douter. Il ouvre bien (3), et son imagination lui présente toujours de beaux commence mens ; je ne trouve pas qu'il les pousse de même ; et ses fins qui devroient être les plus parfaites, clochent et tombent le plus souvent.

« M. l'abbé de Serizy fait bien sa cour et travaille à cette heure à une métamorphose la plus fleurie et la plus éloquente que nous ayons encore vue (4).

« M. l'abbé de Bourzeis s'enrhume jusqu'au mourir à

(1) Lettre portant la date du 10 décembre 1637 ; I, 758.

(2) EUROPE, *Comédie héroïque* de Desmarets, publiée en 1643 : in-4°. Paris, Le Gras.

(3) Débuter.

(4) *La Métamorphose des yeux de Philis en astres*, in-8°. Paris, 1639.

parler dans la congrégation *De propaganda* (1), depuis que la jalousie de certains l'Escalopiers et autres pareils prescheurs lui ont fait défendre la chaise, jusques à ce qu'il se soit fait prêtre. Le président Marca est son antagoniste et un fort rude joueur (2). On verra de ce dernier, dans quelque temps, l'*Histoire de Béarn*, très exquise, et des diatribes (3) sur les principales matières controversées de la primitive Église (4).

« Le pauvre Gombeau reste à sa pauvreté; et, dans ce temps où les pensions royales sont si mal payées, ne sait où donner de la tête, qui est une chose déplorable (5). »

Combien d'autres détails neufs, piquants, infiniment variés, épars çà et là dans cette précieuse correspondance! Comme il serait intéressant de voir ces physionomies diverses crayonnées par un contemporain! Malgré la lacune considérable qui coupe cette correspondance en deux et laisse un vide profond dans ces lettres, depuis 1640 jusqu'en 1659, c'est l'Académie entière qui pose devant nous de 1634 à 1674, époque de la mort de Chapelain. C'est d'abord la première Académie : Godeau, Colletet, Bois-Robert, Conrart, Vaugelas, Pellisson, Corneille et tant d'autres que nous ne nommons pas; plus

(1) La Congrégation de la *Propagande*, à Rome, où Bourzeys était allé présenter sa défense.

(2) Le texte donne *joueur*. Il nous semble que cette correction s'impose.

(3) Dans le sens de *dissertations*.

(4) Pierre de Marca, président du Parlement de Pau en 1621; plus tard, archevêque de Paris, le 26 février 1662. — Son *Histoire de Béarn* parut en 1640; 1 vol. in-f°. Paris.

(5) Lettre à Godeau, du 21 décembre 1638; I, 341.

tard, défilent devant nous ceux qu'on pourrait appeler les membres de la seconde Académie, seconde génération de hauts et fermes esprits, en qui vont se résumer bientôt toutes les gloires du plus beau règne qui fut jamais, depuis Fléchier, Huet, Segrain, jusqu'à Racine, La Fontaine, Boileau, La Bruyère, et le plus grand de tous, Bossuet. Seul, La Bruyère ne figure pas dans cette nombreuse galerie. Le philosophe, le futur auteur des *Caractères*, vit dans la retraite, loin du tumulte et du bruit, peu mêlé au monde, jusqu'au moment, en 1680, où il sera chargé de l'éducation du duc de Bourbon, le petit-fils du grand Condé. Mais à cette date, à l'époque de la publication des *Caractères de ce siècle*, il y a longtemps que Chapelain n'est plus : il était mort depuis le 22 février 1674.

CHAPITRE VI

Attaques contre l'Académie. Opposition du Parlement, 1635. — Mathieu de Morgues, sieur de Saint-Germain. Ses démêlés avec Balzac, 1632. Ses pamphlets, 1635. — L'Académie prend pour règle de ne pas répondre aux attaques. — *Requête des Dictionnaires*, 1635. — *Comédie des Académistes*, 1637. — Petit libelle de Ch. Sorel. — *Rôle des présentations faites aux Grands-Jours de l'éloquence française*, 1646.

Défiances, railleries, attaques publiques ou privées, l'Académie française fut en butte à toutes sortes de tracasseries, dès les premiers jours de son existence. Le parlement commença par donner l'exemple. Malgré les prières de Richelieu, malgré l'ordre du roi, en date du 30 décembre 1635 : « Nous voulons et vous mandons que vous ayez à procéder à l'enregistrement des susdites Lettres, selon leur forme et teneur (1) », le parlement résiste encore pendant plus de dix-huit mois, jusqu'au 9 juillet 1637. Et quand il se décide enfin à l'enregistrement si longtemps sollicité, il le fait en murmurant et avec la dernière mauvaise grâce. Pour vexer le Cardinal qu'ils haïssaient, par jalousie ou par crainte que le

(1) Édit. Ch. Livet, I, 39.

nouveau corps ne devînt un rival du parlement, « Messieurs de la Cour » eurent bien soin de limiter étroitement et de restreindre les attributions de la Compagnie. « La Cour a ordonné et ordonne que lesdites Lettres seront registrées au Greffe d'icelle, pour être exécutées selon leur forme et teneur, à la charge que ceux de ladite Académie ne connoîtront que de l'ornement, embellissement et augmentation de la langue françoise et des livres qui seront par eux faits et par autres personnes qui le désireront et voudront (1). »

De son côté, le peuple partageait, à sa manière, les préventions du parlement, et murmurait contre cette *Cadémie de monopoleurs* que favorisait le méchant Cardinal. Ainsi, comme à l'ordinaire, Richelieu avait tout le monde contre lui : noblesse, peuple, parlement ; c'est l'histoire de sa glorieuse et puissante administration. Il apprit à la noblesse à servir le roi au lieu de l'opprimer ; à reconnaître son autorité au lieu de la braver. Louis XIV apprendra au parlement à se renfermer dans son rôle judiciaire, sans avoir la prétention de diriger la politique et de contrôler les actes émanés de l'autorité royale.

Aux politiques, aux mécontents, aux ennemis personnels du Cardinal, se joignirent ces esprits railleurs, turbulents, indisciplinés, de tout temps nombreux en France, et qui ne pouvaient s'empêcher de rire en songeant à une assemblée chargée désormais de régler le langage, investie sur les mots d'une autorité absolue, semblable à

(1) Arrêt du 9 juillet 1637, cité par M. Livet ; I, 396.

celle que le maître exerçait dans les affaires publiques.

Le premier trait lancé contre l'Académie vint d'un adversaire politique de Richelieu (1). C'était Mathieu de Morgues, religieux de Saint-Germain, paraît-il, qui s'appelait lui-même et que Pellisson appelle « l'abbé de Saint-Germain ». Le « satirique moine », ainsi le désigne Balzac, avait suivi Marie de Médicis à Bruxelles. Il passa sa vie à écrire contre Richelieu, le P. Joseph, Balzac, Sirmond, l'Académie, contre tous ceux qui, de près ou de loin, touchaient au Cardinal. « Comme il déchiroit sans cesse, par ses écrits et avec une animosité étrange, toutes les actions du cardinal de Richelieu, il ne manqua pas de parler fort injurieusement de l'Académie française (2). »

Balzac eut l'imprudence de se mêler au débat et de descendre aussi dans l'arène; il s'aperçut bientôt que ses armes élégantes ne pouvaient être de mise contre un si rude adversaire, qui se battait à la façon d'un athlète. « Le caustique abbé de Saint-Germain », comme M. Mesnard appelle Mathieu de Morgues (3), fit payer cher à Balzac ses légères épigrammes : il le mordit jusqu'au sang, le traita de la façon la plus injurieuse, avec une familiarité insultante, et, chose plus sensible, renouvela pour lui toutes les tortures, toutes les critiques, toutes les railleries dont *Phyllarque* l'avait accablé quelques années auparavant. Et encore tous les quolibets du P. Goulu

(1) M. Livet a donné quelques extraits de ces *Pamphlets*; I, 222 et 400.

(2) Ch. Livet; I, 47.

(3) *Histoire de l'Académie française*, p. 4.

étaient-ils du miel, comparés aux invectives de ce rustre qui vous disait tout haut et sans détour, « qu'on devoit employer plus de temps et d'étude pour choisir les choses, qu'à tirer des mots pour les expliquer. »

Ce que Phyllarque avait dit presque poliment dans ses *Lettres à Ariste*, Mathieu de Morgues le répétait sur le ton du mépris, avec un redoublement d'outrage. « J'ai pitié de toi, disait le pamphlétaire à Balzac, parce que je sais bien que tu ne fais rien sans grand travail; que ton âme stérile ne produit que par endroits avec un extrême soin; et que tout ce que tu peux faire est de polir une période dans un jour. »

L'aumônier de la reine mère terminait sa réplique en des termes fort aigres, et qui sont une assez bonne preuve de la causticité de l'abbé. « Tu dis, continuait notre auteur, que tu as *plus de courage que de force et plus de zèle que de science*. Ce que tu fais ne vient ni du courage, ni du zèle, encore que ces deux choses sans prudence soient témérité et folie. Mais on peut dire, avec vérité, que tu as plus de vanité que de capacité, plus d'effronterie que de science, et plus de caquet que de raisons : tu es un orfèvre qui as bruni ton ouvrage avec un peu de mercure, et tu es un peintre qui, pour faire éclater tes couleurs, as employé du vernis qui les a toutes meurtries. »

Cette charge, conduite avec tant de fermeté et de précision, se trouve dans un gros et curieux recueil de pamphlets qui mirent en branle tous les écrivains politiques de Richelieu : Faret, Sirmond, Dupleix, Hay du

Chastelet. C'est un volume in-folio de 800 pages, imprimé en beaux caractères elzévirien. La beauté de l'édition semble indiquer que la royale cliente de Mathieu de Morgues, ou l'un de ses partisans, fit les frais de cette publication. Voici le titre du recueil : « Diverses pièces pour la défense de la Royne, mère du Roy Tres Chrestien, Louis XIII. Faites et revues, par messire Mathieu de Morgues, sieur de Saint-Germain, conseiller, prédicateur ordinaire du Roy Tres Chrestien, et conseiller, prédicateur, aumônier de la Royne, mère de Sa Majesté (1). »

La pièce dans laquelle le « sieur de Saint-Germain » raillait si cruellement l'éloquence laborieuse de Balzac, a pour titre : « Réponse à la seconde lettre imprimée avec le Prince de Balsac, et remplie de calomnies contre la Reine, mère du Roy Tres Chrestien. Imprimée l'an 1632 (2). »

M. de Morgues n'avait pas l'habitude de ménager ses adversaires, pas plus Balzac que les autres qui avaient le malheur, comme il le dit quelque part, « d'exercer sa patience, son esprit et sa main (3). » Les gros mots, comme les injures les plus violentes ou les accusations les plus atroces, ne lui faisaient pas peur, et toute arme lui était bonne pour frapper sur Richelieu et ses parti-

(1) 1 vol in-f° sans lieu ni date. En tête, une *Épître au Roi*, avec la date du 1^{er} décembre 1637. (Bibl. nat., L. 36, b. 3, 408.) — La Bibliothèque nationale possède une autre édition en 5 vol. in-8°, « juxte la copie imprimée à Anvers, 1637 ».

(2) Édit. in-f°, pp. 399 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 437.

sans. Voici un échantillon de cette polémique acerbe, dont les querelles politiques et littéraires, celles d'autrefois comme celles d'aujourd'hui, semblent avoir gardé le secret. Nous le prenons dans un pamphlet publié en 1635 : « La vérité défendue. »

L'abbé de Saint-Germain éclate à la fois contre Richelieu et Hay du Chastelet, l'un des écrivains attachés à sa fortune. Le pamphlétaire s'indigne que le ministre, pour ménager son crédit, ait rejeté un accommodement entre la mère et le fils, et préparé contre la reine une guerre plus cruelle. « Il a voulu, écrit M. de Morgues irrité, qu'on fit un grand volume de toutes les injures que les écrivains avoient dit à la Reine, mère du Roy, et à Monseigneur, Frère unique de Sa Majesté, et que le sieur du Chastelet y ajoutât une préface plus infâme que ne sont tous ces petits libelles (1). » Puis, le virulent secrétaire de Marie de Médicis s'écriait avec une égale expression de défi et de dédain : « Si les parasites du Cardinal sont des chiens qui lèchent celui qui tient en sa main droite le baston qui les menace, et leur présente avec la gauche le pain pour les amener contre ceux qu'il veut faire mordre, qu'il considère que nous ne craignons point ses coups, étant en lieu de sûreté, et que nous n'aboyons pas après ses biens, lui ayant abandonné les nôtres (2). » Ce dernier trait est admirable de fierté. Pascal le re-

(1) L'ouvrage a pour titre : *Recueil de diverses pièces pour servir à l'Histoire*; 1 vol. in-f° de 922 pages, 1635, sans lieu d'impression. (Bibl. nat., réserve. L. 36, b. 22.)

(2) Édit in-f°; p. 437.

prendra dans vingt ans, et ne dédaignera pas de le placer dans l'un des plus beaux passages de ses *Provinciales* (1).

Ce genre d'invectives, ces grossièretés et ces outrages ne pouvaient convenir à la politesse et à l'élégance de Balzac. Il se contenta de la réplique du « caustique abbé », et n'essaya pas de se mesurer une seconde fois avec lui. Mais, en particulier, toutes les fois qu'il en eut l'occasion, il ne manqua jamais de rendre au « satirique moine » mépris pour mépris et injures pour injures.

En 1635, il écrit à du Chastelet, et, avec son emphase ordinaire, il le félicite de la belle *Préface* placée en tête du *Recueil de diverses pièces* (2). « N'appréhendez-vous point, Monsieur, lui dit-il, l'événement de cette dispute? La beauté gagne sa cause par tout où les yeux sont juges; et ceux qui trouvent mauvais que vous apportiez trop d'ornement à réfuter les livres de Flandres, vous blâment de ce que vos armes sont trop dorées et de ce qu'en frappant vous éblouissez. »

A ces caresses et à ces douceurs succède bientôt le ton irrité de l'indignation et de la colère. Balzac a sur le cœur toutes les injures que Mathieu de Morgues vient de lui jeter à la face (3); il éclate en invectives et en outrages,

(1) Dix-septième lettre, au commencement : « Je n'espère rien du monde, je n'en appréhende rien, je n'en veux rien... »

(2) Cette *Préface* se trouve imprimée séparément sous ce titre : *Préface du Recueil de diverses pièces pour servir à l'Histoire*. (1 vol. in-f°, 1634, sans lieu d'impression. Bibl. nat., L. 36, b. 21.)

(3) Dans la *Réponse à la seconde Lettre imprimée avec le Prince de Balzac*, 1632. — Cette *seconde Lettre* de Balzac se trouve dans le *Recueil de Hay* du Chastelet, p. 557 et suiv., et porte la date du 3 mars 1631.

plus sensible, quoi qu'il en dise, à ses griefs personnels qu'aux griefs de Richelieu, et bien autrement désireux de se venger lui-même que de venger le Cardinal. « La pompe de votre style, continue-t-il, n'arrête point la vue inutilement. Elle est agréable au lecteur, mais elle ne laisse pas d'être fatale à la calomnie. On y voit tout ce qu'il y a d'éclatant et de superbe dans les tournois, mais on y voit aussi tout ce qu'il y a de fort et de terrible à la guerre.

« Il est seulement dommage que vous n'ayez à combattre un juste ennemi, et que tant de force et tant de valeur ne s'emploie que contre une fureur impuissante, qui est la dernière goutte de son venin. Le misérable que vous poursuivez et qui meurt en blasphémant, ne méritoit pas un si noble ressentiment que le vôtre. Il n'est considérable que par ce que vous dites de lui. Vous le faites valoir, de l'alléguer si souvent. En le perdant même, vous le signalez, et ses objections ne se trouveront un jour que dans vos réponses. Il y a vingt-cinq ans qu'il est fugitif de son ordre et justiciable du général des jésuites (1). Et si ces bons pères ne traitoient trop doucement leurs coupables, et ne changeoient la prison en bannissement, dès ce temps-là, il eût été supprimé avec tous les mauvais livres qu'il a faits depuis. Mais il falloit que, pour couronner son inconstance, de déserteur que nous l'avons vu de plus d'une douzaine de partis, pour son dernier métier il devînt parasite des Espagnols et

(1) Mathieu de Morgues était entré fort jeune chez les Jésuites d'Avignon. — Voy. sur lui un curieux article de Bayle.

secrétaire des mauvais François qui sont à leur cour (1). »

En 1635, l'intrépide railleur prend à partie l'Académie, et s'en moque avec la verve, la causticité et la passion d'un véritable satirique. Seulement, comme il arrive à ces sortes d'écrits, les traits y sont plus plaisants que justes. Faire rire d'abord, produire de l'effet : la vérité ensuite, si elle veut. C'est ainsi que Mathieu de Morgues, à dessein ou non, confond l'*Académie gazétique*, comme il l'appelle par dérision, avec le Bureau d'adresse de Renaudot (2).

La confusion n'a pas échappé à Pellisson. Il la relève dans son *Histoire* et nous donne en même temps quelques renseignements de plus sur le pamphlétaire et l'un de ses principaux contradicteurs, Hay du Chastelet. « Le premier qui écrivit contre l'Académie, nous dit Pellisson, fut l'abbé de Saint-Germain, qui étoit alors à Bruxelles, accompagnant la reine-mère, Marie de Médicis, dans son exil. Comme il déchiroit sans cesse par ses écrits, et avec une animosité étrange, toutes les actions du cardinal de Richelieu, il ne manqua pas de parler fort injurieusement de l'Académie françoise, qu'il confondoit avec cette autre académie que le gazetier Renaudot avoit établie au Bureau d'adresse; soit qu'il voulût ainsi se méprendre, soit qu'en effet il ne fût pas bien informé de ce qui se passoit à Paris. »

(1) Lettre de Balzac à M. du Chastelet, du 15 juillet 1635. — Dans l'édition in-f° des *Lettres* de Balzac, vol. I, p. 339, cette lettre porte la date fautive de 1625.

(2) Fondé en 1631. — Sur le *Bureau d'Adresse* et l'Académie, voy. M. Livet; I, 400.

La méprise, volontaire ou non, se trouve dans un pamphlet paru en 1635 et intitulé : « Jugement sur la Préface (1) et diverses pièces que le cardinal de Richelieu prétend faire servir à l'histoire de son crédit (2). » L'Académie y était outrageusement comparée à une volière remplie de *Psaphons* (3) dressés à chanter les louanges du maître. « A la vérité, disait l'abbé de Saint-Germain, je n'ai jamais vu un homme plus malheureux en ses louanges que Son Eminence, qui n'a point été estimé jusqu'à présent par un homme de bien, ni loué par un habile et savant écrivain. Il a reconnu sa disette, et, pour tâcher de s'en relever, il a dressé une école, ou plutôt une volière de Psaphon, l'Académie, qui est la maison du gazetier, c'est-à-dire le père des mensonges. Là, s'assemble un grand nombre de pauvres ardents (4) qui apprennent à composer des fards pour plâtrer les laides actions, et à faire des onguents pour mettre sur les plaies du public et du Cardinal. Il promet quelque avancement et donne des petites assistances à cette canaille qui combat la vérité pour du pain (5). »

Du Chastelet, si souvent maltraité par Mathieu de Morgues, se chargea de la défense de la Compagnie. Pellisson nous apprend ce détail d'après les registres des 9 et 30 juillet 1635. « L'Académie, dit-il, ne voulut point

(1) La *Préface* de du Chastelet.

(2) Édit. in-f°, p. 513 et suiv.

(3) Personnage qui avait dressé des oiseaux à répéter : « Psaphon est un grand dieu ! »

(4) Lépreux.

(5) *Jugement sur la Préface*, etc. Édit. in-f°, p. 517.

y répondre par un ouvrage exprès; mais M. du Chastelet qui en étoit, et qui répondoit alors pour le Cardinal à la plupart de ces libelles de Bruxelles, fut prié, après la proposition qu'il en fit lui-même dans l'assemblée, d'ajouter sur ce sujet quelques lignes qui furent ensuite lues et approuvées par la Compagnie. Les pièces de l'abbé de Saint-Germain contre le cardinal de Richelieu ont été imprimées depuis à Paris en deux volumes, après la mort du feu roi Louis XIII (1). Les réponses de M. du Chastelet étoient dans une pièce qu'il n'acheva point, étant prévenu par la mort et qui n'a point été imprimée (2). »

Dès son institution, cependant, l'Académie s'étoit fait une loi de ne pas répondre aux attaques dont elle serait l'objet. Et celui qui a eu l'idée de cet article, ce pourrait bien être Chapelain, a été singulièrement clairvoyant. Il peut se vanter d'avoir évité une rude besogne aux académiciens présents et futurs. « S'il arrive, est-il dit dans les *Statuts* de 1634, que l'on fasse quelques écrits contre l'Académie, aucun académicien n'entreprendra d'y répondre, ou de rien publier pour sa défense, sans en avoir charge expresse de la Compagnie assemblée au nombre de vingt pour le moins (3). »

Bois-Robert, en cette circonstance, voulut sans doute entraîner l'Académie à repousser l'outrage qui lui étoit

(1) Ce pourrait bien être l'édition en *cinq volumes* in-8°, signalée plus haut et faite « juxta la copie imprimée à Anvers, 1637. »

(2) Pellisson, I, 48. — Hay du Chastelet mourut à quarante-trois ans, le 6 avril 1636.

(3) Art. 46 des statuts.

fait, et à joindre sa réponse à celle que préparaient les écrivains politiques à la solde du Cardinal. Mais Chapelain, s'inspirant de l'esprit du règlement, estimait qu'il fallait mépriser de pareilles insultes et ne pas se jeter dans des polémiques sans issue.

Le 6 juin 1635, Chapelain s'expliqua à ce sujet avec Bois-Robert. Sa lettre, comme toutes celles qu'il écrit dans des conjonctures délicates, est fort habile : c'est un adroit mélange de concessions, d'une part, et de sages réserves de l'autre. Il est impossible, étant donnée la situation particulière de Chapelain, pensionnaire de Richelieu, d'émettre un avis défavorable avec plus de respect, de fermeté et de décision.

« Après avoir longtemps cherché M. Faret, écrit-il, pour lui proposer ce que vous désirez de lui touchant les nouveaux libelles de ce François dénaturé (1), je l'ai rencontré, et me suis acquitté de la charge que vous m'aviez donné. Sur quoi, il m'a appris qu'il vous avoit satisfait sur une de vos lettres qui lui parloit de la même chose.

« Et certes, comme je loue infiniment la très juste passion que vous avez de voir les actions de Monseigneur justifiées, je ne puis aussi approuver qu'une vertu (2) si éclatante et si reconnue que la sienne, soit remise en compromis toutes les fois qu'il plaira au plus infâme des écrivains d'essayer à lui donner atteinte. La question n'a

(1) *La Vérité défendue et le Jugement sur la Préface*; pamphlets parus en 1635.

(2) Mérite.

été que trop agitée, et, à force d'avoir examiné toutes les calomnies de son détracteur, on a épuisé toutes les raisons qui le pouvoient combattre et convaincre de faux. Le monde est éclairci de la vérité. Nous avons gagné notre cause devant lui, et c'est lui faire tort, et à nous aussi, que d'entrer de nouveau en contestation avec lui sur ce sujet. »

Nous l'avons remarqué ailleurs, Chapelain n'est jamais plus en veine que lorsqu'il est en colère. Ce qu'il dit de Mathieu de Morgues, qui continue de crier pour avoir le dernier mot, en est une nouvelle preuve. « C'est un mastin, dit-il avec mépris, qui a été battu, et qui aboie encore en fuyant. L'ambition l'avoit autrefois poussé à s'attaquer au mérite extraordinaire de Monseigneur. Il s'étoit promis des mitres et des chapeaux en se promettant des révolutions favorables à ses mauvais desirs. Mais à présent qu'il voit combien ses funestes pronostics ont été vains, et qu'il connoît que par force il lui faut renoncer à ses prétentions insolentes, il console au moins sa douleur par l'imagination qu'on le considérera chez les ennemis de cette couronne en qualité de grand ennemi du grand cardinal de Richelieu. »

Puis, comme le « bon Chapelain » n'est pas toujours commode, voici en quels termes il conseille de se taire : « Je me puis tromper dans mes sentimens, continue-t-il; mais si je méritois d'en être cru, on ne repartiroit plus aux injures de cet imposteur, tant pour ne pas s'obliger à redire inutilement les mêmes choses sur les mêmes faussetés, que pour ne pas nourrir son orgueil en lui montrant

qu'on le juge digne d'une colère généreuse. Je ne lui répondrais plus que par le silence, et lui donnerois la punition du mépris, en attendant celle de la corde qui sera assez infâme pour lui, si elle n'est pas assez douloureuse. »

Il continue sur le même ton, et de plus belle dévoue le coupable à tous les dieux infernaux. « Que si l'art des conjectures n'est point faux entièrement, sur les dernières résolutions qui ont été prises pour la Flandre, dit-il en terminant, j'oserois vous assurer que Monseigneur n'est pas éloigné de mon sens, et qu'il souffrira plutôt qu'un bourreau lui fasse raison de cette tête monstrueuse, que de permettre à aucune des plumes qui sont à son service de le venger des crimes que sa langue et sa plume ont commis contre lui; et il aimera beaucoup mieux que ses serviteurs, en décrivant ses rares actions et chantant ses qualités admirables, apprennent tout seuls aux siècles à venir la vérité de son histoire, que de souffrir qu'ils en souillent la beauté, la mettant en parallèle avec les mensonges et les impostures du démon qui l'a voulu corrompre (1). »

Singulières mœurs des gens de lettres de cette époque! Au fond de toutes ces haines, sous le couvert de l'intérêt général, il n'y a qu'une question d'intérêt personnel. M. Tamizey de Larroque nous apprend que l'abbé de Saint-Germain avait été auprès de Richelieu un plat sollicitateur, avant de le calomnier avec tant de rage. Le savant

(1) Lettre à Bois-Robert, du 6 juin 1635; I, 97.

éditeur des *Lettres de Chapelain* nous cite une lettre du 7 octobre 1629, écrite à Charpentier, secrétaire du Cardinal. Dans cette lettre Mathieu de Morgues le prie de lui obtenir de son maître un prieuré dans le Velay, « pour comble de tous les bienfaits reçus de sa bonté (1) ».

En politique, la guerre des « petits papiers » a été fréquemment en usage. En voici un exemple qui prouve que la tactique n'est pas récente, et qu'en fait de révélations désagréables, nous n'avons rien inventé.

En 1632, Hay du Chastelet publia un pamphlet contre de Morgues; « Réponse au libelle intitulé : Très humble, très véritable et très importante remontrance au Roy (2). » Là, il reproche au sieur de Saint-Germain les mauvaises mœurs, qui lui ont fait retirer, dit-il, l'évêché de Toulon que le roi lui avait accordé d'abord. « Ses mœurs, ses discours et ses hantises, disait du Chastelet, lui ont donné si mauvaise réputation, que le Roy, à la recommandation de quelques-uns qui ne le connoissoient pas assez, l'ayant nommé à l'évêché de Toulon, il n'a pas trouvé d'assez puissans témoignages de gens de bien pour pouvoir induire Sa Sainteté à lui accorder ses bulles, de sorte qu'il a été contraint de se défaire de son évêché (3). »

Puis, une lettre de Mathieu de Morgues à la main, il

(1) Lettre inédite, insérée dans le *Bulletin du Bouquiniste* du 1^{er} janvier 1873.

(2) Cette *Réponse* se trouve vol. III, p. 113 et suiv., de l'édition in-8° des *Pièces diverses*, etc., citée plus haut. — *La très humble Remontrance* se trouve édit. in-f°, p. 1, avec la date de 1631.

(3) *Pièces diverses*, etc., vol. III, p. 117, édit. in-8°.

rappelle au fier pamphlétaire ses récentes adulations à Richelieu, ses protestations de fidélité, le temps où il offrait ses services à celui qu'il poursuit aujourd'hui de ses insultes. « J'ose espérer, Monseigneur, disait l'importune lettre, que vous aurez cette bonne opinion de moy, que les plus forts liens qui me tiennent attaché à votre service, sont vos mérites et vos bien faits : l'un de ces sujets sera autant que vous serez, et l'autre autant que je serai. Je vous supplie très humblement d'avoir cette croyance de moy, que la dignité éminente que vous possédez en l'Église, et la puissance que vous donne la conduite de l'État, ne me tient point si étroitement à votre service, que les belles qualités que Dieu a mises en vous et les grandes obligations que je vous ai. Et quand Dieu, pour nous châtier, auroit permis aux méchans de vous ôter le pouvoir que vous possédez avec l'approbation de tous les gens de bien, et qu'il auroit voulu qu'on me ravît tout ce que je tiens de sa providence et de votre bonté, cet écrit me convaincra de perfidie, si je ne suis en toute condition ce que je dois être toute ma vie, Monseigneur, votre très humble, très obéissant et très obligé serviteur, M. de Saint-Germain. A Paris, ce 7 juin 1627 (1). »

Plus tard, comme Chapelain en avait formé le vœu, le bourreau fit raison au Cardinal de « la tête monstrueuse » du vilain personnage. La *Gazette* du 28 juillet 1635 annonçait le traitement infligé au diffamateur.

(1) *Pièces diverses*; édit. in-8°, vol. III, p. 118.

« Ces jours passés, y lit-on, par arrêt de la chambre de justice, Mathieu de Morgues, dit Saint-Germain, a été ici roué en effigie pour crime de lèse-majesté divine et humaine (1). »

Malgré cette exécution par contumace, le coupable rentra en grâce quelques années après. Le 20 septembre 1643, Balzac demande à Chapelain de lui expliquer l'article de la *Gazette*, « où il est parlé du satyrique moine Saint-Germain ». Le 12 septembre 1643, en effet, la *Gazette* avait publié une nouvelle de nature à intriguer Balzac et à provoquer son irritation. « Le septième, est-il dit dans le journal de Renaudot, le sieur de Saint-Germain de Morgues, ci-devant premier aumônier de la reine, mère du Roy défunt, étant retourné de Flandres en cette ville, salua Leurs Majestés et fut fort bien reçu. » M. Tamizey de Larroque qui cite ce passage, ajoute : « Le volume 631 de la collection Du Puy, à la Bibliothèque nationale, renferme les lettres d'abolition accordées, en 1643, à l'abbé de Morgues. »

Richelieu était mort le 4 décembre 1642; Louis XIII venait de mourir au mois de mai 1643. Ni la régente, Anne d'Autriche, ni Mazarin, ne paraissent avoir eu grand souci de la mémoire de Richelieu. Dès le mois de septembre, l'ancien aumônier de Marie de Médicis (2) était autorisé à rentrer à Paris, et admis à « saluer Leurs Majestés ».

Mieux que cela : le violent auteur de tant de pamphlets

(1) Voy. *Lettres de Balzac*, publiées par M. Tamizey de Larroque, dans les *Documents inédits*; p. 414. Imprimerie nationale, 1873.

(2) La reine mère était morte à Cologne, le 3 juillet 1642.

était reçu avec honneur par Mazarin, par les ministres, oublieux de tous ses méfaits passés. Il était craint, on le ménageait : vérité éternellement triste, et dont il faut se résigner à avoir bien des fois l'immoral spectacle sous les yeux ! Le 19 octobre 1643, Balzac, tout scandalisé, écrit à Chapelain. « Il n'y a rien de si vrai, lui dit-il, que le même Cardinal (1) a reçu trop favorablement Saint-Germain, et que le même Saint-Germain a déjà diné plus de trois fois avec M. de Chavigny (2). Comment s'accorde tout cela, Monsieur, avec la générosité de M. le Chancelier (3), lequel, à votre dire, *delusit umbram et colit exequias* (4), voire même pourroit révéler les mânes de Tibère et de Stilicon, si j'étois si impie que de les vouloir violer je ne sais combien de siècles après leur mort (5) ? »

Il n'est pas étonnant que, sous la régence, Sirmond, l'un des écrivains politiques au service de Richelieu, n'ait pas eu la liberté de répliquer à l'adversaire de son ancien maître. « L'abbé de Saint-Germain, qui étoit l'écrivain du parti contraire, raconte Pellisson, le maltraita fort dans cette pièce qu'il appeloit l'*Ambassadeur chimérique*. Il fit une réponse qui est dans le recueil de M. du Chastelet. »

(1) Mazarin.

(2) Léon Le Bouthillier de Chavigny était alors secrétaire d'État. Mort le 11 octobre 1652.

(3) Seguier.

(4) Il se moque du mort, et honore son tombeau.

(5) Lettre de Balzac à Chapelain, du 19 octobre 1643. Imprimerie nationale, *Documents inédits*, p. 430.

Ce pamphlet avait pour titre : « L'Ambassadeur chimérique, ou le chercheur de dupes du cardinal de Richelieu, augmenté par l'auteur. Imprimé l'an 1637 (1). » M. Livet remarque à ce propos que Pellisson s'est trompé. « *L'Ambassadeur chimérique*, dit-il avec raison, est de 1637 ; le Recueil de Du Châtelet est de 1635 : il y a donc ici une erreur (2). »

Le « gros volume », dont l'abbé de Saint-Germain n'avait guère le droit de railler l'étendue (3), ne renferme pas, en effet, la réplique de Sirmond. « Je confesse, disait notre pamphlétaire, que je n'ai jamais vu tant de folies in-folio, et crois que les écrivains du Cardinal ont voulu mettre sous les pieds de ses petites actions ce gros registre pour les relever davantage ; ils ont pensé aussi qu'en jetant sur notre tête cette lourde masse, ils nous étourdiroient (4). »

Sirmond était cet « ambassadeur chimérique » dont se moquait Mathieu de Morgues. Voici les prétendues instructions données à l'envoyé, avant son départ, et le bel équipage qu'on lui prête pour sa mission : « Messire Jean Sirmond prendra les titres de duc de Sabin et de marquis de Cléonville (5) ; il attachera une épée à son côté, et aura pour son train cinq ou six ardents de l'Académie

(1) *Diverses pièces*, etc. Recueil in-8° ; vol. IV, p. 321 et suiv.

(2) Édit. de l'*Histoire de l'Académie* ; I, 223.

(3) C'est un vol. in-f° de 922 pages, sans nom de lieu ni d'imprimeur, 1635. (Bibl. nat., L. 36; b. 22.)

(4) *Diverses pièces*, etc.; *Jugement sur la Préface*, etc. Édit. in-f°, p. 516.

(5) Noms sous lesquels Sirmond avait publié ses pamphlets contre Mathieu de Morgues.

gazétique (1), que nous avons rendus hardis à mentir; surtout ils seront instruits aux louanges de Monseigneur le Cardinal duc, et, pour cet effet, apprendront tous les poèmes, épigrammes, élégies, acrostiques, anagrammes, sonnets et autres pièces faites par les poètes latins et françois de ce temps, pour débiter partout cette belle marchandise... Monsieur l'Ambassadeur ne parlera, dans tout son voyage, ni en bien ni en mal du Roi: il ne mettra en avant que les louanges de l'*Eminentissime par-dessus les mortels*; il l'appellera *Dieu visible, Ange tutélaire de l'univers, Esprit qui fait mouvoir les cieux et les astres*, etc. (2). »

Sirmond répondit; mais sa réplique n'est pas, comme le dit Pellisson, dans le volumineux *Recueil* de Hay du Chastelet. « L'abbé de Saint-Germain répliqua, ajoute l'historien de l'Académie, et le traita encore plus injurieusement, ce qui l'obligea de faire un nouvel écrit pour sa défense. Mais le cardinal de Richelieu et le roi Louis XIII moururent là-dessus, et il ne put jamais obtenir sous la Régence un privilège pour faire imprimer cet ouvrage. Cela le fâcha beaucoup, et, voyant d'ailleurs que son ennemi étoit de retour à la cour, et que la faveur ne seroit plus de son côté, il se retira en Auvergne, où il mourut âgé d'environ soixante ans (3). »

Parmi les autres écrits faits contre l'Académie, Pellis-

(1) Autre trait contre l'Académie française.

(2) *L'Ambassadeur chimérique*, p. 321, vol. IV, édit. in-8°. — Cité par M. Livet, I, 223.

(3) Ch. Livet; I, 223

son en cite trois particulièrement : la *Comédie des Académistes*, le *Rôle des présentations faites aux Grands-Jours de l'éloquence françoise*, et la *Requête des Dictionnaires de Ménage* (1).

L'ordre chronologique demanderait, peut-être, un arrangement différent : nous placerions d'abord la fameuse *Requête* qui fit fermer à son auteur les portes de l'Académie. La satire parut en 1652, dans les *Miscellanea* (2); mais elle avait été composée bien avant, vers 1635, « quand Ménage, nous dit Tallemant, fut de retour de la province ».

Pellisson parle de ce gros péché de jeunesse de Ménage, et avec une indulgence qui étonne. Le passage est curieux : c'est une défense en règle du coupable, présentée à des juges qui, peut-être, eussent désiré un ton plus sévère. Ménage ne se montrera pas ingrat. Plus tard, en 1659, à propos de l'élection de G. Boileau, il fera campagne avec Pellisson contre Conrart et Chapelain, et l'aidera de tout son pouvoir à augmenter le grabuge survenu alors à l'Académie. « La dernière de ces trois pièces, écrivait Pellisson en 1652, est cette ingénieuse *Requête des Dictionnaires*, qu'un imprimeur a aussi publiée naguère en petit, avec beaucoup de fautes, et qui depuis a été imprimée plus correctement *in-quarto* (3). Tout le monde sait qu'elle a été composée par M. Ménage, homme non seulement fort savant et fort

(1) I, 48.

(2) *Egidii Menagii Miscellanea*; 1 vol. in-4°. Paris, Courbé, 1652.

(3) Dans les *Miscellanea*.

poli, mais encore plein d'honneur et d'une solide vertu. Il a toujours beaucoup estimé lui-même l'Académie, et en a parlé honorablement en plusieurs de ses ouvrages ; il étoit aussi ami particulier et intime, comme il l'est encore aujourd'hui, de plusieurs académiciens dont il est parlé dans cette *Requête*, et ne l'entreprit, comme il le proteste lui-même, par aucun mouvement de haine ou d'envie, mais seulement pour se divertir et pour ne point perdre les bons mots qui lui étoient venus dans l'esprit sur ce sujet. Aussi la supprima-t-il après l'avoir faite, et elle est demeurée plus de dix ans cachée parmi ses papiers (1), jusqu'à ce qu'une personne qui les avoit tous en garde, se laissa dérober celui-là par quelqu'un que nous connoissons, qui en donna bientôt après plusieurs copies (2). »

L'« ingénieuse pièce » dont l'historien de l'Académie faisait ainsi l'éloge, avait pour titre : « Requête présentée par les Dictionnaires à Messieurs de l'Académie pour la réformation de la langue françoise (3). » C'étoit Girault, le secrétaire de Ménage, qui s'étoit laissé dérober, à dessein peut-être, les papiers qui lui avoient été confiés. Ce sont là des négligences ou des indiscretions qu'on ne peut guère prendre au sérieux. Ménage, surtout, n'étoit pas homme à rimer de jolies choses pour les cacher, et, comme disoit Chapelain, pour jeter sa poudre aux moineaux.

(1) Jusque vers 1645.

(2) Ch. Livet; I, 50.

(3) Voy. cette pièce, *Menagiana*, vol. II, p. 409, édit. de 1762; et dans M. Livet, I, 477.

Ménage n'en raconte pas moins, dans son *Anti-Baillet*, comment et par qui le larcin fut commis (1). « Cette personne qui avoit mes papiers en garde, c'étoit M. Giraud, chanoine de l'église du Mans. Et celui qui lui déroba cette *Requête*, c'est l'abbé de Montreuil, frère de l'académicien. » En même temps, Ménage proteste contre l'explication donnée par son ami Pellisson; il assure n'avoir pas fait cette plaisanterie dans le seul but de mettre à profit quelques bons mots. « Il n'est point vrai, au reste, pour le marquer ici par occasion, ajoute-t-il, que j'aie dit que j'eusse fait la *Requête des Dictionnaires* pour ne pas perdre les bons mots qui m'étoient venus dans l'esprit sur ce sujet. J'aurois eu grand tort d'avoir fait cet ouvrage par ce motif : *miserum est verbum non posse perdere*. »

La seconde pièce faite contre l'Académie est de la même époque; elle courait les salons en même temps que la *Requête des Dictionnaires* (2). Nous voulons parler de la *Comédie des Académistes* (3). Cette pièce fut imprimée seulement en 1650, et le nom de son auteur demeura longtemps inconnu.

On attribua d'abord le méfait à un académicien, à Saint-Amant. Chevreau, dans son *Chevœana* paru en 1697, l'attribuait au comte d'Étlan, abbé de Chartrix et fils du maréchal de Saint-Luc. Pellisson dési-

(1) *Anti-Baillet*, chapitre LXXXII; 2 vol. in-12, 1690.

(2) Brunet, *Manuel du Libraire*, dit à tort que cette satire fut composée en 1643.

(3) Comédie en cinq actes. M. Livet l'a publiée en entier; I, 405 et suiv.

gnait le véritable auteur. « Quelques autres, écrivait-il en 1652, m'ont assuré qu'elle étoit d'un gentilhomme normand nommé M. de Saint Evremont (1). »

Aujourd'hui, la *Comédie des Académistes*, comme en général toute pièce de circonstance, n'a plus grand intérêt pour nous. Mais, en son temps, elle fit grand bruit et amusa le public aux dépens des trois quarts des membres de l'Académie : Godeau, Colletet, Chapelain, Gombauld, Saint-Amant, Bois-Robert et bien d'autres. « Cette pièce, disait Pellisson qui n'avoit pas la liberté d'en dire beaucoup de bien, quoique sans art et sans règles, et plutôt digne du nom de farce que de celui de comédie, n'est pas sans esprit et a des endroits fort plaisans (2). »

La première édition parut en 1650, sans nom d'auteur et sans lieu ni date d'impression. La pièce n'était pas seule; elle était accompagnée du *Rôle des présentations*. Voici le titre de la brochure : « La comédie des Académistes pour la réformation de la langue françoise. Pièce comique, avec le Rôle des présentations faites aux grands jours de ladite Académie. — Imprimé l'an de la Réforme (3). » En tête se lit une dédicace moqueuse : « Aux auteurs de l'Académie qui se mêlent de réformer la langue, » et signée : DES CAVENETS. Plus tard, le véritable auteur se décida à reconnaître la pièce. Des Maisieux l'a insérée, en 1705, dans son édition des *OEuvres mêlées* de Saint-Evremond.

(1) Ch. Livet; I, 49.

(2) I, 49.

(3) Bibliothèque nationale, réserve Z, 1,212; collection Payen.

Elle se trouve dans le premier volume sous ce titre : *Les Académiciens, comédie*. D'après Des Maizeaux, la satire aurait été composée en 1643 : ce qui n'est pas exact. « Cette pièce, dit-il, avoit d'abord pour titre : « La Comédie des Académistes pour la réformation de la langue françoise. » Elle fut faite au commencement de l'année 1643, c'est-à-dire environ huit ans après l'établissement de l'Académie. Après avoir couru longtemps manuscrite, on l'imprima en 1650, mais si horriblement défigurée, que M. de Saint-Evremond ne s'y reconnoissoit plus. Madame la duchesse de Mazarin l'ayant engagé à la revoir en 1680, il aima mieux la refondre que la corriger (1). »

On ne sera pas surpris du mot d'*Académiste*, employé ici à la place d'*académicien*. Cette dernière expression fut en usage un peu plus tard seulement. Dès 1634, les statuts désignent bien par le nom d'*académicien* les membres de la nouvelle Compagnie; mais Chapelain garde encore quelque temps le mot d'*académiste*. Le 3 août 1634, il écrit à Bois-Robert : « Je ferai savoir à ces autres Messieurs que vous vous honorez du titre d'*académiste* (2). »

La *Comédie des Académistes* courut longtemps manuscrite. Elle circulait déjà de salon en salon vers 1638 : Saint-Evremond avait alors vingt-deux ans (3). Cette date nous est fournie par les *Lettres de Chapelain*,

(1) Saint-Evremond, *Œuvres mêlées*. Londres, 2 vol. in-4°, 1705; vol. I, p. 1.

(2) Lettre à Bois-Robert; I, 72.

(3) Né en 1616, à Saint-Denis du Guast (Manche); mort à Londres, le 29 septembre 1703.

si précieuses pour la chronique littéraire du temps. Le 28 avril 1638, le futur auteur de *la Pucelle* écrit à Mainard, en Auvergne. « Le peuple, lui dit-il, se réjouit aux dépens de l'Académie, et s'entretient d'une mauvaise comédie manuscrite où nous sommes la plupart introduits personnages, à ce qu'on dit, peu agréablement. Votre éloignement vous aura sans doute fait oublier par ce mauvais comique, et nous défrayerons la Compagnie sans vous (1). »

Le 20 juin de la même année, Chapelain envoie à Balzac les nouvelles littéraires du jour. Il lui parle naturellement de la pièce dont s'amuse et la cour et la ville, le peuple aussi bien que les *patriciens*. « Quelche scioperato (2), écrit-il à Balzac, s'est avisé de faire rire les crocheteurs aux dépens de notre sénat littéraire, car il ne fait point rire les honnêtes gens. Il a fait une mauvaise farce où nous représentons tous, et jusques à M. le Chancelier même, ce qui a fait supprimer la pièce, parce qu'on menaçoit d'un voyage en Bastille celui qui s'en avoueroit le compositeur. C'est, à vous parler sérieusement, une maigre bouffonnerie et qui ne nous fait point de tort (3). »

Chapelain ajoutait quelques mots à l'adresse de Mathieu de Morgues, le pamphlétaire avec lequel Balzac avait eu un si violent démêlé. « Pour la compilation de

(1) Lettre du 28 avril 1638, « à M. Maynard, à Saint-Céré, en Auvergne » ; I, 229. — Mainard, en effet, ne figure pas dans la *Comédie des Académistes*.

(2) Désœuvré.

(3) Lettre à Balzac, du 20 juin 1638 ; I, 257.

Saint-Germain (1), lui disait-il, elle est d'une matière plus sujette à censure, et je ne crois pas qu'elle ait été vue à Paris, et ne puis satisfaire encore votre curiosité sur cet article. Si, néanmoins, il avoit voulu relever ce que vous avez dit de lui parlant de M. du Chastelet (2), nous en aurions ouï dire quelque chose et il ne se seroit jamais tenu d'en faire un papier volant devant que de le joindre à la masse. »

Un an après, la pièce du « mauvais comique » n'étoit pas encore oubliée, et continuait de « défrayer la compagnie ». Chapelain écrit à Bouchard, à Rome, le 23 août 1639. Il lui parle de cette satire sans trop de mauvaise humeur, en souriant, en homme qui prend son parti de ces spirituelles tracasseries. « Quant à la comédie satyrique qui fut faite, il y a deux ans (3), contre l'Académie, dit-il à son correspondant, il n'y a point eu d'homme assez hardi pour l'avouer, soit qu'il craignît le ressentiment des particuliers, qui pourtant n'en ont eu aucun, l'ayant méprisée comme une badinerie fort insipide, soit qu'il appréhendât le châtiment, de l'ordre de son fondateur et protecteur, à qui ce petit attentat pour sa propre considération ne devoit point plaire. Quelques-uns l'ont voulu donner à notre ami Saint-Amant, et la pucelle de Gournay l'a assuré à cent pour cent ; mais ni

(1) La belle édition elzévirienne, sans doute, dont nous avons parlé plus haut, p. 149, et qui parut en 1638.

(2) Il ne s'agit pas ici de la « Réponse à la seconde lettre imprimée avec le *Prince* de Balzac ». Ce pamphlet de Mathieu de Morgues est de 1632. (Voy. plus haut, p. 149.)

(3) Voilà la date certaine de la pièce : 1637.

elle, ni eux ne l'ont persuadé à personne, et il s'en défend comme d'un crime ou d'un sacrilège (1). »

M^{lle} de Gournay, la *filles d'alliance* de Montaigne, c'est ainsi qu'elle aimait à s'appeler, devait être avec les indépendants contre l'Académie, comme elle avait été jadis pour la vieille littérature du seizième siècle contre Malherbe et son école (2).

Chapelain, c'est tout naturel, se garde bien d'avoir ce ton méprisant, quand il écrit à la vieille fille de Montaigne. Avec elle, il raille agréablement les prétentions tyranniques de l'Académie; il en parle avec une feinte ironie, en homme qui semble partager les griefs de la demoiselle. La lettre de Chapelain est du 18 septembre 1639. Elle paraît se rapporter au débat soulevé par la *Comédie des Académistes*, débat qui rencontrait de chauds partisans d'une part, et de nombreux adversaires de l'autre.

M^{lle} de Gournay était avec tous les railleurs. Chapelain tient ferme avec ceux qui sifflent la pièce. Dans la lettre adressée à « la fille de Montaigne », nous allons retrouver les deux opinions en présence, les deux camps opposés. « Vous êtes bonne, lui écrit Chapelain, de m'envoyer ainsi la paix. Je la reçois de votre main, mais seulement pour les affaires générales; car, pour nos différens particuliers, vous savez bien qu'ils ne sauroient finir et que vous êtes l'irréconciliable ennemie de l'écorcheuse académie. »

(1) Lettre à Bouchard, du 23 août 1639; I, 486.

(2) La demoiselle de Gournay était plus que septuagénaire en 1639. Elle était née vers 1566; elle mourut en 1645.

Il lui reproche d'un ton enjoué d'avoir reconnu la juridiction de l'Académie, et accepté son arbitrage en fait de langage. « Je suis marri, continue-t-il, que vous ayez fait juger *pendant ce soir* par ce tribunal que vous ne connoissez pas. Outre que vous y avez été condamnée, vous lui donnez encore droit de vous y citer quand bon lui semblera, ayant fait cet acte de reconnoissance. Voyez si je suis généreux, et si, dans la différence de nos partis, je traite bien avec vous et vous fais bonne guerre (1). »

La pièce qui, selon nous, viendrait ici la troisième, est celle dont parle Pellisson, « et qui, dit-il, a été moins vue que les autres ». Elle était intitulée : « Rôle des présentations faites aux Grands-Jours de l'Éloquence françoise, sur la réformation de notre langue (2). » On le remarquera : « la réformation de la langue », voilà la prétention contre laquelle protestent tous les écrits en vers ou en prose; c'est comme un cri unanime de ralliement, pour chercher à repousser cette juridiction nouvelle qui cherche à s'imposer.

Pellisson attribuait avec raison ce *Rôle des présentations* à Ch. Sorel, l'auteur de *Francion* et du *Berger extravagant* (3). C'était « comme un registre de quelques requêtes ridicules pour la conservation ou bien pour la suppression de quelques mots, suivis d'autant de réponses imaginaires de l'Académie (4) ».

(1) Lettre à M^{lle} de Gournay, du 18 septembre 1639; I, 497.

(2) M. Livet a publié cette pièce; *Histoire de l'Acad.*; I, 455 et suiv.

(3) Ch. Sorel, 1602-1674. — *Histoire comique de Francion*, 1622; le *Berger extravagant*, 1627; 3 vol. in-8°.

(4) Ch. Livet; I, 50.

M. Ch. Livet a publié cette pauvre requête. Avec Pellisson, il croit que la pièce est de Sorel, « dont le démenti, dit-il, est moins formel que ne le dit l'abbé d'Olivet (1) ». Elle fut imprimée pour la première fois en 1650, à la suite de la *Comédie des Académistes*. La première séance, ou « première assise », porte dans cet exemplaire la date « du lundi 13 mars 1646 ».

Ed. Fournier a publié ce même *Rôle des présentations* dans ses *Variétés historiques et littéraires* (2); mais, s'appuyant sur un autre écrit de Sorel, il donne à la « première assise » de ces Grands-Jours d'un nouveau genre, la date du 13 mars 1634. « Cette date, ajoute M. Fournier, pour une pièce qui a trait sans doute aux séances de l'Académie françoise, est fort intéressante à remarquer, en ce qu'elle devance de près d'une année celle des lettres royales qui constituèrent ce corps illustre. Ces lettres patentes sont du 5 janvier 1635; or, il seroit évident, d'après notre curieux livret, que, dès les premiers mois de l'année précédente, la docte assemblée tenoit ses assises, non plus à huis clos, comme elle avoit fait d'abord dans le petit logis de Conrart, rue Saint-Denis (3), mais ouvertement et à la connaissance de tous. Il ne faudroit donc plus dater de 1635, mais de 1634, l'existence réelle de l'Académie françoise. »

(1) I, 455 et suiv.

(2) 4 vol. in-12, Bibliothèque elzévirienne, 1855. Paris, Jannet; vol. I, p. 127.

(3) Conrart n'habita jamais rue Saint-Denis, mais rue des Vieilles-Étuves, près de la rue Saint-Martin.

Malgré certaines dénégations, M. Livet a raison de regarder Ch. Sorel comme l'auteur du *Rôle des présentations*. « Quelqu'un m'a dit, racontait Pellisson dans son *Histoire*, que ce *Rôle des présentations* étoit de l'auteur du *Francion* et du *Berger extravagant*. On l'imprima d'abord, et il a été réimprimé depuis en même volume que la comédie, mais fort tronqué, et changé en diverses sortes (1). »

Ch. Sorel protesta contre cette assertion de Pellisson. La protestation se trouve dans un écrit intitulé : « Discours sur l'Académie françoise, établie pour la correction et l'embellissement du langage, pour savoir si elle est de quelque utilité aux particuliers et au public (2). » Mais la déclaration est assez molle : il s'en faut que le démenti donné à Pellisson soit formel. « Entre les ouvrages qui ont été faits contre leur assemblée, répond Sorel, outre la *Comédie* et la *Requête des dictionnaires*, qui a un auteur assez connu, l'on ne parle que d'un certain *Rôle de présentations aux Grands-Jours de l'Eloquence françoise*, lequel, dans l'*Histoire de l'Académie* imprimée depuis peu (3), l'historien a attribué à l'auteur de deux livres différens (4), comme si ce n'eût pas été assez d'en nommer un seul, et s'il étoit assuré que tous les

(1) I, 50.

(2) 1 vol. in-12 de 210 p. Paris, Guillaume de Luynes, 1654. (Bibl. nat., Z, 324.) — M. Ch. Livet a donné quelques extraits de ce *Discours*; I, 468 et suiv. Mais une faute d'impression lui fait donner à ce volume la date de 1554.

(3) 1 vol. in-8°, Pierre le Petit, 1653.

(4) *Francion* et le *Berger extravagant*. Ce dernier parut sans nom d'auteur.

deux fussent de même main, et qu'il se trouvât un homme qui les avouât.

« Je ne sais pas quelle conclusion il en veut tirer; mais si cela s'adresse à moi, je crois que plutôt que de m'attribuer une telle pièce que ce rôle, l'on doit s'imaginer que si j'avois voulu écrire sur ce sujet, j'en aurois fait un ouvrage plus simple et plus considérable... Je m'étonne aussi que ces Messieurs de l'Académie aient pris garde à un petit libelle, et qu'ils aient eu ombrage de ce qui ne les touche guères. Car ils peuvent apprendre que la première composition de cette pièce fut plus de quatre ans auparavant de l'érection de leur assemblée (1); et que si depuis l'on y a ajouté quelques articles qui parlent d'eux, ils se doivent réjouir de ce qu'il y en a quelques-uns à leur avantage, entre autres celui qui fait savoir que l'abbé de Saint-Germain s'étoit fort abusé dans ses gros libelles qu'il écrivoit en Flandres (2), lorsqu'il prenoit leur Académie pour une assemblée de pauvres pédans, qui se faisoit dans la maison du Gazetier (3). »

Chapelain considérait avec dédain ces inutiles tentatives pour diffamer l'Académie ou la rendre ridicule. Dès le premier jour, il avait eu foi dans l'œuvre du Cardinal; et, trente ans après, il pouvait s'applaudir de la justesse de ses prévisions. En 1666, il écrit à Jérôme Graziani,

(1) Quatre ans avant le mois de janvier 1635, date des *Lettres* de Louis XIII, c'est-à-dire en 1631; ou après l'enregistrement de ces mêmes *Lettres*, le 9 juillet 1637, c'est-à-dire en 1633.

(2) Allusion à un passage du *Rôle des Présentations*; I, p. 466. édit. de M. Livet.

(3) Ch. Sorel; *Discours sur l'Académie françoise*, p. 14.

à Modène. « N'y a-t-il point chez vous, sous le nom d'Académie, dit-il avec un sentiment de fierté, de ces pépinières d'esprit qui tiennent les exercices des lettres en vigueur, et qui cultivent utilement les arts et les sciences? Je ne puis être mieux informé de cela que par vous, et ce sera quand vous aurez quelques instans de loisir qui vous permettent de satisfaire à une curiosité si louable (1). »

(1) Lettre à Graziani, à Modène, du 30 septembre 1666; II, 484.

CHAPITRE VII

Chapelain à l'Académie. Son influence. — Il fait accepter la protection de Richelieu aux amis de Conrart, 1634. — Statuts de 1634. Il en est le principal rédacteur. Son zèle pour l'observation des statuts. — L'Académie française et l'Académie des *Émulateurs* d'Avignon, 1661. — Montausier nommé gouverneur du Dauphin, 1668. Chapelain lui fait voter des félicitations officielles. — Affaire de la veuve Camusat, 1639. — Cramoisy brigue la place de libraire de l'Académie. Il est soutenu par Richelieu. — Résistance de Chapelain.

Quand on lit attentivement l'histoire de l'Académie française, on est frappé de la place considérable que Chapelain y occupe, et cela dès le commencement, dès le premier jour. C'est lui, évidemment, qui a le rôle principal, avant Conrart, avant même Bois-Robert, le favori de Richelieu; c'est lui que l'on trouve au premier plan dans toutes les circonstances. Il y a là un fait digne de remarque, et qui doit donner à réfléchir à tous ceux qui ne veulent voir dans le triste auteur de la *Pucelle* qu'un pédant et un cuistre. On ne devient pas ainsi, à côté de Vaugelas, de Godeau, de Conrart ou de Bois-Robert, à côté de grands personnages comme Servien ou Seguier, on ne devient pas comme le chef reconnu d'une nombreuse Compagnie, sans des qualités réelles d'esprit et de

caractère. Et notez-le, cette autorité, Chapelain ne l'a pas acquise lentement, par d'habiles manœuvres ; elle lui a été déferée du premier coup, sans hésitation, d'un accord commun.

Les faits, si vous les examinez de près, le prouvent d'une manière manifeste. C'est lui, lorsque Richelieu propose de prendre l'Académie sous sa protection, qui conseille d'accepter l'offre du Cardinal et qui fait prévaloir son avis. C'est lui qui, plus que personne, prend part à la rédaction des statuts ; lui qui fait décider que l'occupation de l'Académie devra être surtout de travailler à la pureté de la langue et au Dictionnaire. L'article XXIV des Statuts était ainsi formulé : « La principale fonction de l'Académie sera de travailler avec tout le soin et toute la diligence possible à donner des règles certaines à notre langue et à la rendre pure, éloquente et capable de traiter les arts et les sciences. » L'article XXVI disait : « Il sera composé un dictionnaire, une grammaire, une rhétorique et une poétique, sur les observations de l'Académie. » Ce n'est pas douteux : Chapelain est pour beaucoup, peut-être pour tout, dans la rédaction de ces articles.

Enfin, c'est Chapelain qui, dans toutes les circonstances, affaire de Camusat, élection de G. Boileau, examen du *Cid*, travail du Dictionnaire, inspire ou règle les décisions de l'Académie. En un mot, à côté des directeurs qui changent tous les deux mois, il reste comme le directeur inamovible. Tel fut le rôle de Chapelain au sein de l'Académie. Au souvenir de ses méchants vers et des traits inoubliables de Boileau contre lui, raillez le per-

sonnage tant qu'il vous plaira ; cela ne peut suffire pour nous expliquer une pareille autorité exercée sans interruption, pendant de longues années, de 1634 à 1674.

En 1634, Bois-Robert, au nom de Richelieu, proposa au petit cercle qui se réunissait alors chez Conrart, de s'assembler régulièrement désormais, « et sous une autorité publique. » Presque tous les amis, Serisay et Malleville en particulier, furent d'avis de rejeter la dangereuse proposition. Mais Chapelain comprit le danger d'un tel refus. Il fut, dit Pellisson, d'un avis contraire : il parla longuement et fit décider qu'on accepterait l'offre du Cardinal (1). C'était sauver ces réunions ; sans cela, elles étaient perdues. Richelieu irrité n'eût pas manqué de les interdire, « puisque, par les lois du royaume, toutes sortes d'assemblées qui se faisoient sans autorité du prince étoient défendues (2) ».

Chapelain, avons-nous dit, pourrait bien être l'auteur des Statuts qui traitent de la langue et du Dictionnaire. Un passage de Pellisson autorise cette opinion. De tels renseignements sont précieux : ils nous montrent Chapelain exerçant de bonne heure, à l'Académie, cette espèce d'empire qu'il garda jusqu'à la fin. Dès la seconde assemblée (3), nous dit-on, sur la question qui fut proposée de sa fonction, M. Chapelain représenta « qu'à son « avis elle devoit être de travailler à la pureté de notre « langue, et de la rendre capable de la plus haute élo-

(1) *Histoire de l'Académie française*. Édit. Ch. Livet ; I, 15.

(2) Ch. Livet ; I, 15.

(3) Registres du 20 mars 1634.

« quence, comme vous avez vu qu'il est dit dans le projet ;
« que pour cet effet, il falloit premièrement en régler les
« termes et les phrases par un ample Dictionnaire et une
« grammaire fort exacte qui lui donneroit une partie des
« ornemens qui lui manquoient ; et, qu'ensuite, elle pour-
« roit acquérir le reste par une rhétorique et une poé-
« tique, que l'on composeroit pour servir de règle à ceux
« qui voudroient écrire en vers et en prose. » Cet
avis qui tomboit dans le sentiment de tous les autres
académiciens, fut généralement suivi ; et parce que
M. Chapelain s'étoit étendu sur la manière dont on devoit
travailler au Dictionnaire et à la grammaire, il fut prié
d'en dresser un plan, qui fut vu depuis par la Compagnie,
et sur lequel il fut ordonné qu'il confèreroit avec MM. de
Bourzeys, de Gombauld et de Gomberville (1). »

Et cette influence, Chapelain la mérita pleinement. A
notre avis, plus qu'aucun autre de ses confrères, il repré-
sente en perfection l'esprit académique. Cet esprit ne
grandit pas chez lui, lentement, peu à peu, avec les
années ; dès le premier jour, il se trouve dans son plein
développement et comme dans sa maturité. En l'absence
de toute tradition, sans précédents, sans guide, sans
conseils, avec des exemples contraires, il réalise le type
de l'académicien, tel qu'il doit être et sera plus tard : le
zèle pour la langue, l'indépendance du caractère, un vif
amour de l'Académie, un soin un peu jaloux de sa
dignité, un respect rigide pour le règlement, enfin une

(1) Ch. Livet ; I, 28.

assiduité exemplaire aux séances, dût-il s'y trouver tout seul.

Dès les premiers temps de l'Académie, Chapelain se fait le gardien vigilant de l'honneur de la Compagnie et de la dignité de ses membres. Il en interprète les statuts, il donne ses décisions avec la gravité d'un jurisconsulte romain. Il invoque le règlement, les usages établis, comme s'il s'agissait d'une institution déjà ancienne, dont les traditions s'imposent et doivent être respectées.

Corneille ne fit partie de l'Académie qu'en 1647. Il échoua deux fois, contre d'obscurs rivaux, parce qu'il ne résidait pas à Paris. En 1638, Bouchard, qui eut toutes les ambitions et demeurait à Rome, s'imagina de briguer une place à l'Académie française. Le personnage avait fort bonne opinion de lui-même; il était persuadé qu'on serait heureux de le recevoir. La rude réponse de Chapelain dut le rendre plus modeste. Celui-ci apprend à son correspondant que, pour être nommé, on doit résider à Paris. « Il me semble par votre lettre, lui écrit-il le 18 mai 1638, que vous croyez pouvoir être admis en votre absence. Je vous répèterai ici, si je ne vous l'ai déjà écrit, qu'on ne vous peut proposer pour cela que vous ne soyez présent, et qu'après l'avoir fait agréer à Son Eminence, qui, par un ordre particulier, a voulu être consulté sur tous les prétendants, afin de fermer la porte à toute brigue, et ne souffrir dans son assemblée que des gens qu'il connoisse ses serviteurs... Une place d'académicien, en France, n'est pas un bénéfice, et Son Eminence est assiégée de tant d'affamés, et qui attendent depuis si

longtemps, que jusqu'ici nous n'avons vu aucun de notre troupe gratifié de pareil bienfait, si vous en exceptez M. de Boisrobert (1). »

Comme il repoussait les demandes particulières, il n'agréait pas davantage les demandes collectives. La prétention était inadmissible. Elle eût eu pour effet de faire perdre à l'Académie française son caractère propre, sa physionomie personnelle, et, au milieu d'éléments étrangers, de la jeter dans une confusion extrême. En 1661, M. de Perraut, secrétaire d'une académie d'Avignon, celle des *Emulateurs*, vint faire un voyage à Paris. Il vit Chapelain, et lui proposa de fondre les deux compagnies en une seule.

Le 9 septembre de cette année, Chapelain entretient M. de Perraut de son étrange négociation. Il ne croit guère qu'elle puisse réussir. Mais il dit cela doucement, poliment, parce qu'il a « toutes sortes de remerciements » à lui faire : remerciements pour l'avoir reçu, avec Conrart, au nombre des *Emulateurs* d'Avignon ; remerciements, surtout, pour le titre de « comte palatin », que le vice-légat (2) vient de lui envoyer.

Ces honneurs inusités n'étaient pas sans motif : ils avaient pour but de corrompre ou, au moins, de gagner celui dont l'influence était considérable sur ses confrères.

(1) Lettre à Bouchard, du 28 mai 1638 ; I, 326.

(2) Jean-Nicolas Conti, vice-légat d'Avignon, qui venait de fonder l'Académie des *Emulateurs*. — Ce serait chose bien curieuse de savoir si Chapelain, ce fils d'un petit notaire de Paris, eut, dès lors, un blason et des armes, en sa qualité de *comte palatin*.

Chapelain se tient sur ses gardes; il promet que les lettres adressées à l'Académie seront présentées à la prochaine séance, et rien de plus. « L'absence de la cour et les vacations du parlement, répond-il à M. de Perraut, jointes à la saison de toute l'année la plus morte, nous a réduits à si peu, que la Compagnie n'est, présentement, que l'ombre d'elle-même, et me fait pour cela regretter que la dépêche (1) de la vôtre ait demeuré plus de deux mois par les chemins... Je n'oserois vous répondre du temps de la réponse, ne sachant pas si nos Messieurs ne la diffèrent point jusqu'à ce qu'ils soient assez pour en délibérer. »

Ces politesses faites et ces diverses cérémonies terminées, notre prudent diplomate arrive à l'affaire pendant entre l'Académie d'Avignon et l'Académie française. « Je crains, dit-il à M. de Perraut, que ce que vous proposez de l'admission dans les assemblées (2) de ceux de la vôtre qui se trouvent ici ne passe pas, comme je le souhaiterois de tout mon cœur, à cause du nombre fixe d'académiciens que vous avez lu dans l'histoire de leur institution, qui en exclut tous les autres, sans que, depuis l'établissement, ce statut ait été violé; de sorte que, pour y apporter un changement, même si raisonnable, il semble qu'il ne faudroit pas moins qu'un édit nouveau de Sa Majesté : et je doute que cela se puisse.

« Nous verrons, pour l'autre article, de faire que la Compagnie écrive à M. le Protecteur de la vôtre (3);

(1) L'expédition.

(2) Les assemblées de l'Académie française.

(3) Le vice-légat d'Avignon;

à quoi elle se portera, et il ne tiendra pas à mon suffrage qu'on ne lui rende ce devoir, ne fût-ce que pour ne me pas montrer indigne de la grâce qu'il m'a faite (1). »

Un peu plus tard, au mois de décembre, Chapelain répond au nom de Conrart alors malade; il rejette purement et simplement ce projet d'union entre l'Académie provençale et l'Académie française. Le secrétaire par intérim refuse sans hauteur, poliment, comme il le doit en parlant à une personne qu'il honore et tient à ménager. Le refus n'en est pas moins formel : chacun doit rester chez soi, sans songer à une alliance qui ne peut rien produire de bon. « Je viens, écrit notre comte palatin, à l'article de l'association que vous pressez, et dont M. Conrart s'est remis à moi pour vous en expliquer les obstacles. La proposition en est obligeante pour notre Compagnie, et il lui seroit très avantageux d'avoir en son corps tant d'excellens hommes dont la vôtre est composée. Mais vous ne considérez pas que ce seroit faire un androgyne (2), et de deux corps parfaits en faire un imparfait. Les natures ne s'incorporent pas ainsi; chacun doit garder son essence, et si elles se peuvent entre-unir d'amitié et d'intérêt, elles se doivent conserver distinctes sans un mélange qui les anéantiroit, ou qui auroit quelque chose de fort irrégulier. Pour cette raison, chacune doit garder son poste, sa juridiction, sa dignité. »

(1) Lettre du 9 septembre 1661, « à M. le marquis de Perraut, à Avignon », II, 150.

(2) Un être à double nature; quelque chose de mal défini.

Des considérations politiques se joignaient à ces divers motifs et rendaient plus difficile encore l'union entre les deux compagnies. « Ajoutez, disait Chapelain, que ces deux corps, étant sujets de deux princes différents, ne pourroient se confondre ensemble sans jalousie de leurs supérieurs, et sans violer le serment qu'ils leur ont fait de n'avoir point d'autre dépendance. Mais, quand ces puissantes causes n'empêcheroient pas l'effet de votre désir du côté du Saint-Siège, il y en a une du côté de la France; car, l'institut de la Compagnie, que vous avez vu, l'a fixée à un certain nombre, passé lequel il n'y a pas lieu d'en recevoir un seul autre que par mort, non plus que dans le Sacré Collège des cardinaux. Et si Sa Majesté, par sa toute-puissance, y vouloit apporter le changement proposé, elle ne le pourroit faire que par édit, qui ne s'obtiendrait assurément point d'Elle, quelque faveur qu'on employât pour cela; et quand on l'obtiendrait, il ne passeroit jamais au parlement à cause des privilèges qui nous sont attribués et qui iroient à la foule des peuples (1). »

Le 9 septembre 1661, Chapelain avait déjà répondu à la place de Conrart empêché par sa goutte, « qui depuis quatre mois le tient arrêté au lit ou à la chambre ». Mais trois mois plus tard, au commencement de décem-

(1) Lettre du 1^{er} décembre 1661, à M. de Perraut; II, 177. — « La foule des peuples », c'est-à-dire fouler le peuple. Les membres de l'Académie avaient divers privilèges : exemption du guet, droit de *Committimus*, etc,

bre, est-ce encore la goutte qui empêche Conrart de répondre au marquis de Perraut? Ne serait-ce pas plutôt juste dépit, sentiment d'irritation contre l'Académie d'Avignon? Celle-ci avait fait une grosse injure au secrétaire perpétuel de l'Académie française : elle avait voulu lui fermer ses portes, après l'avoir invité à entrer. Conrart était protestant; à ce titre, il lui était difficile de faire partie d'une académie pontificale. Mais il eût fallu s'en apercevoir auparavant; et à qui ne demandait rien, il ne fallait rien offrir, plutôt que de reprendre après avoir donné.

Ici, le comte palatin se fâche tout de bon : il proteste vivement contre cette idée d'exclusion, contre « la difficulté que fit d'abord votre illustre Compagnie d'admettre pour académicien M. Conrart, l'un des principaux académiciens de la nôtre ». Chapelain est doublement froissé, et comme ami de Conrart, et comme membre de l'Académie française. Il ne peut concevoir un tel affront fait à « l'un des principaux académiciens » de Paris par une petite académie de province. Chapelain est mécontent; il va le faire sentir. « Cela étoit, dites-vous, contre ses statuts, réplique-t-il à M. de Perraut; mais vous saviez quels étoient ces statuts, quand vous le lui fîtes ou proposer ou désirer comme une chose sans difficulté, et à laquelle il n'eût jamais donné, s'il y en eût cru la moindre. Cette difficulté n'avoit pas empêché le défunt roy et M. le cardinal de Richelieu, quand ils instituèrent l'Académie françoise, d'y recevoir cette même personne, et même en la qualité que

vous tenez dans la vôtre (1), non plus que MM. de Gombauld et d'Ablancourt, hétérodoxes aussi bien que lui; outre que son âge, ses maladies et l'éloignement des lieux pouvoient ôter à ces Messieurs la crainte que son admission en leur corps y apportât aucune contagion périlleuse. »

L'Académie des *Emulateurs*, après une réclamation si vive, n'osa passer outre; elle laissa le nom de Conrart sur la liste où elle l'avait inscrit d'abord. « Vous y avez remédié, ajoutait-il dans cette même lettre, par la résolution que vous lui avez fait prendre (2) sur cet article, à son avantage. En quelque état que les lettres que vous lui en faites expédier le trouvent, lorsqu'elles viendront, vous pouvez croire qu'il les recevra avec respect et avec ressentiment (3), et qu'il leur en témoignera aussi bien qu'à vous sa parfaite reconnoissance (4). »

Cette situation considérable de Chapelain à l'Académie française se révèle dans une multitude de circonstances. Il se montre, de bonne heure, ce qu'on a appelé depuis un membre influent. En une foule de rencontres, de conjonctures ou difficiles ou délicates, il est le conseil, l'âme de la naissante institution. Celle-ci, dirait-on, n'ose rien entreprendre, rien décider, si elle n'a auparavant l'avis de « M. Chapelain ». Elle lui confie d'abord l'élaboration de ses statuts; en 1637, elle le charge en

(1) Comme secrétaire perpétuel.

(2) A l'Académie d'Avignon.

(3) Dans le sens de reconnaissance.

(4) Lettre du 1^{er} décembre 1661, à M. de Perraut; II, 177.

grande partie de l'*Examen du Cid*, et bientôt après de la préparation de son Dictionnaire. Il se trouve ainsi mêlé à tous les travaux de l'Académie, à toutes les luttes, à tous les incidents qui se produisent au dedans ou au dehors. En 1659, il soutient l'élection de G. Boileau, et la fait maintenir malgré la violente opposition de Pellisson. Plus tard, et tant qu'il vivra, il empêchera notre Boileau, l'auteur des *Satires*, d'être reçu à l'Académie. Malgré les *Epîtres* et le *Lutrin*, malgré l'appui de Colbert et la faveur de Louis XIV, le grand satirique devra attendre jusqu'en 1684.

En 1668, Montausier fut nommé gouverneur du Dauphin. A cette occasion, Chapelain fit voter des félicitations officielles au nouveau gouverneur. Il ne le dit pas clairement; mais cela ressort de tout son récit. « Je croyois, lui écrit-il, vous laisser quelque temps en repos et n'avoir à l'avenir à vous mander qu'en gros la part que tous vos serviteurs et mes amis ont prise à votre élection tant rebattue. Mais ce qui se passa avant-hier à l'Académie françoise sur ce même sujet ne devoit pas être mis en foule et, comme elle est si considérable par les personnes qui la composent, j'ai cru que vous ne seriez pas marri d'apprendre de quelle sorte un choix si glorieux y a été reçu. »

Chapelain le porte haut, quand il s'agit de l'Académie, « si considérable, dit-il fièrement, par les personnes qui la composent ». Ce langage est frappant, adressé surtout à un grand personnage, à celui qui allait être le gouverneur du Dauphin : c'est le ton d'un homme qui a

conscience de la grandeur de sa Compagnie, qui ne tient plus compte de son humble origine, et s'égale sans embarras à un duc et pair.

L'assistance, « qui étoit fort nombreuse », continue Chapelain, a loué d'une commune voix le choix du monarque, et exalté les belles qualités de Montausier. « On eût dit, en cette occasion, ajoute agréablement notre narrateur, que c'étoit autant de Conrarts et de Chapelains, tant ils portèrent loin les louanges qui vous sont dues, et tant ils bénirent Sa Majesté d'avoir si sagement choisi. »

Voici où se montre à découvert l'intervention de Chapelain. « Les voyant si partiaux de votre vertu, dit-il à Montausier, je leur demandai permission de vous le faire savoir : ce que non seulement ils m'accordèrent, mais encore ils m'en prièrent instamment, et de vous assurer de la passion respectueuse qu'ils ont toujours conservée pour vous. Si vous trouvez à propos de m'écrire quelque chose d'obligeant pour eux sur une déclaration qui n'est pas désobligeante, vous achèverez de vous les acquérir sans craindre de les perdre (1). »

Montausier, qui, vraisemblablement, avait bien autre chose à faire, ne répondit pas aussitôt. Cinq jours après, Chapelain lui communique des vers composés en son honneur par « un garçon de belle espérance », fils de Géraud de Cordemoy, lecteur du Dauphin. Il profite de l'occasion, pour réclamer une réponse à sa lettre du

(1) Lettre du 3 octobre 1658 ; II, 594.

3 octobre. « Ayez la bonté, Monseigneur, écrit-il, de dérober quelques momens pour me mander que vous avez approuvé ces vers, et veuillez bien aussi me donner, dans le même billet, moyen de faire voir à l'Académie françoise que la manière dont elle a applaudi en corps au choix qui a été fait de votre personne par Sa Majesté pour l'institution de Mgr le Dauphin, dont je vous ai rendu un compte particulier dans ma précédente, vous a fort plu et que vous vous en sentez leur obligé (1). »

Je ne vois pas, dans la correspondance de Chapelain, ce que fit Montausier. Mais on peut avoir foi dans la ténacité du personnage : il ne dut pas lâcher prise, que le gouverneur n'eût témoigné à Messieurs de l'Académie française qu'il était « leur obligé ».

Chapelain, d'ailleurs, ne faisait pas mystère de son influence. Sans en faire parade et s'en vanter bruyamment, il en convient à l'occasion ; il en use discrètement, mais résolument. « Vous aurez su la mort du pauvre Camusat, écrit-il en 1639 à Bouchard, et je m'assure que vous en aurez été touché. La Compagnie continue son emploi à sa veuve, laquelle, par mon conseil, à quoi elle défère un peu, a envoyé à Mgr le Cardinal votre traduction de la *Congiura* imprimée (2). »

Il s'agit ici de la traduction de la *Conjuration de Fiesque* de Mascardi, faite récemment par Bouchard. Elle venait de paraître à Paris, chez Camusat, en un

(1) Lettre à Montausier, du 8 octobre 1668 ; II, 598.

(2) Lettre à Bouchard, du 26 juillet 1639 ; I, 465.

volume in-8°, 1639 (1). M. Tamizey de Larroque, il nous le semble, s'est trompé sur le sens de ce passage de Chapelain : on voudra bien nous pardonner d'oser ainsi reprendre un tel maître. « M. Livet, dit-il en cet endroit de la correspondance de Chapelain, a oublié de reproduire, dans son édition des ouvrages de Pellisson et de l'abbé d'Olivet, ce passage où Chapelain parle avec tant de réserve de son influence sur l'Académie. »

A notre avis, en cet endroit, il est question plutôt de son influence sur la veuve de Camusat, « laquelle, par mon conseil, à quoi elle défère un peu, a envoyé à Mgr le Cardinal votre traduction de la *Congiura* imprimée ». Pourquoi l'Académie eût-elle envoyé à Richelieu la traduction de Bouchard, qui n'était pas l'un de ses membres? Elle n'avait aucun motif pour cela. Pour la veuve de Camusat, c'est autre chose : elle avait imprimé le livre de Bouchard; et, par le conseil de Chapelain, « à quoi elle défère un peu », la veuve avait envoyé l'ouvrage au Cardinal. Il nous semble que c'est là le véritable sens de ce passage.

« La Compagnie continue son emploi à la veuve », écrivait Chapelain le 26 juillet 1639. Mais ce qu'il ne disait pas alors à Bouchard, c'étaient les graves difficultés qu'il avait fallu vaincre pour conserver à la veuve l'emploi de libraire de l'Académie. Il y a dans ce débat, si humble en apparence, des détails intéressants qui vont à notre sujet, et montrent l'autorité dont Chapelain jouis-

(1) Nous n'avons pu trouver cette édition à la Bibliothèque nationale.

sait au sein de l'Académie. Ces faits sont peu connus : il ne sera pas hors de propos de les raconter.

Pellisson a exposé l'affaire en détail, avec son exactitude accoutumée (1). Richelieu voulut faire donner la place demeurée vacante à Sébastien Cramoisy, son libraire et son imprimeur. Bois-Robert, alors à Abbeville avec le Cardinal, avait été chargé d'agir pour cela auprès de l'Académie. Le 3 juillet 1639 (2), le favori du ministre écrivait : « Monseigneur m'a envoyé quérir en fort bonne compagnie, pour me dire que vous lui feriez plaisir de prendre ledit sieur Cramoisy ; je vois bien qu'il affectionne cette affaire, dont il m'a fait l'honneur de me parler trois fois (3). »

La veuve de Camusat, Denyse de Courbe, fit connaître sa volonté de continuer le commerce de son mari. Dans ces conditions, il devenait assez difficile de dépouiller la famille du défunt, au profit d'un autre libraire. Le 11 juillet 1639, l'Académie répondit à Bois-Robert. Tout en protestant de son entière soumission, elle le priait de faire agréer son refus à Richelieu. Le 26 juillet, l'affaire était terminée.

Bois-Robert répondit alors que le Cardinal n'insistait pas en faveur de son candidat, et approuvait que Du Chesne, parent de Camusat, exerçât la charge de libraire de l'Académie, au nom de la veuve. Pellisson loue à ce

(1) I, 127 et suiv.

(2) Une faute d'impression fait dire à M. Tamizey de Laroque : le 3 juillet 1630. *Lettres de Chapelain* ; I, 455.

(3) Ch. Livet ; I, 128.

propos « la générosité que l'Académie témoigna après la mort de Camusat, son libraire, ayant, en faveur de sa veuve et de ses enfans, résisté, pour ainsi dire, à la volonté du Cardinal, son protecteur (1) ».

C'est là l'histoire officielle. Pellisson ne pouvait, sans s'exposer à déplaire, sans manquer aux convenances, substituer, dans un récit général, l'action d'un seul à celle de tout le monde. Mais quand on pénètre au fond des choses, quand on laisse la dignité de l'histoire pour les menus faits de la chronique, on s'aperçoit, à n'en pas douter, que le premier rôle, en cette affaire, appartient surtout à Chapelain.

Dans cette circonstance, son attitude fut pleine de fermeté et de courage : elle lui fait grand honneur. Après cela, qu'on raille à son aise le bonhomme, sa faiblesse, sa platitude, son air timide et discret à l'excès : nous rirons, nous, de la vérité de la peinture et de la justesse des traits. Nous sommes moins exigeant en fait de vertu. A notre avis, la conduite de Chapelain fut vraiment belle ; elle révèle un véritable caractère. « Le principal mérite de cette résistance, écrit M. Tamizey de Larroque, appartient à Chapelain (2). » Or, à cette époque, ce n'était pas précisément une marque de lâcheté et de faiblesse d'oser lutter contre Richelieu et résister à sa volonté.

Chapelain met tout en mouvement pour défendre la veuve de Camusat et intéresser à sa cause. Il déploie

(1) Ch. Livet, I, 127.

(2) *Lettres de Chapelain*, I, 455.

dans cette défense une ardeur et une activité incroyables, une passion généreuse à laquelle il est difficile de ne pas applaudir. Il s'adresse à Godeau, à Balzac, à Bois-Robert; il leur dénonce l'iniquité de Cramoisy convoitant la succession de Camusat, et, pour empêcher une telle injustice, il offrira, au besoin, de se faire imprimeur lui-même, d'apprendre le métier à l'auxiliaire de la veuve, à ce Du Chesne, dont nous avons parlé plus haut. Voilà un vrai dévouement, qui se montre autrement que par de belles paroles. Et en lisant ces suppliques, ces courageux manifestes, on devine bien le langage que le généreux avocat dut tenir au sein de l'Académie.

Dès le 30 juin, il prend ses mesures et ménage de puissants amis à la veuve du libraire défunt (1). A cette date, il écrit à Godeau et lui annonce la mort de Camusat. En dehors de tout intérêt personnel, d'affaires de livres et de commissions de livres, il avait toujours eu pour lui une vive affection. « Le pauvre Camusat enfin, dit-il le 30 juin à l'évêque de Grasse, est mort après une fièvre de quarante jours, accompagnée de redoublemens qui l'ont enfin emporté... La famille a besoin de consolation et d'appui. J'ai déjà promis par avance à sa femme et à ses enfans que vous ne leur manqueriez jamais, non plus que M. Conrart et moi, et je m'assure que vous le leur confirmerez par vos lettres. Elle continuera le trafic et l'impression, et je me suis chargé en mon particulier

(1) Jean Camusat mourut le 26 juin 1639. — Lottin, *Catalogue chronologique des libraires*, etc., p. 20; 1 vol. in-12. Paris, 1789.

d'instruire, pour la dernière, celui qu'elle préposera (1) à cette partie de son négoce. Il faut aimer sa mémoire, et avoir charité pour la veuve et les orphelins. Je vois tous les amis du défunt portés à contribuer au soulagement de ce qu'il laisse. Vous continuerez de leur envoyer et adresser vos lettres et vos commissions, et je crois qu'ils vous en supplieront, comme ils ont fait à moi (2). »

Le 3 juillet suivant, Bois-Robert se jetait brusquement à la traverse, et proposait Sébastien Cramoisy en remplacement de Camusat. Le 11 juillet, l'Académie répondait par un refus respectueux : nous avons dit qui avait inspiré la réponse.

Ce jour-là, Chapelain écrit à Balzac. Aux plus vifs regrets pour le libraire, il joint la promesse d'aider la veuve et de la protéger de tout son pouvoir. « Je crains, lui dit-il le 11 juillet, d'avoir aussi manqué à vous écrire la mort du pauvre Camusat, qui, certes, est un dommage irréparable pour tous les gens de lettres, mais particulièrement pour moi qui, n'ayant d'habitude avec aucun autre homme de sa profession, et ne me pouvant accommoder à leur ignorance et rudesse, me trouve désorienté et, de tout-puissant que j'étois sur lui, maintenant sans aucun crédit pour recouvrer les livres curieux dont, ou moi, ou mes amis pouvoient avoir affaire. Je serai plus de dix ans, avant que d'avoir refait un aussi

(1) Le texte porte : *proposeva*. On verra si on doit adopter cette correction.

(2) Lettre à Godeau, du 30 juin 1639; I, 446.

habile libraire ou imprimeur que lui (1), dont je vous avoue que j'ai une mortification et une désolation bien grandes. Sa femme continue son trafic, et je ne lui manquerai point d'assistance, tant pour donner cela à la mémoire du défunt, que pour le donner à notre propre devoir, qui nous oblige à soulager les foibles et aider aux veuves et aux orphelins (2). »

C'étaient là des sentiments privés, louables en eux-mêmes, mais dont l'expression n'avait rien de bien courageux. On ne peut dire la même chose de la lettre adressée le 13 juillet à Bois-Robert. Celle-là honore réellement celui qui l'a écrite. C'est un éloquent plaidoyer, présenté avec une grande indépendance, sans le moindre souci de déplaire, avec beaucoup de feu et une rare fermeté de raison. Nous le citerons à peu près intégralement : en dehors de tout autre mérite, il renferme un excellent exposé de l'affaire. Peut-être, après l'avoir lu, voudra-t-on reconnaître que ce langage, pour être celui « d'un cuistre », a bien de la noblesse et de l'élévation.

« Vous saurez donc, écrit-il à Bois-Robert, qu'après la mort du pauvre M. Camusat, la veuve s'étant résolue à continuer la librairie, et ayant même su que quelques-uns de la profession briguoient pour être reçus libraires de l'Académie en la place de son mari, sitôt que sa douleur lui permit de sortir, fut voir tous ces Messieurs chez

(1) D'après ce passage, Chapelain avait donc contribué aussi à former Camusat? La particularité est bien curieuse.

(2) Lettre à Balzac, du 11 juillet 1639; I, 453.

cux, et les supplia de considérer qu'ils ne pouvoient écouter personne à son préjudice et à celui de ses enfans; que la loi lui permettant de continuer l'exercice de son mari et de jouir de tous ses privilèges, il n'y auroit point d'apparence qu'on lui voulût ôter celui qu'elle chérissoit le plus, et sur quoi elle fondeoit principalement la subsistance de sa petite famille; que, sans reproche, son mari avoit servi la Compagnie et travaillé pour elle avec beaucoup de dépenses, sans en avoir jusqu'ici tiré aucun avantage; que son bien étoit en espérance et qu'elle pouvoit dire qu'il lui étoit acquis et aux siens par les respects et les services qu'il lui avoit rendus en général et en particulier; que se trouvant en état de continuer les mêmes services avec la même capacité et assiduité par l'assistance d'un cousin du défunt, nourri de sa main (1), et stylé dans l'imprimerie et la correction des livres, homme d'ailleurs qui a des lettres, et qui veut bien quitter l'étude de la médecine pour embrasser cette profession (2), elle ne sauroit croire que l'on voulût transporter à un autre un emploi si légitimement acquis, et si aisé à conserver en sa maison; qu'elle estimoit sa condition et celle de ses pupilles si considérable en cette affaire, qu'il lui sembloit que son bon droit parloit de lui-même et ruinoit toutes les prétentions de ses envieux; qu'en un mot, il s'agissoit de sa ruine, qui seroit une cruelle récompense de la passion

(1) Élevé.

(2) Il s'agit de ce Du Chesne dont nous avons parlé plus haut.

que son mari avoit eu (1) pour l'honneur et le service de la Compagnie, et, partant, qu'elle nous conjuroit de ne nous rien laisser persuader à son désavantage par ceux qui la vouloient supplanter avec tant d'inhumanité, et qu'elle auroit l'honneur de vous écrire et prier de la protéger dans sa justice auprès de Monseigneur, de qui elle espéroit toute sorte de grâce. »

L'avocat était capable de faire joliment la leçon à sa cliente ; et, si celle-ci de son côté fit valoir tant et de si bonnes raisons, il était difficile de ne pas lui donner gain de cause. « Voilà, en substance, disait Chapelain, les choses qu'elle nous a dit à tous séparément, et que j'ai su depuis qui avoient touché de compassion tout le monde, sans qu'il y en eût un seul qui balançât à lui garder son inclination et à désirer que la chose lui demeurât, comme lui étant le droit acquis. Mais, comme la Compagnie ne se donne la permission de rien déterminer, non pas même des moindres choses qui la regardent, sans un ordre particulier de Son Éminence, qui est l'unique règle de ses volontés, nous lui fîmes notre réponse conditionnelle, ne lui promettant rien que sous le bon plaisir de Son Éminence, la volonté de laquelle nous apprendrions de vous. »

Dix jours auparavant, le 3 juillet, Richelieu avait fait connaître sa volonté. Mais l'Éminence demandait la place vacante pour Cramoisy, son libraire, « avec cette condition, disait la lettre de Bois-Robert, que s'ils en savoient

(1) La règle des participes était loin d'être fixée comme elle l'est aujourd'hui.

quelque autre qui leur fût plus propre, ils le pussent prendre; ne désirant en façon quelconque, ni en cela, ni en toute autre chose violenter leur choix (1) ».

Chapelain va profiter de cette déclaration, pour discuter plus vivement l'affaire; pour plaider avec plus de force et d'autorité la cause de la veuve de Camusat. « Maintenant, Monsieur, dit-il à Bois-Robert, nous apprenons de vous que son inclination est que M. Cramoisy tienne la place du défunt; et à cela il n'y auroit rien à répliquer si c'étoit une inclination confirmée (2). Mais comme sa bonté nous laisse la liberté de lui expliquer nos sentimens là-dessus, et que nous pensons voir la justice évidente du côté de la veuve sur les choses qu'elle a représentées, j'ai vu la Compagnie se disposer à faire à Son Éminence ses remontrances avec très profonde humilité et entière résignation à ce qui lui plaira d'en ordonner. Ce qu'il lui semble qu'elle peut faire avec d'autant moins de crainte de déplaire à Son Éminence, que nous avons tous cru qu'Elle avoit montré cette inclination pour n'avoir pas été informée que le défunt laissât une veuve qui fût en état et en volonté de suivre sa profession, et que, d'ailleurs, M. Cramoisy a déclaré à M. de Bonair (3) que si la veuve y pensoit et continuoît dans la profession, il ne prétendoit en cela aucune chose à son préjudice. En quoi il a témoigné qu'il étoit homme

(1) Ch. Livet; I, 128.

(2) Dans le sens latin *confirmatus*, bien établi.

(3) Ce Bonair étoit le chargé d'affaires de Balzac, à Paris. (Voy. *Lettres de Chapelain*; I, 371.)

d'honneur, et qu'il ne vouloit pas faire à une pauvre veuve chargée d'enfans, ce qu'il seroit marri que l'on fit à sa femme et à sa famille, s'il lui manquoit, quoiqu'elle soit dès à présent des plus accommodées. Je laisse à votre générosité d'agir dans l'intérêt de cette femme et de la Compagnie, selon que vous le jugerez à propos. »

Avant d'envoyer sa lettre, le zélé défenseur dut apprendre que Cramoisy n'avait pas agi tout à fait « en homme d'honneur », et avait sollicité la succession de Camusat. Là-dessus, Chapelain s'empresse de retirer ses éloges, et il ajoute ce post-scriptum irrité : « A vous parler avec ma franchise ordinaire, M. Cramoisy a fait une action inhumaine de faire importuner Son Eminence pour obtenir cette place au préjudice de la veuve Camusat et de ses pauvres enfans; et ayant eu ce dessein indigne d'un homme d'honneur et que pas un de sa profession ne voudroit avoir eu, il s'est bien donné de garde de s'adresser à vous pour cela, jugeant bien que vous auriez été pour la justice, et que vous auriez dit à Son Eminence l'état des choses : ensuite de quoi il est indubitable que le protecteur des affligés et particulièrement des veuves et des orphelins auroit prononcé en faveur de celle-ci, et auroit commandé à l'Académie d'être bonne et généreuse à son imitation. Je ne dis rien pour vous exhorter à travailler avec votre adresse ordinaire, pour remettre les choses en leur premier état. Je vous connois dans l'âme, et comme je suis assuré que vous avez pris de vous-même le parti honnête, c'est-à-dire celui de l'honneur de Son Eminence et de la Compagnie en cette rencontre, je suis

assuré que, de vous-même, vous agirez comme la raison et la prudence l'exigent de vous. »

Ce devoir accompli, et avec un véritable courage, Chapelain terminait par une petite précaution de prudence : cela lui était bien permis. Il pria Bois-Robert de laisser ignorer à Richelieu qu'il lui avait écrit à ce sujet. « Ce dont je vous supplie est que vous ne témoigniez point d'avoir reçu de lettre de moi là-dessus, et de ne faire voir que celle de l'Académie à Son Eminence. Il importe que cela se passe ainsi pour moi, et, après vous en avoir supplié, comme je fais, je ne doute point que vous ne me fassiez cette grâce. Je suis tout à vous sans réserve (1). »

Richelieu se rendit aux observations de l'Académie, nous apprend Pellisson. Mais cela ne suffit pas : il faut tenir encore le plus grand compte de la lettre de Chapelain ; elle ne fut certainement pas étrangère au résultat obtenu.

Le 26 juillet, Bois-Robert écrivit au secrétaire de l'Académie, à Conrart, et l'informa du désistement du Cardinal. Depuis près de huit jours, depuis le 20, si la date est exacte, Chapelain connaissait déjà l'heureuse solution de l'affaire. Bois-Robert n'avait donc pas perdu de temps pour agir auprès de son maître. Chapelain plaidait, le 13 juillet, en faveur de sa cliente. Le 20, sept jours après, il écrivait à Bois-Robert et le remerciait d'avoir obtenu justice pour la veuve de Camusat. « Il

(1) Lettre à Bois-Robert, du 13 juillet 1639 ; I, 455.

étoit impossible, disait-il à l'abbé de Châtillon, alors à Saint-Quentin avec Richelieu, que l'équité de Son Eminence et l'amour que vous avez pour les choses honnêtes laissassent dépouiller la famille du pauvre Camusat d'un bien qu'il avoit si bien acquis, sitôt que vous auriez été averti de la disposition où est la veuve de continuer ses services à l'Académie... Je ferai savoir à cette pauvre veuve l'extrême obligation qu'elle vous a, et je sais qu'elle la ressentira en personne bien née et qui connoît le bien qu'on lui fait.

« Je vous pourrois répondre aussi de la satisfaction qu'en aura la Compagnie, si M. Conrart ne le devoit pas faire en son nom, lorsqu'il lui aura communiqué votre lettre (1). Je dis en son nom, prenant la plus grande partie pour le tout, car il y a apparence que ce ne sera pas au nom du faux frère qui avoit fait agir M. Citoys (2) en cette rencontre, pour l'intérêt de son ami contre l'intérêt et l'honneur de la Compagnie (3). »

Chapelain ne donne pas le nom du « faux frère » qui avait pris le parti de Cramoisy contre la famille de Camusat. Il devait l'ignorer : il ne l'aurait certainement pas ménagé, s'il l'avait connu.

Quelques jours après, le 29 juillet, Chapelain parle à Godeau du succès de l'affaire Camusat. Ce sont de nouveaux détails : ils nous prouvent combien les choses

(1) La lettre du 26 juillet 1639. — Mais cette lettre avait été écrite, peut-être, quelques jours avant.

(2) François Citois, médecin de Richelieu.

(3) Lettre à Bois-Robert, à Saint-Quentin, du 20 juillet 1639; I, 461.

étaient avancées et combien il fut difficile de les « faire remettre en leur premier état ».

« J'ai jugé de votre perte pour le pauvre Camusat comme vous-même, écrit Chapelain, le 29 juillet 1639; mais je ne crois pas, comme vous, qu'avec lui soit mort tout le service que vous doit sa maison et qu'il est raisonnable qu'elle vous rende. Pour ce qui regarde vos ouvrages imprimés, sa veuve, assistée d'un jeune homme de bonnes lettres (1), parent du défunt, et qui demeure chez elle, vous y donnera toujours tout le contentement que vous sauriez désirer. L'Académie vous en est une preuve qui l'a retenue en la place de son mari pour libraire de la Compagnie, la préférant à Cramoisy qui avoit brigué cet emploi auprès de Son Eminence, et qui l'avoit obtenu sous condition qu'il seroit agréé des Académiciens. Pour ce qui regarde vos autres intérêts, la même veuve prétend vous y rendre le même service que son mari, et ce jeune homme n'y est pas moins propre, ni moins affectionné.

« J'ai fait voir votre lettre du 14, où vous parlez de ces cent écus, à M. Conrart, afin qu'il traite ce particulier comme le reste, puisqu'il se trouve ici. J'en parlerai néanmoins à la première vue à la veuve ou à son aide, et vous manderai ce que j'en aurai appris (2). »

Pellisson va nous raconter l'issue du débat. Le récit est exact, résume parfaitement tout ce qui précède, mais la correspondance de Chapelain était bien nécessaire pour éclaircir les faits, et nous apprendre à qui revient

(1) Du Chesne.

(2) Lettre à Godeau, du 29 juillet 1639; I, 468.

surtout l'honneur de la victoire. « Néanmoins, la veuve de Camusat, voulant continuer son commerce, nous dit l'historien de l'Académie, et ayant avec elle, pour cet effet, un nommé Du Chesne, parent de son mari, homme de lettres, qui maintenant est docteur en médecine, l'Académie désira de conserver cet honneur à sa famille, et répondit (1) à M. de Boisrobert, de telle sorte que, sans s'éloigner du respect qu'elle devoit au Cardinal, et se soumettant toujours à suivre ses volontés, elle lui faisoit assez connoître qu'il étoit juste d'en user ainsi. Cette lettre eut l'effet qu'on souhaitoit; et M. de Boisrobert en écrivit bientôt une autre au secrétaire de l'Académie (2), contenant l'approbation du Cardinal et le consentement qu'il donnoit que Du Chesne fût reçu pour exercer la charge au nom de la veuve. Ainsi, après qu'on eut ordonné une réponse à M. de Boisrobert pour le remercier et pour le charger de faire aussi des remerciements très humbles au Cardinal, Du Chesne fut introduit dans l'assemblée (3), prêta le serment au nom de la veuve, et fut exhorté d'imiter la discrétion, les soins et la diligence du défunt (4). »

(1) Registre du 11 juillet 1639.

(2) Registre du 26 juillet 1639.

(3) *Ibid.*

(4) Ch. Livet; I, 129.

CHAPITRE VIII

Travaux de l'Académie. — Les discours. — Sentiments de l'Académie sur *le Cid*, 1637. — Commencements de la querelle. — *L'Excuse à Ariste*, de Corneille, 1637. — Attaque de Mairet contre *le Cid*. — Les *Observations* de Scudéry sur *le Cid*, 1637. — Réponse de Corneille. — La *Lettre apologétique*, 1637. — La preuve des passages allégués dans les *Observations* sur « *le Cid* », par Scudéry, 1637. — Lettre de Claveret à Corneille, 1637.

Cette influence de Chapelain à l'Académie alla toujours en grandissant : à chaque instant, vous en rencontrez quelque preuve nouvelle. Nous avons expliqué cette espèce de domination par le caractère du personnage, par ce ton d'autorité qui lui était naturel, cet esprit de mesure et de sagesse qui le distinguaient, et firent toujours de lui, au milieu des circonstances les plus difficiles, un guide sûr et un conseiller excellent. Ajoutez à cela le zèle de cet homme pour tous les travaux de l'Académie, mêlé à toutes les affaires de la Compagnie, s'intéressant à tout, à l'élection d'un candidat, à la nomination d'un libraire, à l'orthographe ou à la prononciation d'un mot, et vous comprendrez alors l'influence considérable de « M. Chapelain », au dedans, sur ses confrères, et au dehors dans le monde des lettres.

Longtemps on s'est égayé aux dépens du personnage et on s'est espacé comme à plaisir sur cette disproportion énorme entre la grandeur du rôle et la nullité du héros. Une épigramme amuse, elle fait sourire, mais n'explique rien. Souvenez-vous de la scène décrite dans les *Ennemis de Chapelain* (1); de l'entrevue de Racine, jeune encore, avec le chantre de *la Pucelle*. Le malin poète raconte à un ami comment sa pièce, *la Nymphé de la Seine*, a été montrée par M. Vitart, son cousin, au grand juge de l'époque. Le cousin se fâche tout rouge; il ne permet pas qu'on traite « M. Chapelain » à la légère; qu'un jeune garçon de vingt ans ose murmurer contre un personnage de cette importance. Pour lui, tout pénétré de vénération, il apprend au petit railleur qu'on ne doit prononcer ce grand nom qu'en s'inclinant et faisant la révérence.

« M. Chapelain, écrit Racine, a donc reçu l'ode avec la plus grande bonté du monde : tout malade qu'il étoit, il l'a retenue trois jours, et a fait des remarques par écrit que j'ai fort bien suivies. M. Vitart n'a jamais été si aise qu'après cette visite; il me pensa confondre de reproches, à cause que je me plaignois de la longueur de M. Chapelain. Je voudrois que vous eussiez vu la chaleur et l'éloquence avec laquelle il me querella. »

La pièce du débutant avait été montrée aussi à Perrault. « Je ne vous dis rien de leur approbation, continue Racine, sinon que M. Perrault a dit que l'ode valoit dix

(1) P. 654 et suiv.

fois la comédie (1); et voici les paroles de M. Chapelain, que je vous rapporterai comme le texte de l'Évangile, sans y rien changer. Mais aussi : *C'est M. Chapelain!* comme disoit à chaque mot M. Vitart. « L'ode est fort belle, fort « poétique, et il y a beaucoup de stances qui ne peuvent « être mieux. Si l'on repasse le peu d'endroits que j'ai « marqués, on en fera une fort belle pièce. » Il a tant prié M. Vitart de lui en nommer l'auteur, que M. Vitart veut à toute force me mener chez lui (2). » Songez que la scène se passe en 1660, à une époque avancée de la vie de Chapelain. Vous avez là une preuve que sa renommée et son crédit étaient encore loin de décliner.

Un jour, Chapelain consulte Balzac sur une question de grammaire, et lui demande son avis à ce sujet. « Je vous prie, lui écrit-il, de me mander si vous dites *muscardins* ou *muscadins*. C'est une question grammaticale que je ne tiendrai pour bien résolue que par vous. Elle m'importe en quelque sorte. Il suffira d'un apostille (3). »

La petite question importait à Chapelain, parce qu'elle venait de s'agiter bruyamment à l'hôtel de Rambouillet. Voiture, toujours prêt à railler, s'était moqué de ceux qui voulaient prononcer *muscardins*.

Au siècle des vieux palardins,
Soit courtisans, soit citardins,
Femmes de cour ou citardines,

(1) Une comédie dont Racine parle à l'abbé Le Vasseur, dans une précédente lettre.

(2) Lettre à l'abbé Le Vasseur, du 13 septembre 1660. *Œuvres complètes* de Racine, p. 469; 1 vol. in-4°, Didot.

(3) Lettre à Balzac, du 29 décembre 1637; I, 189.

Prononçoient toujours muscardins,
Et balardins et balardines (1).

Balzac n'aimait pas Voiture, et pour plusieurs raisons. Il répondit par une jolie lettre, qui porte la date fausse du 17 novembre 1637. Elle est certainement postérieure, et des premiers jours de janvier 1638. « L'usage est pour *muscardins*, écrit Balzac à Chapelain, bien que l'oreille soit pour *muscadins*. Mais ici, comme ailleurs, l'usage doit tout régler; et de plus, l'origine du mot étant italienne, quel droit avons-nous d'ôter une lettre d'un mot qui n'est pas de notre juridiction? Quoique cette lettre soit rude, quoiqu'elle ait été appelée la lettre canine; quoique, dans *muscardins*, elle fasse mal à la petite bouche de Monsieur de *** (2), elle ne laisse pas de tenir toujours son rang dans l'alphabet; elle murmure, elle gronde, elle mord impunément depuis tant de siècles, elle entre dans plusieurs mots, où elle n'est pas moins rude, ni moins raboteuse que dans *muscardins*, sans que personne s'en plaigne (3). »

Le débat fut porté devant l'Académie, et probablement par Chapelain. Celui-ci saisit le nouveau tribunal de cette question, comme il venait d'en saisir Balzac. Mais devant cette juridiction, Chapelain perdit son procès, et Voiture eut gain de cause. « L'Académie, nous raconte Pellisson, faisoit fort souvent des décisions sur la langue; dont ses registres sont pleins; elle en faisoit aussi quelquefois de semblables sur la simple proposition de

(1) Lettres de Voiture; édit. Ubicini; II, 430. Paris, Charpentier.

(2) Voiture évidemment. Le nom est facile à suppléer.

(3) Lettres de Balzac; *Œuvres complètes*; I, p. 757.

quelque académicien; et lorsqu'à la cour, comme il arrive souvent, un mot avoit été le sujet de quelque longue dispute, on ne manquoit pas d'ordinaire d'en parler dans l'Assemblée. Telle fut, par exemple, cette plaisante contestation née à l'hôtel de Rambouillet, s'il falloit dire *muscardins* ou *muscadins*, qui fut jugée à l'Académie (1) en faveur du dernier. »

L'Académie française avoit failli s'appeler l'*Académie de l'éloquence*. L'une de ses premières occupations ne fut pas seulement de donner des règles, mais encore des modèles de l'art de bien dire. De bonne heure, il fut convenu que les académiciens prononceraient à tour de rôle un discours sur un sujet de leur choix. La décision fut prise, nous dit Pellisson, « dès le second jour du mois de janvier 1635, avant même que les lettres de l'établissement fussent scellées (2) ».

Le sort déterminait l'ordre dans lequel chaque orateur prendrait la parole. Ces discours devoient être prononcés dans les réunions hebdomadaires. Il ne faut pas les confondre avec le remerciement que tout académicien dut faire désormais, à partir de 1640, le jour de sa réception.

On en prononça successivement jusqu'à vingt. Pellisson nous en donne la liste, avec l'indication des sujets traités (3). Sur ces vingt discours, cinq seulement sont imprimés : ceux de Godeau, de La Chambre, de Racan, de Méziriac et de Colletet.

(1) Registres, 1^{er} février 1638. — Ch. Livet, I, 118.

(2) I, 73.

(3) I, 74.

Chapelain, en académicien modèle, ne chercha pas à esquiver la corvée. Il débita sa harangue le 6 août 1635. Il avait été désigné le quatorzième par le sort. Dans la liste qu'il dresse de ces divers discours, Pellisson en fait mention en ces termes : « Le quatorzième, de M. Chapelain, contre l'amour, où, par des raisons ingénieuses, dont le fond n'est pas sans solidité, il tâche d'ôter à cette passion la divinité que les poètes lui ont attribuée (1). »

L'orateur, si du moins on l'en croit sur parole, ne fut pas content de son travail. Mais ce langage est-il bien sincère? Chapelain parle ainsi par précaution, afin de ne pas effaroucher le plus ombrageux des auteurs, celui qui prétendait à la palme de l'éloquence. « Le discours que j'ai fait pour la Compagnie, écrit-il à Balzac au mois d'avril 1635, est long et mauvais : deux conditions qui vous doivent détourner à l'exposer à une vue si délicate que la vôtre. C'est pourquoi j'attendrai des ordres plus précis de vous pour vous l'envoyer (2). »

Que penser au fond de ce discours loué par Pellisson et condamné par son auteur? M. Tamizey de Larroque va nous le dire. Chapelain, paraîtrait-il, était dans le vrai, plus peut-être qu'il n'aurait voulu. « Ce discours, déjà fait en avril, remarque le grand érudit, ne fut lu devant la Compagnie que le 6 août 1635. M. Kerviler (3) regrette fort que ce discours, « dont le titre était peu

(1) I, 76.

(2) Lettre à Balzac, du mois d'avril 1635; I, 95.

(3) Dans son ouvrage : *la Bretagne à l'Académie française*; 1 vol. in-8°. Paris, Palmé, 1879.

« galant de la part d'un habitué de l'hôtel de Ram-
« bouillet, » ait été perdu. Je puis rassurer le savant
biographe : le discours *contre l'Amour* nous a été con-
servé, et rien n'est plus facile que de le lire au départe-
ment des manuscrits de la Bibliothèque nationale, dans
le volume 12847 du Fonds français, intitulé : *OEuvres
diverses de Jean Chapelain*. Le morceau m'a paru
comme à Chapelain lui-même « long et mauvais (1) ».

Mais ces avis sur la langue, un discours composé de loin
en loin, ne formaient pas un ensemble suffisant d'occupa-
tions. Nous avons à parler de travaux plus longs et plus
considérables auxquels prit part Chapelain : les *Sentiments*
de l'Académie sur *le Cid* et la préparation du *Dictionnaire*.

Pellisson a fort bien raconté ce débat qui exposa
l'Académie à un double péril : celui de déplaire à Riche-
lieu, ou de se couvrir de ridicule. Nous allons rappeler
les faits principaux, nous réservant d'insister sur ce qui
est moins connu, sur le rôle de Chapelain, son attitude
au cours de cette épineuse discussion.

Corneille venait de faire jouer *le Cid*. Le jeune poète
avait remporté son premier triomphe et soulevé des
applaudissements universels. Cette mémorable représen-
tation eut lieu vers la fin de novembre 1636.

Différents mobiles, inutiles à répéter ici, poussèrent
Richelieu à rabaisser la pièce. Scudéry connut les dispo-
sitions du Cardinal, et toujours prêt pour une sottise ou
une fanfaronnade, il attaqua audacieusement Corneille et

(1) *Lettres de Chapelain*; I, 95.

se mêla de lui donner des leçons de style et d'art dramatique. Sous prétexte de rabattre la vanité du poète, il publia contre lui un véritable pamphlet : *les Observations sur le Cid* (1). Scudéry donnant à la fois des leçons d'art dramatique et de modestie ! la prétention est un peu forte. En vérité, le pauvre homme n'était guère propre à enseigner ni l'un ni l'autre.

Le Cid est de la fin de 1636. Scudéry entra dans la lice pour deux motifs : par rivalité d'auteur d'abord, ensuite pour plaire à Richelieu. Après l'éclatant succès de sa tragédie, Corneille avait publié une *Epître* remarquable : *Excuse à Ariste*. Cette pièce eut le privilège de soulever une véritable tempête et d'accroître de plus belle les clameurs des envieux. Le jeune et vaillant poète, justement fier d'un tel triomphe, sûr désormais de sa force, s'excuse à *Ariste* de ne pouvoir lui composer une chanson. Les petits sujets le gênent, répond-il, et il ignore l'art d'arranger des couplets « en rimes ajustées » :

Enfin cette prison déplaît à son génie;
 Il ne peut rendre hommage à cette tyrannie;
 Il ne se leurre point d'animer de beaux chants,
 Et veut pour se produire avoir la clef des champs.
 C'est lors qu'il court d'haleine, et qu'en pleine carrière,
 Quittant souvent la terre en quittant la barrière,
 Puis, d'un vol élevé se cachant dans les cieux,
 Il rit du désespoir de tous ses envieux.

Cette haute ambition du poète, noblement exprimée,

(1) In-8° de 96 p. Paris, 1637, sans nom d'auteur ni d'imprimeur. Bibliothèque nationale, Y, 5,665. Réserve. — Voy. pour tous ces détails bibliographiques, *Œuvres de Corneille*, édit. Marty-Laveaux, Hachette, vol. III, p. 23 et suiv.; et la *Bibliographie cornélienne* de M. E. Picot, p. 467 et suiv.

et dans des vers de si belle allure, jeta l'émoi parmi toute la gent poétique du temps. Le passage suivant mit le comble aux alarmes et aux colères des envieux, race toujours nombreuse, qui semble se perpétuer de siècle en siècle et de pays en pays. Corneille s'excuse en termes charmants de faire son éloge. C'est, dit-il, le seul profit qu'un poète retire aujourd'hui de ses vers. Autrefois, en France, les favoris des Muses avaient un tout autre honneur et une bien autre fortune :

Mais elle est épuisée, et les vers à présent
Aux meilleurs du métier n'apportent que du vent :
Chacun s'en donne à l'aise et souvent se dispense (1)
A prendre par ses mains toute sa récompense.
Nous nous aimons un peu : c'est notre foible à tous :
Le prix que nous valons qui le sait mieux que nous ?
Et puis, la mode en est et la cour l'autorise.
Nous parlons de nous-même avec toute franchise ;
La fausse humilité ne met plus en crédit.
Je sais ce que je vaux, et crois ce qu'on m'en dit.
Pour me faire admirer, je ne fais point de ligue :
J'ai peu de voix pour moi, mais je les ai sans brigue ;
Et mon ambition, pour faire plus de bruit,
Ne les va point quêter de réduit en réduit.
Mon travail sans appui monte sur le théâtre :
Chacun en liberté l'y blâme ou l'idolâtre ;
Là, sans que mes amis prêchent leurs sentimens,
J'arrache quelquefois trop d'applaudissemens ;
Là, content du succès que le mérite donne,
Par d'illustres avis je n'éblouis personne.
Je satisfais ensemble et peuple et courtisans,
Et mes vers en tous lieux sont mes seuls partisans ;
Par leur seule beauté ma plume est estimée :
Je ne dois qu'à moi seul toute ma renommée,
Et pense toutefois n'avoir point de rival
A qui je fasse tort en le traitant d'égal (2).

(1) *Se dispense à...* Prend la liberté de...

(2) *Excuse à Ariste* ; édit. Marty-Laveaux, X, 76. — Voy. encore vol. III, p. 19 et suiv.

Mairet, le premier, on ne sait pourquoi, se fâcha de cette franche apologie du poète, et prit pour lui des railleries adressées à tout le monde. Plus d'un se sentit blessé du même coup, et ne manqua pas de repousser cette vive attaque. La pièce de Mairet portait en titre : « *L'Auteur du vrai Cid espagnol* à son traducteur françois sur une *Lettre* en vers qu'il a fait imprimer, intitulée : *Excuse à Ariste*, où, après cent traits de vanité, il dit de soi-même :

Je ne dois qu'à moi seul toute ma renommée.

Mairet essaya vainement de dissimuler la main qui avait lancé le trait. Corneille répondit à *l'Auteur du vrai Cid espagnol* par un rondeau injurieux, publié dans ses *OEuvres* (1). Cette mauvaise petite pièce amena l'intervention de Scudéry et ses *Observations sur « le Cid. »* Jusqu'alors, le capitaine n'avait pas eu à se plaindre de Corneille, qui, deux fois, en 1629 et en 1631, avait eu la complaisance de louer ses méchants vers (2).

Les froissements littéraires expliquent ces brusques changements, ces ruptures violentes à la suite desquelles les amis de la veille se brouillent ensemble et se font une guerre sans merci. Scudéry, avec sa prodigieuse vanité, ne put souffrir les dédains de Corneille, et, sous prétexte de venger l'honneur commun, l'honneur de tous les confrères en poésie, il se vengea lui-même.

(1) Édit. Marty-Laveaux, X, 79.

(2) *Ligdamon et Lidias*, tragi-comédie de Scudéry, 1629; et le *Trompeur puni*, 1631. (Voy. *OEuvres complètes* de Corneille, édit. Marty-Laveaux, X, 57 et 61.)

« Quand j'ai vu qu'il se défiloit d'autorité privée, écrit Scudéry dans ses *Observations*; qu'il parloit de lui comme nous avons accoutumé de parler des autres, qu'il faisoit même imprimer les sentimens avantageux qu'il a de soi (1), et qu'il semble croire qu'il fait trop d'honneur aux plus grands esprits de son siècle de leur présenter la main gauche, j'ai cru que je ne pouvois, sans injustice et sans lâcheté, abandonner la cause commune, et qu'il étoit à propos de lui faire lire cette inscription tant utile, qu'on voyoit autrefois gravée sur la porte de l'un des temples de la Grèce : *Connois-toi toi-même* (2). »

Inutile d'examiner en détail ces *Observations*, qui firent pourtant beaucoup de bruit en leur temps, et provoquèrent un jugement de l'Académie. Ce n'est pas de la critique littéraire. Comme le *Mercure galant*, dont La Bruyère faisoit jadis mention, « c'est immédiatement au-dessous de rien ». Voltaire citant cet écrit, met en note : « Nous ne ferons aucune réflexion sur le style et les rodomontades de M. de Scudéry : on en connaît assez le ridicule. Ses *Observations* fourmillent de fautes contre la langue (3). » Cette jolie recommandation nous dispense d'étudier ce *Factum* sérieusement.

(1) *L'Excuse à Ariste*.

(2) *Observations sur « le Cid »*; *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Didot, in-4°, vol. II, p. 595. — Nous citerons cette édition pour les *Observations sur « le Cid »*. M. Marty-Laveaux ne donne pas ce singulier ouvrage de Scudéry.

(3) *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Didot; II, 595.

Mais, çà et là, il y a quelques passages fort amusants : celui-ci, en particulier, bien plus digne d'un matamore que d'un écrivain, où un débat littéraire est annoncé comme un cartel, en style de bretteur. « Ce n'est pas, écrit Scudéry, que je veuille combattre ses mépris par des outrages : cette espèce d'armes ne doit être employée que par ceux qui n'en ont point d'autres; et quelque nécessité que nous ayons de nous défendre, je ne tiens pas qu'il soit glorieux d'en user. J'attaque *le Cid*, et non pas son auteur; j'en veux à son ouvrage, et non point à sa personne. Et comme les combats et la civilité ne sont pas incompatibles, je veux baiser le fleuret dont je prétends lui porter une botte franche : je ne fais ni une satire, ni un libelle diffamatoire, mais de simples observations; et, hors les paroles qui seront de l'essence de mon sujet, il ne m'en échappera pas une où l'on remarquera de l'aigreur. Je le prie d'en user avec la même retenue, s'il me répond, parce que je ne saurois dire ni souffrir d'injures (1). »

Pour un si galant chevalier, le mot de la fin n'est pas aimable; il est même quelque peu insolent à l'égard de l'adversaire ainsi provoqué en champ clos. Nous verrons, dans la réplique de Corneille, comment Don Quichotte tint sa chevaleresque promesse de croiser le fer avec courtoisie. Connaître le libelle du gouverneur de Notre-Dame de la Garde par « la verte réponse » du poète, ce sera pour nous double avantage : nous entendrons la

(1) *Observations*, vol II. 595; édit. Didot.

défense de Corneille, sans avoir à lire l'ennuyeux réquisitoire de Scudéry.

Celui-ci prétend prouver que dans *le Cid*, il y a « beaucoup de méchans vers ; » et de plus, que « presque toutes les beautés y sont dérobées ». — « *Le Cid*, dit-il sans sourciller, est une comédie (1) espagnole, dont presque tout l'ordre, scène pour scène, et toutes les pensées de la françoise sont tirés : et cependant, ni Mondori (2), ni les affiches, ni l'impression, n'ont appelé ce poème, ni traduction, ni paraphrase, ni seulement imitation ; mais bien en ont-ils parlé comme d'une chose qui seroit purement à celui qui n'en est que le traducteur ; et lui-même a dit, comme un autre a déjà remarqué (3),

Qu'il ne doit qu'à lui seul toute sa renommée.

Scudéry termine son ouvrage de plaisante façon, sur un ton de supériorité vraiment risible. Voltaire, qui a annoté les diverses pièces concernant *le Cid*, s'indigne vivement de ce langage. Etait-ce bien la peine ? Il y a telles critiques qu'il vaut mieux mépriser, qui tombent d'elles-mêmes, et ne méritent pas d'être relevées. « Ce Scudéry est un modeste personnage ! » s'écrie Voltaire agacé des airs importants du contradicteur de Corneille. Voici un échantillon de cette modestie.

(1) Dans le sens de pièce de théâtre en général.

(2) Célèbre acteur du temps ; né vers 1580, mort en 1651. (Voy. sur Mondori une excellente note de M. Tamizey de Larroque : *Mélanges historiques ; Lettres de Balzac*, p. 720.)

(3) Mairet.

« Après ce que vous venez de voir, dit Scudéry à la fin de ses *Observations*, jugez, lecteur, si un ouvrage dont le sujet ne vaut rien, qui choque les principales règles du poème dramatique, qui manque de jugement en sa conduite, qui a beaucoup de méchants vers, et dont presque toutes les beautés sont dérobées, peut légitimement prétendre à la gloire de n'avoir point été surpassé, que lui attribue son auteur avec si peu de raison (1).

« Peut-être sera-t-il assez vain pour penser que l'envie m'aura fait écrire; mais je vous conjure de croire qu'un vice si bas n'est point en mon âme, et qu'étant ce que je suis, si j'avois de l'ambition, elle auroit un plus haut objet. » Voltaire fait ici une plaisante remarque. « Scudéri, dit-il, le prenait d'un ton fort haut, lorsqu'il s'agissait de noblesse : il était gouverneur de Notre-Dame de la Garde (2)! » On connaît l'importance de ce gouvernement si joliment raillé par Chapelle et Bachaumont :

Gouvernement commode et beau,
A qui suffit pour toute garde
Un suisse avec sa hallebarde
Peint sur la porte du château (3).

Scudéry continuait : « Au reste, on m'a dit qu'il prétend, en ses réponses, examiner les œuvres des autres, au lieu de tâcher de justifier les siennes. Mais, outre que cette procédure (4) n'est pas bonne, nos erreurs ne le

(1) Dans *l'Excuse à Ariste*.

(2) *Œuvres complètes* de Corneille; II, 605.

(3) Voyage de Bachaumont et de Chapelle, p. 41; 1 vol. in-12. Utrecht, 1697.

(4) Pour *procédé*.

pouvant rendre innocent, je le veux relever de cette peine pour ce qui me regarde, en avouant ingénûment que je crois qu'il y a beaucoup de fautes dans mes ouvrages que je ne vois point, et confessant même à ma honte qu'il y en a beaucoup que je vois, et que ma négligence y laisse. Aussi ne prétends-je pas faire croire que je suis parfait, et je ne me propose autre fin que de montrer qu'il ne l'est pas tant qu'il le croit être. Et certainement, comme je n'aime point cette guerre de plume, j'aurois caché ses fautes, comme je cache son nom (1) et le mien, si, pour la réputation de tous ceux qui font des vers, je n'avois cru que j'étois obligé de faire voir à l'auteur du *Cid* qu'il se doit contenter de l'honneur d'être citoyen d'une si belle république, sans s'imaginer mal à propos qu'il en peut devenir le tyran (2). »

A ces longues divagations, Corneille répondit en quelques pages serrées, railleuses, mordantes. La pièce a pour titre : « Lettre apologétique du sieur Corneille, contenant sa réponse aux *Observations* faites par le sieur Scudéry sur *le Cid*. » C'est une brochure de huit pages in-8°, Paris, 1637, insérée aussi dans le recueil de la Bibliothèque nationale que nous avons signalé plus haut (3).

Nous avons le plaisir de rencontrer ici, dès 1637, un

(1) Le beau mérite ! Comme si tout le monde alors ne savait pas que Corneille était l'auteur du *Cid* !

(2) *Observations sur « le Cid »* ; *Œuvres complètes* de Corneille, II, 605.

(3) Bibl. nat., Y, 5,665. Réserve. — *Œuvres complètes* de Corneille ; édit. Marty-Laveaux, X, 399.

vrai modèle de style, une prose déjà pourvue de toutes ses qualités, une langue excellente, vive, alerte, élégante, d'un naturel exquis, une langue enfin qu'on n'aurait pas crue aussi parfaite à cette date. « Il ne suffit pas que votre libelle me déchire en public, répond Corneille à Scudéry, vos lettres me viennent quereller jusque dans mon cabinet, et vous m'envoyez d'injustes accusations, lorsque vous me devez pour le moins des excuses. Je n'ai point fait la pièce qui vous pique (1), je l'ai reçue de Paris avec une lettre qui m'a appris le nom de son auteur ; il l'adresse à un de nos amis qui vous en pourra donner plus de lumière. Pour moi, bien que je n'aie guère de jugement, si l'on s'en rapporte à vous, je n'en ai pas si peu que d'offenser une personne de si haute condition dont je n'ai pas l'honneur d'être connu, et de craindre moins ses ressentimens que les vôtres. » C'était le reproche que Scudéry avait fait à Corneille, croyant par là lui attirer une mauvaise affaire. Nous ne savons à quelle personne de « haute condition » voulait faire allusion l'auteur des *Observations sur « le Cid »*. Voltaire pense à tort qu'il s'agit de Richelieu (2).

Corneille continue sur un ton railleur : « Tout ce que je vous puis dire, c'est que je ne doute ni de votre noblesse, ni de votre vaillance, et qu'aux choses de cette nature où je n'ai point d'intérêt, je crois le monde sur sa

(1) *La Défense « du Cid »*, probablement ; opuscule de 32 p. in-4°. Paris, 1637, — Il a été réimprimé, il y a quelques années, en 1879. Rouen, Henry Boissel. (Voy. *Œuvres complètes* de Corneille. Édit. Marty-Laveaux, III, 25.)

(2) Voy. *Œuvres complètes* de Corneille ; édit. Didot, II, 605.

parole : ne mêlons point de pareilles difficultés parmi nos différends. Il n'est pas question de savoir de combien vous êtes noble ou plus vaillant que moi, pour juger de combien *le Cid* est meilleur que *l'Amant libéral* (1).

« Les bons esprits trouvent que vous avez fait un haut chef-d'œuvre de doctrine et de raisonnement en vos *Observations*. La modestie et la générosité que vous y témoignez leur semblent des pièces rares, et surtout votre procédé merveilleusement sincère et cordial vers un ami. Vous protestez de ne me dire point d'injures, et lorsqu'incontinent après vous m'accusez d'ignorance en mon métier et de manque de jugement en la conduite de mon chef-d'œuvre, vous appelez cela des civilités d'auteur? Je n'aurois besoin que du texte de votre libelle et des contradictions qui s'y rencontrent pour vous convaincre de l'un et de l'autre de ces défauts, et imprimer sur votre casaque le quatrain outrageux que vous avez voulu attacher à la mienne (2). »

La riposte était vive, provoquée par toutes les sottises que Scudéry débite à propos du troisième acte du *Cid*, « celui qui a fait battre des mains à tant de monde, crier miracle à tous ceux qui ne savent pas discerner le bon or d'avec l'alchimie, et qui seul a fait la fausse réputation du *Cid* (3). »

(1) Pièce de Scudéry, 1636. (Voy. les frères l'Parfait, *Histoire du Théâtre françois*, V, 238.)

(2) *Lettre apologétique*; *Œuvres complètes* de Corneille. Édit. Marty-Laveaux, X, 400.

(3) *Observations sur « le Cid »*; *Œuvres complètes* de Corneille; II, 601.

L'auteur de *l'Amant libéral* qui, lui, sait mieux « discerner le bon or de l'alchimie », n'admet pas la présence de Rodrigue dans la maison de Chimène, après la mort du comte. Notre fin critique en donne deux raisons. Cette entrevue, dit-il, « choque directement le sens commun » ; de plus, « une fille de la condition de Chimène » n'était certainement pas seule dans un si grand malheur. « Il eût évité cette faute de jugement, disait avec aplomb Scudéry, s'il n'eût pas manqué de mémoire pour ces deux vers qu'Elvire dit peu auparavant :

Chimène est au palais, de pleurs toute baignée,
Et n'en reviendra que bien accompagnée (1).

Scudéry est tout scandalisé de « ce méchant combat » de l'honneur et de l'amour dans le cœur de Chimène. « La faire balancer entre ces deux mouvemens, disait-il, ou plutôt pencher tout à fait vers celui qui la perd et la déshonore, c'est se rendre digne de cette épitaphe d'un homme en vie, mais endormi, qui dit :

Sous cette casaque noire
Repose paisiblement
L'auteur d'heureuse mémoire
Attendant le jugement (2).

Quant aux reproches du censeur, reproches de vanité et d'ignorance, Corneille se moque du donneur d'avis, et cela de la plus jolie façon du monde. Il lui renvoie ses

(1) Act. III, sc. I^{re}.

(2) *Observations sur « le Cid »*; *Œuvres complètes* de Corneille, II, 601. — Épitaphe faite en 1636 pour Pierre Montmaur, ce que Scudéry n'a garde dire. (Voy. *les Ennemis de Chapelain*, p. 261.)

compliments avec une singulière fermeté, raillant en même temps l'air guerrier et conquérant du ridicule soldat. « Quand vous m'avez reproché mes vanités, répliquait Corneille, et nommé le comte de Gormas un capitain, vous ne vous êtes pas souvenu que vous avez mis un *A qui lit* (1) au devant de Ligdamon, ni des autres chaleurs poétiques et militaires qui font rire le lecteur presque dans tous vos livres.

« Pour me faire croire ignorant, vous avez tâché d'imposer aux simples, et avez avancé des maximes de théâtre de votre seule autorité, dont toutefois, quand elles seroient vraies, vous ne pourriez tirer les conséquences cornues que vous en tirez ; vous vous êtes fait tout blanc d'Aristote et d'autres auteurs que vous ne lûtes et n'entendîtes peut-être jamais, et qui vous manquent tous de garantie (2). »

Ce ton railleur ne pouvait être du goût de Scudéry. Il se hâta de prouver qu'il avait fort bien compris Aristote, et publia un nouveau libelle : « La preuve des passages allégués dans les *Observations du Cid*. A Messieurs de l'Académie, par M. de Scudéry (3). » C'est une petite brochure de quatorze pages in-8°, publiée en 1637, à Paris, chez Antoine de Sommaville. Elle se trouve aussi dans le curieux recueil de la Bibliothèque nationale, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler.

Le début en est amusant, comme tout ce qu'écrivit

(1) C'est-à-dire un « Avis au lecteur ».

(2) *Lettre apologétique*; édit. Marty-Laveaux, X, 401.

(3) Bibl. nat., Y, 5,665.

Scudéry. Celui-ci donne libre carrière à ses emportements et à ses violences, mais en protestant qu'il laisse les injures à son adversaire. C'est le côté réjouissant du débat, que cette contradiction constante chez Scudéry entre la hauteur de son attitude et la bassesse de ses propos : rien ne peint mieux le personnage.

« M. Corneille, dit Scudéry dans sa nouvelle philippique, témoigne par sa réponse aux *Observations sur « le Cid »*, qu'il est très éloigné de la modération d'un auteur qui, persuadé de la bonté de son ouvrage, attend un jugement favorable de l'équité de ses juges, puisqu'au lieu de se donner l'humilité d'un accusé, il occupe la place des juges, et se loge lui-même à ce premier lieu où personne n'oseroit seulement dire qu'il prétend. C'est de cette haute région que sa plume, qu'il croit aussi foudroyante que l'éloquence de Périclès, lui a fait croire que des injures étoient assez fortes pour détruire tout mon ouvrage, et que, sans combattre mes raisons par d'autres, il lui suffiroit seulement de dire que j'ai cité faux. Mais, sans repartir à ses invectives, je me veux toujours conserver cette froideur qui donne aisément les victoires, et qui fait que le jugement conduisant la main, l'avantage du combat est chose indubitable. Je me tairai donc pour le vaincre, et pour laisser parler Aristote qui lui veut répondre pour moi (1). »

Quelle différence entre les deux adversaires ! entre l'auteur du *Cid* et son pauvre contradicteur ! Quelle dis-

(1) *Preuve des passages allégués, etc.*; *Œuvres complètes* de Corneille, II, 607. Édit. Didot.

tance entre le fier langage de l'un et les rhapsodies de l'autre ! En vérité, c'est presque trahison de comparer ensemble le style de Corneille et celui de Scudéry, également ridicule la plume ou l'épée à la main. « Vous m'avez voulu faire passer pour simple traducteur, disait Corneille en quelques phrases bien acérées et mêlées de rudes traits de satire, sous ombrage de soixante et douze vers que vous marquez sur un ouvrage de deux mille, et que ceux qui s'y connoissent n'appelleront jamais de simples traductions ; vous avez déclamé contre moi pour avoir tu le nom de l'auteur espagnol, bien que vous ne l'ayez appris que de moi, et que vous sachiez fort bien que je ne l'ai cédé à personne, et que même j'en ai porté l'original en sa langue à Monseigneur le Cardinal, votre maître et le mien ; enfin, vous m'avez voulu arracher en un jour ce que près de trente ans d'étude m'ont acquis ; il n'a pas tenu à vous que du premier lieu, où beaucoup d'honnêtes gens me placent, je ne sois descendu au-dessous de Claveret (1). »

Corneille était né en 1606. Quand il parlait en 1637 de ses « trente années d'étude », il faisait là une hyperbole un peu forte. Claveret, en repoussant l'attaque de Corneille, n'a pas manqué de relever l'exagération, qu'explique à peine la chaleur de la polémique. Et, chose digne de remarque, il a relevé le propos presque avec esprit dans sa « Lettre du sieur Claveret au sieur Corneille, soi-disant auteur du *Cid* (2). »

(1) *Lettre apologétique* ; *Œuvres complètes* de Corneille. Édit. Marty-Laveaux, X, 403.

(2) In-8° de 7 pages. Paris, 1637. Cette *Lettre de Claveret* se

Cette brusque invective contre Claveret pourrait surprendre. Voltaire nous en donne la raison : « Corneille, dit-il, en voulait à Claveret, parce qu'il avait distribué une pièce intitulée : *l'Auteur du vrai Cid espagnol à son traducteur françois*, dans laquelle on prétendait montrer que le dessein et le meilleur de la tragédie du *Cid* avaient été pillés de l'espagnol ; et cette pièce, quoique mauvaise, avait beaucoup causé de chagrin à Corneille, parce que Claveret, avec qui il était ami, avait été celui qui avait fait courir cette pièce (1). »

Oui, ami de Corneille, mais à la façon de Mairet : l'un rimait des injures contre notre poète, l'autre se chargeait de les répandre dans Paris. Claveret ne se défend pas autrement du méfait. Il a même l'air de trouver le procédé tout naturel. « J'ai découvert enfin, dit-il à Corneille, qu'on vous avoit fait croire que j'avois contribué quelque chose à la distribution des premiers vers qui vous furent adressés sous le nom du *Vrai Cid espagnol*, et qu'y voyant votre vaine gloire si judicieusement combattue, vous n'aviez pu vous empêcher de pester contre moi, parce que vous ne saviez à qui vous en prendre. Je ne crois pas être criminel de lèse-amitié pour en avoir reçu quelques copies (2) comme les autres, et leur avoir donné la louange qu'ils méritent (3). »

trouve dans le recueil de la Bibl. nation., Y, 5,665. — Voy. M. Marty-Laveaux; édit. de Corneille, vol. III, p. 26 et suiv.

(1) Note sur la *Lettre apologétique* de Corneille; édit. Didot, II, 606.

(2) Dans le sens d'exemplaires.

(3) *Lettre du sieur Claveret au sieur Corneille*, p. 5. Recueil de la Bibl. nat., Y, 5,665. — Claveret, né à Orléans, mourut en 1666.

Comme son héros dont il avait la jeunesse, l'ardeur et le courage, Corneille, loin de redouter le nombre des ennemis, les appelait au combat, et trouvait en lui assez de force pour les tenir tous en respect, Claveret, Mairet et Scudéry. « Vous vous plaignez, dit-il à ce dernier, d'une *Lettre à Ariste*, où je ne vous ai point fait de tort de vous traiter d'égal. » Là-dessus, il donne son congé au personnage et l'éconduit comme on ferait un valet ou un importun. « Traitez-moi dorénavant en inconnu, lui dit Corneille, comme je vous veux laisser pour tel que vous êtes, maintenant que je vous connois; mais vous n'aurez pas sujet de vous plaindre, quand je prendrai le même droit sur vos ouvrages que vous avez pris sur les miens. Si un volume d'*Observations* ne vous suffit, faites-en encore cinquante : tant que vous ne m'attaquerez pas avec des raisons plus solides, vous ne me mettrez point en nécessité de me défendre, et, de ma part, je verrai avec mes amis si ce que votre libelle vous a laissé de réputation vaut que j'achève de la ruiner. Quand vous me demanderez mon amitié avec des termes plus civils, j'ai assez de bonté pour ne vous la refuser pas, et me taire des défauts de votre esprit que vous étalez dans vos livres. Jusque-là, je suis assez glorieux pour vous dire de porte à porte que je ne vous crains ni ne vous aime... Mais, après une offense si publique, il y faut un peu plus de cérémonie : je ne vous la rendrai pas malaisée, et donnerai tous mes intérêts à qui que vous voudrez de vos amis; et je m'assure que si un homme se pouvoit faire satisfaction du tort qu'il s'est fait, il vous condamneroit à

vous la faire vous-même, plutôt qu'à moi qui ne vous en demande point, et à qui la lecture de vos *Observations* n'a donné aucun mouvement que de compassion (1). »

On devine ce que dut éprouver le fanfaron en se voyant traité sur ce ton de dérision et de pitié, raillé publiquement de toutes ses belles prétentions : de sa noblesse, de sa vaillance et de son savoir. L'irritation fut d'autant plus vive, que la réponse de Corneille fit grand bruit et fut lue partout. C'est un adversaire, Claveret, qui, tout en se moquant de la *Lettre apologétique*, en constate le succès. Celui-ci venait d'être cinglé en pleine figure. C'est naturel, il regimbe sous l'outrage, et répond par un torrent d'injures au trait de satire si vigoureusement décoché contre lui.

« Monsieur, disait Claveret, j'avoue que vous m'avez surpris par la lecture de votre *Lettre apologitique* (*sic*), et que je n'attendois pas d'un homme qui faisoit avec moi profession d'amitié une si ridicule extravagance que celle qui vous fait dire à l'observateur du *Cid*, au lieu de vous défendre contre lui par de bonnes raisons : « Il n'a
« pas tenu à vous que du lieu où beaucoup d'honnêtes
« gens me placent, je ne sois descendu au-dessous de
« Claveret. » Ces termes si pleins de vanité, et dont vous vous servez vous-même pour embellir votre apologie, devoient, ce me semble, être écrits d'une autre main que de la vôtre. Et bien que l'esprit soit un légitime héritage où tout le monde croit avoir part, j'étois tout prêt de

(1) *Lettre apologétique*; *Œuvres complètes* de Corneille. Édit. Marty-Laveaux, X. 399.

vous signer que vous êtes plus grand poète que moi, sans qu'il fût nécessaire que vous empruntassiez la voix de tous les colporteurs du Pont-Neuf, pour le faire éclater par toute la France (1). »

Vers la fin de la lettre, au moment où débordent en quelque sorte invectives et outrages contre Corneille, l'aveu est plus formel encore. « Songez, dit en terminant Claveret, que votre apologie fait autant de bruit dans les rues que *la Gazette*, que les voix éclatantes de ces crieurs devroient être seulement employées à publier les volontés du prince (2) et les actions des grands hommes, et que le beau sexe que vous empêchez de dormir le matin déclamera justement contre votre poésie (3). »

Nous ne savons vraiment pas pourquoi Chapelain s'est montré plus difficile que Claveret, plus difficile que le public. « Le bon Corneille, dit-il à Balzac, a mal répondu dans la lettre en forme d'apologie, quoiqu'elle soit verte, et que par endroits il y ait montré beaucoup d'esprit. » Comment concilier un jugement si opposé? un si bel éloge d'une part, et une telle critique de l'autre? Chapelain eût préféré peut-être une défense dans le genre des préfaces qu'il aimait, minutieuse, longue, « discourue », répondant aux *Observations* en détail, article par article (4). Et c'est précisément ce que n'avait

(1) *Lettre de Claveret*, citée en partie par M. Marty-Laveaux; édit. de Corneille, III, 27.

(2) Et non des princes, comme a lu M. Marty-Laveaux; *Œuvres complètes* de Corneille, III, 27.

(3) *Lettre de Claveret*, p. 13.

(4) Peut-être aussi, dans tout ce débat, Chapelain est-il défa-

pas voulu Corneille, sachant bien que dans les polémiques, comme dans les luttes corps à corps, les armes pesantes ne valent rien; que la victoire, au contraire, est à celui qui a l'épée la plus légère et la mieux trempée.

Le 13 juin 1637, Chapelain parle à Balzac des *Observations* de Scudéry et de la réplique de Corneille. Avec lui, il admire *le Cid*, tout comme il le critiquera quelques jours après, pour plaire à Bois-Robert et à Richelieu (1). « J'apprens aussi avec plaisir, écrit-il à Balzac au début des hostilités, que *le Cid* ait fait en vous l'effet qu'en tout notre monde. La matière, les beaux sentimens que l'Espagnol (2) lui avoit donnés, et les ornemens qu'a ajoutés notre poète françois, ont mérité l'applaudissement du peuple et de la cour, qui n'étoient point encore accoutumés à telles délicatesses. Il est bien vrai, entre nous, que *le Cid* se peut dire heureux d'avoir été traité par un François et en France, où la finesse de la poésie du théâtre n'est point encore connue. En Italie, il eût passé pour barbare, et il n'y a point d'Académie qui ne l'eût banni des confins de sa juridiction : ce qui a donné beau jeu à M. de Scudéry, co-rival de Corneille, de lui objecter les fautes que vous verrez remarquées dans le volume que je vous envoie (3), auxquelles le bon Corneille a mal

vorable à Corneille à cause de sa dépendance à l'égard de Richelieu.

(1) Voy. un peu plus loin la lettre du 31 juillet 1637, à Bois-Robert.

(2) Guilhem de Castro.

(3) *Les Observations sur « le Cid »*.

répondu dans la lettre en forme d'apologie qui y est jointe, quoiqu'elle soit verte, et que par endroits il y ait montré beaucoup d'esprit (1). »

(1) Lettre à Balzac, du 13 juin 1637 ; I, 156.

CHAPITRE IX

Travaux de l'Académie (*suite*). — Lettre de Scudéry à l'*Illustre Académie*. 1637. — Lettre de Corneille à Bois-Robert, 13 juin 1637. — Corneille accepte l'arbitrage de l'Académie. — Sentiments de l'Académie sur *le Cid*. Comment ils ont été rédigés. Part de Chapelain dans ce travail. Académiciens chargés de l'examen du *Cid*. Lettre de Chapelain à Bois-Robert, 31 juillet 1637. *Les Sentimens de l'Académie sur le Cid*, décembre 1637.

Battu devant l'opinion, mais sûr de l'approbation et de l'appui de Richelieu, Scudéry porte alors le différend sur un autre terrain, devant l'Académie, comme à un tribunal chargé de régler ces sortes de conflits. Notre soldat fanfaron dépose sa cuirasse et ses armes et se fait plaideur. Il n'avait pu se faire justice lui-même, il vient la demander à des juges; la « botte franche » qu'il se vantait si bien de porter, il l'avait reçue en pleine poitrine. Scudéry avait besoin d'une revanche; pour cela, il transforme bravement un duel en procès.

La requête du plaignant est curieuse. Elle a pour titre : *Lettre de M. de Scudéry à l'Illustre Académie* (1). Tout

(1) Brochure de 11 pages. Paris, Antoine de Sommaville, 1637. — Recueil de la Bibl. nation., Y, 5,665, et dans les *Œuvres complètes* de Corneille, édit. Didot, II, 608. Mais le texte en est singulièrement rajeuni çà et là.

est réjouissant dans cette *Lettre*. L'auteur, dirait-on, a voulu justifier le plaisant portrait dessiné par Corneille. Scudéry est là tout entier, avec son langage outrageant d'un côté, et ses assurances de modération de l'autre, avec sa modestie et sa vaillance, « ces chaleurs poétiques et militaires, comme disait Corneille, qui font rire le lecteur presque dans tous ses livres ». Je ne sais si nous trouverions ailleurs un portrait moral du matamore plus grotesque et plus vrai : c'est bien ici que « le style est l'homme même ». Voici le début de cette belle requête :

« MESSIEURS,

« Puisque M. Corneille m'ôte le masque et qu'il veut que l'on me connoisse, j'ai trop accoutumé de paroître parmi les personnes de qualité pour vouloir encor me cacher. Il m'oblige peut-être en pensant me nuire; et, si mes *Observations* ne sont pas mauvaises, il me donne lui-même une gloire dont je voulois me priver.

« Enfin, Messieurs, puisqu'il veut que tout le monde sache que je m'appelle SCUDÉRY, je l'avoue. Mon nom, que d'assez honnêtes gens ont porté devant moi (1), ne me fera jamais rougir, vu que je n'ai rien fait, non plus qu'eux, indigne d'un homme d'honneur. Mais, comme il n'est pas glorieux de frapper un ennemi que nous avons jeté par terre, bien qu'il nous dise des injures, et qu'il est comme juste de laisser la plainte aux affligés, quoiqu'ils soient coupables, je ne veux point

(1) Avant moi.

repartir à ses outrages, ni faire comme lui, d'une dispute académique une querelle de crocheteur, ni du lycée un marché public. »

Pour le reproche d'envie, le « co-rival » de Corneille le repousse lourdement et, afin de rendre pleine justice au *Cid*, il en attribue le succès aux acteurs. « Car, de vouloir faire croire, ajoute Scudéry, que l'envie a conduit ma plume, c'est ce qui n'a non plus d'apparence que de vérité, puisqu'il est impossible que je sois atteint de ce vice pour une chose où je remarque tant de défauts, qui n'avoit de beautés que celles que ces agréables trompeurs qui la représentoient lui avoient prêtées, et que Mondory, la Villiers (1) et leurs compagnons n'étant pas dans le livre comme sur le théâtre, *le Cid* imprimé n'étoit plus *le Cid* que l'on a cru voir. »

C'est la première fois que ce malheureux Scudéry a un peu d'esprit; notons-le vite pour lui rendre toute la justice à laquelle il a droit. M. Marty-Laveaux observe que M^{me} de Sévigné n'a pas dédaigné d'emprunter cette médisance à l'auteur des *Observations* (2). Rencontre, croyons-nous, plutôt qu'emprunt. Quoi qu'il en soit, la spirituelle marquise a dit la même chose et presque dans les mêmes termes en parlant de Racine. Le 9 mars 1672, elle écrit à sa fille : « A propos de comédie, voilà *Bajazet*. Si je pouvois vous envoyer la Champmeslé, vous trouveriez cette comédie belle; mais,

(1) Actrice qui avait joué dans *le Cid*.

(2) *Œuvres complètes* de Corneille; III, 12.

sans elle, elle perd la moitié de ses attraits (1). » Nous ne croyons guère à un emprunt, c'est plutôt l'une de ces médisances éternelles que la malice humaine est toujours prête à inventer. Que de fois, depuis Scudéry, depuis M^{me} de Sévigné, a-t-on expliqué le succès d'une pièce par la beauté de la mise en scène et l'habileté des acteurs !

Notre plaideur, comme ravi de ce joli trait, et tout content de sa petite épigramme, continue d'un ton radouci : « Mais, puisque je suis partie, j'aurois tort de vouloir être son juge, comme il n'a pas raison de vouloir être le mien. De quelque nature que soient les disputes, il y faut toujours garder les formes. Je l'attaque, il doit se défendre ; mais vous nous devez juger. Votre illustre corps, dont nous ne sommes ni l'un ni l'autre, est composé de tant d'excellens hommes, que sa vanité seroit bien plus insupportable que celle dont il m'accuse, s'il ne se s'y vouloit pas submettre comme je fais (2). »

Scudéry relève ensuite l'extrême ingratitude de Corneille qui a bien osé dire

Qu'il ne doit qu'à lui seul toute sa renommée.

Tout le monde sait bien, au contraire, « que trois ou quatre de cette célèbre Compagnie lui ont corrigé plusieurs fautes qui parurent aux premières représentations de son poème ». Il ne se plaint certes pas de cette bonté envers l'ingrat ; mais, avec la confiance la plus entière,

(1) Lettre de M^{me} de Sévigné, vol. II, p. 529 ; Hachette, coll. des grands écrivains.

(2) *Lettre à l'Illustre Académie* ; édit. Didot ; II, 608.

il fait appel à la justice de l'Académie. « Que Monsieur Corneille paraisse donc devant le tribunal où je le cite, puisqu'il ne lui peut être suspect ni d'injustice, ni d'ignorance; qu'il s'y défende une à une de plus de mille choses dont je l'accuse en mes *Observations*; et, lorsque vous nous aurez entendus, si vous me condamnez, je me condamnerai moi-même. Je le croirai ce qu'il se croit; je l'appellerai mon maître et, par un livre de rétractations, je ferai savoir à toute la France que je sais que je ne sais rien.

« Mais, à vrai dire, j'ai bien de la peine à croire qu'il veuille descendre du premier rang où beaucoup, dit-il, l'ont placé, jusqu'au pied du trône que je vous élève et reconnoître pour juges ceux qu'il appelle ses inférieurs par la bouche de ces honnêtes gens qui n'ont point de nom et qui ne parlent que par la sienne (1).

« Il se contentera peut être d'avoir dit en général que j'ai cité faux et que je l'ai repris sans raison; mais je l'avertis que ce n'est point par un effort si foible qu'il peut se relever étant abattu, puisque, dans peu de jours, la quatrième édition de mon ouvrage me donnera lieu de le faire rougir de la fausseté qu'il m'impose, en marquant en marge tous les auteurs et tous les passages que j'ai allégués, et que vous, qui savez ce qu'il ignore, savez bien être véritables. »

La *Lettre à l'Illustre Académie* se termine par ce que Voltaire appelle avec raison les rodomontades de

(1) Les auteurs anonymes des écrits en faveur du *Cid*.

M. de Scudéry. Il serait difficile de trouver ailleurs un plus bel échantillon du genre. « Ce n'est pas que je ne souhaitasse qu'il dit vrai, ajoutait modestement Scudéry, parce que mes censures étant fortes et solides, j'aurois en moi-même les lumières que je n'ai fait qu'emprunter de ces grands hommes de l'antiquité; et, sans la métempsychose de Pythagore, Scudéry auroit eu l'esprit d'Aristote, dont il confesse qu'il est plus éloigné que le ciel ne l'est de la terre.

« Mais, quelque foiblesse qui soit en moi, qu'il vienne, qu'il voye et qu'il vainque, s'il peut, ce trois fois grand auteur du *Cid*; soit qu'il m'attaque en soldat, maintenant qu'il est obligé de l'être, soit qu'il m'attaque en écrivain, il verra que je me sais défendre de bonne grâce, et que, si ce n'est en injures dont je ne me mêle point, il aura besoin de toutes ses forces. Mais s'il ne se défend que par des paroles outrageuses, au lieu de payer de raisons, prononcez, O MES JUGES, un arrêt digne de vous, et qui fasse savoir à toute l'Europe que *le Cid* n'est point le chef-d'œuvre du plus grand homme de France; mais, oui bien, la moins judicieuse pièce de M. Corneille même.

« Vous le devez, et pour votre gloire en particulier, et pour celle de notre nation, en général, qui s'y trouve intéressée : vu que les étrangers qui pourront voir ce beau chef-d'œuvre, eux qui ont eu des Tasso et des Guarini, croiroient que nos plus grands maîtres ne sont que des apprentifs. C'est la plus importante et la plus belle action publique par où votre illustre Académie

puisse commencer les siennes : tout le monde l'attend de vous, et c'est pour l'obtenir que vous présente cette juste requête, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur, DE SCUDÉRY (1). »

Mise ainsi en demeure, l'Académie dut s'exécuter. Elle essaya d'abord de se dérober, donnant pour cela mille bonnes raisons, une entre autres qui était décisive : à savoir, comme dit Pellisson, « que M. Corneille ne demandoit point ce jugement ; et que, par les statuts de l'Académie et par les Lettres de son érection, elle ne pouvoit juger d'un ouvrage que du consentement et à la prière de l'auteur (2) ».

Richelieu tenait à ce jugement ou plutôt à cette condamnation. Il ordonne à Bois-Robert d'obtenir le consentement de Corneille. Celui-ci ne pouvait guère le refuser, sans s'exposer à perdre la petite pension qu'il recevait du Cardinal. Le grand poète résista de son mieux ; puis, pressé par Bois-Robert, « qui lui donnoit assez à entendre le désir de son maître », il finit par se rendre. Le 13 juin 1637, Corneille écrivit une lettre datée de Rouen. « Messieurs de l'Académie, disait-il avec humeur à Bois-Robert, peuvent faire ce qu'il leur plaira ; puisque vous m'écrivez que Monseigneur seroit bien aise d'en voir leur jugement et que cela doit divertir Son Eminence, je n'ai rien à dire (3). »

(1) *Œuvres complètes* de Corneille ; édit. Didot, II, 608.

(2) Ch. Livet, I, 87. — Les statuts ne disent rien de cela ; ce sont les Lettres d'érection qui en parlent.

(3) Lettre citée par Pellisson ; I, 88.

D'après Chapelain, dès le 13 juin, le jour même où Bois-Robert avait arraché l'assentiment de Corneille, le tribunal était composé : tribunal bien embarrassé de son rôle, comme tous ceux qui ont l'ordre de prononcer une condamnation. Chapelain écrit à Balzac. Il lui envoie les diverses pièces du procès, et lui fait part de sa qualité de juge en cette affaire, de ses appréhensions, de sa crainte de ne pouvoir se tirer de ce mauvais pas « sans y laisser les bottes ». — « Maintenant, écrit Chapelain, ces chaleurs de poètes nous embarrassent; car Scudéry se tenant fort de la vérité, a retenu pour juge du différend la noble académie dont vous êtes un des principaux membres; et ensuite de la requête qu'il lui a présenté (1), et que vous trouverez encore ici, vous ne pourrez manquer au premier jour à souscrire l'arrêt que le corps doit prononcer là-dessus, sitôt que Corneille nous aura fait la même soumission (2). Et ne croyez pas que je me moque : l'affaire est passée en procès ordinaire, et moi qui vous parle en ai été le rapporteur, et en dois encore parler à la première séance sur nouveaux renseignemens et pièces nouvellement produites. Dieu veuille que nous en sortions plus à notre honneur que ceux qui nous ont rendus juges souverains et réguliers par leur déférence! et toute notre prudence ne peut remédier au hasard que nous courrons, étant obligés par de trop puissantes

(1) *La Lettre à l'illustre Académie.*

(2) Au moment où il écrivait, Chapelain ne connaissait donc pas encore l'acceptation forcée de Corneille.

considérations à ne nous pas récuser nous-mêmes en cette cause (1). »

D'après Pellisson, qui nous indique la procédure suivie dans l'affaire, la composition de cette haute cour de justice aurait eu lieu trois jours plus tard. « L'Académie, dit-il, s'étant assemblée le 16 juin 1637, après qu'on eut lu la lettre de M. de Scudéry pour la Compagnie (2), celles qu'il avoit écrites sur le même sujet à M. Chapelain, et celles que M. de Bois-Robert avoit reçues de Corneille; après aussi que le même M. de Bois-Robert eut assuré l'assemblée que M. le Cardinal avoit agréable ce dessein, il fut ordonné que trois commissaires seroient nommés pour examiner *le Cid* et les *Observations contre le Cid* (3). » La nomination eut lieu au scrutin et à la pluralité des voix. Les commissaires désignés furent : Bourzeys, Chapelain et Desmarets de Saint-Sorlin.

Mais ces trois membres ne furent pas les seuls. Pellisson en cite successivement six autres, qui, à différents moments vinrent s'adjoindre aux trois commissaires primitifs : Cerisy, Gombauld, Baro, l'Estoile, Serisay et Sirmond. Les trois commissaires nommés d'abord, Bourzeys, Chapelain et Desmarets devaient s'occuper seulement de l'examen du « corps de l'ouvrage en gros. » Cerisy, Gombauld et Baro devaient examiner les vers et soumettre leurs observations à l'Académie, qui en délibéra dans ses séances ordinaires et extraordinaires.

(1) Lettre à Balzac, du 13 juin 1637; I, 156.

(2) La *Lettre à l'illustre Académie*.

(3) Ch. Livet; I, 89.

Desmarets était chargé de mettre la dernière main à ces remarques.

Pour l'examen de l'ouvrage « en gros », Chapelain, en sa qualité de rapporteur, fonda les observations de Bourzeys et de Desmarets avec les siennes, et en fit un mémoire unique qu'il présenta à Richelieu. Le Cardinal approuva le travail; mais, content de la critique, et comme rendu plus clément par le succès, il ajouta « qu'il falloit y jeter quelques poignées de fleurs (1). »

Le Cardinal avait lu avec attention le rapport de Chapelain; il n'avait même pas dédaigné de l'annoter lui-même. « J'ai vu avec beaucoup de plaisir, écrivait en 1652 Pellisson, ce manuscrit apostillé par le Cardinal, en sept endroits, de la main de M. Citois, son premier médecin (2). » Cette curieuse pièce, avec apostilles de Richelieu, n'est pas perdue. Elle se trouve à la Bibliothèque nationale, cabinet des manuscrits, Fonds français, n° 15045.

Richelieu désira donc que l'ouvrage fût adouci en certains endroits. Alors l'Académie, par délibération du 17 juillet 1637, le donna « à polir » à Serisay, à Cerisy, à Gombauld et à Sirmond. Gombauld devait s'occuper « de la dernière révision du style ».

Chapelain ne semble pas avoir été flatté de l'accueil fait à son *Mémoire* : il eût évidemment désiré un succès un peu plus franc, que celui d'être reçu à correction. Le 31 juillet 1637, il écrit à Bois-Robert, à Rueil, au-

(1) Ch. Livet, I, 91.

(2) I, 90.

près de Richelieu. Sa lettre est passablement embarrassée, et, il faut le reconnaître, ne lui fait pas grand honneur. M. Taschereau, qui ne fut pas, lui, un prodige d'indépendance, a pu dire pourtant, que cette pièce « montre clairement tout à la fois la servilité des juges et les exigences du Cardinal (1) ».

« La servilité des juges », le mot est un peu gros. Complaisance ou faiblesse eût suffi. Mais c'était la mode alors, elle n'est pas passée encore, d'avoir le plus profond dédain pour les hommes et les choses d'autrefois. Il est de mode surtout, en fait de dignité, de le porter bien haut; de dénoncer sans pitié tout acte de félonie ou de bassesse, comme pour donner à entendre qu'en pareille circonstance on eût agi soi-même avec autrement de fermeté et de courage. Hélas! nous les connaissons ces héroïsmes à distance, qui trouvent toujours que Cicéron n'est pas assez insolent en face de César, que Bossuet n'a pas son franc-parler devant Louis XIV; et qui, eux, donnent effrontément, dans leur vie publique, l'exemple de toutes les concessions et de toutes les apostasies!

Nous ne jugerons donc pas la lettre de Chapelain avec une sévérité outrée. Ce n'est certes pas la lettre d'un brave; mais il n'y a pas non plus de quoi se couvrir la face de honte, comme si jamais on n'avait vu spectacle plus écœurant. Après tout, quand on a sa fortune à faire, quand on a à se ménager, s'humilier, se

(1) *Vie de Corneille*, p. 85. Paris, Jannet, 1855. Bibl. elzévir.

faire petit devant Richelieu, Louis XIV ou Napoléon, cela se conçoit ou s'excuse au besoin; mais ce qui ne se conçoit pas et ne peut se pardonner, c'est de se courber en tremblant en face de leur pâle et maigre contre-façon.

Chapelain convient humblement des défauts et des lacunes de son *Mémoire*. Peut-être avait-il déplu, parce que la critique du *Cid* n'était pas assez sévère. Le prudent rapporteur semble le deviner : il donne les motifs de sa modération, et déclare qu'au fond il n'aime pas la pièce de Corneille. Tout ce passage est des plus curieux. D'abord, il montre combien périlleuse était la tâche de Chapelain; et ensuite, combien il faut être indulgent pour un juge placé dans une situation pareille. Avant de crier à l'infamie et au déshonneur, il est bon de tenir un peu plus de compte des mœurs du temps, des habitudes du langage, et de la distance considérable qui séparait alors un simple particulier d'un premier ministre, un premier ministre surtout comme Richelieu.

La lettre de Chapelain est du 31 juillet 1637. Celui-ci écrit à Bois-Robert, quelques jours après que le *Mémoire* a été reçu à correction, au moment où Serisay, Cerisy, Gombauld et Sirmond viennent d'être chargés de le « polir. » Le pauvre rapporteur a l'air tout confus. Il cherche à justifier de son mieux le ton de son rapport. Je m'étonne qu'un langage si modeste, si respectueux, si doux, si fuyant, n'ait pas désarmé la sévérité de certains critiques. En vérité, quand on est condamné à écrire ainsi, c'est une preuve qu'on n'est pas fort à son

aise; et ce serait bien le moins alors de donner à un pauvre auteur un faible témoignage de compassion.

« Je ne doute point, écrit Chapelain, que Monseigneur ayant daigné jeter les yeux sur cette ébauche du jugement que j'ai fait du *Cid*, au nom de l'Académie, Son Éminence n'ait d'abord pénétré les raisons qui m'ont obligé de m'y prendre comme j'ai fait; et je tiens comme superflu de vous supplier encore de lui représenter sur ce sujet les choses que je vous fis hier entendre sur ce sujet chez vous. En tout événement, néanmoins, si vous rencontrez Son Éminence dans un assez grand loisir pour en vouloir bien être entretenue, vous me feriez une singulière grâce de lui dire qu'estimant ce poème défectueux en ses plus essentielles parties, j'ai cru que le moyen de désabuser ceux que ses fausses beautés ont prévenu, étoit de témoigner qu'en beaucoup de choses non essentielles, nous ne le croyons pas repris avec justice, et nous montrer favorables à quelques-uns des sentimens de ceux qui n'y trouvoient rien à redire; qu'autrement, si nous lui paroissions contraires en tout, bien qu'aux choses principales nous l'eussions censuré justement, nous passerions dans l'esprit du commun pour partiaux (1) de ses événemens et pour juges injustes : ce qu'il me semble que surtout nous devons éviter, et pour le but que nous avons dans ce travail, et pour nous décharger de la haine publique, laquelle autrement nous seroit inévitable. »

(1) Remplis de partialité pour...

Chapelain appelle l'attention de Bois-Robert sur les conclusions de l'ouvrage. A l'entendre, elles « ruinent » les quelques éloges qu'il a semés çà et là dans son rapport. D'ailleurs, il n'est pas fier à l'excès ; s'il y a des modifications à faire, il est tout prêt à les accepter : on n'a qu'à lui indiquer ce qu'il faut changer. « Vous me ferez encore la faveur, s'il vous plaît, continue-t-il, de lui lire les conclusions que je prens à la fin de l'ouvrage, et de la supplier de considérer que je ne puis avoir tellement excusé *le Cid* dans le cours du jugement que j'en fais, que je ne le ruine beaucoup en montrant, et dans ce même cours, et par mes conclusions, que les principales choses à qui sont requises un poème dramatique pour être bon lui manquent. Mais si Son Eminence juge que les moyens que j'avois pris pour le mieux ne fussent pas légitimes, assurez-la que je n'ai nul attachement à mes opinions, et que je suis dans la soumission et la déférence que tout homme de bon sens doit avoir pour les sentimens d'une si haute intelligence que la sienne, et que je suis pour les suivre et m'y conformer entièrement. »

Il ne faudra pas louer ici la fierté de ce langage. Avec la meilleure volonté du monde, ce serait difficile. Mais il faudra louer Chapelain d'avoir si mal tenu la promesse faite à Bois-Robert de tout condamner, pour peu qu'on parût l'exiger. Lisez attentivement le passage : vous serez frappé de la rude pression qu'il suppose. Chapelain a mieux agi que parlé : d'autres font le contraire ; et, dans de telles conditions, c'est miracle que Chapelain, le principal auteur des *Sentimens*, comme cette lettre seule

suffirait à le prouver, ait pu, de l'avis de tous, émettre un jugement si remarquable par sa modération, sa sagesse et sa mesure. « L'Académie françoise, disait Fontenelle, donna ses *Sentimens sur « le Cid »*, et cet ouvrage fut digne de la grande réputation de cette Compagnie naissante. Elle sut conserver tous les égards qu'elle devoit et à la passion du Cardinal, et à l'estime prodigieuse que le public avoit conçue du *Cid*. Elle satisfit le Cardinal en reprenant exactement tous les défauts de cette pièce, et le public en les reprenant avec modération, et même souvent avec des louanges (1). »

Après avoir justifié tant bien que mal le fond de son *Mémoire*, Chapelain en défend le style. Lui, l'homme méthodique, simple, exact, précis, il n'a pas l'air ravi d'avoir pour correcteur un esprit fantasque et désordonné comme Gombauld. Le passage est fort bon : Chapelain semble protester à l'avance contre le style ampoulé et tapageur dont on pourra parer sa prose. « Quant au style, ajoute Chapelain, vous lui direz que j'en connois la foiblesse, et que je confesse que l'ordre qu'il lui a plu de me donner pour le rendre plus digne de l'Académie (2), comme il est très judicieux, ne peut être que très profitable; mais qu'encore que j'eusse eu plus de loisir et plus de capacité pour le rendre meilleur, j'eusse toujours conservé l'imagination qui me vint d'abord, que de tous les styles, il n'y avoit que le grave dont on se pût servir en

(1) *Vie de Corneille; Œuvres complètes*. Édit. Didot, I, 3.

(2) L'ordre de faire « polir » son *Mémoire* par Gombauld et les autres.

cette occasion, laquelle nous ayant rendu juges me semble nous obliger à fuir, dans ce que l'on verroit de nous à ce sujet, les mouvemens et les ornemens qui font toute l'éloquence de ceux qui attaquent ou qui défendent, et à conserver seulement la force du raisonnement et la netteté de l'expression, pour instruire plutôt que pour plaire : ce que je ne dis point pour maintenir bon ce que j'ai fait, si Son Éminence juge qu'il soit mauvais, mais simplement pour lui rendre raison des motifs que j'ai eu de le faire, et pour en attendre son souverain jugement avec tout le respect que je lui dois, comme à mon supérieur et maître en toutes choses (1). »

Voilà le langage officiel ; c'est ainsi qu'on parle, quand on n'écrit plus à Balzac, à un admirateur du *Cid*, et qu'on a besoin de ménager Richelieu. Alors, on capitule prudemment ; on fait les concessions exigées, et, contrairement à tout ce qu'on a dit et écrit jusque-là, on déclare en 1637, « que les principales choses à qui sont requises un poème dramatique pour être bon lui manquent. »

Cette déclaration dut bien lui brûler un peu les lèvres ; car, tout d'abord, Chapelain avait constaté avec plaisir le brillant succès du *Cid*, et admiré la pièce avec tout le monde. Au fond, il lui resta toujours quelque chose de cette première admiration : les *Sentimens de l'Académie*, dont il fut le rédacteur principal, en sont la preuve. Le 22 janvier 1637, presque au lendemain de la première représentation du *Cid*, avant la querelle de Scudéry et de

(1) Lettre à Bois-Robert, à Rueil, du 31 juillet 1637 ; I, 159.

Corneille, il écrit à M. de Belin, patron de Mairet. « Depuis quinze jours, lui dit-il, le public a été diverti du *Cid* et des deux *Sosies* (1) à un point de satisfaction qui ne se peut exprimer. Je vous ai fort désiré à la représentation de ces deux pièces (2). »

A ce propos, M. Tamizey de Larroque fait une question. On n'a pu fixer encore avec précision la date exacte de la première représentation du *Cid*. Le savant éditeur demande si, d'après cette lettre, la première représentation ne serait pas du mois de janvier 1637, plutôt que de la fin de novembre 1636, comme le disent les frères Parfait (3)? Nous ne le pensons pas. Nous ne pensons pas que Corneille eût consenti à se dépouiller de suite de sa pièce; à se priver de l'unique profit qu'il pouvait en tirer, en la livrant à l'impression sans retard (4). Or, la première édition du *Cid* est de 1637; l'achevé d'imprimer porte la date du 24 mars 1637 (5). C'est déjà bien peu de chose, que de garder la propriété de sa pièce de la fin du mois de novembre au 24 mars, à peine pendant quatre mois : cet intervalle est si court, qu'il nous semble difficile de le réduire encore davantage.

Le 1^{er} avril 1637, Chapelain envoya à Balzac un exemplaire de la nouvelle tragédie. Son langage n'est pas le moins du monde celui d'un spectateur revêche.

(1) Comédie de Rotrou.

(2) Lettre à M. de Belin, au Mans, du 22 janvier 1637; I, 134.

(3) *Histoire du Théâtre français*; VI, 92.

(4) Sur cet usage du temps, voy. édit. de Corneille; Marty-Laveaux, III, 250.

(5) In-4°. Paris, Augustin Courbé, 1637.

Pour le moment, il suit le courant et se laisse emporter sans résistance par l'admiration générale. « Le sieur Corneille, auteur du *Cid*, c'est-à-dire de la pièce de théâtre qui a le plus éclaté et a eu le plus d'applaudissemens en France, écrit Chapelain, a eu passion d'être connu de vous pour votre serviteur et m'a prié de me charger d'un des exemplaires de sa pièce pour vous la présenter avec une lettre de lui. Mais ne sachant si vous vouliez être engagé à lui répondre, comme il ne me dissimula pas qu'il l'espéroit pour s'en faire honneur en sa province, je reçus sa proposition avec une manière de civilité qui l'en pourroit bien avoir diverti (1), car il m'a vu depuis et il ne m'en a point reparlé. Je ne sais néanmoins ce qu'il en fera; et cependant je vous donne cet avis, pour vous dire qu'à mesure qu'un homme s'élève dans la réputation, et qu'il croit valoir quelque chose, il cherche à vous connoître et à tirer la confirmation de son mérite par votre approbation (2). »

La révision des quatre commissaires une fois terminée, l'ouvrage fut donné à l'impression. Le 31 juillet 1637, Richelieu, alors à Charonne, reçut les premières feuilles. Mais le ministre n'en fut pas plus content que de « l'ébauche » de Chapelain. « Il trouva, raconte Pellisson, qu'on avoit passé d'une extrémité à l'autre; qu'on y avoit apporté trop d'ornemens et de fleurs, et renvoya à l'heure même en diligence dire qu'on arrêât l'impression (3). »

(1) Dans le sens latin de *divertere*, détourner.

(2) Lettre à Balzac, du 1^{er} avril 1637; I, 148.

(3) I, 91.

Le coupable, celui qui avait exagéré la pensée de Richelieu et prodigué « les ornemens et les fleurs », c'était, paraît-il, l'abbé de Cerisy. « Lorsque le rapport fut achevé, présenté au Cardinal, puis annoté de sa main, raconte à ce propos M. Kerviler, restait l'opération la plus délicate : tiendrait-on compte de ces observations, ou maintiendrait-on les premiers sentiments des commissaires? Ce fut à l'abbé de Cerisy qu'échut le soin de réviser le travail. En lui confiant cette mission, l'Académie faisait preuve de fière indépendance, et se mettait presque en opposition avec Richelieu, car l'abbé ne s'était pas caché pour répondre à ceux qui lui demandaient ce qu'il pensait du *Cid* : « Je voudrais l'avoir fait (1). »

Aussitôt Richelieu mande auprès de lui Serisay, Chapelain et Sirmond. Des quatre commissaires désignés pour cette révision, il laisse de côté Cerisy et Gombauld. Serisay s'abstint de paraître, donnant pour prétexte qu'il allait partir pour le Poitou. Chapelain et Sirmond, qui étaient tous deux au Cardinal, se rendirent seuls chez l'Eminence. « Pour les écouter, nous dit Pellisson, il voulut être seul dans sa chambre, excepté MM. de Bautru et de Boisrobert qu'il appela comme étant de l'Académie. Il leur parla fort longtemps, très civilement, debout et sans chapeau (2). »

Après avoir expliqué « de quelle façon il croyoit qu'il falloit écrire cet ouvrage », il chargea Sirmond de ce

(1) *Le Chancelier Segulier*, p. 522; 1 vol. in-12. Paris, Didier, 1875.

(2) I, 92.

soin. C'était le quatrième rédacteur qui essayait de mettre ce travail au point, comme disent les peintres et les sculpteurs. Le pauvre Sirmond ne réussit pas mieux que les autres; bien qu'au témoignage de Pellisson, il eût « le style fort bon et fort éloigné de toute affectation », il n'eut pas la chance de contenter Richelieu.

En dernière analyse, et de guerre lasse, le Cardinal revint au premier auteur, à Chapelain. Celui-ci fut chargé de la rédaction définitive : c'est celle que nous avons aujourd'hui. « Il fallut enfin, dit ici Pellisson, que M. Chapelain reprît tout ce qui avoit été fait tant par lui que par les autres : de quoi il composa l'ouvrage tel qu'il est aujourd'hui, qui, ayant plu à la Compagnie et au Cardinal, fut publié bientôt après, fort peu différent de ce qu'il étoit dès la première fois qu'il lui avoit été présenté écrit à la main, sinon que la matière y est un peu plus étendue et qu'il y a quelques ornemens ajoutés (1). » L'éloge est formel. Pellisson avoit dû être dans la confiance de tous les ennuis suscités à Chapelain. Peut-être voulut-il le dédommager ainsi de cette longue série de désagréments. En tout cas, jamais hommage ne fut plus délicatement rendu : c'étoit une flatterie bien ingénieuse de dire que l'ouvrage, imprimé après tant de corrections, de révisions, d'annotations, étoit, en définitive, « fort peu différent de ce qu'il étoit dès la première fois qu'il lui avoit été présenté écrit à la main. »

(1) Ch. Livet; I, 92.

Vers les premiers jours du mois d'août 1637, Chapelain avait été chargé de tout reprendre à nouveau. Mais il ne travaillait pas seul pour cela à cette dernière révision. Quatre mois après la mission dont il a été investi, nous le trouvons occupé à retoucher le fameux rapport en compagnie de Cerisy et de Desmarets. Le 30 novembre, un mois à peine avant la publication des *Sentimens de l'Académie*, il écrit à l'abbé de Bourzeys. « Ma mauvaise mémoire, lui dit-il, m'engagea, hier, à vous faire une promesse qui peut-être vous étoit une menace, je veux dire d'aller mercredi matin chez vous vous dérober une heure de votre temps. Dans la passion que j'avois d'entendre l'action (1) que vous me dites, il ne me souvenoit pas qu'un moment devant M. l'abbé de Serisy avoit tiré parole de moi que ce même jour, et à l'heure même, j'irois chez lui pour travailler conjointement avec lui et M. Desmarets à ce que la Compagnie avoit résolu que l'on diroit à la louange des beaux endroits du *Cid* (2). »

Quand enfin Chapelain eut assez « poli » son œuvre et celle de ses amis, l'ouvrage fut livré à la publicité. Il parut chez Camusat, libraire de l'Académie, dans le courant du mois de décembre 1637, mais avec la date de 1638. Le privilège placé à la fin du volume est du 26 novembre 1637. Voici le titre du livre : « Les Sentimens de l'Académie françoise sur la tragi-comédie du *Cid* (3). »

(1) Dans le sens de *Discours*, sans doute.

(2) Lettre à l'abbé de Bourzeys, du 30 novembre 1637 ; I, 178.

(3) 1 vol. in-8° de 192 pages. Paris, Jean Camusat, 1638. — Bibl. nat., Y, 5,666. Réserve.

Nous avons résumé de notre mieux l'histoire de cette « persécution du *Cid* », comme l'appelait Chapelain. Il nous reste à dire la part de celui-ci en cette affaire. Déjà, par les détails que nous avons donnés, on a pu le voir au premier plan : nous allons essayer de déterminer son rôle avec plus de précision.

CHAPITRE X

Affaire du *Cid*. — Rôle de Chapelain. Il est nommé rapporteur, juin 1637. — Balzac défend *le Cid*. Sa lettre à Scudéry, août 1637. Réponse de Scudéry. — Chapelain, auteur principal des *Sentimens sur « le Cid »*, se plaint d'être chargé de ce travail. — Attaques contre Corneille. *Epître* de Mairet, 4 juillet 1637. Répliques de Corneille. *Lettre du désintéressé au sieur Mairet*, 1637. Caractère de ces écrits, qui semblent être de Corneille. — Pièce de Mairet contre *le Cid*. — *Apologie pour M. Mairet contre les calomnies du sieur Corneille, de Rouen*, 1637. — Lettre de Bois-Robert à Mairet, 15 octobre 1637. — Ordre donné de ne plus écrire contre Corneille.

Pendant la durée de ce long procès, Chapelain passa de bien mauvaises heures, en butte aux exigences de Richelieu, aux impatiences de Scudéry et aux légitimes réclamations de Corneille. Comme Chrysale, il n'est occupé qu'à contenter tout le monde : satisfaire celui-ci, calmer celui-là, faire entendre raison au troisième et l'assurer que le jugement de l'Académie n'aura rien de désobligeant pour lui, sans compter d'autres démêlés avec l'opinion publique, prévenue en faveur du *Cid*, inébranlable dans son admiration, et que l'on court fortune de tourner contre soi en voulant discuter son enthousiasme.

« L'affaire est passée en procès ordinaire, écrit Chape-

lain le 13 juin 1637, et moi qui vous en parle en ai été le rapporteur. » Mais il prévoit de là bien des embarras et des soucis. Il n'exprime qu'un vœu, celui de sortir à son honneur de la querelle soulevée par Scudéry.

A Bois-Robert, Chapelain n'ose dire la vérité; il n'ose, en lui écrivant, faire de réserves sur le procès engagé. Il approuve les critiques de Richelieu; au besoin, il en signalerait d'autres pour complaire à Son Eminence et la flatter davantage. Mais tout autre est son langage, quand il écrit à des amis. Alors, il parle à cœur ouvert; regrette que de trop puissantes considérations l'empêchent de se récuser en cette cause, et gémit sur tous les ennuis dont cette affaire est pour lui la source.

Inutile de s'indigner d'une telle duplicité : ce n'était pas la première fois alors, ce n'a pas été la dernière depuis, que le langage officiel a appris l'art de traduire avec cette infidélité les sentiments privés. Faiblesse humaine dont il faut avoir compassion, sans déclamer sur la servilité d'un tel caractère. Mille l'ont fait depuis, mille le font chaque jour, et, pour une raison ou pour une autre, se résignent à approuver avec fracas ce qu'ils condamnent tout bas.

Chapelain n'a pas fait autre chose : la prudence lui dictait un langage, la vérité lui en dictait un autre; selon les circonstances, il a usé de celui-ci ou est revenu à celui-là. Ainsi font les habiles, ceux qu'on a appelés « les malins » : ils se ménagent, naviguent heureusement sous tous les régimes, sous le roi et sous la Ligue, et, en retour de leurs complaisances, se voient comblés eux et les leurs

de toutes sortes d'honneurs et d'emplois. Dans cette catégorie de gens, il y a les cyniques, ceux qui se rient des scrupules d'autrui, qui prennent de n'importe quelle main et par n'importe quel moyen ; il y a les âmes honnêtes, sinon fières, qui capitulent à regret, et, comme Prusias, acceptent tous les compromis, pour l'utile avantage de ne pas « se brouiller avec la république ». Chapelain doit être rangé dans cette dernière catégorie ; si de telles gens ne sont pas des modèles d'indépendance, ils ne sont pas non plus des gens malhonnêtes.

Scudéry, avec sa folle présomption, tout infatué de lui-même, essaya d'attirer à lui Balzac et de l'entraîner dans la cabale contre *le Cid*. Pour cela, il fit parvenir au célèbre écrivain nombre de brochures. « J'ai trouvé dans un même paquet, répond celui-ci à la date du 27 août 1637, votre lettre, votre requête, votre tragédie et vos *Observations sur « le Cid »* ».

Balzac était vain, glorieux ; mais il avait de l'esprit, du goût, un sentiment profond et délicat des véritables beautés, et, au lieu de condamner *le Cid*, il s'en fit, malgré Scudéry, malgré Chapelain, malgré Richelieu, le chaleureux avocat. Ça et là, il fait bien quelques compliments, trop même, à ce vilain Scudéry dont il loue la prose et les vers, la prose « qui a quantité de grâces, outre celles de la nouveauté » ; mais c'est là pure politesse, simple concession pour mieux faire agréer la défense et donner plus d'autorité à la réplique.

« Ce n'est pas à moi, répond Balzac, à connoître du différent qui est entre vous et M. Corneille, et, à mon

ordinaire, je doute plus que je ne résous. Bien vous dirai-je qu'il me semble que vous l'attaquez avec force et adresse, et qu'il y a du bon sens, de la subtilité et de la galanterie même en la plupart des objections que vous lui faites.

« Considérez néanmoins, Monsieur, que toute la France entre en cause avec lui, et qu'il n'est pas un des juges dont le bruit est que vous êtes convenu ensemble, qui n'ait loué ce que vous désirez qu'il condamne. De sorte que, quand vos argumens seroient invincibles, et que votre adversaire même y acquiesceroit, il auroit de quoi se consoler glorieusement de la perte de son procès, et vous pourroit dire que d'avoir satisfait tout un royaume, est quelque chose de plus grand et de meilleur que d'avoir fait une pièce régulière. »

Voilà la vraie critique, celle qui se moque des prétendues règles d'Aristote ou de Longin, et juge d'une œuvre par l'effet qu'elle produit. « Savoir l'art de plaire, dit justement Balzac, ne vaut pas tant que savoir plaire sans art. » La Bruyère, avec sa haute raison et son ferme bon sens, dira plus tard : « Quand une lecture vous élève l'esprit, et qu'elle vous inspire des sentiments nobles et courageux, ne cherchez pas une autre règle pour juger de l'ouvrage : il est bon, et fait de main d'ouvrier (1). »

Comme l'éloquence se moque de l'éloquence, au dire de Pascal, de même le poète dramatique, pourvu qu'il

(1) La Bruyère ; *des Ouvrages de l'Esprit*.

arrive à son but, s'inquiète peu que ce soit « par le chemin d'Aristote » ou par un autre. « Mais vous dites qu'il a ébloui les yeux du monde, et vous l'accusez de charme et d'enchantement. » — Balzac réplique avec ironie : « Je connois beaucoup de gens qui feroient vanité d'une telle accusation; et vous me confesserez vous-même, que la magie seroit une chose excellente, si c'étoit une chose permise. Ce seroit, à dire vrai, une belle chose de pouvoir faire des prodiges innocemment : d'apprêter des festins sans viandes ni officiers; de changer en pistoles les feuilles de chêne, et le verre en diamans. C'est ce que vous reprochez à l'auteur du *Cid*, qui, vous avouant qu'il a violé les règles de l'art, vous oblige de lui avouer qu'il a un secret qui a mieux réussi que l'art même; et ne vous niant pas qu'il a trompé toute la cour et tout le peuple, ne vous laisse conclure de là, sinon qu'il est plus fin que toute la cour et que tout le peuple, et que la tromperie qui s'étend à un si grand nombre de personnes est moins une fraude qu'une conquête.

« Cela étant, Monsieur, je ne doute point que Messieurs de l'Académie ne se trouvent bien empêchés dans le jugement de votre procès; et que, d'un côté, vos raisons ne les ébranlent, et de l'autre l'approbation publique ne les retienne (1). »

Chapelain avait été chargé de remettre cette réponse au destinataire. Il loue sans réserve la lettre de Balzac,

(1) Lettre à Scudéry, avec la date du 27 août 1637; *Œuvres complètes* de Balzac, I, 541.

et n'a pas l'air de se souvenir de celle qu'il écrivait huit jours auparavant à Bois-Robert. « Je vous écrivis mercredi dernier, dit-il à Balzac, sitôt après avoir reçu par M. Geslin, tumultuairement (1), à mon ordinaire, et je vous témoignai l'applaudissement qu'avoit eu en pleine Académie la lettre que j'envoyai de votre part à M. de Scudéry. Jugez après cela, ce que ce sera lorsque je la ferai voir retouchée par vous (2). Mais je suis étonné comment vous croyez que nous puissions donner cause gagnée à l'observateur du *Cid*, après que vous avez écrit une si belle apologie pour lui, et montré en quelque sorte que vous avez pris cette pièce en votre protection. Je vous entens néanmoins, et connois la raison qui vous a pu donner cette créance (3). » Sous ce langage énigmatique, on découvre cependant de quelle « raison » il s'agit : de la crainte qu'une condamnation ne fût prononcée pour plaire à Richelieu.

Scudéry répondit comme il put à cette belle apologie du *Cid*, dans son style ordinaire, emphatique, tapageur, sans goût, sans délicatesse, citant à tort et à travers « Héraclite le Phisicien », Aristote, Salvien, Porphyre, Pétrarque, je ne sais qui encore. Pour les compliments, il n'y met pas de façon et les sert à Balzac au naturel. « Que si l'âme de l'homme en général, selon Héraclite le Phisicien, lui dit-il, est une étincelle du feu des étoiles,

(1) C'est-à-dire avec précipitation.

(2) La lettre de Balzac porte la date du 27 août 1637. Ou c'est encore une fausse date, ou celle qui fut adoptée après que la lettre eut été *retouchée*.

(3) Lettre à Balzac, du 7 août 1637; I, 160.

la vôtre, en particulier, est un rayon de celui du soleil (1). »

Mais sur le fond même de la lettre, sur le succès du *Cid* et le mérite « d'avoir satisfait tout un royaume, ce qui est quelque chose de plus grand et de meilleur que d'avoir fait une pièce régulière », rien de juste, de sensé, de précis : des à peu près, des divagations sur le mauvais goût du peuple, dont le témoignage dans les arts ne vaut rien, et, pour tout couronner, un ton de la dernière suffisance, voilà ce que renferme la réponse de Scudéry.

« Il n'y a point d'architecte d'Italie, lui avait dit Balzac, qui ne trouve des défauts en la structure de Fontainebleau, qui ne l'appelle un monstre de pierre : ce monstre néanmoins est la belle demeure des rois, et la Cour y loge commodément. Il y a des beautés parfaites, qui sont effacées par d'autres beautés qui ont plus d'agrément et moins de perfection. » Ceci est clair, raisonnable ; c'est le jugement d'un homme de goût, nullement esclave des règles qui, en définitive, n'empêchent pas de faire des œuvres détestables. Balzac lui dit qu'il vaut mieux « plaire sans art », que de se contenter de « savoir l'art de plaire ». Scudéry répond que les ornements placés avec symétrie ne sont pas à dédaigner : « Je vous avoue bien que Fontainebleau est un riche et pompeux désordre ; mais aussi faut-il que vous me confessiez que, si la justesse de la symétrie y avoit placé le marbre et le jaspe, il seroit quelque chose de plus excellent qu'il n'est. La nature, pour vous répondre, est sans doute merveilleuse ; mais il

(1) Réponse qui se trouve dans le Recueil de la Bibl. nat. Y, 5,665, p. 18.

faut que l'art le soit encore davantage puisqu'il la corrige, et que vous dites vous-même que j'écris mieux que je ne faisais dans le temps où je ne savais presque rien que ce qu'elle enseigne (1). »

Notre auteur a si bien compris Balzac qu'il lui reproche de n'assigner d'autre fin à l'art dramatique que de plaire au peuple, c'est-à-dire, comme il le dira plus bas, à ce qu'il y a de plus borné, de plus ignorant et de plus grossier. « Et, si j'ose dire tout ce que je pense, continue Scudéry, il me semble que n'assignant autre fin à la Comédie (2), que celle de donner du plaisir au peuple, c'est mettre les poètes en même rang que les saltimbanques et violons, eux de qui la fureur même est appelée divine par Platon, au Phèdre (3). »

Enfin, il déraisonne complètement, quand il dit dans son aimable langage, et avec la délicatesse qui le distingue, que le peuple n'a pas le sentiment du beau dans les arts, qu'il est incapable de les goûter, à plus forte raison de les juger. « Il est de la poésie comme de ses sœurs, je veux dire de la musique et de la peinture; elle a des beautés que tous les yeux n'aperçoivent pas, et quelque chose si détaché de la matière que le peuple n'a garde de les découvrir, lui qui n'a presque d'âme que celle des bêtes et des plantes, c'est-à-dire la sensitive et la végétante. Les spectacles qui proprement furent inventés pour lui sont les combats de gladiateurs, ceux des ani-

(1) Réponse à Balzac, p. 23.

(2) Dans le sens de représentation dramatique en général.

(3) P. 24.

maux sauvages, et tout ce que l'hippodrome et le cirque ont exposé aux yeux d'Athènes et de Rome ; et si vous désirez que j'y ajoute encore quelque chose qui ait paru sur l'amphithéâtre, ce sera les bouffonneries des mimes et des satyres. Mais, du véritable poème, quand il est du genre sublime, le peuple n'en peut avoir pour sa part que les machines et les beaux habillemens : le reste appartient aux esprits de la plus haute hiérarchie, tels que le vôtre, si toutefois il est permis d'en mettre quelqu'un à son rang (1). »

Scudéry ne se confond pas avec le vulgaire. Le gouverneur de Notre-Dame de la Garde, le petit hobereau de Normandie se place modestement dans cette hiérarchie à part, qui a le privilège de juger finement des ouvrages de l'esprit. Dans l'attente, disons mieux, dans la certitude de la victoire, l'auteur des *Observations* réprime tout sentiment d'orgueil. Il se prépare à jouir humblement de ses avantages, sans bruit, sans fracas : on ne peut se montrer plus magnanime envers un adversaire malheureux. « Ainsi, vous l'emportez dans le cabinet, disait en terminant Balzac à Scudéry, et il a gagné au théâtre. Si *le Cid* est coupable, c'est d'un crime qui a eu récompense. S'il est puni, ce sera après avoir triomphé ; s'il faut que Platon le bannisse de sa république, il faut qu'il le couronne de fleurs en le bannissant, et ne le traite pas plus mal qu'il a traité autrefois Homère. »

Notre homme n'est pas difficile ; il s'empare aussitôt

(1) Réponse à Balzac, p. 26.

de cette faible concession et, plein de dédain pour un poète qui se contente de réussir à la scène, devant la foule des spectateurs, il chante joyeusement victoire. « Ne croyez pas, s'il vous plaît, monsieur, disait Scudéry, que je veuille user insolemment de la victoire, si je l'emporte; tant s'en faut, je veux plutôt imiter les Macédoniens, qui n'élevoient jamais de trophée, et me souvenir qu'anciennement, au rapport de Pline, les couronnes ne se donnoient qu'aux dieux seulement. Que M. Corneille triomphe donc sur le théâtre : ses victoires ne me réveilleront pas, s'il est vrai que je le surmonte en votre cabinet (1). »

De son côté, Chapelain écrit à Balzac à la date du 22 août 1637. Cette fois, le rapporteur parle sans ambages, franchement, clairement, de la difficulté de la tâche, et confie à son ami les transes où le jette pareil travail. Chapelain parle en homme qui a la principale part dans l'affaire. Plus tard, il le dira nettement; mais, dès à présent, on voit bien que les autres commissaires ne sont, en quelque sorte, que ses adjoints, ses conseillers, rien de plus : c'est lui qui est l'auteur unique de « l'examen en gros du corps de l'ouvrage ». Officiellement, l'œuvre fut collective, le résultat du travail des commissaires désignés; en réalité, elle est personnelle : le commencement, le corps, la conclusion, tout, les remarques sur la versification exceptées, fut l'œuvre de Chapelain. Cette dernière révision, si on s'en souvient, était échue à Cerisy, à Gombauld, à Baro et à Claude de l'Estoile.

(1) P. 29.

Chapelain s'excuse auprès de Balzac; il se défend, comme s'il était directement en cause et si le poids des critiques devait surtout retomber sur lui. « Toutes ces choses que vous supposez être en moi, lui dit-il, pour bien traiter la matière du *Cid*, me manquent; et ce travail ne pouvait être donné à un plus pauvre homme que moi, ni moins capable de satisfaire à l'attente du public. Mais ni ce défaut, ni le temps que cette courvée m'a emporté et m'emportera, ne sont pas les choses les plus fâcheuses que j'y trouve. Je ne crains pas d'être blâmé de mal écrire, ni ne suis pas si chiche de mes heures, que je ne les puisse volontiers employer sans autre utilité que de plaire à celui qui peut tout sur moi (1). »

Puis, il arrive au point délicat : il le sent à merveille, le signale avec la sûreté et la clairvoyance d'un homme qui ne se fait pas d'illusion. « Ce qui m'embarrasse, et avec beaucoup de fondement, continue Chapelain, est d'avoir à choquer et la cour et la ville, les grands et les petits, l'une et l'autre des parties contestantes, et, en un mot, tout le monde, en me choquant moi-même sur un sujet qui ne devoit point être traité par nous (2); et, croyez-moi, Monsieur, qu'il n'y a rien de si odieux, et qu'un honnête homme doive éviter davantage, que de reprendre publiquement un ouvrage que la réputation de son auteur ou la bonne fortune de la pièce a fait approuver de chacun; car le moins qu'on en doive attendre, est de se voir

(1) Richelieu.

(2) On ne peut dire plus expressément que l'Académie n'avait pas à intervenir dans le débat entre Corneille et Scudéry.

accueilli de pasquins (1), de satires et de malédictions, et de défrayer la compagnie. »

Chapelain va au feu sans enthousiasme : ces désagréables confidences le prouvent. Cependant, pour justifier les *Sentiments de l'Académie sur « le Cid »*, il cite à Balzac son propre exemple, lui rappelle malicieusement certaine critique de la tragédie de Daniel Heinsius, critique qui lui avait valu, de la part de l'auteur, les plus violentes animosités. L'examen de Balzac avait pour titre : Discours sur une tragédie de M. Heinsius, intitulée *Herodes infanticida* (2). « Souvenez-vous, disait Chapelain, de ce qui vous est arrivé à vous-même sur l'*Herodes*, de Heinsius. Il n'y a point d'homme sage qui ne tombe d'accord de vos répréhensions (3); il n'y en a point de si délicat qui ne trouve un parfait contentement dans le style dont elles sont écrites et, avec tout cela, il n'y a guères de gens qui vous plaignent du mauvais traitement que le poète repris vous fait dans sa mauvaise réponse (4). Une chose me console en ceci, et c'est que notre protecteur, ayant vu mon examen, n'en a guères trouvé que les matières bonnes, et a désiré que l'Académie les embellit de fleurs, de sorte que j'aurai des compagnons, par sa grâce, à supporter la haine et le blâme qui nous est assuré (5). » Richelieu s'était exprimé

(1) Dans le sens de *pasquinades*, mauvaises plaisanteries.

(2) Paris, Rocolet, 1636. *Œuvres complètes* de Balzac, II, 530.
— La pièce de D. Heinsius avait été publiée à Leyde, 1632.

(3) Critiques,

(4) *Dan. Heinsii epistola quâ dissertationi Balzaci ad Herodem infanticidam respondetur*; in-8°. Leyde, 1636.

(5) Lettre à Balzac, du 22 août 1637; I, 104,

ainsi, quand Chapelain lui remit son rapport manuscrit sur *le Cid*. « Son jugement, écrit l'historien de l'Académie, fut enfin que la substance en étoit bonne, mais qu'il falloit, car il s'exprima en ces termes, y jeter quelques poignées de fleurs (1). »

Deux jours auparavant, le 20 août, Chapelain avait à répondre aux importunités de Scudéry, qui sollicitait un prompt jugement. Notons que l'« Observateur » s'adresse à lui, comme Corneille viendra plus tard lui porter ses plaintes. Mais ici le ton change complètement. La lettre ne s'adresse plus à un partisan de Corneille; elle est destinée à un adversaire, à l'auteur même du procès : de là, un changement subit, opéré avec une souplesse remarquable. Chapelain a des égards tout particuliers pour Scudéry; il le ménage, le flatte, lui parle avec précaution, comme s'il en avait peur, sans ombre de blâme, selon sa méthode ordinaire à l'égard de « ces crabrons (2), comme il les appelle, avec lesquels, si on ne peut être en amitié, au moins est-il bon de vivre en paix ».

Faux bonhomme, a-t-on dit à cette occasion : nous ne le croyons pas. Souvent, au contraire, il défendit ses amis avec courage; il fit plus : il leur demeura fidèle dans l'infortune. Mais dans l'affaire du *Cid*, c'est manifeste, il ne pouvait écrire à Bois-Robert et à Scudéry, comme il écrivait à Balzac ou à Mainard.

Sauf un mot que nous voudrions effacer, sauf ce qu'il

(1) Ch. Livet; I, 84.

(2) De *crabro*, frelon.

dit de « la vaine gloire » de notre grand Corneille, la réponse à ce matamore de Scudéry est un modèle de convenance, de ferme raison et de courtoisie. On ne peut résister aux exigences d'un brouillon prétentieux, avec plus de mesure, de politesse et de dignité. « Je n'ai point vu, répond Chapelain, les nouveaux libelles que vous me dites avoir été faits contre vous, et je suis marri que vous ayez ce nouveau sujet de plainte (1); mais nous n'avons nulle juridiction sur ces fâcheux écrivains qui barbouillent le papier et qui abusent de l'indulgence des magistrats et de la patience du peuple. Pour ce qui regarde le jugement de l'Académie, comme ce doit être un discours raisonné, et sur plusieurs chefs, du *Cid* et de votre ouvrage, de sorte qu'il pourra grossir jusqu'à faire un juste volume, vous ne devez point trouver étrange qu'il ne soit pas sitôt achevé, tant d'honnêtes gens ayant à y mettre la main (2). Je vous demande pour eux la même justice que vous leur demandez, et de ne vouloir pas qu'ils précipitent ce qui peut établir ou ruiner leur réputation ».

Puis, en homme qui conduit le procès, et qui parle au nom de tous, il ajoute : « Vous me pardonnerez bien cette franchise ou plutôt vous la pardonnerez bien à tous ces messieurs, qui vous parlent par ma bouche, et qui, ayant laissé toutes leurs occupations, afin de travailler à

(1) Voy. la série de ces libelles. *Œuvres complètes* de Corneille, édit. Marty-Laveaux, III, 26 et suiv.

(2) Ces « honnêtes gens », nous l'avons dit, furent au nombre de neuf.

cette affaire, tant pour l'amour de vous que pour satisfaire à des ordres qu'il ne leur est pas permis de négliger, seront bien aises de considérer mûrement une chose comme celle-ci, qui désormais ne leur importe pas moins qu'à vous. Assurez-vous seulement, Monsieur, qu'ils n'y perdent pas une minute de temps, et qu'ils ont plus d'envie que vous d'être hors de l'embarras où M. de Corneille les a mis, quand il vous a obligé à rabattre sa vaine gloire (1). »

Voilà le mot de trop, celui que nous voudrions effacer. Au reste, ce passage prouve qu'au fond, conviction ou intérêt, Chapelain est assez favorable au bruyant contradicteur de Corneille. Il est modéré, oui ; il est désireux de tenir la balance égale entre les parties contestantes, mais avec cela enclin à céder au Cardinal et à lui accorder la condamnation qu'il attend.

Vers la fin du mois d'octobre, ou dans les premiers jours de novembre 1637, il écrit à Henri Arnauld, alors abbé de Saint-Nicolas (2), et plus tard évêque d'Angers. Il se plaint au futur prélat, son ami, de ses tribulations, et souhaite que l'orage passe sans l'engloutir. Un tel langage peint la situation, ses difficultés et ses périls ; il nous avertit de ne pas juger Chapelain de trop haut et avec une sérénité tout olympienne. « J'ai maintenant, écrit notre rapporteur, la persécution du *Cid* qui ne m'a pas abandonné depuis cinq mois, et que je puis dire une

(1) Allusion au passage de *l'Épître à Ariste*. — Lettre à Scudéry, du 20 août 1637 ; I, 162.

(2) L'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers.

des plus violentes du monde. C'est sans doute une vengeance que la fortune d'Espagne prend de moi, me mettant sur les bras le plus grand de ses braves, à cause de la juste aversion que j'ai de cette nation de tout temps; et il ne me sert de rien d'avoir une guerrière de mon côté qui a autrefois été la terreur de l'Angleterre (1); car, par une certaine mauvaise constellation, il se trouve que cette valeur divine est contrainte de céder à la furie de ce fanfaron, et de me laisser en proie à sa violence (2). Si cet orage passe, nous pourrions reprendre notre route; mais cela s'entend, s'il passe sans nous engloutir, de quoi je ne suis pas trop en assurance (3). »

L'Académie, en effet, avait eu à préparer son jugement au bruit des querelles les plus vives; au milieu d'une grêle de pamphlets, de libelles, d'injures de toutes sortes, partis de tous les coins, pour défendre *le Cid*, et surtout pour l'attaquer. C'était bien un « orage », déchaîné avec une violence inouïe contre notre premier chef-d'œuvre dramatique : triste exemple de ces injustices littéraires qui semblent, dans tous les temps, l'inévitable expiation ou du génie ou de la gloire. Aujourd'hui, c'est Corneille qui est sur la claie; demain ce sera Racine, Molière ou La Bruyère : nous ne disons rien de nos contemporains.

Nous ne parlerons pas en détail de ces indignes satires,

(1) Son fameux poème de *la Pucelle*.

(2) Pour dire qu'il ne peut s'occuper de son poème.

(3) Lettre « à M. de Saint-Nicolas », octobre ou novembre 1637, I, 172.

vers ou prose, qui, pendant toute une année, agitérent le monde des lettres et le partagèrent en deux camps : les partisans de Rodrigue et de Chimène, d'une part ; de l'autre, leurs détracteurs passionnés. M. Marty-Laveaux, dans son excellente notice sur *le Cid*, a indiqué les divers pamphlets de Scudéry, de Claveret et de Mairet ; il les a même analysés en partie : il nous suffira de signaler ces pièces méprisables à tous égards, et qui seraient sans aucun intérêt pour nous, si elles ne nous parlaient de Corneille (1).

Mairet, l'un des *cinq auteurs* avec Corneille aux gages du Cardinal, entra le dernier dans la lice. Son libelle porte une date certaine : 4 juillet 1637. Il a pour titre : « Epistre familière du sieur Mayret au sieur Corneille, sur la tragi-comédie du *Cid* (2). » Le pauvre rimeur a fièrement signé son épître familière : « Votre serviteur et confrère en Apollon, MAIRET. A Paris, ce 4 juillet 1637. »

« Monsieur, dit Mairet au commencement de son *Epistre*, si je croyois le bruit commun qui vous déclare déjà l'auteur de ces mauvais papiers volans qu'on voit tous les jours paroistre à la défense de votre ouvrage, je me plaindrois de vous à vous-même de l'injustice que l'on me fait en un libelle de votre style (3), et peut-être de votre façon ; mais comme l'action est trop indigne d'un honnête homme, je suspendrai pour quelque temps ma

(1) *Œuvres complètes* de Corneille ; vol. III, p. 19 et suiv.

(2) Brochure de 38 pages. Paris, Sommaville, 1637. — La plupart de ces libelles se trouvent dans le Recueil déjà cité de la Bibl. nat., Y, 5,665.

(3) Peut-être la *Défense du Cid*. Paris, 1637. Voy. plus haut, p. 222.

créance en votre faveur, et me contenterai, puisque la querelle de votre *Cid* vous a rendu chef de parti, de vous demander seulement raison de l'impertinence d'un de vos lanciers qui m'est venu rompre dans la visière mal à propos : mais d'autant que je n'ai pas l'honneur de connoître le galant homme, et qu'il ne seroit pas raisonnable que je me commisse avec un masque, je vous adresserai, s'il vous plaît, ce petit discours, comme si vous étiez lui-même (1). »

Corneille, selon nous, l'un de ses amis, selon M. Marty-Laveaux, répondit à l'*Epistre* de Mairet par deux autres libelles : la *Lettre du des-intéressé au sieur Mairet* et l'*Avertissement au besançonnois Mairet*. La première pièce, la *Lettre du désintéressé*, se trouve dans le recueil de la Bibliothèque nationale. C'est une petite brochure de sept pages, sans lieu ni date d'impression. L'*Avertissement* n'est pas dans ce recueil. M. Marty-Laveaux nous apprend, dans sa *Notice sur « le Cid »*, que cet écrit parut en 1637 (2).

Le ton de ces libelles, qu'ils viennent de droite ou qu'ils partent de gauche, ne pèche pas précisément par la courtoisie. De part et d'autre, on s'y dit de grosses injures, et on se jette à la face tous les termes de mépris fournis par le vocabulaire. Toutefois, autant du moins que nous pouvons en juger, les écrits en faveur de Corneille

(1) Cité *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, III, 39.

(2) Voy. *Œuvres complètes* de Corneille, III, 41. — M. Marty-Laveaux a publié *in extenso* ces deux dernières pièces; III, 62 et suiv.

se distinguent par certain air de hauteur et de fierté qui frappe, et semble révéler la griffe du lion. La superbe expression de dédain pour les misérables œuvres de Mairet, la fermeté du style, je ne sais quoi de précis, de vigoureux, de fort, de hautain, dans cette prose de 1637, tout cela porte la marque presque manifeste de l'auteur du *Cid*. Sans doute, celui-ci n'en convient pas. Mais en fait de libelles, ces dénégations signifient-elles quelque chose? Pour ces deux dernières pièces en particulier, la *Lettre du désintéressé* et l'*Avertissement* à Mairet, nous avons de la peine à les attribuer à un ami quelconque, dont le nom serait demeuré inconnu aux contemporains. Scudéry, Claveret, Mairet ne s'y trompent pas, et c'est toujours à Corneille directement qu'ils adressent leurs coups et leurs répliques. Les uns et les autres accueillent avec empressement « le bruit commun » qui le fait l'auteur « de ces mauvais papiers volans ».

Nous ne citerons qu'un faible fragment de la *Lettre du désintéressé*. Si ce n'est pas là de la prose à la Corneille, le ton même de la *Lettre apologétique*, on avouera du moins que c'en est une imitation singulièrement heureuse et fidèle. « Mais puisque vous avouez, dit l'auteur de la *Lettre* à Mairet, que les injures mal fondées sont les armes des harangères, je vous conseille de ne vous en plus servir et de vous taire aussi bien que M. Corneille, depuis que ses envieux ont fait leurs efforts à le faire parler. Quoiqu'on lui veuille attribuer beaucoup de petites pièces qui ont été faites en sa faveur, je sais de bonne part qu'il n'en connoît pas les auteurs. Puis qu'il

garde si religieusement le silence, imitez-le en la modération de son esprit, si vous ne le pouvez en ses poèmes. Fuyez la trop grande ambition que vous fuyez aux autres, et qui a déjà pensé causer votre ruine entière. Ne trouvez pas mauvais la franchise de mon discours ; je ne suis pas moins votre serviteur, si je vous dis vos vérités : *Amicus Plato, amicus Socrates, sed magis amica veritas* (1). »

Les frères Parfait attribuent à Corneille l'*Avertissement au besançonnois Mairet*. Notre poète ne s'en défend pas moins, et avec énergie, d'être l'auteur de ces « mauvais papiers » : preuve que nous ne devons pas accepter facilement les démentis de ce genre. C'est la tactique suivie de tout temps dans les guerres de plume. Selon l'usage, on ne se bat pas à visage découvert, pour ne point paraître défendre sa propre cause. « Il n'étoit nullement besoin, lisons-nous en tête de l'*Avertissement à Mairet*, de vous donner la gêne deux mois durant à fagoter une malheureuse lettre (2), pour nous apprendre que vous êtes aussi savant en injures que votre ami Claveret et tous les crocheteurs de Paris. Cette belle poésie que vous nous aviez envoyée du Mans ne nous permettoit pas d'en douter ; et bien que vous y fissiez parler un auteur espagnol, dont vous ne saviez pas le nom, la faiblesse de votre style vous découvroit assez. » Non, les vers, pour être de Mairet, n'étaient vraiment pas trop mauvais. La pièce se compose de six strophes

(1) *Œuvres complètes* de Corneille ; III, 66. Édit. Marty-Laveaux.

(2) *L'Épître familière du sieur Mayret au sieur Corneille*.

terminées invariablement par une espèce de refrain. Nous avons donné ailleurs le titre de cette petite satire (1). Mairet se moque de l'*Excuse à Ariste*, « où après cent traits de vanité, il dit de soi-même :

« Je ne dois qu'à moi seul toute ma renommée. »

Voici la première et la dernière strophe de la pièce; elles suffisent à elles seules pour en donner une idée. Guilhem de Castro, « l'auteur du vrai Cid », apostrophe Corneille :

Je parle à toi, vanteur, dont l'audace achevée
S'est depuis quelques jours dans le ciel élevée,
Au mépris de la terre et de ses habitants;
A toi, dont l'insolence en tes écrits semée,
Et bien digne du fast (2) des plus faux capitans,
Soutient que ton mérite a fait ta renommée.

.

Donc, fier de mon plumage, en corneille d'Horace,
Ne prétends plus voler plus haut que le Parnasse;
Ingrat, rends-moi mon Cid, jusques au dernier mot :
Après tu connoîtras, Corneille déplumée,
Que l'esprit le plus vain est souvent le plus sot,
Et qu'enfin tu me dois toute ta renommée (3).

Le poète répondit d'abord à l'« Auteur du vrai Cid espagnol » par un *Rondeau* inséré dans les œuvres de Corneille. Puis, dans son *Avertissement*, il repoussa plus à fond les injures du « besançonnois ». — « Vous aviez beau vous cacher sous ce masque, disait-il, on ne laissoit pas de vous connoître, et le rondeau qui vous répondit parloit de vous sans se contredire. Que si l'épithète de *Fou solennel* vous y déplaît, vous pouvez la changer et

(1) Voy. plus haut, p. 216.

(2) Faste.

(3) Recueil de la Bibl. nat., Y, 5,665. Réserve.

mettre en sa place *Innocent le Bel*, qui est le nom de guerre que vous ont donné les comiques (1). »

Vient ensuite un démenti donné à Mairet, mais démenti peu sincère, si, comme le disent les frères Parfait (2), et comme nous le croyons nous-même, l'*Avertissement* est de Corneille. L'auteur de ce libelle, en effet, parle avec tant d'âpreté, de mépris et de véhémence, qu'il semble repousser des outrages personnels. A notre avis, la chose n'est presque pas douteuse : ce langage est celui de l'offensé. En général, un avocat n'atteint pas, en faveur d'un client, à ce degré d'ironie, d'exaspération et de colère. « Défaites-vous cependant de la pensée, dit l'auteur de l'*Avertissement*, que M. Corneille vous ait fait l'honneur d'écrire contre vos ouvrages; s'il daignoit les entreprendre, il y montreroit bien d'autres défauts que n'a fait celui qui s'en est raillé en passant; et certes, en ce cas, il prendroit une peine bien superflue, puisque pour les trouver mauvais, il ne se faut donner que la patience de les lire. C'est un emploi trop indigne de lui pour s'y arrêter, et tous les vains efforts de vos calomnies ne le sauroient réduire à cette honteuse nécessité d'abaisser votre réputation pour soutenir la sienne. »

Si je ne me trompe, ceci est du Corneille tout pur : il n'y avait que lui pour avoir de tels sentiments, pour juger de si haut les méchants vers dont l'examen ne peut coûter beaucoup de peine, « puisque, pour les trouver mauvais, il ne se faut donner que la patience de

(1) *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, III, 67.

(2) *Histoire du Théâtre françois*, vol. V, 270.

les lire. » De pareils traits décèlent la main d'où ils partent; ils tombent sur la tête de l'adversaire comme un formidable coup de massue. Je ne vois pas qu'un autre, à cette date, sauf Descartes, ait pu écrire dans une meilleure langue, plus claire, plus souple et plus ferme à la fois, passant avec une aisance parfaite de la gravité à la plaisanterie, du ton sérieux à la raillerie la plus mordante. Mais si ce n'est pas Corneille qui a écrit l'*Avertissement au besançonnois Mairet*, qu'on nomme alors l'écrivain qui en est l'auteur : il mériterait d'être découvert. M. Marty-Laveaux, si compétent en ces matières, s'est contenté d'indiquer l'opinion des frères Parfait. Pour lui, il pense qu'un ami de Corneille pourrait plutôt être l'auteur de cet *Avertissement* (1). Nous ne le pensons pas, pour les raisons que nous avons données.

Veut-on un exemple de plus? Le voici. Au début de son *Epistre familière au sieur Corneille*, Mairet avait insinué que le poète, dans l'une de ses réponses, attaquait plusieurs habitants de la Normandie, sa province, et en particulier « une personne de haute condition ». Scudéry avait déjà fait le même reproche à Corneille. L'auteur de l'*Avertissement* déclare à Mairet que c'est là une accusation injurieuse, et que cette réponse ne vise personne de la province. « Pour moi, ajoute-t-il, je ne puis soupçonner qu'elle s'adresse à un autre qu'à vous : le galant homme dont elle est partie témoigne être particulièrement instruit de vos qualités. Il vous taxe de

(1) *Œuvres complètes* de Corneille; III, 41.

jeunesse : c'est de quoi vous vous vantez dans votre épître du duc d'Ossonne (1). Il vous accuse de manque de jugement : il ne vous fait pas grand tort ; ce seroit vous flatter s'il vous traitoit autrement. Vous ne refuserez pas la compagnie du seigneur Claveret qu'il vous donne : c'est un homme à chérir, il peut faire fortune, et son horoscope lui promet beaucoup, puisque vous aspirez déjà à être un jour de ses domestiques (2). »

Voilà, et longtemps avant Pascal, avant Arnauld et Bossuet, le vrai style de la polémique : plaisant, railleur, enjoué, avec je ne sais quel air d'élégance et de distinction. Non ; plus nous examinons cette pièce, moins il nous semble possible de l'attribuer à un ami du poète. Celui-ci continue de malmenier son malheureux antagoniste ; il le fait avec cet air de hauteur et de mépris qui lui est propre, en homme qui a conscience de son génie et de sa force, et qui sait toute la distance qu'il y a entre lui et un pauvre rimeur. Un tel langage, à cette date, est presque aussi nouveau que le fut *le Cid* à son apparition : il saisit, frappe d'étonnement ; et, sous ces phrases d'allure si solide et si fière, on sent comme l'empreinte vigoureuse de la main qui les a tracées.

« Sous ombre de la soie dont la poésie vous a couvert, dit Corneille à Mairet, vous voulez passer pour honnête homme (3) d'origine : il faut de la foi pour le croire, vu

(1) *Épître* placée en tête des *Galanteries du duc d'Ossonne*, comédie de Mairet.

(2) *Domestique* attaché à la maison de quelqu'un, et non serviteur. — *Œuvres complètes* de Corneille ; éd. Marty-Laveaux, III, 68.

(3) Dans le sens latin *honestus*, de famille distinguée.

qu'on sait le contraire. Il vous donne avis de vous défaire de vos belles figures : vous eussiez bien fait d'en user ; on n'eût pas vu dans votre lettre ces insolentes comparaisons de M. Corneille avec des domestiques dont vous ne nommez point le maître, et avec votre ami Claveret, qui me forcent à en faire maintenant de plus véritables, et à vous dire que celui que vous offensez s'est assis sur les fleurs de lis avant que Claveret portât de manteau, et que vous n'êtes pas de meilleure maison que son valet de chambre. » Corneille fait allusion ici à sa charge d'avocat général à la Table de marbre de Normandie, charge qu'il exerça du 31 décembre 1628 au 18 mars 1650. Mais, quand le poète écrase le pauvre Mairet de ses mépris ; quand il se vante de s'être assis « sur les fleurs de lis » tout comme un conseiller au parlement ou un magistrat de cour supérieure, il se flatte sûrement, ou, ce qui est bien permis dans un écrit satirique, exagère à dessein. Du moins, la description de ce tribunal par M. Marty-Laveaux, le caractère de sa juridiction et le lieu où elle s'exerçait, tout cela n'a rien de bien imposant. « La Table de marbre du palais, à Rouen, nous dit-on, créée par Louis XII en 1508, connaissait des eaux et forêts en appel, mais jugeait en première instance tout ce qui concernait la navigation. Le lieu des séances n'était par lui-même guère capable d'imposer le moindre respect aux justiciables ; il était situé dans la grande salle des procureurs, au bout, vers la rue Saint-Lô, et le bureau de justice n'était autre qu'une table en marbre, derrière laquelle les juges étaient assis, ayant à leurs côtés et un

peu au-dessus de leurs têtes, dans des niches existant encore aujourd'hui, au milieu la sainte Vierge, d'un côté Geffroy Hébert, évêque de Coutances, et de l'autre côté Antoine Boyer, abbé de Saint-Ouen (1). »

Corneille devait tenir à son titre de magistrat; il a eu soin de l'inscrire en tête de son discours de réception à l'Académie française : « Discours prononcé par M. Corneille, avocat général à la Table de marbre de Normandie, le 22 janvier 1647, lorsqu'il fut reçu à la place de M. Maynard (2). »

L'avocat général continue de poursuivre Mairet de ses invectives. « Il vous avoit autrefois honoré de son amitié, lui dit-il, dont vous vous êtes montré fort indigne. On n'entend rien de plus familier en vos discours, sinon que *le Cid* est un beau corps plein de plaies, un bel enchantement, la dupe des sots, une beauté fardée, etc. Vous pouvez juger à toutes ces marques si le galant homme vous connoissoit parfaitement.

« Il n'y a qu'un point qui me pourroit laisser quelque difficulté, c'est qu'il vous fait plus riche que Claveret. Quoique vous soyez de loin (3), on sait fort bien que la fortune ne vous a pas avantagé plus que lui, et que les présens qu'elle vous a faits à votre naissance ne sont pas si grands qu'on ne les puisse cacher dans le creux d'un violon. Aussi vous n'êtes point en peine de faire des cara-

(1) Voy. *Particularités de la vie judiciaire de Pierre Corneille*, par E. Gosselin. Rouen, 1865. — *Œuvres complètes* de Corneille; I, XXI, *Notice biographique*. Édit. Marty-Laveaux.

(2) *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, III, 407.

(3) De Besançon.

vanes de Besançon à Paris ; vos affaires ne vous appellent point à votre pays et vous gouvernez aisément par procureur le bien que vous y avez laissé (1). »

L'*Avertissement* à Mairet se termine par ce salut à la fois si moqueur et si fier : « Adieu, beau lyrique, et souvenez-vous que M. Corneille montrera toujours par véritables effets, sur le théâtre, qu'il en sait mieux les règles et les bienséances que ceux qui veulent lui en faire la leçon ; que malgré vos impostures *le Cid* sera toujours *le Cid*, et que tant qu'on fera des pièces de cette force, vous ne serez prophète que parmi vos Allemands (2). »

Le « Besançonnois » ne se tint pas pour battu. Il répliqua par une pièce, où, à défaut de sel, il n'épargnait pas les violences. Le titre indique le ton général de la réponse : « Apologie pour M. Mairet contre les calomnies du sieur Corneille, de Rouen » ; in-4° de 32 pages, 1637. M. Marty-Laveaux fait mention de ce libelle ; mais il n'a pu le trouver. Il en parle d'après la description faite par les frères Parfait dans leur *Histoire du Théâtre françois* (3).

Cette réponse fut la dernière. Un ordre du Cardinal mit fin à cette guerre dont Corneille soutenait le poids avec une vaillance et une ardeur bien dignes de son héros. Mairet était alors au Mans, chez le comte de

(1) *Œuvres complètes* de Corneille, p. 68 ; édit. Marty-Laveaux.

(2) La Franche-Comté n'était pas encore à la France. — *Avertissement au besançonnois Mairet* ; *Œuvres complètes* de Corneille ; III, 76.

(3) Voy. *Œuvres complètes* de Corneille ; III, 41.

Belin (1), son patron. Bois-Robert lui écrivit au nom de Richelieu, et lui commanda de cesser le feu. Mais l'ordre fut donné avec force précautions, avec tous les compliments dus à un brave soldat qui revient de la bataille, ruisselant de sueur, couvert de poussière et criblé de coups.

La lettre de Bois-Robert, fort intéressante pour nous, est datée de Charonne, le 5 octobre 1637. Après quelques mots de politesse, après de courtes excuses pour n'avoir pas répondu lui-même aux lettres de Mairet, et s'être reposé pour cela « sur les soins de M. Chapelain », Bois-Robert arrive à l'objet de sa mission. « Ces six lignes que je vous écris de mon chef, lui dit-il, satisferont, s'il vous plaît, Monsieur, à ce que je dois à notre amitié, et vous lirez le reste de ma lettre comme un ordre que je vous envoie par le commandement de Son Eminence. Je ne vous cèlerai pas qu'elle s'est fait lire avec un plaisir extrême tout ce qui s'est fait sur le sujet du *Cid*, et que particulièrement une lettre (2) qu'elle a vue de vous, lui a plu jusques à tel point qu'elle lui a fait naître l'envie de voir tout le reste.

« Tant qu'elle n'a connu dans les écrits des uns et des autres que des contestations d'esprit agréables et des railleries innocentes, je vous avoue qu'elle a pris bonne part au divertissement ; mais quand elle a reconnu que de

(1) François de Faudoas d'Averton, comte de Belin, gouverneur de Paris pendant la Ligue. Assassiné par le marquis de Bonnivet, le 7 décembre 1642.

(2) *L'Épître familière du sieur Mairet au sieur Corneille.*

ces contestations naissoient enfin des injures, des outrages et des menaces, elle a pris aussitôt résolution d'en arrêter le cours. Pour cet effet, quoiqu'elle n'ait point vu le libelle que vous attribuez à M. Corneille (1), présupposant par votre réponse, que je lui lus hier au soir, qu'il devoit être l'agresseur, elle m'a commandé de lui remontrer le tort qu'il se faisoit, et de lui défendre de sa part de ne plus faire de réponse s'il ne lui vouloit déplaire; mais, d'ailleurs, craignant que des tacites menaces que vous lui faites, vous ou quelques-uns de vos amis n'en viennent aux effets, qui tireroient des suites ruineuses à l'un ou à l'autre, elle m'a commandé de vous écrire que si vous voulez avoir la continuation de ses bonnes grâces, vous mettiez toutes vos injures sous le pied, et ne vous souveniez plus que de votre ancienne amitié, que j'ai charge de renouveler sur la table de ma chambre à Paris, quand vous serez tous rassemblés.

« Jusqu'ici j'ai parlé par la bouche de Son Eminence; mais, pour vous dire ingénument ce que je pense de toutes vos procédures (2), j'estime que vous avez suffisamment puni le pauvre M. Corneille de ses vanités, et que ses foibles défenses ne demandoient pas des armes si fortes et si pénétrantes que les vôtres. Vous verrez un de ces jours son *Cid* assez malmené par les sentimens de l'*Académie*; l'impression en est déjà bien avancée, et si vous ne venez à Paris dans ce mois, je vous l'envoierai (3). »

(1) *L'Avertissement au besançonnois Mairet.*

(2) Dans le sens de *querelles*.

(3) *Œuvres de Corneille*; édit. Marty-Laveaux, III, 41. — Lettre

N'est-il pas plaisant d'entendre Bois-Robert parler des armes « si fortes et si pénétrantes » de Mairet? Pour nous, il nous le semblerait plutôt, l'intervention du Cardinal fut déterminée par un motif tout contraire. L'hypothèse n'a rien d'invraisemblable. Après avoir lu le rude *Avertissement* à l'adresse du « Besançonnois », Richelieu comprit vite que la partie était inégale, et que son champion n'était pas de taille à lutter contre un si robuste athlète. Pour sauver Mairet, il n'imagina rien de mieux que d'arrêter le bras de Corneille et de défendre au poète de frapper davantage. Le triste auteur de *Sophonisbe* recevait les éloges dus à sa vertu, sinon à son bonheur, et content de cet hommage, il put attendre le moment où il ferait sa paix avec Corneille et renouvellerait son amitié avec lui, à Paris, à la table de Bois-Robert.

imprimée pour la première fois par Granet, en 1740, dans son *Recueil de dissertations sur plusieurs tragédies de Corneille et de Racine*; I, 114. Note de M. Marty-Laveaux.

CHAPITRE XI

Affaire du *Cid*. (Suite.) — Les *Sentimens de l'Académie sur « le Cid »*, décembre 1637. — Remerciement de Scudéry à l'*Illustre Académie*, décembre 1637. — Corneille proteste contre le jugement de l'Académie. Sa visite à Chapelain, 1639. — Lettre de Corneille à Bois-Robert, 23 décembre 1637. — Protestation adressée à Balzac, novembre 1640.

De tels détails expliquent l'anxiété de Chapelain ; et, en parlant de l'examen du *Cid*, s'il parle en même temps de guerre furieuse, d'orage qui peut l'engloutir, ce n'est certainement pas là simple métaphore. L'orage ne menaçait pas seulement du côté de Richelieu ; il menaçait encore du côté des partisans et des adversaires du *Cid*, impossibles à contenter les uns et les autres.

Chapelain avait prévu le péril. Ecrivant à Balzac, le 22 août 1637, il se plaignait, quoi qu'il pût faire, « d'avoir à choquer la cour et la ville, l'une et l'autre des parties contestantes. » Notons cet avcu au passage : il prouve que Chapelain entreprit à regret la critique du *Cid* ; qu'il fut parmi « les plus judicieux de ce corps, dont parle Pellisson, et qui témoignioient beaucoup de répugnance pour ce dessein (1). »

(1) I, 87.

Et de fait, les *Sentimens de l'Académie françoise sur le Cid* mécontentèrent Richelieu, Corneille, le public, tout le monde, sauf Scudéry. « Ils ne diminuèrent en rien, dit avec raison M. Marty-Laveaux, le légitime orgueil de Corneille, ni l'admiration générale, et Boileau put résumer plus tard la discussion par ces excellents vers :

En vain contre *le Cid* un ministre se ligue :
 Tout Paris pour Chimène a les yeux de Rodrigue;
 L'Académie en corps a beau le censurer,
 Le public révolté s'obstine à l'admirer (1).

La mémorable sentence si prudemment élaborée par Chapelain, soigneusement polie et repolie pendant de longs mois, parut enfin chez Camusat, dans les derniers jours de l'année 1637. « Il est fort à propos, écrit Chapelain à Balzac, le 4 novembre 1637, que votre lettre sur *le Cid* s'imprime : elle paroîtra en même temps que l'ouvrage de l'Académie (2). »

Une lettre adressée à M. de Saint-Chartres, conseiller au grand conseil, précise encore davantage la date de l'apparition du volume. Le 27 novembre 1637, Chapelain écrit au jeune magistrat alors à Poitiers : « Dans la fin de la semaine qui vient, les sentimens de l'Académie contre *le Cid* ou, pour mieux dire, sur *le Cid*, seront achevés d'imprimer (3). »

Scudéry, comme tous les fats de son espèce, fut le

(1) Satire IX, *A mon esprit*, 1667. — *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, III, 47.

(2) Lettre à Balzac, du 4 novembre 1637; I, 175.

(3) Lettre du 27 novembre 1637; I, 175.

moins difficile à satisfaire. Content de tout, des critiques comme des louanges, il envoya sans retard une lettre de remerciement à ses juges, et s'attribua modestement la victoire. « Pour M. de Scudéry, raconte Pellisson, quoique son adversaire n'eût pas été condamné en toutes choses, et eût reçu de très grands éloges en plusieurs, il crut avoir gagné sa cause et écrivit une lettre de remerciement à la Compagnie avec ce titre : *A Messieurs de l'Illustre Académie*, où il rendoit grâces avec beaucoup de soumission, « et des choses qu'ils avoient approuvées « dans ses écrits, et de celles qu'ils lui avoient enseignées « en le corrigeant », et témoignoit enfin d'être entièrement satisfait de la justice qu'on lui avoit rendue (1). »

La lettre *A Messieurs de l'Illustre Académie* est courte : elle n'a que ce mérite. C'est l'œuvre d'un bravache ; ce n'est pas l'œuvre d'un écrivain et d'un lettré. Sauf les injures, qui ne pouvaient avoir ici leur place, c'est le mauvais style des *Observations*, ce style qui n'est d'aucun genre, d'aucun pays et d'aucun siècle, mais qui, en retour, est celui de tous ceux qui parlent indignement leur propre langue.

L'épître de notre capitain parut sous le titre de « Lettre de M. de Scudéry à Messieurs de l'Académie françoise sur le jugement qu'ils ont fait du *Cid* et de ses *Observations*. » Elle fut publiée en une brochure de trente-quatre pages (2), avec la lettre de Balzac à Scudéry

(1) I, 93.

(2) M. Tamizey de Larroque fait mention de ces trois pièces. Mais une faute d'impression lui fait dire 74 pages, au lieu de 34. (*Lettres de Chapelain*; I, 194.)

et la réponse de celui-ci à Balzac; Paris, Antoine de Sommaville, 1638 (1). M. Marty-Laveaux remarque, dans sa *Notice sur « le Cid »* (2), que ce recueil parut dès le commencement de l'année ou même, malgré son millésime, à la fin de 1637. Chapelain, dès le 25 janvier 1638, en parlait à Balzac, à propos de sa lettre à Scudéry. « On l'a imprimée en papier volant, lui disait-il à cette date, avec la mauvaise réponse de *** (3), et le remerciement du même à l'Académie. »

Mauvais remerciement eût-il pu ajouter aussi, et sans crainte de se tromper. La pièce est courte, mais si pitoyable que nous ne pouvons la citer entièrement. En voici du moins le début :

« Messieurs, si j'avois cru que l'entrée de votre illustre ACADEMIE eût été permise à ceux qui n'ont pas l'honneur d'en être, ma bouche auroit entrepris ce que fait ma plume; et mon affection et mon devoir, suivant l'usage de ceux qui plaident, m'auroient fait aller remercier mes juges. Mais craignant d'entendre crier : *Loin, profane!* en ce lieu consacré aux Muses, comme on faisoit autrefois à certain temple de la Grèce, j'ai mieux aimé faire voir mon respect que ma reconnoissance. Toutefois, n'ignorant pas que le Ciel reçoit les vœux des personnes qui ne sont pas encore en état d'y entrer, j'ai pensé que mes très humbles remerciemens pourroient obtenir une gloire dont je me prive moi-même, parce que je m'en crois

(1) Recueil déjà cité : Bibl. nat., Y, 5665. Réserve.

(2) *Œuvres complètes de Corneille*; III, 44.

(3) La réponse de Scudéry.

indigne. Je vous les offre donc, MESSIEURS, et pour les choses que vous approuvez en mes *Observations*, et pour celles que vous m'enseigniez en me corrigeant. »

La fin est digne de ce beau commencement; c'est la même emphase et le même galimatias. « Ce n'est ni dans la foule du peuple, dit en terminant Scudéry, ni dans la grotte d'un solitaire, qu'il faut chercher la souveraine raison; mais elle est toujours où je l'ai trouvée, je veux dire dans une société de personnes excellentes. Voilà, MESSIEURS, les sentimens que j'ai des vôtres, et les grâces que je vous rends pour la justice que vous m'avez rendue. Croyez donc, s'il vous plaît, que la gloire et l'instruction sont des choses trop précieuses et trop utiles, pour n'obliger pas celui qui les reçoit de vous en demeurer toute sa vie, MESSIEURS, votre très humble et très affectionné serviteur. »

La lettre est d'un fou. Cependant, l'Académie se crut obligée de répondre. « Le secrétaire, nous dit Pellisson, fut chargé de lui faire une réponse (1). » Conrart était absent, et Chapelain le remplaçait alors. Par une coïncidence curieuse, ce fut celui qui avait dirigé toute l'affaire, qui dut répondre à Scudéry. Le secrétaire par *intérim* écrivit donc à « l'Observateur », mais dignement, cérémonieusement, avec un habile mélange de gravité et de bienveillance, en homme qui parlait au nom d'un corps illustre. La lettre porte la date du 19 décembre 1637 (2) :

(1) I, 93.

(2) Nouvelle preuve que les *Sentimens sur « le Cid »* parurent avant 1638.

elle est vraiment digne de la majesté d'un secrétaire perpétuel en titre.

« Monsieur, moins la compagnie que vous avez prise pour arbitre de votre différent a affecté la qualité de juge, plus se doit-elle sentir obligée de la déférence que vous témoignez à ses sentimens. Je sais qu'en les donnant au public, pour vous satisfaire, sa principale intention a été de tenir la balance droite, et de ne pas faire d'une chose sérieuse un compliment ni une civilité. Mais je sais aussi qu'après cette intention, elle n'a essayé de faire rien avec plus de soin que de s'exprimer avec modération et de dire ses raisons sans blesser personne. Je souhaite que vous soyez bien persuadé de cela, ou plutôt je me réjouis de ce que vous l'êtes, et qu'ayant reçu d'elle le moins favorable traitement que vous en puissiez jamais attendre, vous ne laissez pas de lui faire justice en reconnoissant qu'elle est juste. A l'avenir, j'espère qu'elle se revanchera de votre équité, et qu'aux occasions où il lui sera permis d'être obligeante, vous n'aurez rien à désirer d'elle et reconnoîtrez qu'elle sait estimer votre mérite et votre vertu (1). »

Le lendemain, 20 décembre, Chapelain adresse à Balzac une lettre remplie d'informations. Entre autres choses, il lui dit : « Vous aurez avec celle-ci ces benoîts *Sentimens de l'Académie sur le « Cid »* qui m'ont tant de fois mis en colère et tant de fois fait désirer d'être aussi loin de Paris que vous. Peut-être les lirez-vous, et il y a appa-

(1) Lettre à Scudéry, du 19 décembre 1637; I, 183.

rence que la curiosité et l'opinion que vous avez du principal auteur vous fera aller jusqu'au bout ; mais vous savez que j'y prens moins d'intérêt que le moindre de l'Académie, et que la louange et le blâme de cette pièce me toucheront également (1) ».

Huit jours après, le 29 décembre, « le principal auteur » des *Sentimens de l'Académie* avait hâte de connaître l'opinion de Balzac. Celui-ci, dès le commencement de la querelle, s'était déclaré pour Corneille. Chapelain devait donc être légèrement sur les épines, fort intrigué de savoir ce que « M. de Balzac » penserait de ce jugement. « J'attens avec impatience, lui écrit-il, ce qu'il vous a semblé des *Sentimens de l'Académie*, et pourtant que ce soit sans vous embarrasser (2) ».

Quelques jours plus tard, le véritable auteur des *Sentimens* se fait connaître. Chapelain avoue qu'il a « la plus grande part » dans ce travail. Il nomme bien ses collaborateurs Cerisy et Gombauld ; mais c'est par politesse, par précaution, pour ne pas exciter l'envie en se nommant tout seul ; et encore les borne-t-il aux parties accessoires de l'ouvrage, « aux fleurs et aux ornemens. » Le reste, c'est-à-dire tout, le fond, la doctrine, « le biais de l'introduction », la modération du langage, viennent de lui.

« Je ne suis pas marri, écrit-il à Balzac, le 25 janvier 1638, que les *Sentimens de l'Académie* ne vous aient pas déplu, puisque je suis contraint de vous avouer que

(1) Lettre à Balzac, du 20 décembre 1637 ; I, 184.

2) *Ibid.*, 29 décembre 1637 ; I, 183.

j'y ai la plus grande part, au grand détriment de mes plus grandes affaires (1). Mais, afin de ne dérober pas l'honneur à qui il appartient, il est à propos que vous sachiez que MM. de Cerisy et de Gombaut ont contribué aussi aux fleurs et aux ornemens de cette pièce ; et quand vous croirez que ce qui vous y a plu est d'eux, je ne croirai pas que vous me faites beaucoup de tort. Cela veut dire que si vous m'avez débité pour auteur de ce jugement auprès de M. le duc de la Rochefoucauld (2), il vous faut aller dédire en partie, et faire droit à nos amis en expliquant ce que vous avez prononcé en général. »

Quand Chapelain loue l'adresse du début, le ton modéré et équitable de ce jugement fameux, on devine sans beaucoup de peine à qui revient l'honneur de ces divers mérites. « Au reste, continue-t-il, si vous me demandez ce qui m'en semble, je vous confesserai que j'en tiens le biais de l'introduction adroit, ayant à choquer le jugement de la cour et du peuple, que j'en crois la doctrine solide, et qu'à mon avis la modération et l'équité y règnent partout. Avec tout cela, je vous protesterai que j'aimerois mieux avoir fait la lettre que vous avez faite sur cela que notre volume, continuant à vous dire que c'est un des ouvrages plus accomplis qu'on ait vu, dans ces derniers temps. On l'a imprimée en papier volant avec la mauvaise réponse de *** (3), et le remerciement

(1) Toujours son fameux poème.

(2) Le père de l'auteur des *Maximes*. Il possédait en Angoumois le château de Verteuil.

(3) Scudéry. — Voy. un peu plus haut, p. 289.

du même à l'Académie. Je suis marri que Rocolet se soit laissé gagner de la main, ayant eu, depuis si longtemps, permission de vous de l'imprimer, sans que je l'eusse fait insérer dans le volume de vos lettres qui en eussent reçu grand ornement (1). »

Dans une lettre du mois de février, l'aveu est plus formel encore. Chapelain écrit à Balzac; il lui parle de nouveau de ces *Sentimens*, alors l'objet de toutes les conversations, à la cour et à la ville, chez les grands et les petits, à Paris et dans la province. « Pour les *Sentimens de l'Académie*, écrit-il, le 21 février 1638, si vous y estimez autre chose que l'exorde et que la péroration, je n'en serai pas marri puisqu'ils sont tous de moi, et que c'est ce qui me semble de plus solide; et, quand vous ne feriez cas que de ces deux parties, je ne laisserois pas d'en être bien aise, puisque de celles-là même, toute la contexture, toute l'idée et tout le raisonnement sont de mon crû, et qu'une bonne partie des pensées et de l'expression m'appartiennent. Avec tout cela, je suis ravi qu'on l'attribue à tout le corps, ou à ces messieurs que je vous ai nommés, pour les raisons que je crois vous avoir touché et qui me tiennent lieu de raisons d'État (2). »

Ces motifs, on les devine. Chapelain est bien l'auteur à peu près unique des *Sentimens sur « le Cid »*. Mais il le dit seulement à voix basse, dans sa correspondance privée; d'abord, afin que la sentence rendue demeure celle de tout le corps, et non l'expression d'une opinion

(1) Lettre à Balzac, du 25 janvier 1638; I, 194.

(2) *Ibid.*, 21 février 1638; I, 204.

particulière; ensuite, pour n'être pas exposé tout seul aux réclamations « des parties contestantes » et à celles de leurs amis ou de leurs adversaires.

Il a bien soin de garder cette réserve en écrivant à un confrère de l'Académie, à Mainard, président au présidial d'Aurillac. En 1638, il lui envoie le jugement rendu sur *le Cid*. Le magistrat remercie aussitôt, et accable d'éloges l'auteur présumé de ces *Sentiments*. « Plût à Dieu, répond Mainard, que mes yeux me pussent faire admirer votre *Pucelle*, comme j'admire ces rares lettres (1), et qu'il vous prît envie de me faire part des premiers livres de ce divin poème! Une si belle lecture me feroit trouver Paris dans Rome (2), et il me sembleroit que je jouirois de votre douce et savante conversation. Je n'en suis pas, comme je crois, tout à fait privé; je lis et relis *les Sentimens de l'Académie*, et me semble que ce traité ne peut partir d'autre que de vous. Depuis un mois, je n'ai sur ma table que ce beau discours et la poétique (3) d'Aristote : l'un me fait admirer l'autre. Je vous supplie de m'apprendre si j'ai deviné, et si ce n'est point vous qui faites que le précepteur d'Alexandre parle aujourd'hui si bon françois (4). »

La question était embarrassante. Chapelain ne nie pas; il répond même affirmativement, autant du moins

(1) Les Lettres de Balzac.

(2) Allusion à son séjour ordinaire à Rome. Il y résidait avec M. de Noailles, ambassadeur auprès du Saint-Siège.

(3) Il y a : *la politique*, dans le texte de Mainard.

(4) *Lettres du président Maynard*, p. 202; 1 vol. in-4°. Paris, Toussaint Quinet, 1653.

qu'il le peut, sans faire trop de tort à ses autres collaborateurs. « Quand nous nous verrons en cette cour, répond-il, nous vous apprendrons quels sont les véritables auteurs des *Sentimens de l'Académie* ; et si, après cela, vous continuez à les honorer de vos louanges, je crains que ce ne soit un seul pour le tout, et que celui que vous avez soupçonné n'y ait la part la plus petite (1). »

Mainard avait voulu arracher un aveu formel : il n'eut qu'une réponse évasive. L'ami circonspectissime, comme l'appelait avec raison Balzac, ne parlait pas ouvertement à tout le monde. Il prenait ses précautions et n'avait pas envie qu'on abusât de ses paroles, surtout de ses écrits, pour lui attirer une mauvaise affaire. « Quant aux *Sentimens de l'Académie*, répond-il, c'est un ouvrage de toute la Compagnie. Je vous avouerai bien que j'y ai une assez notable part, que je n'ai que faire de vous marquer, car vous la reconnoîtrez vous-même, lorsque vous considérerez ce qu'il y a de pire : *Sed de his coram* (2). Cependant, je vous remercie, en vous grondant, du bien que vous dites ainsi généralement, puisque vous avez cru me devoir faire auteur de toute la pièce et que vous avez eu dessein de m'obliger (3). »

Une dernière preuve, si elle était nécessaire. C'est à Chapelain que Corneille, de passage à Paris, vient se plaindre du jugement porté sur *le Cid*. Le futur secrétaire de Colbert, pour les libéralités royales, écrit

(1) Lettre à Mainard, à Aurillac, du 10 mars 1638 ; I, 211.

(2) Nous en parlerons, quand nous serons ensemble.

(3) Lettre à Mainard, du 28 avril 1638 ; I, 230.

à Balzac le 15 janvier 1639, et lui raconte la visite qu'il vient de recevoir. Le ton, à l'égard du grand poète découragé, serait-il moins moqueur, nous ne nous en plaindrions pas. Heureusement, Chapelain rachète bientôt l'inconvenance de ce langage : il a essayé, dit-il, de « réchauffer » le courage de Corneille, et lui a conseillé de se venger par un nouveau chef-d'œuvre. C'est presque le cri de Boileau, longtemps avant *l'Épître à Racine* :

Au *Cid* persécuté Cinna doit sa naissance.

Nous trouvons les détails de cette entrevue dans la précieuse correspondance dont nous nous sommes tant servi. Grâce à Chapelain, nous apprenons nombre d'anecdotes intéressantes, et qu'il est seul à nous révéler. « Corneille est ici depuis trois jours, écrit-il à Balzac, et d'abord m'est venu faire un éclaircissement sur le livre de l'Académie, pour ou plutôt contre *le Cid*, m'accusant, et non sans raison, d'en être le principal auteur. Il ne fait plus rien, et Scudéry a du moins gagné cela en le querellant, qu'il l'a rebuté du métier et lui a tari sa veine. Je l'ai, autant que j'ai pu, réchauffé et encouragé de se venger de Scudéry et de sa protectrice (1), en faisant quelque nouveau *Cid* qui attire encore les suffrages de tout le monde et qui montre que l'art n'est pas ce qui fait la beauté. Mais il n'y a pas moyen de l'y résoudre, et il ne parle plus que de règles et que des choses qu'il eût pu répondre aux Académiciens, s'il n'eût point craint de choquer les puissances (2), mettant au

(1) L'Académie, protectrice de Scudéry, en cette affaire.

(2) Richelieu.

reste Aristote entre les auteurs apocryphes, lorsqu'il ne s'accommode pas de ses imaginations (1). »

Une telle lettre n'a-t-elle pas quelque chose de navrant? Corneille « rebuté du métier » et découragé par les grossières provocations de Scudéry, comme Racine le sera plus tard par les injurieuses platitudes de Pradon! En vérité, on regrette que de si hauts esprits soient sensibles à ce point aux piqures de si petites gens. Mais Corneille n'était pas homme à se laisser abattre sans retour. Au lendemain du *Cid*, il ripostait à toutes les clameurs de ses adversaires par l'annonce de nouveaux travaux. « Souvenez-vous, disait-il fièrement à Mairet, que M. Corneille montrera toujours, par véritables effets sur le théâtre, qu'il en sait mieux les règles et la bienséance que ceux qui veulent lui en faire la leçon. » La critique du *Cid* par l'Académie est de la fin de 1637. Au commencement de 1640, à peine deux ans après, il donnait *Horace*, suivi presque aussitôt de *Cinna*. C'était tenir glorieusement parole, et, malgré toutes les attaques, prouver en définitive qu'il n'était pas encore trop « rebuté du métier ».

Nous n'avons pas la date exacte de la première représentation d'*Horace*. Mais, dans une lettre du 9 mars 1640, Chapelain en parle comme d'une pièce récente : ce qui permet de serrer de près l'époque où la pièce fut jouée pour la première fois. « Pour le combat des *Horaces*, écrit-il à Balzac, ce ne sera pas sitôt encore que vous le

(1) Lettre à Balzac, du 15 janvier 1639; I, 367.

verrez, pour ce qu'il n'a encore été représenté qu'une fois devant Son Éminence; et que, devant que d'être publié, il faut qu'il serve six mois de gaigne-pain aux comédiens. Telles sont les conventions des poètes mercenaires, et tel le destin des pièces vénales. Mais vous le verrez assez à temps (1) ».

Balzac, en effet, ne vit la pièce que plusieurs mois après : l'achevé d'imprimer en est du 15 janvier 1641 ; Paris, Augustin Courbé (2). Pour Chapelain, il le prend un peu haut avec « les poètes mercenaires ». Ceux-ci n'avaient pas comme lui pension du duc de Longueville, et, dès lors, ils avaient bien quelque droit de tirer un profit légitime de leurs pièces. M. Marty-Laveaux relève ici « l'injustice des accusations de Chapelain ». Peut-être, le reproche est-il un peu vif. Le mieux renté de tous les beaux esprits n'avait certes pas le droit de s'exprimer ainsi. Il parle un peu trop en homme qui ne manque de rien. Il oublie que la pièce devait servir « six mois de gagne-pain aux comédiens » ; que Corneille, Molière, Racine, tous leurs contemporains, n'avaient d'autre moyen alors, pour conserver leurs droits d'auteur, que de retarder l'impression de leurs ouvrages. Toutefois, nous ne croyons pas que Chapelain ait eu l'intention d'accuser Corneille, moins encore de l'injurier et de le traiter de « mercenaire ». Tant qu'une pièce n'était pas imprimée, elle demeurait la propriété exclusive de l'auteur et du

(1) Lettre à Balzac, du 9 mars 1640; I, 583.

(2) Voy. *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, III, 253.

théâtre qui la faisait jouer le premier. « L'usage observé de tout temps entre tous les comédiens françois, disent les frères Parfait, étoit de n'entreprendre point de jouer, au préjudice d'une troupe, les pièces dont elle étoit en possession, et qu'elle avoit mises au théâtre, à ses frais particuliers, pour en retirer les premiers avantages, jusqu'à ce qu'elles fussent rendues publiques par l'impression (1). »

Comme toutes les querelles, grandes ou petites, celle-là finit aussi par s'apaiser. Corneille se réconcilia avec son ridicule adversaire; et plus tard, devenus tous deux membres de l'Académie française, l'un en 1647, l'autre en 1649 (2), ils vécurent en bonne intelligence, sans trop se souvenir du passé.

Toutefois, Corneille ne cessa jamais de protester contre la violence qui lui avait été faite. En toute occasion, et malgré sa lettre du 13 juin 1637, où il disait : « Messieurs de l'Académie peuvent faire ce qu'il leur plaira », il déclara toujours qu'il avait été jugé malgré lui. En présence de ces témoignages contradictoires, où est la vérité? Pellisson se contente d'exposer les faits, et garde à ce sujet la plus grande réserve (3) : nous n'avons qu'à l'imiter.

Dès le 23 décembre 1637, aussitôt qu'il connut *les Sentiments de l'Académie*, Corneille écrivit à Bois-Ro-

(1) *Histoire du Théâtre françois*; IX, 105.

(2) Pellisson, I, 157. — M. Lud. Lalanne (*Dictionnaire historique*) dit que Scudéry fut nommé à l'Académie française en 1650.

(3) I, 97.

bert. Le grand poète le remercie de lui avoir fait toucher « les libéralités de Monseigneur », c'est-à-dire sa pension. Il arrive ensuite à l'affaire de l'Académie, et il ajoute : « Tout ce qui m'a fâché, c'est que Messieurs de l'Académie s'étant résolus de juger de ce différend, avant qu'ils sussent si j'y consentois ou non, et leurs sentimens étant déjà sous la presse, à ce que vous m'avez écrit, avant que vous eussiez reçu ce témoignage de moi, ils ont voulu fonder là-dessus leur jugement, et donner à croire que ce qu'ils ont fait n'a été que pour m'obliger et même à ma prière (1). »

C'étaient les termes mêmes employés dans l'*exorde* de l'examen du *Cid*. On voit que la protestation de Corneille est formelle. Chapelain rappelle par « un biais adroit », en effet, et dont il se vante ailleurs, que l'Académie n'a entrepris qu'à regret cet ouvrage, pour obéir à des ordres qu'il lui était impossible de négliger, et à la prière des « parties contestantes. » — « Elle eût bien voulu approcher en quelque sorte de la perfection, disait le rapporteur, avant que de faire voir combien les autres en sont éloignés, et elle cherchoit les moyens d'instruire par ses exemples plutôt que par ses censures.

« Lors même que l'Observateur du *Cid* l'a conjurée, par une lettre publique (2), et par plusieurs particulières, de prononcer sur ses remarques, et que son auteur (3) a témoigné de son côté qu'il en espéroit toute justice, bien

(1) Ch. Livet, I, 96.

(2) La Lettre de Scudéry à l'*Illustre Académie*.

(3) L'auteur du *Cid*.

loin de se vouloir rendre juge de leur différend, elle ne se pouvoit seulement résoudre d'en être l'arbitre. Mais enfin elle a considéré qu'une académie ne pouvoit honnêtement refuser son avis à deux personnes de mérite sur une matière purement académique, et qui étoit devenue illustre par tant de circonstances. Elle a fait céder, bien qu'avec regret, son inclination et ses règles aux instantes prières qui lui ont été faites sur ce sujet, et s'est aucunement (1) consolée, voyant que la violence qu'on lui faisoit s'accordoit avec l'utilité publique (2). »

Dans sa lettre à Bois-Robert, Corneille déclarait qu'il avait eu l'intention de répondre aux critiques de l'Académie. Il avait gardé le silence à l'égard de Scudéry, disait-il, par mépris pour un tel contradicteur; et il ajoutait : « Je ne croyois pas qu'il fût bien séant d'en faire de même envers Messieurs de l'Académie. » Mais le poète fut condamné à se taire, comme auparavant, pour ne pas perdre sa pension, il avait été forcé de subir l'arbitrage de l'Académie. On sent que Corneille frémit d'indignation et mord son frein de colère. Il est obligé d'abaisser sa fierté; il se soumet par prudence, par nécessité, nullement de son plein gré. « Maintenant, dit-il à Bois-Robert, que vous me conseillez de n'y répondre point, vu les personnes qui s'en sont mêlées, il ne faut point d'interprète pour entendre cela; je suis un peu plus de ce monde qu'Héliodore, qui aima mieux perdre son

(1) En quelque manière.

(2) *Sentimens de l'Académie françoise sur « le Cid »*; *Œuvres complètes* de Corneille. Édit. Didot, in-4°, vol. II, 610.

évêché que son livre (1), et j'aime mieux les bonnes grâces de mon maître que toutes les réputations de la terre : je me tairai donc, non point par mépris, mais par respect (2). »

Plus tard, en 1640, Corneille renouvelle ses protestations auprès du principal rédacteur des *Sentimens de l'Académie*. Celui-ci transmet ces réclamations à Balzac, mais en lui recommandant, c'est naturel, de n'en tenir aucun compte. Corneille ignorait, sans doute, la part considérable de Chapelain en cette affaire; sans cela, il ne se serait pas adressé à lui pour la rectification qu'il désirait.

Le passage est fort intéressant. L'insistance du grand poète prouve, au moins, que ce fameux consentement, s'il fut donné, ne le fut pas librement, mais à regret et à la dernière extrémité. C'est là, peut-être, le sens des protestations énergiques, réitérées de Corneille. Celui-ci a bien pu donner son consentement, mais un consentement forcé, auquel manquait la première et la plus nécessaire de toutes les conditions, la liberté. De là, les réclamations à Bois-Robert lui-même, dès la fin de décembre 1637; de là, les réclamations à Chapelain, en 1640. Le 18 novembre de cette année, celui-ci écrit à Balzac : « Corneille m'est venu voir et m'a demandé en grâce que j'obtinsse de vous d'ôter, dans votre lettre à Scudéry, ces

(1) Héliodore, l'auteur des *Amours de Théagène et de Chariclée*. Il fut déposé, dit-on, pour n'avoir pas voulu désavouer son ouvrage.

(2) Lettre de Corneille à Bois-Robert, du 23 décembre 1637, citée par Pellisson; I, 96.

termes : *Les juges dont vous êtes convenus*, pour ce qu'il nie d'être jamais convenu de notre compétence sur l'affaire du *Cid*. Cependant, vous ne lui pouvez complaire en cela sans chloquer Scudéry, qui en garde l'original comme une relique, et qui croiroit que vous eussiez changé d'inclination pour lui. Mon sens seroit que vous m'écrivissiez que vous n'imprimeriez plutôt pas la lettre que de leur déplaire à l'un et à l'autre. Voyez, toutefois, si *por bien de paz* (1), vous voulez vous abaisser jusques là, et priver votre volume d'un si grand ornement. Les poètes sont bizarres, et ne prennent point les choses comme il faut, jamais. Celui-ci, après cette harangue, m'en fit une autre bourrue (2). »

La discussion avait été provoquée par le dénouement d'Horace : Chapelain soutenait qu'il était à refaire. Rien de drôle comme le ton d'autorité avec lequel il impose ses retouches. Toujours la même folie des règles : c'est le géomètre qui s'arroe le droit de reprendre l'architecte et de lui faire la leçon. « Dès l'année passée, ajoutait Chapelain, je lui dis qu'il falloit changer son cinquième acte des *Horaces* et lui dis par le menu comment : à quoi il avoit résisté toujours depuis, quoique tout le monde lui criât que sa fin étoit brutale et froide, et qu'il en devoit passer par mon avis. Enfin, de lui-même, il me vint dire qu'il se rendoit et qu'il le changeroit ; et que ce qu'il ne l'avoit pas fait, étoit parce qu'en matière d'avis, il craignoit toujours qu'on ne les lui donnât par envie, et

(1) Pour l'amour de la paix.

(2) Lettre à Balzac, du 18 novembre 1640 ; I, 721.

pour détruire ce qu'il auroit bien fait. Vous rirez, sans doute, de ce mauvais compliment, pour le moins si vous êtes comme moi, qui me contente de connoître les sottises, sans m'en émouvoir, ni fâcher (1). »

Balzac fut moins intraitable que le doux Chapelain. Il se montra disposé à accorder satisfaction à Corneille. « Que les soupçons de *** (2) sont mal fondés, répond-il, quand vos avis lui sont suspects et qu'il s'imagine pouvoir être digne de votre envie ! Il ne me souvient du tout plus de la lettre sur laquelle il veut regratter. Mais c'est une affaire de grande importance, soit pour lui, soit pour son antagoniste (3). Il y a de plus sages fous aux Petites-Maisons que ces tireurs d'éclaircissemens. Néanmoins, puisque nous sommes obligés de donner à un chacun autant de satisfaction que nous pouvons, si je dis : *on m'a dit*, ou *le bruit court*, au lieu de parler affirmativement, ne pensez-vous pas que ce soit un tempérament qui doive satisfaire le soupçonneux ? Car, comme vous savez, le bruit est faux, la plupart du temps, et on me dit tous les jours beaucoup de choses qui ne sont pas véritables (4). » Cette lettre porte la date fausse du 24 novembre 1641, au lieu du 24 novembre 1640.

Chapelain était habitué à s'incliner devant la volonté de Balzac. Il approuve la correction et n'ose plus répéter

(1) Lettre à Balzac, du 18 novembre 1640 ; I, 721.

(2) Corneille.

(3) Scudéry.

(4) *Œuvres complètes* de Balzac ; édit. in-f°, I, 865. — Une faute d'impression fait dire à M. Tamizey de Larroque : 24 décembre 1640, au lieu du 24 novembre. (*Lettres de Chapelain*, I, 733.)

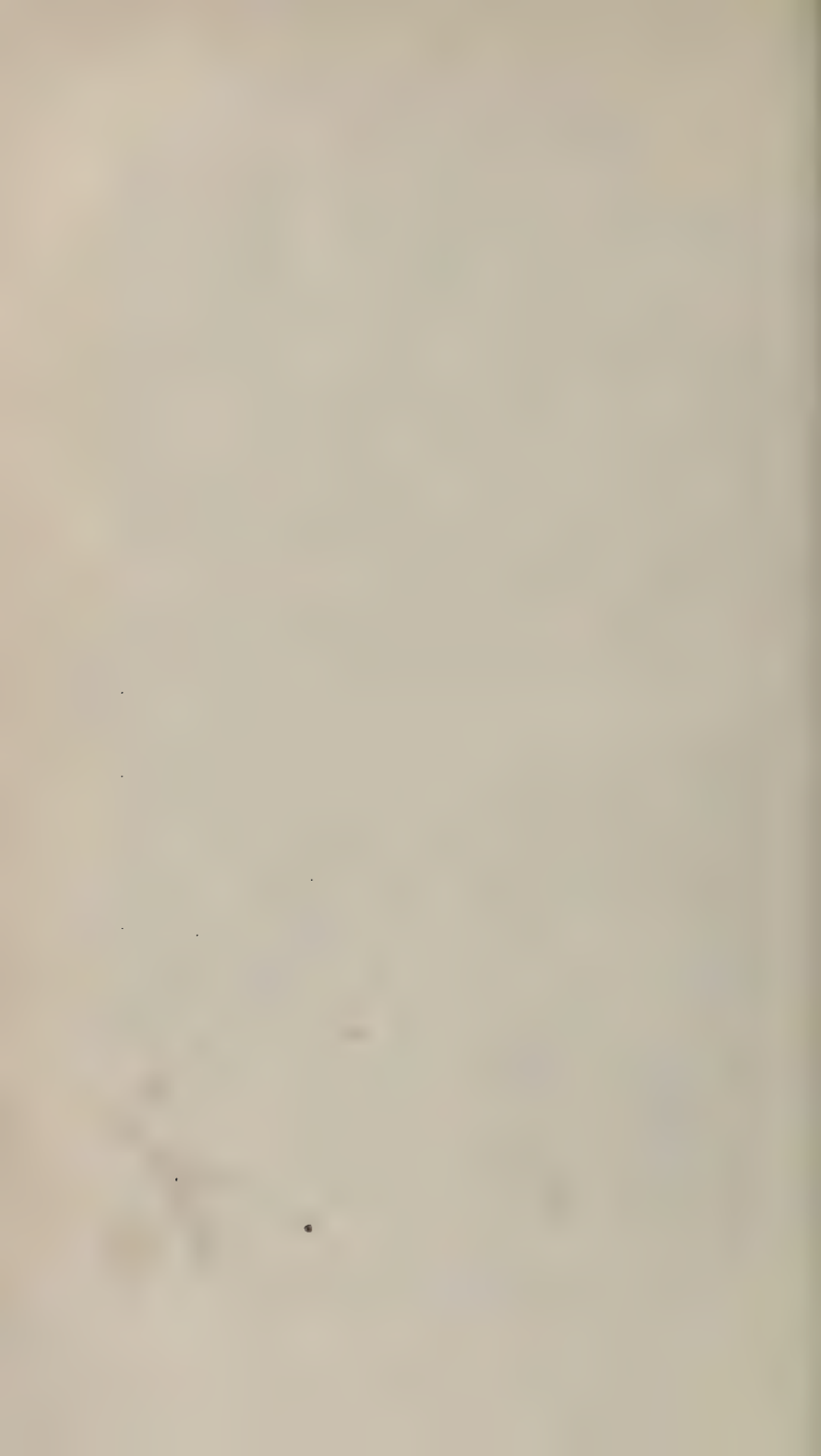
qu'on ne peut complaire à Corneille « sans choquer Scudéry ». Chapelain répond le 8 décembre 1640. « Le tempérament que vous avez trouvé, dit-il, pour satisfaire l'esprit bourru de Corneille, le doit tellement contenter que, s'il ne le reçoit pas avec mille joies, je suis d'avis que vous laissiez l'endroit comme il étoit. Je lui dirai que vous avez eu la bonté de vouloir imprimer ce lieu de la sorte : *les juges dont on m'a dit que vous estes convenus* ; car, des deux, c'est celle qui me semble la meilleure (1). »

Évidemment, Chapelain est de mauvaise humeur ; il est ennuyé de ce débat qu'il croyait clos, et qui lui est aussi désagréable qu'une querelle personnelle. Balzac n'avait pas les mêmes raisons d'en finir avec le plaignant : il l'écoute avec bienveillance, malgré les murmures de Chapelain, et, sans s'inquiéter de ce que pourra dire Scudéry, il modifie son texte conformément au vœu de Corneille. Dans l'édition des *Lettres* de Balzac, donnée en 1647, la phrase se trouve ainsi changée : « Considérez néanmoins, Monsieur (2), que toute la France entre en cause avec lui, et qu'il n'y a pas un des juges, *dont le bruit est que vous estes convenu ensemble*, qui n'ait loué ce que vous désirez qu'il condamne (3). »

(1) Lettre à Balzac, du 8 décembre 1640 ; I, 732.

(2) Scudéry.

(3) *Lettres choisies du sieur de Balzac* ; in-8°. Paris, Augustin Courbé, 1647, p. 394. — *Œuvres complètes* de Balzac ; édit. in-f° I, 542.



CHAPITRE XII

Affaire du *Cid*. (*Suite*). — « Avertissement du *Cid* », 1648. — Supplique de Corneille à Colbert, 1678. Corneille demande en vain le rétablissement de sa pension. — Bonnes relations de Chapelain et de Corneille. Chapelain et le second fils de Corneille. Il le donne pour page à la duchesse de Nemours, 1661. — Les *Sentimens* de l'Académie jugés par Pellisson. — Opinion de Voltaire. Qualités de cet ouvrage. — Premier modèle de critique littéraire. Date de la publication, décembre 1637.

Corneille n'accepta pas le tempérament qui ravissait d'aise Chapelain. Dans son *Avertissement du Cid*, paru en 1648, il protesta publiquement, et avec une force nouvelle, contre ce « bruit ». La protestation est d'autant plus significative, qu'elle fut faite du vivant même de tous les témoins de l'affaire, de Balzac, de Chapelain, de Scudéry et de Bois-Robert. Les uns et les autres murmurèrent, c'est probable, contre ces « tireurs d'éclaircissements », contre les importunités du « soupçonneux » ; la pièce n'en est pas moins là comme une preuve de la violence faite à l'auteur du *Cid*. Nous avons déjà bien des doutes sur cette affaire : après cette solennelle protestation, venant d'une âme aussi loyale, il n'y a qu'une explication à tout cela : c'est que Bois-Robert, pour

contenter Richelieu, a extorqué ou plutôt escamoté le consentement de Corneille. Celui-ci, par égard pour le favori de son ancien « maître », ne le dit pas clairement; mais il est impossible de ne pas voir qu'au fond c'est sa pensée, ce que signifient ces réclamations.

« Je me sens obligé, écrit Corneille dans son *AVERTISSEMENT* de 1648, de désabuser le public de deux erreurs qui s'y sont glissées touchant cette tragédie. La première est que j'aie convenu de juges touchant son mérite, et m'en sois rapporté au sentiment de ceux qu'on a priés d'en juger. Je m'en tairois encore, si ce faux bruit n'avoit été jusque chez M. de Balzac, dans sa province, ou, pour me servir de ses paroles mêmes, dans son désert, et si je n'en avois vu depuis peu les marques dans cette admirable lettre qu'il a écrite sur ce sujet, et qui ne fait pas la moindre richesse des deux derniers trésors qu'il nous a donnés (1). Or, comme tout ce qui part de sa plume regarde toute la postérité, maintenant que mon nom est assuré de passer jusqu'à elle dans cette lettre incomparable (2), il me seroit honteux qu'il y passât avec cette tache, et qu'on pût à jamais me reprocher d'avoir compromis de ma réputation. »

Voilà qui est net : et nous voudrions bien savoir ce que Chapelain put penser d'un démenti aussi éclatant. D'autre part, comment concilier de si fermes dénégations avec les lettres de Corneille à Bois-Robert, lettres citées par Pellisson? avec cette réponse surtout du 13 juin 1637,

(1) Les *Lettres* parues en 1647.

(2) La Lettre à Seudéry, citée plus haut, p. 259.

et que nous avons rapportée plus haut : « Messieurs de l'Académie peuvent faire ce qu'il leur plaira (1)? » Nous ne voyons qu'une interprétation possible : Corneille a laissé l'Académie libre de juger *le Cid*, de louer ou de blâmer la pièce; mais lui, de son côté, a gardé la liberté de ne pas accepter ses décisions.

La suite de l'*Avertissement* est écrit avec la même fermeté et la même force. « C'est une chose qui, jusqu'à présent, est sans exemple, continue Corneille; et de tous ceux qui ont été attaqués comme moi, aucun, que je sache, n'a eu assez de foiblesse pour convenir d'arbitres avec ses censeurs; et s'ils ont laissé tout le monde dans la liberté publique d'en juger, ç'a été sans s'obliger, non plus que moi, à en croire personne; outre que dans la conjoncture où étoient alors les affaires du *Cid*, il ne falloit pas être grand devin pour prévoir ce que nous avons vu arriver... Ce n'est pas que je sache si ceux qui ont jugé du *Cid* en ont jugé suivant leur sentiment ou non, ni même que je veuille dire qu'ils en aient bien ou mal jugé, mais seulement que ce n'a jamais été de mon consentement qu'ils en ont jugé, et que peut-être je l'aurois justifié sans beaucoup de peine, si la même raison qui les a fait parler ne m'avoit obligé à me taire (2). »

Quel dommage que les lettres de Chapelain, de 1641 à 1659, soient perdues! Il eût été bien curieux de voir ce que lui, l'auteur principal des *Sentimens de l'Académie*,

(1) Pellisson; I, 88 et 97.

(2) L'ordre donné par Richelieu. (*Avertissement du « Cid »*; *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux; III, 83.)

démie, répondit à Corneille récusant ses juges et cassant leur jugement.

Content ou non, Chapelain ne tint pas rigueur à Corneille de la vivacité et de l'opiniâtreté de sa résistance; dans la pratique de la vie, il traita « le bourru » bien plus doucement que dans ses lettres.

En 1661, il place un des fils du poète auprès de la duchesse de Nemours. La demande de Chapelain est du 30 mars 1661; un mois après, le 30 avril, le jeune fils de Corneille entrait dans la maison de la fantasque fille de la première M^{me} de Longueville. « Aussitôt que mon indisposition m'a permis de sortir, écrit Chapelain à Corneille, j'ai vu M^{me} la duchesse de Nemours sur le dessein de lui faire agréer un de vos fils pour page (1); et de la plus adroite manière que j'ai pu, je lui ai proposé ce que vous souhaitiez d'elle. Votre mérite et sa connoissance m'ont facilité la négociation. Elle m'a même fait l'honneur d'y considérer mon entremise, et la part que je prens en vos intérêts. Sa réponse a été qu'elle seroit bien aise de vous donner cette marque de sa bienveillance, et du cas qu'elle fait de votre personne, lorsqu'il y auroit une place vacante pour cela; qu'on l'avoit prévenue pour la première, que néanmoins il ne seroit pas impossible qu'elle n'en demeurât la maîtresse, et qu'en ce cas je vous pouvois assurer que cette place seroit pour votre fils; mais que si elle étoit obligée de tenir sa parole, la première d'après seroit pour lui (2). »

(1) Le second fils de Corneille.

(2) Lettre à Corneille, du 30 mars 1661; II, 127.

A propos de ce jeune fils, de ce « cadet » de Corneille, je crains que M. Tamizey de Larroque, trompé par quelque biographe, n'ait été induit en erreur, et n'ait dit de l'un des deux frères ce qui s'applique à l'autre. « C'était, nous dit le savant éditeur des *Lettres de Chapelain*, le second fils de Corneille, lequel eut six enfants de son mariage avec M^{lle} de Lampérière. Ce cadet, qui reçut le prénom de *Pierre* (1), était né le 7 septembre 1643, et il mourut à Paris le 30 janvier 1698. Il fut capitaine de cavalerie et gentilhomme ordinaire de la maison du roi. Voir *Histoire de la vie et des ouvrages de P. Corneille*, par M. Taschereau, édition de 1855, *Notes*, p. 334 (2). »

Tout autre est la notice de M. Marty-Laveaux, dans son édition de Corneille.

En 1667, notre poète adressait au roi une fort belle épître sur sa campagne de Flandre; et, tout en louant les exploits du souverain, lui recommandait ses deux fils qui suivaient la carrière des armes.

C'est tout ce que des ans me peut souffrir la glace;
Mais j'ai d'autres moi-même à servir en ma place :
Deux fils dans ton armée, et dont l'unique emploi
Est d'y porter du sang à répandre pour toi.
Tous deux ils tâcheront, dans l'ardeur de te plaire,
D'aller plus loin pour toi que le nom de leur père;
Tous deux impatients de le mieux signaler,
Ils brûleront d'agir, quand je tremble à parler;
Et ce feu qui sans cesse eux et moi nous consume,
Suppléera par l'effet au défaut de ma plume (3).

(1) On ignore le prénom de ce cadet.

(2) *Lettres de Chapelain*, II, 127.

(3) *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, X, 188 et suiv.

M. Marty-Laveaux, à propos de ces vers, nous donne des renseignements différents sur les deux fils de Corneille. D'après lui, ce n'était pas le cadet, mais l'aîné qui s'appelait *Pierre*, comme son père. Celui-ci, en effet, était né le 7 septembre 1643. *Pierre* Corneille entra au service à vingt et un ans, en 1664; il fut capitaine de cheval-légers et gentilhomme de la maison du roi.

Ceci, d'ailleurs, s'accorde avec la liste qu'a dressée M. Taschereau des enfants de Corneille. Voici ce tableau, tel qu'il se trouve dans la *Vie de Corneille*, p. 334 :

- 1° *Marie* Corneille;
- 2° *Pierre* Corneille;
- 3° Corneille, tué au siège de Grave;
- 4° *Charles* Corneille, sur lequel le P. de La Rue a fait une pièce de vers latins;
- 5° *Thomas* Corneille, abbé d'Aiguevive, mort en 1699;
- 6° *Marguerite* Corneille.

Pour le second fils de Corneille, dit M. Marty-Laveaux, nous n'en connaissons « ni le prénom, ni la date de naissance ». Nous savons seulement, qu'en 1661, il entra comme page chez la duchesse de Nemours. En 1667, il fut blessé au pied pendant le siège de Douai, et mourut en 1674. Il fut tué au siège de Graves (1), dans une sortie où il fit à la tête de sa compagnie.

Nous sommes bien loin de compte; loin de ce « cadet », page de la duchesse de Nemours, qui aurait reçu le pré-

(1) Petite place de Hollande, prise en 1674 par Guillaume d'Orange.

nom de *Pierre*, et serait mort à Paris, le 30 janvier 1698.

En 1678, notre vieux poète (il avait alors soixantedouze ans), écrit à Colbert pour demander le rétablissement de sa pension. En dehors de ses propres mérites, l'illustre vieillard invoque les mérites de ses deux fils, dont l'un est mort au service du roi. « Dans le malheur qui m'accable depuis quatre ans (1), dit à Colbert l'auteur de *Polyeucte* et de *Cinna*, de n'avoir plus de part aux gratifications dont Sa Majesté honore les gens de lettres, je ne puis avoir un plus juste et plus favorable recours qu'à vous, Monseigneur, à qui je suis entièrement redevable de celle que j'y avois. Je ne l'ai jamais méritée; mais du moins j'ai tâché à ne m'en rendre pas tout à fait indigne par l'emploi que j'en ai fait. Je ne l'ai point appliquée à mes besoins particuliers, mais à entretenir deux fils dans les armées de Sa Majesté, dont l'un a été tué pour son service au siège de Grave; l'autre sert depuis quatorze ans, et est capitaine de cheveau-légers. Ainsi, Monseigneur, le retranchement de cette faveur, à laquelle vous m'aviez accoutumé, ne peut qu'il (2) ne me soit sensible au dernier point, non pour mon intérêt domestique, bien que ce soit le seul avantage que j'aie reçu de cinquante années de travail; mais parce que c'étoit une glorieuse marque de l'estime qu'il a plu au roi faire du talent que Dieu m'a donné, et que cette disgrâce me met hors d'état de faire encore long-

(1) Depuis 1674, date de la mort de son second fils, tué au siège de Graves.

(2) Il employé ici d'une manière impersonnelle.

temps subsister ce fils dans le service où il a consumé la plupart de mon peu de bien pour remplir avec honneur le poste qu'il y occupe. » Cette lettre, citée par M. Marty-Laveaux (1), est sans date. Mais, comme le remarque après M. Edouard Fournier le savant éditeur de Corneille, « c'est la date bien certaine de 1664, pour l'entrée du fils aîné de Corneille au service, qui fixe à l'année 1678 la présente lettre qu'on avait regardée comme postérieure à cette époque ».

Ce serait le cas de rendre ici à Chapelain un hommage bien mérité. Tant qu'il vécut, jusqu'en 1673, Corneille fut toujours maintenu sur la liste des gratifications annuelles, pour la somme de 2,000 livres. De 1664 à 1673, sans interruption, l'auteur du *Cid* jouit de cette pension. En 1665, il était placé en tête de la liste des gratifications, avec cette mention : « Au sieur CORNEILLE, en considération des beaux ouvrages qu'il a donnés au théâtre et pour lui donner moyen de les continuer, 2,000 livres (2). »

Chapelain meurt le 22 février 1674. Aussitôt, cette même année, et toutes les années suivantes, une seule exceptée, le nom du grand Corneille disparaît de la liste des gratifications royales. Est-ce simple coïncidence? Nous ne le pensons pas. Nous ne pensons pas que Chapelain, s'il eût vécu encore, eût souffert cette injurieuse radiation; qu'il eût souffert la suppression de ce nom habitué depuis tant d'années à figurer sur ce tableau des

(1) *Œuvres complètes de Corneille*; X, 501.

(2) *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, publiés par M. P. Clément; imprimerie nationale, vol. V, 468.

largesses annuelles du roi. Qu'avait donc fait le glorieux vieillard pour mériter cette espèce de disgrâce? Nous ne savons; il doit y avoir là-dessous quelque mystère : nous le signalons à l'attention des biographes futurs du grand poète.

Chose triste à dire, Colbert, ou son mandataire, celui qui succéda à Chapelain dans la distribution des grâces royales, demeura sourd à cette supplication de l'auteur du *Cid*. Celui-ci dut attendre six ans, jusqu'en 1682, avant d'obtenir justice. Cette année-là, nous le retrouvons inscrit sur la liste des gratifications avec l'ancienne mention : « Au sieur Corneille, en considération de divers ouvrages de poésie qu'il a composés... 2,000 livres (1). » En 1683, le noble vieillard ne reçut rien. Il mourait l'année suivante, le 1^{er} octobre 1684.

Nous savons gré, nous, à ce Chapelain tant honni pour ses mauvais vers et son caractère « faux bon-homme », d'avoir soulagé la pauvreté du vieux Corneille, du plus grand poète de notre nation; nous lui savons gré de nous avoir donné le droit de penser que, lui vivant, jamais Corneille n'eût été privé d'une pension doublement acquise par dix ans de prescription et « cinquante années de travail ». Nous savons gré à Chapelain de s'être montré vraiment « officieux », et d'avoir si bien justifié le titre que Boileau lui donne. Pour moi, je suis ravi de trouver une fois de plus l'excellent homme en flagrant délit de bonne action; ravi de le voir user de son crédit en faveur

(1) Recueil de M. P. Clément; vol. V, 496.

de Corneille et de son jeune fils. Combien aujourd'hui, dans notre siècle à démonstrations philanthropiques, à protestations tapageuses d'amitié et de services, combien s'empresseraient de vous éconduire, pour s'épargner l'ennui d'une démarche ou seulement d'une recommandation ! Vrai siècle de fer, où sous belles enseignes et magnifiques professions de fraternité, la prétendue « lutte pour la vie » se traduit par l'égoïsme le plus brutal et le plus étroit qu'on ait peut-être jamais vu !

Chapelain ne craint pas de se déranger pour obliger le fils d'un ami ; et on aime la joie du négociateur heureux d'apprendre au père le succès de ses démarches. Le 30 mars 1661, Chapelain essayait de donner pour page à la duchesse de Nemours le second fils de Corneille. Un mois après, le 30 avril, annonçait *la Muse historique* de Loret (1), le jeune protégé de Chapelain entrait chez la fille du duc de Longueville. « Je suis d'avis, Monsieur, disait Chapelain à Corneille, que vous lui écriviez une lettre fort respectueuse et fort pleine de gratitude pour la faveur qu'elle vous fait, afin de l'en faire souvenir et d'engager toujours la chose. Cependant, il sera bon de la tenir secrète, car on ne sait ce qu'il peut arriver, et il faut traiter délicatement avec cette princesse, de l'humeur dont nous la connoissons. Vous me pourrez envoyer la lettre, que j'accompagnerai de mes offices en la lui rendant, et un peu mieux que si c'étoit pour moi-même. Je vous suis, au reste, obligé de m'avoir offert cette occasion

(1) *La Muse historique* ; vol. III, p. 346 ; édit. Ch. Livet. Paris, Daffis, 1878.

de vous témoigner que je suis véritablement, Monsieur, votre, etc. (1). »

Si je ne craignais de faire sourire les malins, ceux qui se croient plus forts que tout le monde et traitent les autres de grands naïfs, je dirais que cette lettre de Chapelain est adorable de bonne grâce, d'amabilité, de bon ton et de sentiment. « Un peu mieux que si c'étoit pour moi-même », est un trait de sentiment exquis et d'une affabilité ravissante.

Le 25 avril 1662, Corneille écrit à un correspondant de risible mémoire, à l'abbé de Pure (2). Le poète applaudit aux succès de « M^{lle} Marotte », actrice comme sa tante, M^{me} Beaupré, « excellente comédienne, disait Segrais, qui a joué dans les commencemens de la grande réputation de M. Corneille (3) ». Celui-ci annonce à l'auteur de *la Précieuse* qu'il se trouve dans les embarras d'un déménagement, et n'a pas le temps de songer à rien pour le théâtre. « Le déménagement que je prépare pour me transporter à Paris, écrit Corneille, me donne tant d'affaires, que je ne sais si j'aurai assez de liberté d'esprit pour mettre quelque chose cette année sur le théâtre (4). » Et en effet, en 1662, notre poète ne fit rien paraître. « *Sophonisbe*, nous dit M. Marty-Laveaux, la

(1) Lettre du 30 mars 1661, « à M. Corneille l'Aîné, à Rouen »; II, 127.

(2) Mort en 1680.

(3) Segrais, *Mémoires-Anecdotes*. (Voir sur « M^{lle} Marotte et sa tante », *Molière et sa troupe*, par M. Solcirol; pp. 70 et suiv.)

(4) Lettre du 25 avril 1662, à l'abbé de Pure. *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Marty-Laveaux, X, 494.

première des pièces de Corneille, représentée après qu'il eut écrit cette lettre, ne fut jouée qu'au mois de janvier 1663 (1). »

Plusieurs mois après, au mois d'octobre, Corneille était encore à Rouen. Chapelain lui écrit pour le remercier de son *Sertorius*, et le presse en même temps, par la plus aimable des lettres, de venir au plus tôt à Paris. « Vous tardez trop, dit-il à Corneille, à venir vous établir à Paris, et je ne saurois plus vous attendre pour vous remercier de bouche du présent exquis que votre jeune page (2) m'a fait de votre part. La beauté de *Sertorius*, qui m'a paru encore plus grande sur le papier que sur le théâtre, me sollicite trop puissamment de vous en témoigner ma reconnoissance. Elle est proportionnée au mérite de la pièce, c'est-à-dire qu'elle est extrême, jusques à m'ôter le moyen de l'exprimer. Mais vous, Monsieur, qui entrez si bien dans le cœur de vos personnages, vous n'aurez pas de peine à entrer dans le mien, et vous vous direz pour moi ce que je ne vous puis assez bien dire. » Lorsqu'il parlait ainsi à Corneille, Chapelain avait déjà reçu *Sertorius* depuis un certain temps; car la première représentation remontait au 25 février 1662, et l'achevé d'imprimer était du 8 juillet suivant.

« Vous penserez, s'il vous plaît, continuait Chapelain, la même chose de M. Conrart, à qui j'ai envoyé le même régale (3) en votre nom, et qui vous en auroit rendu ses

(1) *Œuvres complètes* de Corneille, X, 494.

(2) Le second fils de Corneille, page de la duchesse de Nemours.

(3) Chapelain préférait *régale* à *regal*.

grâces lui-même, s'il avoit les mains assez libres (1) et s'il en disposoit aussi bien que de son esprit. Il m'a fait conjurer de ne vous laisser pas ignorer sa gratitude, et vous la croirez aisément d'un aussi homme d'honneur, et autant votre admirateur que lui. Il vous le dira de sa propre bouche, quand vous serez tous deux ici. C'est de quoi je ne le 'presse pas moins que vous (2), vous y souhaitant pour ma joie; car je ne suis pas moins touché de votre vertu (3) que de la sienne, ni ne suis pas plus son ami, que je suis, Monsieur, votre, etc... (4). »

Ces lettres témoignent de relations excellentes, on ne peut plus affectueuses et cordiales entre l'ancien juge et l'auteur du *Cid*. La vieille querelle est oubliée, ou à peu près; de son côté, Chapelain ne néglige rien pour faire perdre au poète le souvenir des ennuis d'autrefois.

Dans tout ce long et bruyant démêlé, il n'y eut qu'un homme de content, content de lui et des autres, ce fut Scudéry. Richelieu, Chapelain, Corneille, le public, furent plus difficiles. On ne peut le nier, toutefois, en cette circonstance Chapelain accomplit des prodiges d'équilibre : il fut assez habile pour donner satisfaction à Richelieu, sans céder aux ordres de Scudéry.

Pellisson a fort bien résumé ce débat; il en apprécie

(1) Conrart ne pouvait écrire à cause de la goutte dont il était tourmenté.

(2) Conrart devait être alors à la campagne, à sa maison d'Athis, dans le département de Seine-et-Oise.

(3) Dans le sens latin, *mérile*.

(4) Lettre du 4 octobre 1662, « à M. Corneille, à Rouen »; II, 259.

l'issue avec une parfaite justesse. Certainement, il y a encore bien des réserves à faire ; mais pour l'époque, et eu égard aux difficultés du moment, le jugement de l'Académie est, sinon un modèle de goût, du moins un premier modèle de critique grave, polie, décente et courtoise. Pour sentir tout le mérite de cette œuvre, il suffit de la rapprocher des extravagances et des rodomontades de Scudéry. C'est à Chapelain que revient surtout l'honneur de ce langage remarquable de noblesse et de distinction. « Tels étoient, dit Pellisson, les sentimens des parties les plus intéressées touchant ce travail de l'Académie françoise. Le public le reçut avec beaucoup d'approbation et d'estime. Ceux-là même qui n'étoient pas de son avis ne laissèrent pas de la louer ; et l'envie qui attendoit depuis si longtemps quelque ouvrage de cette Compagnie, pour le mettre en pièces, ne toucha point à celui-ci. Pour moi, je ne sais si les fameuses Académies d'Italie ont rien produit de meilleur ou d'aussi bon en de pareilles rencontres. Je compte en premier lieu pour beaucoup que, sans sortir des bornes de la justice, ces Messieurs pussent satisfaire un premier ministre tout puissant en France et leur protecteur qui, certainement, qu'elle qu'en fût la cause, étoit animé contre *le Cid*. Car je sais fort bien qu'il eût souhaité qu'on le traitât plus rudement, si on ne lui eût fait entendre avec adresse (1) qu'un juge ne doit pas parler comme une partie, et qu'autant qu'on témoigneroit de passion, autant perdrait-

(1) On désigne ici Chapelain. (Voy. plus haut, p. 247, la lettre de Chapelain à Bois-Robert, en date du 31 juillet 1637.)

on d'autorité. Que si ensuite, vous examinez ce livre de plus près, vous y trouverez un jugement fort solide, auquel il est vraisemblable que la postérité s'arrêtera : beaucoup de savoir et beaucoup d'esprit, sans aucune affectation de l'un ni de l'autre, et depuis le commencement jusques à la fin, une liberté et une modération tout ensemble, qui ne se peuvent assez louer (1). »

L'éloge est beau, et adressé à Chapelain avec une grande délicatesse. Pellisson écrivait son *Histoire* en 1652; il n'ignorait certainement pas à qui on devait surtout cette liberté et cette modération du jugement porté sur *le Cid*.

La véracité de Pellisson n'est pas suspecte; mais on pourrait croire que sa liaison avec la plupart des juges, avec Chapelain, en particulier, a dicté cette explication bienveillante. Il n'en est rien. Voici l'opinion d'un homme qui, en général, n'est pas prodigue de compliments. Longtemps après, dans sa *Préface historique du Cid*, Voltaire ne parle pas autrement que Pellisson. « Quant au jugement que l'Académie fut obligée de porter contre Corneille et Scudéry, et qu'elle intitula modestement : *Sentimens de l'Académie sur le Cid*, j'ose dire que jamais on ne s'est conduit avec plus de noblesse, de politesse et de prudence, et que jamais on n'a jugé avec plus de goût. Rien n'était plus noble que de rendre justice aux beautés du *Cid*, malgré la volonté décidée du maître du royaume.

(1) I, 98.

« La politesse avec laquelle elle reprend les défauts est égale à celle du style; et il y eut une très grande prudence à se conduire de façon que ni le cardinal de Richelieu, ni Corneille, ni même Scudéri, n'eurent au fond sujet de se plaindre (1). »

La politesse, la prudence, un ton de bonne compagnie, c'est bien là ce qui distingue cet écrit, et en fait en quelque sorte la nouveauté. Chapelain envoyait à Balzac les *Sentimens de l'Académie*, dans les premiers jours de l'année 1638. « Si vous me demandez ce qui m'en semble, lui disait-il le 25 janvier, je vous confesserai que j'en tiens le biais de l'introduction adroit, ayant à choquer le jugement de la cour et du peuple; que j'en crois la doctrine solide, et qu'à mon avis la modération et l'équité y règnent partout. »

Ce début n'est pas adroit seulement; il est encore fort remarquable, pour le temps. Il renferme, sur les devoirs de la critique en général, ses droits et ses limites, des réflexions excellentes, qui, pour viser particulièrement ce fou de Scudéry, ne s'adressent pas moins à tout le monde. La critique est utile, déclare au nom de l'Académie française Chapelain, « pourvu que les répréhensions partent du zèle de l'utilité commune, et qu'on ne prétende pas élever sa réputation sur les ruines de celle d'autrui. Il faut que les remarques des défauts d'un auteur ne soient pas des reproches de sa faiblesse, mais des avertissemens qui lui donnent de nouvelles forces, et que, si l'on coupe

(1) *Œuvres complètes* de Corneille; édit. Didot, II, 630.

quelques branches de ses lauriers, ce ne soit que pour les faire pousser davantage en une autre saison (1). »

Un peu plus loin, il disait : « C'est une espèce de guerre qui est avantageuse pour tous, lorsqu'elle se fait civilement, et que les armes empoisonnées y sont défendues : c'est une course où celui qui emporte le prix semble ne l'avoir poursuivi que pour en faire un présent à son rival. » Tout cela dit à l'occasion de Corneille n'est-il pas singulièrement aimable et gracieux ? Il n'est certes pas surprenant que Richelieu ait trouvé « qu'on avoit passé d'une extrémité à l'autre, qu'on y avoit apporté trop d'ornemens et de fleurs ».

Pour les conclusions du rapport, il faudra se souvenir que Chapelain ne put faire passer ses éloges qu'à l'aide de certaines sévérités de commande ; il faudra se souvenir encore de la lettre que Chapelain avoit dû écrire à Bois-Robert, et où il se justifiait du reproche d'avoir traité trop doucement Corneille. « Je ne puis avoir tellement excusé *le Cid*, dans le cours du jugement que j'en fais, disoit-il à Bois-Robert, que je ne le ruine beaucoup en montrant, et dans ce même cours, et par mes conclusions, que les principales choses à qui sont requises un poème dramatique pour être bon lui manquent (2). »

Malgré certaines exagérations manifestement imposées, le ton général de l'ouvrage est cependant remarquable par son extrême modération, remarquable aussi par l'élé-

(1) *Sentimens de l'Académie sur « le Cid »* ; p. 1, édit. de 1638. — *Œuvres complètes de Corneille* ; édit. Didot, II, 609.

(2) Voy. cette lettre citée plus haut, p. 248.

gance, la distinction et l'urbanité du langage. Voilà ce qui doit diminuer la portée des critiques que nous allons rencontrer; et donner, au contraire, un grand prix à des éloges qui n'étaient pas toujours libres. « Tels sont, dit en terminant Chapelain, les sentimens de l'Académie françoise, qu'elle met au jour, plutôt pour rendre témoignage de ce qu'elle pense sur *le Cid*, que pour donner aux autres des règles de ce qu'ils doivent croire. Elle s'imagine bien qu'elle n'a pas absolument satisfait, ni l'auteur dont elle marque les défauts, ni l'Observateur dont elle n'approuve pas toutes les censures, ni le peuple dont elle combat les premiers suffrages. Mais elle s'est résolue dès le commencement à n'avoir point d'autre but que de satisfaire à son devoir; elle a bien voulu renoncer à la complaisance pour ne pas trahir la vérité, et, de peur de tomber dans la faute dont elle accuse le poète (1), elle a moins songé à plaire qu'à profiter. »

L'Académie, « par une équitable sévérité », avertit le public de se tenir en garde contre une « douce illusion »; d'écouter, pour juger *le Cid*, plutôt la voix de la raison que celle du sentiment. « Les passions violentes bien exprimées, dit Chapelain, font souvent à ceux qui les voient une partie de l'effet qu'elles font en ceux qui les ressentent véritablement. Elles ôtent à tous la liberté de l'esprit, et font que les uns se plaisent à voir représenter les fautes que les autres se plaisent à commettre. Ce sont ces puissans mouvemens qui ont tiré des spectateurs

(1) Corneille.

du *Cid* cette grande approbation et qui doivent aussi la faire excuser. L'auteur s'est facilement rendu maître de leur âme, après y avoir excité le trouble et l'émotion ; leur esprit, flatté par quelques endroits agréables, est devenu aisément flatteur de tout le reste, et les charmes éclatans de quelques parties leur ont donné de l'amour pour tout le corps.

« S'ils eussent été moins ingénieux, ils eussent été moins sensibles ; ils eussent vu les défauts que nous voyons en cette pièce, s'ils ne se fussent point trop arrêtés à en regarder les beautés ; et, si on leur peut faire quelque reproche, au moins n'est-ce pas celui qu'un ancien poète faisoit aux Thébains, quand il disoit qu'ils étoient trop grossiers pour être trompés. Et, sans mentir, les savans même doivent souffrir avec quelque indulgence les irrégularités d'un ouvrage qui n'auroit pas eu le bonheur d'agréer si fort au commun, s'il n'avoit des grâces qui ne sont pas communes. Ils doivent penser (1) que l'abus étant si grand, dans la plupart de nos poèmes dramatiques, il y auroit peut-être trop de rigueur à condamner absolument un homme pour n'avoir pas surmonté la foiblesse ou la négligence de son siècle, et à estimer qu'il n'auroit rien fait du tout, parce qu'il n'auroit point fait de miracles. »

Nous ne croyons pas nous tromper : voilà, à coup sûr, l'endroit qui avait déplu au Cardinal, celui que Chapelain dut défendre contre l'Éminence, et qu'il eut le courage

(1) L'édition Didot met ici : *Il devait penser...*, ce qui n'offre aucun sens. (*Œuvres complètes* de Corneille ; II, 628.)

de maintenir. Le passage est d'autant plus curieux, qu'à l'endroit même où il fait l'éloge de Corneille, Chapelain, avec ou sans intention, parle des défauts « de la plupart de nos poèmes dramatiques », poèmes auxquels Richelieu n'était pas toujours étranger. Volontaire ou non, la critique contre l'illustre auteur dramatique est manifeste. Au fond, c'est là ce qui déplaisait à Richelieu, ce qui le froissait dans ce jugement. Aussi, pour se tirer d'affaire, Chapelain redouble-t-il ses protestations, et déclare que la pièce de Corneille est remplie de défauts et qu'il ne l'aime pas.

Telle est, croyons-nous, la vraie portée de ses paroles : elles ne sont qu'un expédient. « Je ne puis avoir tellement excusé *le Cid*, dans le cours du jugement que j'en fais, ne cesse-t-il de répéter, que je ne le ruine beaucoup en montrant, et dans ce même cours et par mes conclusions, que les principales choses à qui sont requises un poème dramatique pour être bon lui manquent. »

Scudéry avait prétendu que *le Cid* renfermait « beaucoup de méchans vers » ; Chapelain, au contraire, déclare au nom de l'Académie que la pièce renferme une multitude de beaux passages. « Après tout, dit-il en terminant, il faut avouer qu'encore qu'il ait fait choix d'une matière défectueuse, il n'a pas laissé de faire éclater en beaucoup d'endroits de si beaux sentimens et de si belles paroles, qu'il a en quelque sorte imité le Ciel qui, en la dispensation de ses trésors et de ses grâces, donne indifféremment la beauté du corps aux méchantes âmes et aux

bonnes (1). Il faut confesser qu'il y a semé un bon nombre de vers excellens et qui semblent avec quelque justice demander grâce pour ceux qui ne le sont pas. Aussi, les aurions-nous remarqués particulièrement, comme nous avons fait les autres, n'étoit qu'ils se découvrent assez d'eux-mêmes, et que d'ailleurs nous craindrions qu'en les ôtant de leur situation, nous ne leur ôtassions une partie de leur grâce. Ce qu'il y a de mauvais dans l'ouvrage n'a pas laissé même de produire de bons effets, puisqu'il a donné lieu aux Observations qui ont été faites dessus, et qui sont remplies de beaucoup de savoir et d'élégance (2). De sorte qu'on peut dire que ses défauts ont été utiles, et que sans y penser, il a profité aux lieux où il n'a su plaire.

« Enfin, nous concluons qu'encore que le sujet du *Cid* ne soit pas bon, qu'il pêche dans son dénouement, qu'il soit chargé d'épisodes inutiles, que la bienséance y manque en beaucoup de lieux, aussi bien que la bonne disposition du théâtre, et qu'il y ait beaucoup de vers bas et de façons de parler impures, néanmoins la naïveté et la véhémence de ses passions, la force et la délicatesse de plusieurs de ses pensées, et cet agrément inexplicable qui se mêle dans tous ses défauts, lui ont acquis un rang considérable entre les poèmes françois de ce genre qui ont donné le plus de satisfaction. Si son auteur ne doit

(1) Rapprochement d'un goût douteux et que Voltaire a raison de critiquer. *Œuvres complètes* de Corneille, édit. Didot.

(2) On a vu ce qu'il faut penser du « savoir et de l'élégance » de Scudéry.

pas toute sa réputation à son mérite, il ne la doit pas toute à son bonheur, et la nature lui a été assez libérale pour excuser la fortune si elle lui a été prodigue (1). »

D'après Pellisson, qui s'appuie sur les registres de l'Académie, le jugement sur *le Cid* aurait paru vers le 23 novembre 1637. Il est difficile et, en tout cas, téméraire de reprendre l'historien de l'Académie. Nous nous contenterons de remarquer que cette date s'accorde mal avec le privilège de l'impression, qui est du 26 novembre 1637. Elle est en désaccord aussi avec la lettre que Chapelain écrivait à l'abbé de Bourzeys, le 30 novembre, lettre où nous voyons Chapelain travailler encore à l'examen du *Cid* (2). « Ainsi furent mis au jour (3), nous dit Pellisson, après environ cinq mois de travail, *les Sentimens de l'Académie françoise sur « le Cid »*, sans que, durant ce temps-là, ce ministre qui avoit toutes les affaires du royaume sur les bras, et toutes celles de l'Europe dans la tête, se lassât de ce dessein et relâchât rien de ses soins pour cet ouvrage (4). »

(1) Voy. sur ces excellentes pages de critique littéraire, le récent ouvrage de M. Bourgoïn : *les Maîtres de la critique au dix-septième siècle*, pp. 41 et suiv.; 1 vol. in-12. Paris, Garnier, 1889.

(2) Voy. cette lettre, p. 255.

(3) Registres, 23 novembre 1637.

(4) I, 93. (Voy. plus haut, p. 291).

CHAPITRE XIII

Dictionnaire de l'Académie. — Chapelain a l'idée de ce travail, 1634. Il en expose le plan. — Chapelain et Vaugelas chargés de dresser le plan du Dictionnaire, décembre 1639. — Mémoires de Vaugelas sur ce sujet, janvier 1638. — Le plan de Chapelain est adopté. — Pension de Vaugelas rétablie, 1639. Motif de ce rétablissement. — Chapelain obtient cette faveur à Vaugelas. — La lettre A terminée le 17 octobre 1639. — Mort de Vaugelas, 1649 ou 1650. Cette mort retarde l'achèvement du Dictionnaire. — Mézeray continue l'œuvre de Vaugelas. — Le Dictionnaire terminé en 1672.

Aussitôt après cet examen, l'Académie entreprit son Dictionnaire. C'est là encore un travail dont l'honneur appartient en grande partie à Chapelain. Celui-ci n'en eut pas seulement l'idée, mais il en dressa le plan, le fit approuver par ses confrères, et, malgré ce qu'un tel dessein pouvait avoir d'aride et de rebutant, il veilla à ce que l'entreprise fût poursuivie sans relâche. « Dès le premier établissement de l'Académie, nous dit Pellisson, il avoit fait un ample projet du Dictionnaire, qui avoit été vu par la Compagnie (1). » On se souvient de l'article 26 des statuts, article dont Chapelain était fort probablement l'auteur : « Il sera composé un dictionnaire,

(1) I, 102.

une grammaire, une rhétorique et une poétique sur les observations de l'Académie. »

On a beau rire de Chapelain, il n'en est pas moins vrai qu'on trouve cet homme mêlé à toutes les affaires importantes de sa Compagnie. Dans cette période de tâtonnements et d'essais, non seulement il indique, avec sûreté, les travaux que doit entreprendre l'Académie, mais la manière dont il faut les exécuter. Le 20 juillet 1639, il écrit à Bois-Robert et parle du Dictionnaire en homme qui est vraiment le « promoteur » de cette difficile entreprise. « Vous pourriez toujours, lui dit-il, assurer Son Eminence de la continuation des travaux de M. de Vaugelas, qui fournit aux trois bureaux qui se tiennent toutes les semaines avec assiduité, pour l'avancement du Dictionnaire; et je vous proteste qu'il ne s'y peut rien ajouter, et que si l'ouvrage réussit un peu long (1), ce n'est pas par la négligence des ouvriers, mais par la nature de la matière qui, comme vous le savez par expérience, est épineuse et de grande discussion pour la bien traiter. En un mot, on n'y perd pas un moment, et Son Eminence le peut croire d'un homme comme moi, qui en ai été le promoteur, qui y donne le plus cher de mon temps, et qui en passionne l'accomplissement comme y ayant un plus particulier intérêt d'honneur que personne (2). »

Pellisson a précisé les dates, à l'aide des registres

(1) Tournure pesante, dont Sainte-Beuve s'est moqué; mais c'était là un latinisme, alors autorisé par l'usage.

(2) Lettre à Bois-Robert, du 20 juillet 1639; I, 460.

aujourd'hui perdus des premières années de l'Académie. Le 14 décembre 1637, nous dit-il, Vaugelas présenta à l'Académie « plusieurs belles et curieuses observations sur la langue ». La Compagnie ordonna que l'habile grammairien en conférerait avec « M. Chapelain »; et tous deux ensemble durent donner « des mémoires pour le plan et la conduite de ce travail (1) ».

Les mémoires de Vaugelas « étoient fort courts et ne touchoient que le gros de ce dessein ». Il les remit à l'Académie le 18 janvier 1638; de plus, il offrit de communiquer ses autres remarques sur la langue, pour faciliter la suite du travail. « Il divisoit ces remarques, dit Pellisson, en trois espèces : la première qui appartenait proprement au Dictionnaire, ne regardant que les mots simples; la seconde, pour la construction, qui appartenait à la Grammaire; la troisième, consistant en certaines règles qui n'étoient pas proprement du ressort, ni du Dictionnaire ni de la Grammaire (2). »

Le plan présenté par Chapelain, et qu'il fit adopter, est bien autrement développé; « et c'est sur ce même plan, ajoute Pellisson, qu'on travaille encore aujourd'hui (3) ». Chapelain avait conçu ce projet plusieurs années auparavant. Dès la seconde réunion de l'Académie, — registres du 20 mars 1634, — il avait insisté sur la nécessité de travailler à la pureté de la langue, et, pour cela, « d'en régler les termes et les phrases par un ample Diction-

(1) Ch. Livet; I, 101.

(2) I, 101.

(3) En 1652; moment où écrit Pellisson.

naire et une Grammaire fort exacte ». Dans la séance suivante, le 27 mars, on le pria d'indiquer quelle méthode pourrait être suivie à ce sujet. « Cet avis, qui tomboit dans le sentiment de tous les autres académiciens, fut généralement suivi; et, parce que M. Chapelain s'étoit étendu sur la manière dont on devoit travailler au Dictionnaire et à la Grammaire, il fut prié d'en dresser un plan, qui fut vu depuis par la Compagnie, et sur lequel il fut ordonné qu'il conférerait avec MM. de Bourzeys, de Gombauld et de Gomberville (1). »

Dans son ensemble, le plan exposé par Chapelain est excellent; il témoigne d'un grand savoir grammatical, d'une sérieuse connaissance des conditions requises pour rédiger un bon dictionnaire. Avec de pareilles qualités, il pouvait se faire une belle renommée. Pourquoi faut-il qu'il ait eu la funeste idée de rimer? de se tuer à composer un poème ridicule?

Chapelain disait donc en 1634, dès les premières assemblées, « que le dessein de l'Académie étant de rendre la langue capable de la dernière éloquence, il falloit dresser deux amples traités : l'un de rhétorique, l'autre de poétique; mais que, pour suivre l'ordre naturel, ils devroient être précédés par une grammaire qui fournilroit le corps de la langue, sur lequel sont fondés les ornemens de l'oraison et les figures de la poésie; que la grammaire comprenoit, ou les termes simples, ou les phrases reçues, ou les constructions des mots les uns avec

(1) Ch. Livet; I, 28.

les autres; qu'ainsi, avant toutes choses, il falloit dresser un Dictionnaire qui fût comme le trésor et le magasin des termes simples et des phrases reçues; après lequel, il ne resteroit, pour achever la Grammaire, qu'un traité exact de toutes les parties de l'oraison et de toutes les constructions régulières et irrégulières, avec la résolution des doutes qui peuvent naître sur ce sujet. »

Chapelain entendait mettre à contribution tous les académiciens. Voici comment il disposait le travail et partageait la besogne à chacun. Il ajoutait : « Que, pour le dessein du Dictionnaire, il falloit faire un choix de tous les auteurs morts qui avoient écrit le plus purement en notre langue, et les distribuer à tous les académiciens, afin que chacun lût attentivement ceux qui lui seroient échus en partage, et que sur des feuilles différentes il remarquât par ordre alphabétique les diction et les phrases qu'il croiroit françoises, cottant le passage d'où il les auroit tirées; que ces feuilles fussent rapportées à la Compagnie, qui, jugeant de ces phrases et de ces diction, recueilleroit en peu de temps tout le corps de la langue, et inséreroit dans le Dictionnaire les passages de ces auteurs, les reconnoissant pour originaux dans les choses qui seroient alléguées d'eux, sans néanmoins les reconnoître pour tels dans les autres, lesquelles elle désapprouveroit tacitement si le Dictionnaire ne les contenoit; et, parce qu'il y pourroit avoir des phrases et des mots en usage, dont on ne trouveroit point d'exemples dans les bons auteurs, qu'en cas que l'Académie les approuvât, on les marqueroit avec quel-

que note qui témoigneroit que l'usage les autorise; que ce Dictionnaire se feroit en un même corps, en deux manières différentes : la première, suivant l'ordre alphabétique des mots simples, soit noms, soit verbes, soit autres, qui méritent le nom de racines, qui peuvent avoir produit des composés, des dérivés, des diminutifs, et qui, d'ailleurs, ont des phrases dont ils sont le fondement. »

Chapelain expliquait cette première manière avec la logique et la lucidité d'un lexicographe moderne. C'est la méthode vraiment scientifique, tant préconisée de nos jours, et recommandée, on le voit, il y a longtemps, il y a plus de deux siècles, par un homme dont il est du bel air de faire un sot ou un ignorant. D'après Chapelain, les mots devaient être rangés par familles : de telle sorte que le mot simple connu, on verrait s'en dégager les dérivés et les composés, comme on voit du tronc de l'arbre se détacher les branches maîtresses, et de celles-ci les branches secondaires. Pour l'orthographe, il donnait une règle fort sage : s'en tenir, en général, à l'usage reçu, tout en s'appliquant à retrancher les lettres superflues, alors si nombreuses.

Chapelain ajoutait encore : « Qu'en cette manière, après avoir mis chaque mot simple avec une marque, pour faire connoître quelle partie d'oraison il seroit, on mettroit tout de suite les composés, les dérivés, les diminutifs et les phrases qui en dépendent, avec les autorités, lesquelles on pourroit néanmoins omettre pour les mots simples, comme étant hors de doute et assez

connus de tout le monde ; qu'on y pourroit ajouter l'interprétation latine en faveur des étrangers ; qu'on y marquerait le genre masculin, féminin ou commun de chaque mot avec des notes ; qu'il y en auroit d'autres pour distinguer les termes des vers d'avec ceux de la prose ; d'autres pour faire connoître ceux du genre sublime, du médiocre (1) et du plus bas ; qu'on y observeroit les accents aux syllabes longues ; qu'on y marquerait la différence des È ouverts et des fermés pour la prononciation ; qu'on se tiendrait à l'orthographe reçue, pour ne pas troubler la lecture commune et n'empêcher pas que les livres déjà imprimés ne fussent lus avec facilité ; qu'on travailleroit pourtant à ôter toutes les superfluités qui pourroient être retranchées sans conséquence. »

Venait ensuite l'explication de « la seconde manière », augmentée d'une disposition fort sage, à savoir que, dans le Dictionnaire de la langue, les mots techniques, les termes de métier ne figureraient pas, et seraient réservés à des dictionnaires spéciaux. Chapelain disait : « Qu'en la seconde manière, tous les mots simples ou autres seroient mis en confusion dans l'ordre alphabétique avec le seul renvoi à la page du grand Dictionnaire, où ils seroient expliqués ; que là, même, on pourroit marquer tous les mots, toutes les phrases hors d'usage, avec leur explication, pour l'intelligence des vieux livres où on les trouve, avec cet avis que ces mots ou phrases sont

(1) *Médiocre*, dans le sens de genre *tempéré*.

de la langue, mais qu'il ne faut plus les employer; qu'enfin, pour la commodité des étrangers, on pourroit encore, si on vouloit, ajouter un troisième corps des seuls mots latins simples, avec le renvoi à la page du grand Dictionnaire, où ils expliqueroient les mots françois; que, pour éviter la grosseur du volume, on exclueroit du Dictionnaire tous les noms propres des mers, fleuves, villes, montagnes, qui se trouveroient pareils en toutes les langues, comme aussi tous les termes propres qui n'entrent point dans le commerce commun, et ne sont inventés que pour la nécessité des arts et des professions, laissant à qui voudroit la liberté de faire des Dictionnaires particuliers pour l'utilité de ceux qui s'adonnent à ces connoissances spéciales (1). »

Comme pour le meunier de *Sans-Souci*, on avait fait des plans fort beaux sur le papier, mais cela ne suffisait pas : l'important était de les exécuter. Pour cela, il eût fallu quelques personnes chargées spécialement de cette œuvre. On pria Bois-Robert d'en parler à Richelieu, de proposer au cardinal Vaugelas et Faret, qui donneroient tout leur temps à ce travail, s'ils étaient déchargés du soin de leur fortune. Ceci se passait au mois de mars 1638. « Cependant, ajoute Pellisson, il ne se trouvoit personne dans l'Académie qui s'offrit volontairement à prendre sur soi la conduite de ce travail : chacun avoit ses affaires et ses pensées particulières, dont il ne vouloit point se détourner. Ainsi

(1) Ch. Livet; I, 102. — Le Dictionnaire des sciences parut, en effet, en même temps, en 1694. (Voy. plus loin).

ce dessein, pour lequel on venoit de témoigner tant d'ardeur, commença à languir, et l'on fut huit ou dix mois sans parler du Dictionnaire (1). »

Au commencement de l'année 1639, Chapelain écrit à Bouchard, à Rome. Sa lettre confirme pleinement les détails donnés par Pellisson; de plus, elle renferme quelques particularités intéressantes. Chapelain se plaint surtout de l'état d'abandon où demeure le Dictionnaire, cette entreprise dont il avait été le zélé promoteur. « L'exercice ordinaire des académiciens, aux jours d'assemblée, écrit-il le 6 janvier 1639, est l'examen rigoureux des pièces de ceux qui la composent, duquel on extrait des résultats pour la langue qui en seront un jour les règles les plus certaines. Nous avons résolu de commencer le Dictionnaire aussi; mais, pour ce que c'étoit un ouvrage de tout le corps, les membres ne s'y portoient que lâchement, pour ce qu'ils n'en attendoient ni honneur ni récompense particulière, et les trois quarts regardoient ce travail comme une courvée. Ainsi, il est demeuré suspendu jusqu'à une meilleure saison; et, afin que vous voyiez que je n'étois pas des lâches, et que j'eusse bien volontiers donné ce bien à mon pays, je vous envoie le plan que j'avois dressé de l'ordre de Son Eminence (2) et par le choix de la Compagnie, pour compiler ce Dictionnaire en la forme la plus parfaite et la plus utile qu'il se pouvoit, et je m'assure que vous

(1) I, 106.

(2) Particularité dont Pellisson ne dit rien. — Ce *plan* est évidemment celui qui est exposé plus haut, p. 335.

jugerez, avec le cabinet de MM. Du Puy (1), que, si nous avons suivi cette méthode, notre vocabulaire auroit quelque avantage par dessus les Grecs, Latins et Italiens. Vous n'en donnerez, s'il vous plaît, point de copie et nous manderez ce que vous y trouvez de manque ou de mauvais, car c'est à un polyglotte comme vous à qui l'on doit demander avis sur ces matières (2). »

Le « polyglotte » envoya son avis, mais ses conseils ne furent pas agréés. Il est probable que Bouchard eût préféré la disposition ordinaire des dictionnaires, l'arrangement purement alphabétique, à l'ordre des mots par groupes et par familles. Chapelain remercia avec politesse. Au fond, je ne suis pas bien sûr qu'il ait été satisfait des critiques de son correspondant de Rome. Il lui répond le 23 août 1639. « J'ai vu avec satisfaction, dit-il, votre opinion sur la méthode que vous voudriez que l'on suivît pour la compilation du vocabulaire. Sur quoi, je vous expliquerois la mienne, si nous n'avions point eu un ordre supérieur pour travailler suivant le plan que je vous ai envoyé; après quoi nous n'avons garde de croire qu'il y en puisse avoir de meilleur (3). »

Le Cardinal, fâché de ces lenteurs, commença à se plaindre et à dire que l'Académie ne faisait rien d'utile. Alors Bois-Robert, « exhorté par tous les académiciens, en particulier par M. Chapelain », fut prié de faire une

(1) Les frères Du Puy.

(2) Lettre à Bouchard, du 6 janvier 1639; I, 358.

(3) Lettre à Bouchard, du 23 août 1639, citée par M. Livet. (*Histoire de l'Académie française*, I, 383.)

nouvelle démarche auprès de Richelieu. Il eut mission d'exposer au Cardinal qu'il n'y avait qu'un moyen d'avancer le Dictionnaire : c'était d'en charger Vaugelas, en lui rendant la pension de 2,000 livres dont il n'était plus payé. « Le Cardinal reçut alors favorablement cette ouverture et répondit qu'il étoit prêt de donner même la pension du sien, s'il étoit besoin ; mais qu'il désiroit de voir comment M. de Vaugelas s'y voudroit prendre. On lui présenta les deux projets ; il goûta fort le plus long (1), que je vous ai rapporté presque tout entier : la pension de 2,000 livres fut rétablie à M. de Vaugelas (2). »

Cet heureux résultat étoit dû encore à l'intervention de Chapelain. Les lettres de celui-ci ne laissent aucun doute à cet égard. En même temps, elles nous donnent la date exacte du rétablissement de cette pension. Le 30 janvier 1639, il annonce la bonne nouvelle à Balzac. « Depuis huit jours en ça, écrit-il, j'ai entrepris de lui faire rétablir sa pension et l'ai obtenu par l'intercession de M. l'abbé de Bois-Robert ; lequel, sur les propositions que je lui ai faites et les raisons que je lui ai alléguées, a si bien gouverné son maître que la chose s'est achevée au grand contentement de ses amis. Pour engager Son Eminence à cette générosité, nous lui avons fait promettre que M. de Vaugelas composeroit le Dictionnaire à quoi il s'en va travailler (3). »

(1) Le projet de Chapelain.

(2) Ch. Livet ; I, 107.

(3) Lettre à Balzac, du 30 janvier 1639 ; I, 375.

Remarquons en passant l'exactitude du récit de Pellisson. Bien souvent on le prendrait pour le commentaire ou la copie des lettres de Chapelain, tant les deux narrations se ressemblent et s'accordent entre elles pour les moindres détails. Le 16 février 1639, Chapelain parle encore de la pension de Vaugelas et avoue que, pour sa part, il a contribué largement à la faire rétablir. « C'est une pension, dit-il, à titre très onéreux et pour une chose longue et pénible à faire. J'ai eu pour fondement de mon entreprise la passion que Son Eminence avoit que l'Académie fût utile et que ce Dictionnaire fût fait (1). »

Pellisson se sert presque des mêmes termes pour dire combien Richelieu s'intéressait au travail du Dictionnaire. Le Cardinal, écrit-il, s'était plaint souvent que l'Académie « ne faisoit rien d'utile pour le public » ; il s'en était même fâché jusqu'à dire qu'il l'abandonneroit (2).

La pension de Vaugelas fut rétablie vers la fin du mois de janvier 1639. Dès les premiers jours de février, les registres disent le 7 février, Vaugelas « commença à dresser les cahiers du Dictionnaire ». Grâce à l'historien de l'Académie, nous savons comment on procédait dans ce travail. Vaugelas apportait ses cahiers, dont il donnoit lecture ; à la fin de chaque séance, « on lisoit les mots qu'on devoit examiner dans la suivante, afin qu'on eût le loisir d'y penser ». Pellisson signale une particu-

(1) Lettre à M. de Chives, du 16 février 1639. — Lettre citée par M. Livet, I, 375.

(2) I, 107.

larité assez curieuse : l'oubli momentané du mot *Académie*. « On commença, dit-il, d'examiner la lettre A, où, pour le remarquer en passant, il arriva une chose assez plaisante, c'est que le mot d'*Académie* fut omis en sa place, sans qu'on y prit garde que quelque temps après (1). »

Au mois de juin, l'Académie travaillait assidûment à son Dictionnaire. Du moins le promoteur de cette entreprise semble-t-il plus satisfait de ses confrères : il ne se plaint pas, comme il lui arrive si souvent, de leur négligence et de leur paresse. Le 26 juin 1639, il écrit à Bouchard : « Pour nouvelle, lui dit-il, je vous dirai qu'enfin à ma sollicitation, et, je puis dire par mon industrie, l'Académie françoise est engagée à faire le Dictionnaire sur le plan que je vous ai envoyé, et que j'ai fait rétablir la pension de M. de Vaugelas, perdue et rayée depuis dix ans, pour y travailler et défricher les matières afin que la Compagnie se résolve. Nous sommes déjà bien avant dans l'A, et, sans cette guerre qui confond tout (2), nous l'aurions bien avancé en peu de temps et mis en état de faire honneur et profit à la France (3). »

Malgré ces belles espérances, il fallut plusieurs mois pour terminer la première lettre. Et cependant, au témoignage même de Chapelain, on peut le croire sur parole, l'Académie s'appliquait à sa tâche avec beaucoup de

(1) I, 108.

(2) La guerre de Trente ans. Opérations militaires en Alsace, en 1639.

(3) Lettre à Bouchard, du 26 juin 1639; I, 445.

zèle. De son côté, Vaugelas présentait régulièrement ses cahiers, et fournissait « aux trois bureaux qui se tiennent toutes les semaines avec assiduité pour l'avancement du Dictionnaire (1) ».

Ces « trois bureaux » dont parle ici Chapelain, doivent être celui des assemblées ordinaires d'une part; de l'autre, celui des deux assemblées extraordinaires qui se tenaient le mercredi, l'une chez le chancelier Seguier, l'autre chez d'Ablancourt. Pellisson parle de la création de ces « trois bureaux », décidée, disaient les registres du 11 juillet 1639, en vue d'avancer l'ouvrage plus rapidement. « On résolut, depuis, qu'outre les assemblées ordinaires, il s'en feroit, le mercredi, d'extraordinaires pour ce sujet, en deux bureaux, qui se tiendroient en même temps, l'un chez M. le Chancelier, l'autre chez M. d'Ablancourt, en l'absence duquel on le transféra depuis chez M. Sirmond. Avec tout cela, ce travail étoit extrêmement long : et la lettre A, commencée le 7 février 1639, ne fut achevée que le 17 d'octobre, environ neuf mois après (2). »

Mais, en 1640, cette belle ardeur de l'Académie pour la continuation de son Dictionnaire, était bien refroidie. A cette date, Chapelain constate à regret qu'on n'avance pas. « L'Académie, dit-il à Bouchard, travaille toujours au Dictionnaire, et avance comme dans les Compagnies, c'est-à-dire lentement (3). » Vingt ans après, en 1660, à

(1) Lettre à Bois-Robert, du 20 juillet 1639; I.

(2) I, 109.

(3) Lettre du 23 mai 1640; I, 630.

propos de la réimpression du dictionnaire de la *Crusca*, il se plaindra encore des mêmes lenteurs. « Les grandes machines se remuent malaisément, dira-t-il, témoin celle de l'Académie françoise pour l'édition du sien (1). »

Les registres du 19 mai 1642 parlaient d'autres réunions supplémentaires; mais ce surcroît de travail, cette augmentation de « bureaux » n'amena aucun résultat. Pellisson donne une raison excellente de l'inutilité de ces mesures. « On crut donc, écrit-il en s'appuyant sur les registres de 1642, qu'outre ces deux bureaux, il en falloit établir deux autres : l'un, le vendredi, chez M. de Bourzeys, l'autre, le mercredi, chez M. Conrart; et à chacun certains académiciens avoient ordre de se trouver. Mais ce soin a été presque inutile; car, comme on ne travailloit pas en ces quatre lieux, ni avec même génie et même force, il a fallu repasser sur plusieurs choses que ces bureaux particuliers avoient décidées; à quoi on travailloit encore, lorsque j'écrivois cette relation (2). »

La mort de Vaugelas, vers la fin de 1649, ou au commencement de 1650, vint retarder l'achèvement de ce grand travail. Richelieu n'était plus là aussi pour stimuler les paresseux. Mézeray eut la succession de Vaugelas; c'est lui qui fut chargé de continuer son œuvre. L'auteur d'un récent ouvrage, *les Fauteuils de l'Académie françoise*, a fait à ce sujet de bonnes réflexions sur l'état de la langue à la veille de l'apparition du Dictionnaire tant attendu. « Mézeray, qui remplaça Vaugelas,

(1) Lettre à Émeric Bigot, du 15 mars 1660; II, 83.

(2) I, 109.

dit-il, n'avait ni moins de zèle ni moins d'instruction. Il travailla sur le même plan, en utilisant les notes innombrables que son prédécesseur avait laissées. Grâce à sa persévérance et au concours assidu de l'Académie, le Dictionnaire était terminé en 1672. Mais on ne crut pas devoir le publier avant d'en avoir fait toute une revue, et cette revue fut presque aussi longue que l'avait été le premier travail, à cause des changements qui se produisaient sans cesse dans la langue à ce moment, qui est celui de toute notre histoire, où elle a fait le plus de progrès. Un souffle fécond passait alors sur la France. Sa littérature, longtemps endormie, se réveillait tout à coup ; une foule de grands hommes se révélaient de toute part et donnaient au monde les plus admirables travaux. C'était le grand siècle qui se levait pour la France, et toutes les Muses accouraient pour le couronner. Aussi, depuis trente ans que Chapelain et Vaugelas avaient entrepris le Dictionnaire, le style et le goût n'étaient presque plus reconnaissables. Ce nouveau Dictionnaire paraissait vieux dans ses premières lettres, et il y avait presque autant de travail à le retoucher qu'il en eût fallu pour le faire. Enfin il parut pour la première fois en 1694, quand Bossuet venait de prononcer l'oraison funèbre du grand Condé, quand M^{mo} de Maintenon faisait représenter *Esther* et *Athalie* sur son théâtre de Saint-Cyr, c'est-à-dire lorsque la France était à l'apogée de sa gloire littéraire (1). »

(1) *Les Fauteuils à l'Académie française*, par Pr. Vedrenne; INTRODUCTION, p. LVI; 4 vol. in-8°. Paris, Bloud et Barral. L'ouvrage est sans date; mais il a paru en 1888.

Il est dommage que ce livre en général, et cette belle page en particulier, soient souvent gâtés par des erreurs graves, et qu'on a de la peine à s'expliquer tant elles sont grossières. Passe encore pour certains à peu près; quoique cependant il soit un peu fort de dire que Bossuet « venait de prononcer l'oraison funèbre de Condé », lorsque parut, en 1694, le Dictionnaire de l'Académie. La mémorable oraison funèbre avait été prononcée sept ans auparavant, le 10 mars 1687. Nous ferons la même observation pour *Esther* et *Athalie* : l'une avait été représentée pour la première fois, six ans plus tôt, le 26 janvier 1689; l'autre le fut le 5 janvier 1691. L'erreur est plus grave à propos de Vaugelas. L'Académie, dit notre auteur, ne put recouvrer les papiers du célèbre grammairien qu'en 1651, « onze ans » après la mort de Vaugelas. C'est un an seulement qu'il eût fallu dire : Vaugelas mourut vers la fin de 1649, ou au commencement de 1650 (1).

L'Académie employa plus de vingt ans à ces retouches et à ces corrections, de 1672 à 1694. Chapelain put du moins saluer avant de mourir l'achèvement de cette œuvre dont il avait été le promoteur, qu'on avait exécutée d'après ses plans, et dont il « passionna » l'accomplissement toute sa vie. « Ainsi la révision de ce grand ouvrage, écrit d'Olivet, révision bien plus longue et bien plus pénible qu'une première façon, ne commença qu'en 1672, et il fut achevé d'imprimer en 1694 (2). »

(1) *Les Fauteuils à l'Académie française*, INTRODUCTION, p. LVI.

(2) Ch, Livet; II, 37.

CHAPITRE XIV

Dictionnaire de l'Académie. (*Suite.*) — Le Dictionnaire publié en 1694. Description de cette première édition. Les Dictionnaires rivaux. Dictionnaire de Furetière, 1690. — *Épître dédicatoire* du Dictionnaire de l'Académie. Perrault est l'auteur de l'*Épître*. — Eloges et critiques du Dictionnaire. Opinion de d'Olivet. Jugement de La Monnoye, 21 décembre 1693. — Dictionnaire de Richelet, 1680. — Patru, collaborateur de Richelet. — Autres collaborateurs. — Lettre de Patru à Maucroix, 4 avril 1677. — Dictionnaire de Richelet, jugé par La Monnoye, 15 février 1694. — Dictionnaire de *la Crusca*.

En 1652, au moment où il écrivait son *Histoire*, Pellisson exprimait une crainte : celle de ne pas voir la fin d'un ouvrage commencé depuis près de vingt ans. « On s'assemble deux fois la semaine, disait-il alors, pour avancer ce Dictionnaire; mais sans compter qu'il faut repasser une partie de ce qui a été fait dans ces petits bureaux, il n'a été conduit jusqu'ici qu'environ la lettre I; et cette longueur, avec l'incertitude de la fortune que l'Académie doit avoir à l'avenir, peut faire douter s'il s'achèvera jamais (1). »

Il s'acheva pourtant, mais après une préparation de

(1) Ch. Livet; I, 110.

plus de cinquante ans. La première édition parut enfin, en 1694, sous ce titre, que nous donnons en entier : « Le Dictionnaire de l'Académie françoise dédié au Roy ; à Paris, chez la veuve de Jean-Baptiste Coignard, imprimeur ordinaire du Roy et de l'Académie françoise, rue Saint-Jacques, à la Bible d'Or ; et chez Jean-Baptiste Coignard, imprimeur et libraire ordinaire du Roy et de l'Académie françoise, rue Saint-Jacques, près Saint-Séverin, au Livre d'Or. M. DC. LXXXIV. Avec privilège de Sa Majesté (1). » L'ouvrage formait deux beaux volumes in-folio, ornés d'une gravure, et de trois jolies vignettes dues aux célèbres graveurs du temps : J.-B. Corneille, Jean Mariette et G. Edelinck.

Nous n'avons pas qualité pour apprécier cette œuvre considérable, œuvre de critique autant que de goût et de patience.

Le délai avait été long, et justifiait bien le mot de Chapelain : « Les grandes machines se remuent malaisément. » Il avait fallu moins de temps à un seul individu, à Furetière, pour préparer son Dictionnaire. Dès 1685, il était prêt à le publier. Mais, sur les réclamations de l'Académie, le privilège pour l'impression lui fut retiré (2). L'ouvrage n'en parut pas moins en Hollande, deux ans après la mort de l'auteur, et quatre avant le Dictionnaire de l'Académie. Il avait le titre peu modeste

(1) Le privilège est daté du 28 juin 1674. L'achevé d'imprimer est du 21 août 1694.

(2) Pour toute cette affaire, voy. *Histoire de l'Académie française*, II, 38 et 15.

de *Dictionnaire universel*; trois volumes in-folio, La Haye et Rotterdam, chez Arnout et Reinier Leers, 1690.

En tête du *Dictionnaire de l'Académie française* se trouve une épître dédicatoire à Louis XIV, rédigée par Perrault. « Quand l'Académie, nous dit d'Olivet, fut sur le point de mettre au jour son *Dictionnaire* en 1694, elle chargea M. Perrault d'en préparer l'Épître dédicatoire (1). » Il fait bon, dans la situation présente de la France, d'entendre parler, avec cette patriotique fierté de notre gloire d'autrefois, de notre double illustration dans les lettres et dans les armes ! Il fait bon d'entendre dire que ce fut là « le beau siècle de la France » ; le temps où nous fûmes vraiment « la nation dominante » ; où chacun était fier de parler notre langue et d'imiter nos coutumes ! « Vous répandez sur nous, disait Perrault dans son projet d'*Épître*, un éclat qui assujettit les étrangers à nos coutumes, dans tout ce que leurs lois peuvent leur avoir laissé de libre ; ils se font honneur de parler comme ce peuple à qui vous avez appris à surmonter tous les obstacles, à ne plus trouver de places imprenables, à forcer les retranchemens les plus inaccessibles. »

Puis, parlant de l'ouvrage enfin terminé, Perrault ajoutait avec une noble confiance : « S'il arrive, comme nous osons l'espérer, qu'il ait le pouvoir de fixer la langue pour toujours, ce ne sera pas tant pour nos soins, que parce que les livres et les autres monumens qui parleront du règne de Votre Majesté feront les délices de

(1) Ch. Livet, II, 482.

tous les peuples, feront l'étude de tous les rois, et seront toujours regardés comme faits dans le temps de la pureté du langage et dans le beau siècle de la France (1). »

C'est le texte du manuscrit ; ce n'est pas du tout celui de l'imprimé. L'Académie voulut polir cette rédaction ; à notre avis, elle n'a fait que la gâter. Elle a paraphrasé, délayé le texte de Perrault ; elle a remplacé le langage simple et sans façon d'un académicien du premier âge, d'une époque où l'on gardait encore certaine fierté, même en s'adressant au Roi, par des formes plus adoucies, un ton plus cérémonieux, partant plus embarrassé. Si nous en croyons d'Olivet, Racine et Régnier auraient « poli » le texte primitif de Perrault. L'Académie avait chargé ce dernier de préparer l'Épître dédicatoire. « Il travailla, ajoute d'Olivet, et lorsqu'il fut content de son ouvrage, il en fit imprimer quarante copies, pour en distribuer à tous ses confrères, afin que chacun, en son particulier, se donnât la peine de l'examiner. Une de ces copies est heureusement parvenue jusqu'à moi, avec des remarques manuscrites, où je soupçonne l'abbé Régnier et Racine lui-même d'avoir eu bonne part (2). »

Pour nous, nous attribuerons à Régnier-Desmarais la part la plus large dans ces mauvaises corrections. Racine, dont le style est si franc et si vif, était incapable de remplacer par un pesant commentaire, par un lan-

(1) « Épître dédicatoire du Dictionnaire, avec les remarques de l'Académie », publiée par M. Livet, *Histoire de l'Académie française*, II, 482.

(2) *Histoire de l'Académie française*, II, 482.

gage emphatique et diffus, ce qui avait été mieux exprimé auparavant.

Nous allons mettre en regard les deux textes, ou plutôt le texte et le corrigé : il sera plus facile de les comparer l'un et l'autre. Le rapprochement est curieux : un professeur de seconde ou de rhétorique en tirerait aisément une bonne leçon de goût pour ses élèves (1). Le projet d'*Epître* n'est pas sans défaut ; mais, à tout prendre, cet essai vaut beaucoup mieux que la mauvaise paraphrase de Desmarais. Dans le texte imprimé, nous marquons en caractères italiques ce que le correcteur a conservé de la rédaction de Perrault.

Texte de Perrault.

AU ROI

SIRE,

Le Dictionnaire de l'Académie françoise paroît enfin sous les auspices de Votre Majesté, et nous avons osé mettre à la tête de notre ouvrage le nom auguste du plus grand des rois. Quelques soins que nous ayons pris d'y rassembler tous les termes dont l'éloquence et la poésie peuvent former l'éloge des plus grands héros,

Texte imprimé.

SIRE,

L'Académie françoise ne peut se refuser la gloire de publier son Dictionnaire sous les auspices de son auguste protecteur. Cet ouvrage est un recueil fidèle de tous les termes et de toutes les phrases *dont l'Éloquence et la Poésie peuvent former des éloges* ; mais nous avouons, Sire, qu'en voulant travailler au vôtre, *vous nous avez*

(1) Voy. la critique détaillée de cette *Epître*, *Histoire de l'Académie françoise*, II, 485.

Texte de Perrault.

nous avouons, Sire, que vous nous en avez fait sentir plus d'une fois et le défaut et la foiblesse.

Lorsque notre zèle ou notre devoir nous ont engagés à parler du secret impénétrable de vos desseins, que la seule exécution découvre aux yeux des hommes, et toujours dans les momens marqués par votre sagesse, les mots de prévoyance, de prudence et de sagesse même ne répondoient pas à nos idées, et nous aurions osé nous servir de celui de providence, s'il pouvoit jamais être permis de donner aux hommes ce qui n'appartient qu'à Dieu seul.

Ce qui nous console, Sire, c'est que sur un pareil sujet les autres langues n'auroient aucun avantage sur la nôtre : celle des Grecs et celle des Romains seroient dans la même indigence ; et tout ce que nous voyons de brillant et de sublime dans leurs plus fameux panégyriques n'auroit ni assez de force, ni assez d'éclat, pour soutenir le simple récit de vos victoires.

Que l'on remonte de siècle

Texte imprimé.

fait sentir plus d'une fois la foiblesse de notre langue.

Lorsque notre zèle ou notre devoir nous ont engagés à célébrer vos exploits, les mots de valeur, de courage et d'intrépidité nous ont paru trop foibles ; et quand il a fallu parler de la profondeur et du secret impénétrable de vos desseins, que la seule exécution découvre aux yeux des hommes, les mots de prévoyance, de prudence et de sagesse même ne répondoient qu'imparfaitement à nos idées.

Ce qui nous console, Sire, c'est que sur un pareil sujet les autres langues n'auroient aucun avantage sur la nôtre. Celle des Grecs et celle des Romains seroient dans la même impuissance : le Ciel n'ayant pas voulu accorder au langage des hommes des expressions aussi sublimes que les vertus qu'il leur accorde quelquefois pour la gloire de leur siècle.

Comment exprimer cet air

Texte de Perrault.

en siècle jusqu'à l'antiquité la plus reculée, qu'y trouvera-t-on de comparable au spectacle qui fait aujourd'hui l'attention de l'univers : toute l'Europe armée contre vous, et toute l'Europe trop foible.

Qu'il nous soit permis, Sire, de détourner un moment les yeux d'une gloire si éclatante, et d'oublier, s'il est possible, le Vainqueur des nations, le Vengeur des rois, le Défenseur des autels, pour ne regarder que le protecteur de l'Académie française. Nous sentons combien nous honore une protection si glorieuse ; mais quel bonheur pour nous de trouver en même temps le modèle le plus parfait de l'éloquence ? Vous êtes, Sire, naturellement et sans art, ce que

Texte imprimé.

de grandeur imprimé sur votre front, et répandu sur toute votre personne, cette fermeté d'âme que rien n'est capable d'ébranler, cette tendresse pour le peuple, vertu si rare sur le trône, et ce qui doit toucher particulièrement des gens de lettres, cette éloquence née avec vous, qui, toujours soutenue d'expressions nobles et précises, vous rend maître de tous ceux qui vous écoutent, et ne leur laisse d'autre volonté que la vôtre ? Mais où trouver des termes pour raconter les merveilles de votre règne ? Que l'on remonte de siècle en siècle, on ne trouvera rien de comparable au spectacle qui fait aujourd'hui l'attention de tout l'univers : toute l'Europe armée contre vous, et toute l'Europe trop foible.

Texte de Perrault.

nous tâchons de devenir par le travail et par l'étude; il règne dans tous vos discours une souveraine raison, toujours soutenue d'expressions fortes et précises qui vous rendent maître de tout l'âme de ceux qui vous écoutent, et ne leur laissent d'autre volonté que la vôtre.

L'éloquence où nous aspirons par nos veilles, et qui est en vous un don du Ciel, que ne doit-elle point à vos actions héroïques? Les grâces que vous versez sans cesse sur les gens de lettres peuvent bien faire fleurir les arts et les sciences; mais ce sont les grands événemens qui font les poètes et les orateurs : les merveilles de votre règne en auroient fait naître au milieu d'un pays barbare.

Texte imprimé.

C'est sur de tels fondemens que s'appuye l'espérance de l'immortalité où nous aspirons; et quel gage plus certain pouvons-nous en souhaiter que votre gloire, qui, assurée par elle-même de vivre éternellement dans la mémoire des hommes, y fera vivre nos ouvrages? L'auguste nom qui les défendra du temps, en défendra aussi la langue qui aura servi à le célébrer; et nous ne doutons point que le respect qu'on aura pour une langue que vous aurez parlée, que vous aurez employée à dicter vos résolutions dans vos conseils, et à donner vos ordres à la tête de vos armées, ne la fasse triompher de tous les siècles. La supériorité de votre puissance l'a déjà rendue la langue dominante de la plus belle partie du monde.

Texte de Perrault

Tandis que nous nous appliquons à l'embellissement de notre langue, vos armes victorieuses la font passer chez les étrangers : nous leur en facilitons l'intelligence par notre travail, et vous la leur rendez nécessaire par vos conquêtes ; et, si elle va encore plus loin que vos conquêtes, si elle réduit toutes les langues des pays où elle est connue à ne servir presque plus qu'au commun du peuple, une si haute destinée vient moins de sa beauté naturelle et des ornemens que nous avons tâché d'y ajouter, que de l'avantage d'être la langue de la nation qui vous a pour monarque, et (nous ne craignons pas de le dire) que vous avez rendue la nation dominante. Vous répandez sur nous un éclat qui assujettit les étrangers à nos coutumes dans tout ce que leurs lois peuvent leur avoir laissé de libre ; ils se font honneur de parler comme ce peuple à qui vous avez appris à surmonter tous les obstacles, à ne plus trouver de places imprenables, à forcer les retranchemens

Texte imprimé

Tandis que nous nous appliquons à l'embellir, vos armes victorieuses la font passer chez les étrangers : nous leur en facilitons l'intelligence par notre travail, et vous la leur rendez nécessaire par vos conquêtes ; et, si elle va encore plus loin que vos conquêtes, si elle se voit aujourd'hui établie dans la plupart des cours de l'Europe, si elle réduit, pour ainsi dire, les langues des pays où elle est connue, à ne servir presque plus qu'au commun du peuple ; si enfin elle tient le premier rang entre les langues vivantes, elle doit moins une si haute destinée à sa beauté naturelle, qu'au rang que vous tenez entre les rois et les héros.

Texte de Perrault.

les plus inaccessibles. Quel empressement, Sire, la postérité n'aura-t-elle point à rechercher, à recueillir les mémoires de votre vie, les chants de victoire qu'on aura mêlés à vos triomphes?

C'est ce qui nous répond du succès de notre ouvrage; et s'il arrive, comme nous osons l'espérer, qu'il ait le pouvoir de fixer la langue pour toujours, ce ne sera pas tant pour nos soins, que parce que les livres et les autres monumens qui parleront du règne de Votre Majesté feront les délices de tous les peuples, feront l'étude de tous les rois, et seront toujours regardés comme faits dans le temps de la pureté du langage et dans le beau siècle de France.

Texte imprimé.

Que si l'on a jamais dû se promettre qu'une langue vivante pût parvenir à être fixée, et à ne dépendre plus du caprice et de la tyrannie de l'usage, nous avons lieu de croire que la nôtre est parvenue de nos jours à ce glorieux point d'immutabilité, puisque les livres et les autres monumens qui parleront de Votre Majesté, seront toujours regardés comme faits *dans le beau siècle de la France*, feront à jamais les délices de tous les peuples et l'étude de tous les rois.

Nous n'avons pas qualité pour apprécier cette œuvre, considérable et utile en définitive, malgré d'inévitables imperfections; œuvre de critique et de goût, autant que de savoir et de patience. Selon l'usage, les contemporains ne furent pas en retard pour médire du nouvel ouvrage. Au lieu de tenir compte des efforts que ce long travail avait coûtés, des services que pouvait rendre un

vocabulaire autorisé, ils préférèrent le tourner en ridicule et le cribler de mille traits. Voulez-vous savoir l'accueil fait à cette première édition du *Dictionnaire de l'Académie*? Lisez un curieux article, intitulé ; *Recherches sur les anciens Lexiques, suivies de considérations sur les moyens d'améliorer les nouveaux dictionnaires* (1). « Ce fut en 1694, dit l'auteur de ces *Recherches*, que l'Académie française publia le sien en deux volumes in-folio, et malgré plus d'un demi-siècle passé à la confection de ce travail qui, selon la promesse de la docte Compagnie, devait *porter la langue à sa dernière perfection, en traçant un chemin pour parvenir à la plus haute éloquence*, il fut bien loin toutefois de répondre à l'attente générale et de paraître le digne vocabulaire des chefs-d'œuvre dont s'illustrait alors la France. L'Académie avait disposé les mots par racines, en plaçant tous les dérivés et les composés sous les mots primitifs dont ils descendent, forme plus logique, mais d'un usage beaucoup moins facile que l'ordre alphabétique, déjà consacré par Richelet et surtout par Furetière, qui était en outre plus complet, et, de l'aveu même de Racine, pouvait lui être préféré. Aussi, dès son apparition, l'ouvrage de l'Académie devint-il l'objet de nombreuses critiques; la plus ingénieuse et la plus mordante fut d'en extraire les façons de parler populaires et proverbiales, et de les publier sous le titre de *Dictionnaire des Halles*, par Artoud, *Bruxelles*, 1696, in-12. L'Académie ne répondit

(1) *Bulletin du Bibliophile*, 1836, 2^e série. Article signé : PELLISSIER,

pas et fit bien; mais elle ne profita point assez de ces critiques, et ce fut un tort. Cependant, elle adopta la forme alphabétique dans sa seconde édition de 1718 (1). »

M. Du Boys, à qui nous empruntons ces renseignements, signale aussi, dans le *Bulletin du Bibliophile* du mois d'octobre 1835, un piquant article de Ch. Nodier, sur les *Satires publiées à l'occasion du premier Dictionnaire de l'Académie*.

Heureusement pour l'Académie, tout le monde n'était pas de l'avis des satiriques ou des mauvais plaisants. Nombre de bons esprits se montrèrent plus indulgents, et, tout en reconnaissant les défauts de l'ouvrage, surent en apprécier l'utilité. D'Olivet en loue franchement le plan et en vante le mérite (2). De son côté, La Monnoye, « un des érudits les plus savants de son temps », défend le *Dictionnaire* contre les critiques de Thoynard (3). La lettre du philologue est datée du 21 décembre 1693, ce qui prouverait que le *Dictionnaire*, malgré le millésime qu'il porte, parut un peu avant 1694. « On me mande, écrit La Monnoye à son correspondant, que le Dictionnaire de l'Académie paroît en deux volumes in-folio, et qu'on travaille à un troisième qui contiendra les termes des arts (4). Faites-moi savoir, je vous prie,

(1) Cité par M. E. Du Boys. *Bulletin du Bibliophile*, juillet-août, 1889.

(2) Voy. plus loin.

(3) Nicolas Thoynard, né à Orléans le 5 mars 1629; mort à Paris, le 5 janvier 1706.

(4) C'est le Dictionnaire de Th. Cornicille, paru en 1694, et dont nous parlons plus loin.

de quel prix sont ces deux premiers volumes, et si l'on ne peut pas les relier commodément en un. Vous me parliez, ce me semble, de ce Dictionnaire dans votre lettre précédente, comme s'il étoit imprimé. Vous y repreniez l'ordre des mots qu'on y a rangés par racines à l'exemple du Calépin (1), tel que nous l'avons aujourd'hui, du Trésor d'Henry Estienne et de son abrégé par Scapula (2). Cet ordre a son utilité, on s'y accoutume en peu de temps, et ce qu'il pourroit faire de peine à trouver la suite littérale des mots peut être aisément réparé par une table alphabétique mise à la fin du Dictionnaire (3).

« Vous y condamnerez l'orthographe de *quoter*. J'avoue que tout le monde écrit *cotter* ou *coter*. Cependant tout le monde écrit *quote* partie, ou partie *aliquote*; je ne vois pas grand inconvénient à écrire *quoter*, comme on l'écrivoit du temps de Nicod et auparavant. Monet, Oudin et plusieurs autres écrivent *coter* et *quoter* indifféremment. *Quoter* représente mieux l'origine du mot, et l'autorité de l'Académie sera peut-être assez grande pour rétablir l'ancien usage.

« A l'égard de *ré-imprimer*, je baise les mains à votre M. Cramoisy. Qui a jamais ouï dire qu'on *ré-imprime* un

(1) Ambroise Calepin, 1435-1511, auteur d'un Dictionnaire polyglotte. Le mot *calepin* est passé dans la langue française et signifie un recueil de notes.

(2) Le *Lexicum græco-latinum*, publié par Jean Scapula. Bâle, 1579; in-f°, d'après le *Thesaurus linguæ græcæ* d'Henry Estienne.

(3) C'est ce qui a été fait à la fin de chaque volume de cette première édition de 1694.

livre? L'usage est pour *rimprime*, et je m'en rapporte volontiers au Dictionnaire de l'Académie (1). »

Puisque nous parlons des lexiques de la langue, qu'on nous permette une légère digression. Nous avons cité celui de Furetière; nous devons faire mention d'un autre, de celui de Richelet. La première édition est de 1680 (2). D'Olivet, dans sa continuation de l'histoire de Pellisson, a inséré, à ce sujet, une délicieuse lettre de Patru. On reprochait à l'Académie de bannir de ses articles les exemples tirés des auteurs. Patru, au contraire, « étoit fortement pour les citations ». Le 4 avril 1677, il écrit à Maucroix, l'ami de La Fontaine, et l'enrôle comme collaborateur du futur dictionnaire. Chose piquante, Patru, tout comme Furetière, et vers le même temps, travaillait à faire concurrence à ses confrères de l'Académie. Il indique à Maucroix la différence du plan des deux ouvrages, et espère un véritable succès pour celui des deux qui n'aura aucun caractère officiel.

« Mon cher, écrit Patru à son ami Maucroix, tu sauras que Cassandre et Richelet (3), nos anciens camarades, dont le premier est mon secrétaire et l'autre mon lecteur, me demandent leurs appointemens. Voici en quelle monnoie. Ils ont envie de faire un dictionnaire qui soit

(1) Lettre inédite, du 21 décembre 1693, publiée par M. E. Du Boys; *Bulletin du Bibliophile*, juillet-août 1889.

(2) 1 vol. in-4°; deux parties en 1 vol. Genève, Jean Herman Widerhold, 1680. Bibl. nat.

(3) François Cassandre, mort en 1695. — Richelet, né en 1631, mort en 1698.

composé de citations extraites de nos bons auteurs, et ils croient que, si je veux revoir l'ouvrage, un libraire le paiera bravement (1). Cette idée leur est venue sur ce que l'Académie, contre mon avis, qui fut toujours celui de Chapelain et de beaucoup d'autres, persiste dans sa résolution de ne point citer. Cassandre a déjà fait un essai qui me donne, *me hercle!* une bonne opinion de ce qu'on fera sur le même plan. Il s'est attaché aux mots qui sont de peu d'usage et qui regardent les plantes, les animaux, l'anatomie ou la pharmacie.

« Richelet va dépouiller tout d'Ablancourt. J'en ferai autant pour mes plaidoyers. Nous ne ferons que crayonner les passages. Un petit copiste à six deniers (2) portera le tout sur du papier qui ne sera écrit que d'un côté, tellement qu'il ne faudra que découper ce papier, et rapporter chaque morceau en son lieu et place où il sera collé. Tu sais que les *Indices* ne se font pas autrement.

« Nous sommes convenus que, pour ta part, non seulement tu ferois la même chose pour tes propres ouvrages, mais de plus (garde-toi de dire non!) pour tout Balzac. Il a été réglé, ordonné, nous réglons, ordonnons, que tu fourniras cette tâche. Richelet est sûr de cinq ou six auteurs vivans qui, pour avoir le plaisir et l'honneur d'être cités eux-mêmes, fourniront d'autres extraits par-dessus le marché; et chacun gardera le silence, pour mettre sa petite vanité à l'abri, comme de raison. Je m'en

(1) Un bon prix.

(2) Copiste qui n'était pas payé bien cher. Il fallait douze deniers pour faire un sou.

suis ouvert au Rapin et au Bouhours, qui s'y jettent à corps perdu. Allons, notre ami, travaille et beaucoup et promptement. Songe que nous n'avons pas, comme toi, un bréviaire bien payé, quoique mal récité. Adieu. Nous nous aimions à la bavette (1), aimons-nous toujours (2). »

Patru, Bouhours, Rapin, Maucroix, un grave académicien, deux jésuites et un chanoine, travaillant ensemble au Dictionnaire de Richelet, l'aventure est piquante ! Le *lecteur* de Patru se moqua joliment de ses collaborateurs. Comme pour les empêcher de vanter leur concours, et se réserver à lui seul le principal mérite de l'œuvre, notre homme sema ses articles d'une multitude d'exemples et de propos gaillards, bien plus faits pour des libertins que pour des gens studieux. Richelet ne put obtenir de privilège pour l'impression de son singulier ouvrage : ce n'est pas étonnant.

Après la mort du plaisant lexicographe, une seconde édition parut, en 1719, à Rouen, en deux volumes in-f°, sous ce titre : *Nouveau dictionnaire françois*. C'est celle que l'on cite d'ordinaire. Quoique fortement expurgée, elle garde encore de nombreux vestiges de la rédaction primitive.

Une lettre publiée récemment, par le jeune et savant érudit que nous avons nommé plus haut, renferme les mêmes critiques de Patru. Le 15 février 1694, quelques jours après l'apparition du Dictionnaire de l'Académie,

(1) C'est-à-dire : quand nous portions *bavette*, quand nous étions tout petits.

(2) Lettre du 4 avril 1677. (*Histoire de l'Académie française*, II, 50.)

La Monnoye donne son opinion. Il écrit à Nicolas Thoy-nard, « le premier chronologiste de l'Europe », comme il l'appelle. Patru eût été moins sévère pour l'ouvrage de Richelet : il avait ses raisons pour cela; mais, pour le Dictionnaire de l'Académie, le philologue bourguignon le juge comme le célèbre avocat. « J'avois, Monsieur, samedi dernier, dit La Monnoye, la main à la plume pour vous écrire, lorsque je reçus votre lettre. Aussitôt je quittai tout pour aller trouver M. Joly (1), à qui je lus tout ce que vous marquez touchant la douzaine d'exemplaires du Dictionnaire de Richelet (2), de l'un desquels l'auteur s'offroit à lui faire présent. Après quelques difficultés, il accepta la commission, et se chargea d'écrire lui-même à M. Turretin (3) qu'il connoît, et de me donner avis de sa réponse. S'il est vrai que ce Dictionnaire soit autant augmenté que vous le dites, j'en prendrai, avec votre permission, deux exemplaires, l'un pour un ami, l'autre pour moi. Il seroit fort à propos que l'auteur en augmentant son ouvrage se fût appliqué à le corriger. Il y a beaucoup de fautes; je pourrois à ma part lui en coter près de quatre cens dont il auroit peine à discon-

(1) Bernard Joly, sans doute. En 1696, La Monnoye résigna, en faveur de celui-ci, ses fonctions de « correcteur à la Chambre des Comptes de Bourgogne ». (Voy. *Bulletin du Bibliophile*, p. 235, n° de mai-juin 1889 : *Un Bourguignon et un Orléanais érudits au dix-septième siècle*, par M. Emile Du Boys.)

(2) La 2^e édition du *Dictionnaire* venait de paraître à Genève, 1693, en 2 vol. in-4°. Note de M. Du Boys.)

(3) Jean-Alphonse Turretin, 1671-1737. Voy. *Lettres inédites adressées de 1686 à 1737 à J. A. Turretini, théologien genevois, publiées et annotées par E. de Budé*; 3 vol. in-12. Paris, Monnerat, 1887.

venir, et un plus habile homme pourroit bien lui en marquer davantage. Le livre, néanmoins, généralement parlant, ne laisse pas d'être bon et commode, préférable même pour les citations au Dictionnaire de l'Académie, dans lequel je suis surpris qu'on n'en ait point employé. Ce n'étoit pas le dessein des premiers académiciens. Leurs successeurs ont eu tort de s'en écarter, et l'exemple seul de MM. de la Crusca suffisoit pour les redresser sur cet article (1). »

Nous ne laisserons pas cette correspondance, sans faire encore quelque bon emprunt au riche commentaire de M. Du Boys. « M. le marquis de Gaillon, nous dit-on, a publié dans le *Bulletin du bibliophile*, 1855, 12^e série, pp. 471-480, un très curieux article sur le *Dictionnaire de Richelet*. Il faut en rapprocher une charmante causerie de M. Henri Bouchot, intitulée : *les Friponneries de Richelet*, publiée dans le *Cabinet historique*, 1880, t. XXVI (2). »

Là encore nous trouvons quelques renseignements sur *la Crusca* et son Dictionnaire (3), « un modèle qu'on n'a pas surpassé depuis ». On nous permettra de noter ces détails au passage et d'en faire notre profit. Chapelain, on s'en souvient, était membre de l'Académie florentine. Le célèbre vocabulaire italien lui eût-il servi, quand il fit le plan de notre futur Dictionnaire, nous n'en serions pas

(1) Voy. M. Emile Du Boys, *Bulletin du Bibliophile*; n° de juillet-août 1889, p. 340.

(2) *Ibid.*, p. 340.

(3) 6 vol. in-f°. Florence.

surpris. Le passage suivant va nous apprendre une autre particularité : l'Académie française n'a pas été la seule à subir bien des assauts, et la seule aussi exposée au reproche de régenter la langue. « C'est dans la galerie du palais Riccardi, nous dit-on, quē se tiennent annuellement les séances de l'Académie de la Crusca, la plus ancienne de ce genre, tribunal grammatical qui a censuré le Tasse, comme l'Académie française, Corneille : l'objet, comme celle-ci, d'éternelles plaisanteries, et cependant toujours et justement honorée; qui a terminé et qui perfectionne son utile dictionnaire, véritable modèle de tous les dictionnaires, et qui compte encore aujourd'hui plusieurs hommes de mérite... C'est à tort que cette Académie a été accusée fréquemment de vouloir imposer ses arrêts comme règles du langage, et de régenter l'Italie; elle n'a point cette prétention, et elle se borne simplement à conserver la pureté de l'idiome toscan (1). »

(1) *Voyages historiques en Italie*, par M. Valéry; vol. II, p. 280. Paris, 1838. (Cité par M. E. Du Boys, *Bulletin du Bibliophile*, juillet-août 1880.)

CHAPITRE XV

Dictionnaire de l'Académie. (*Suite*). — Seconde édition, 1718. Disposition des mots par ordre alphabétique. — Contrefaçon de Hollande, avec le titre faux de *seconde édition*, 1696. — Autres éditions du Dictionnaire. — Troisième édition, 1740. — Quatrième édition, 1762. — Cinquième édition, 1798. — Création de l'Institut, 22 août 1795. Nouvelle organisation de l'Institut, 23 janvier 1803. — Sixième édition du Dictionnaire de l'Académie, 1835. Préface de M. Villemain. — Septième édition, 1877. Préface de M. Silvestre de Sacy. — Préfaces des six éditions précédentes. Commission dite du *Dictionnaire*.

Six ans après la première édition de son Dictionnaire, l'Académie en prépara une seconde. Dès 1696, comme elle l'avait fait au début, elle forma deux bureaux : l'un eut l'abbé de Choisy pour secrétaire, l'autre l'abbé Talemant. A cette occasion, le premier composa un recueil, que nous signale M. Ch. Livet (1). Quelques mots, placés en tête de cet écrit, expliquent en quoi consistait le travail des deux commissions. Le recueil a pour titre : *Opuscules sur la langue françoise par divers académiciens* ; Paris, Bernard Brunet, imprimeur de l'Académie françoise ; M.DCC.LIV. Les remarques de Choisy sont intitulées : *Journal de l'Académie françoise*, par M. l'abbé

(1) *Histoire de l'Académie française*, II, 53.

de Choisy (1). « Au commencement de l'année 1696, lit-on dans ce *Journal*, l'Académie résolut, à la pluralité des voix, qu'on travailleroit en deux bureaux; que dans le premier, on reverroit le Dictionnaire et que, dans le second on proposeroit des doutes sur la langue, qui, dans la suite, pourroient servir de fondement à une grammaire. MM. Charpentier, Perrault, Thomas Cœurneille, et MM. les abbés Dangeau (2) et de Choisy promirent assiduité au bureau. C'est le dernier nommé qui se chargea de tenir la plume, le reste du quartier. »

Cette édition parut en 1718, avec une préface de Régnier-Desmarais, secrétaire perpétuel, à la place de Mézeray, depuis le 31 juillet 1683. « Quand je dis la seconde édition, écrit à ce propos d'Olivet, je dis mal; c'est plutôt un dictionnaire nouveau, puisqu'il y a un ordre tout différent et une infinité de changements essentiels, soit additions, soit corrections (3). »

Le plan de Chapelain, adopté pour la première édition, fut complètement abandonné pour la seconde. L'ordre purement alphabétique remplaça, comme on le fait aujourd'hui, la disposition des mots par groupes et par racines. « Cette méthode des familles de mots, a-t-on dit avec raison, d'après d'Olivet, était certainement moins simple que celle qui a prévalu depuis et où tous les mots sont considérés isolément. Mais, si elle imposait, à la

(1) Ce *Journal* va de la page 243 à 341.

(2) L'abbé de Dangeau, mort en 1723. Il a écrit des *Lettres sur l'Orthographe*, 1693, et des *Essais de grammaire*, 1711.

(3) Ch. Livet; II, 47.

jeunesse surtout, un peu plus de travail, en l'obligeant à chercher un mot dans sa famille et à la suite de son primitif, elle avait aussi l'avantage de former son esprit à l'intelligence de ces rapports des mots entre eux, par où, en voyant mieux leur étymologie et leur filiation, on en connaît mieux le sens exact et on les emploie plus à propos (1). »

D'Olivet a fait aussi l'éloge du plan de ce premier Dictionnaire de l'Académie. Il en décrit le caractère, les avantages, en termes excellents et en bon grammairien qu'il était lui-même. « Toutes les langues, dit-il, ont deux sortes de mots : les uns primitifs et simples, les autres dérivés ou composés. Il y a donc deux manières de ranger les mots dans un dictionnaire : l'une, de les mettre tous, de quelque nature qu'ils soient, dans leur ordre alphabétique ; l'autre, de les disposer par racines, c'est-à-dire de n'observer l'ordre de l'alphabet que pour les mots primitifs, et de placer sous chaque primitif tous les mots qui en dérivent.

« Or, de ces deux méthodes, la dernière est véritablement la plus savante, la plus propre à instruire un lecteur studieux, parce qu'elle lui fait voir, d'un coup d'œil, à la suite d'un mot simple, tous ceux qui en ont été formés : de même qu'on voit dans les arbres généalogiques, sous chaque chef de famille, tous ses descendants et toutes les personnes qui en sortent. Mais cette méthode n'accommodait pas l'impatience du François ; ainsi l'Académie,

(1) *Fauteuils de l'Académie française*. INTRODUCTION, p. LIV.

après l'avoir employée dans la première édition de son Dictionnaire, a cru devoir l'abandonner dans la seconde (1). »

Voici le titre exact de cette édition : « Nouveau Dictionnaire de l'Académie françoise, dédié au Roy ; 2 vol. in-folio, Paris, chez Jean-Baptiste Coignard, imprimeur et libraire ordinaire du Roy et de l'Académie françoise, rue Saint-Jacques, à la Bible d'Or, M.DCC.XVIII. Avec privilège de Sa Majesté. »

La Majesté avait alors huit ans. Mais le privilège, placé à la fin du second volume, porte la date déjà ancienne du 14 décembre 1704. A la suite du privilège, on lit : « L'Académie françoise, par délibération du dernier décembre 1704, a cédé au sieur Coignard le droit du présent privilège pour la réimpression de son Dictionnaire, et pour l'impression de ses *Observations* sur les *Remarques* de Vaugelas. Signé : REGNIER DES MARAIS, secrétaire perpétuel. »

La plupart des belles gravures de l'édition de 1694 ont été conservées. On a modifié seulement quelques vignettes. Celle qui est en tête de l'*Épître au Roi* est fort jolie. Elle représente Minerve, d'une main tenant fièrement son bouclier, et de l'autre, couronnant le médaillon du jeune monarque. Hélas ! la prévision ne devait guère se réaliser. Au bas, ces mots : « Inventé par M. Coypel, ecuyer, premier peintre du Roi. Gravé par B. Audran, graveur ordinaire du Roy. »

(1) Ch. Livet ; II, 46.

Il ne faut pas confondre cette *deuxième* édition, avec une contrefaçon faite de bonne heure en Hollande, en 1696, et qui porte, elle aussi, le titre de *seconde édition*. La Bibliothèque nationale a récemment acquis un exemplaire de cette prétendue *seconde édition* du Dictionnaire de l'Académie. C'est un ouvrage devenu fort rare, et que les bibliographes n'avaient pas signalé jusqu'ici. Il est exposé, en ce moment, dans le vestibule de la Bibliothèque nationale. Il fut imprimé à Amsterdam par Marc Huguetan, appartenant à une famille française, qui s'expatria en 1685, à la révocation de l'édit de Nantes. Voici le titre de ce livre, dont on ne connaissait pas l'existence à l'Académie française : « Le grand Dictionnaire de l'Académie françoise, dédié au Roy. Seconde édition. Reveüe et corrigée de plusieurs fautes, et où l'on a mis dans l'ordre alphabétique les additions qui estoient à la fin de l'édition précédente. Tome premier. A.-L. » Cette *seconde édition* forme, comme la première, deux volumes in-folio et, comme elle, porte le nom de J.-B. Coignard : « A Paris, chez la veuve de Jean-Baptiste Coignard, imprimeur ordinaire du Roy et de l'Académie françoise; et chez Jean-Baptiste Coignard, imprimeur ordinaire du Roy et de l'Académie françoise. M.DC.XCVI. Avec privilège du Roy. »

Une excellente notice, et fort détaillée, en a été faite par M. Léopold Delisle, dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (1). « Marc Huguetan, nous dit-il, a fait

(1) Vol. XLIX, p. 577; 1888.

servilement reproduire les gravures en taille-douce qui ornent les premières pages de l'édition originale. Non content d'avoir corrigé un assez grand nombre de fautes d'impression échappées, paraît-il, aux typographes parisiens, il s'est donné la satisfaction d'en donner un relevé qui occupe huit grandes colonnes. »

Et ici, M. Delisle fait une hypothèse fort vraisemblable; en tout cas, elle est fort ingénieuse. « A vrai dire, ajoute-t-il, le Dictionnaire publié par Marc Huguetan n'est qu'une intelligente reproduction de l'édition originale du Dictionnaire de l'Académie. C'est peut-être simplement une de ces contrefaçons, comme la librairie des Pays-Bas en a produit un si grand nombre au dix-septième siècle; mais ce pourrait bien être aussi une réimpression secrètement provoquée par les propriétaires de l'édition originale, que la guerre empêchait de placer leurs exemplaires, dans les pays étrangers, et qui, en prenant les devants, auraient voulu prévenir une contrefaçon hollandaise. »

La dernière hypothèse semble très probable, continue M. Delisle. « En effet, dit-il, l'impression de l'édition hollandaise dut être commencée avant l'achèvement de l'édition française. Celle-ci est datée de 1694, et le privilège que Marc Huguetan se fit délivrer par les états de Hollande est du 13 février 1693... De plus, l'éditeur hollandais, qui a fait passer dans le corps du premier volume les additions imprimées à la fin de ce volume dans l'édition originale, n'a point suivi le même système pour le second, ce qui semble indiquer qu'il n'avait pas à sa disposition un exemplaire complet du tome II de l'édition

originale, quand il en fit commencer l'impression. Il semble donc que les libraires parisiens se soient entendus d'avance avec Marc Huguetan et lui aient communiqué les bonnes feuilles du livre, pour le mettre à même de publier la réimpression hollandaise après l'édition originale. »

Chapelain avait été d'avis d'exclure du Dictionnaire de l'Académie « tous les termes propres qui n'entrent point dans le commerce commun et ne sont inventés que pour la nécessité des arts et des professions, laissant à qui voudroit la liberté de faire des dictionnaires particuliers pour l'utilité de ceux qui s'adonnent à ces connoissances spéciales (1). » Thomas Corneille fit ce vocabulaire particulier; il parut en même temps que le Dictionnaire de l'Académie et lui fut joint. « Dans l'édition de Hollande, comme dans l'édition originale, nous dit M. Delisle, le Dictionnaire est accompagné d'un complément en deux volumes, intitulé : *le Grand Dictionnaire des arts et des sciences*, par M..., de l'Académie françoise. Tome troisième, A-L; tome quatrième, M-Z.

« A Paris, chez la veuve de Jean-Baptiste Coignard... M.DC.XCVI (2). Avec privilège du Roy. »

Dans l'édition originale, le titre et la tomaisson du Dictionnaire de Th. Corneille sont quelque peu différents. « Le Dictionnaire des arts et des sciences. Par M.D.C. (3) de l'Académie françoise. Tome I, A-L; tome II, M-Z.

(1) Voy. plus haut, p. 338.

(2) Il y a ici une faute d'impression. Il faut lire : MDCXCIV.

(3) De Corneille.

« A Paris, chez la veuve de Jean-Baptiste Coignard, imprimeur ordinaire du Roy et de l'Académie françoise, rue S. Jacques, devant la rue des Noyers, à la Bible d'or;

« Et chez Jean-Baptiste Coignard, imprimeur et libraire ordinaire du Roy et de l'Académie françoise, rue S. Jacques, près S. Séverin, au Livre d'or. M.DC.LXXXIV. »

A la fin du second volume se trouve l'achevé d'imprimer : « Ce Dictionnaire a esté achevé d'imprimer, pour la première fois, l'onzième septembre 1694 (1). »

La troisième édition du Dictionnaire fut donnée vingt ans après la seconde, en deux volumes in-f°. Elle parut sous ce titre : « *Dictionnaire de l'Académie françoise*. Troisième édition. Chez Jean-Baptiste Coignard (2), imprimeur du Roy et de l'Académie françoise. M.DCC.XL. »

Le privilège remontait assez loin : il est du 13 février 1728. « L'Académie françoise, lit-on à la fin, a cédé le présent privilège au sieur Coignard, son libraire, suivant les conditions portées dans ses Registres. A Paris, le trente-unième mars mil sept-cent vingt-huit. — Signé : L'abbé Dubos, secrétaire perpétuel. »

« Nous devons espérer, est-il dit dans l'Épître au roi, que la seule inclination des peuples rendra la langue françoise aussi commune dans toute l'Europe que l'étoit celle des Romains dans l'étendue de leur empire. Que de motifs pour engager l'Académie à travailler avec encor plus d'ardeur, sous les auspices de son auguste Protecteur, à la perfection de cette langue ! C'est ce que nous

(1) Bibl. nat. Inventaire X, 588.

(2) Jean-Baptiste III Coignard; voy. plus haut, p. 62.

avons déjà tâché de faire dans la troisième édition de notre Dictionnaire, que nous avons l'honneur de lui présenter. »

En 1762, parut la quatrième édition. Elle fut faite sous la direction de Duclos, secrétaire perpétuel depuis le mois de novembre 1755. Elle a pour titre : « *Dictionnaire de l'Académie françoise. Quatrième édition* » deux volumes in-f°. Paris, chez la veuve de Bernard Brunet (1), imprimeur de l'Académie françoise. M.DCC.LXII.

Le privilège porte la date du 30 avril 1750. A la suite, se trouve la cession faite à Brunet et à sa veuve, par les deux secrétaires qui se succédèrent dans l'intervalle.

« L'Académie françoise a cédé le présent privilège au sieur Brunet, son libraire (2), suivant les conditions portées dans ses Registres. A Paris, le vingt juin mil sept-cent cinquante. — Signé : Mirabaud, secrétaire perpétuel de l'Académie. »

« L'Académie a cédé le présent privilège à la veuve Brunet, suivant les conditions portées dans ses Registres. A Paris, le premier décembre mil sept-cent soixante. — Signé : Duclos, secrétaire perpétuel de l'Académie. »

En 1778, Voltaire proposa de refaire le Dictionnaire sur un plan tout nouveau ; c'était l'Encyclopédie de la langue venant après l'Encyclopédie philosophique. « Ce Dictionnaire, nous dit-on, qui devait s'appeler gramma-

(1) Voy. plus haut, p. 62, le Catalogue des libraires de l'Académie.

(2) Ceci prouverait que Bernard Brunet fut libraire de l'Académie en 1750 et non en 1752, comme le dit A. Lottin. (Voy. plus haut, p. 62.)

tical, donnerait tous les principes et toutes les règles de la langue; avec lui, on pourrait se passer de grammaire, de syntaxe, de rhétorique et de prosodie (1). »

Ce plan avait été approuvé dans la séance du 7 mai 1778. Mais Voltaire étant mort quelques jours après, le 30 mai, ce projet fut abandonné avec autant d'empressement qu'il avait été adopté. L'Académie se contenta de préparer la cinquième édition de son Dictionnaire, à l'aide de notes écrites par d'Alembert et Marmontel, secrétaires perpétuels après Duclos. « Cette édition préparée en partie sous la Terreur et publiée en 1798, dit M. Vedrenne, fut indigeste et fautive (2). » Mais pourquoi ajouter : « L'Académie l'a toujours reniée? » Où donc l'auteur des *Fauteuils de l'Académie* va-t-il puiser ses renseignements? Il n'est pas possible de plus souvent égarer un lecteur qu'on a mission de conduire. L'Académie, au contraire, a toujours avoué cette édition, malgré les défauts qu'elle peut avoir. Voici ce que nous lisons dans la préface de la septième édition du Dictionnaire publiée en 1877 : « De 1762 à l'époque où les Académies disparurent, avec la monarchie qui les avait fondées, sous la main implacable de la Révolution, l'Académie française, fidèle à sa pacifique mission, n'avait pas cessé de préparer une cinquième édition de ce Dictionnaire, toujours libéralement ouvert aux variations de l'usage, quoique toujours le même quant à l'esprit et aux principes. Le travail était prêt et n'attendait plus

(1) *Fauteuils de l'Académie*. INTRODUCTION, p. LVIII.

(2) *Ibid.*, p. LIX.

que la main de l'imprimeur, lorsque l'Académie succomba. Chose bien digne de remarque ! la Convention qui, elle aussi, représentait alors la France et pouvait dire : l'État, c'est moi ! devait faire pour le vieux Dictionnaire de l'Académie ce que Louis XIV avait fait pour le Dictionnaire naissant. Par une loi du premier jour complémentaire de l'an III (17 septembre 1795), la Convention, aussitôt que le retour d'un peu d'ordre et de calme lui permit de penser à ces choses, en ordonna la réimpression avec les additions et corrections préparées. »

Après ce rapide exposé, vient une remarquable appréciation de l'ouvrage : la critique et l'éloge s'y trouvent habilement mêlés, faits l'une et l'autre avec une aisance égale, un ton plein de bons sens, bien spirituel et finement moqueur. « C'est en exécution de cette loi, nous dit l'auteur de cette belle préface (1), que parut, en 1798, la cinquième édition du Dictionnaire, précédée comme d'habitude d'une préface, mais d'une préface fortement empreinte de l'esprit du temps, pleine de prétention à la philosophie et à la profondeur, curieuse pourtant et encore bonne à lire, précisément parce qu'elle n'a rien de bien neuf ni de bien profond, et qu'elle ne reproduit guère, en ce qu'elle a de juste et de vrai, que les principes plus simplement exposés par les académiciens de 1694 et de 1718. N'ayant pu, d'ailleurs, passer sous les yeux de l'Académie, qui n'existait plus, et être

(1) M. Silvestre de Sacy.

soumise à son approbation, elle reste l'œuvre toute personnelle de celui qui l'a faite. La critique en serait ici superflue. Si l'auteur reproche, en style du temps, à l'ancienne Académie ce qu'il appelle ses complaisances et ses flatteries pour les rois, on le lui pardonne d'autant plus aisément qu'il ne ménage pas les siennes à la République d'alors, et que sous ce couvert, cette concession faite aux circonstances, reprenant un ton qui semble lui être plus naturel, il comble d'éloges cette même Académie, et va jusqu'à lui attribuer une part principale dans la fondation des institutions républicaines et démocratiques. L'important est que, littérairement parlant, l'auteur demeure fidèle à l'esprit de l'ancien Dictionnaire et ne rompt pas, sous ce rapport, avec la tradition. Révolutionnaire par le tour un peu déclamatoire de ses phrases, il ne l'est pas par le fond de ses idées sur la langue, et il faut bien lui en savoir gré. Pas de pires révolutions que celles qui renversent le langage et pervertissent jusqu'au sens naturel des mots! Il y a déjà bien des siècles qu'un ancien en a fait la remarque et l'a dit éloquemment (1). On trouve seulement, à la fin de cette édition du Dictionnaire, un court appendice, qui appartient encore à l'auteur de la préface, et dans lequel on a réuni ou relégué quelques mots et quelques façons de parler issus de la Révolution, et dont beaucoup n'étaient pas destinés à lui survivre (2). »

(1) Thucydide.

(2) *Dictionnaire de l'Académie française, septième édition. PRÉFACE*, p. iv.

Une loi du 8 août 1793 avait supprimé toutes les sociétés savantes, et avec elles, par conséquent, l'Académie française. Mais la Convention la fit revivre quelque temps après, en fondant l'Institut par la loi du 5 fructidor an III, 22 août 1795 (1). La loi du 3 brumaire an IV, 25 octobre 1795, divisa primitivement le nouvel établissement en trois classes :

I^{re} Classe, Sciences physiques et mathématiques;

II^e Classe, Sciences morales et politiques;

III^e Classe, Littérature et Beaux-Arts.

M. Vedrenne se trompe donc encore ici, quand il parle des quatre classes de l'Institut, à l'époque de sa création. « Dès les premières années de l'Institut, que fonda en 1795 la Convention expirante, écrit-il, et qui se composait de quatre classes diverses, formant quatre académies distinctes, la classe de littérature qui succédait tant bien que mal à l'Académie française, entreprit d'en refaire le Dictionnaire. Le plan en fut conçu, cette fois, sur une très large base. Une commission de douze membres, prise dans les quatre classes, préparait d'abord le travail; tous les trois mois, elle rendait compte à l'Institut tout entier, et tous les ans au public, de ce qu'elle avait composé (2). »

Tout cela, tant s'en faut, n'est pas également exact. La loi du 25 octobre 1795 est confondue avec le décret du 23 janvier 1803, qui établissait une nouvelle organisation de l'Institut. En 1795, il n'y avait pas seulement une

(1) Voy. pour ces lois : *Annuaire de l'Institut* pour 1888, pp. 20 et suiv.; et le Recueil de M. Aucoc.

(2) *Fauteuils de l'Académie*. INTRODUCTION, p. LIX.

séance annuelle publique, il y en avait quatre dans l'année. L'article 6 de la loi du 25 octobre 1795 est ainsi conçu : « L'Institut national aura quatre séances publiques par an. Les trois classes seront réunies dans ces séances (1). »

Ce fut le décret du 23 janvier 1803, qui partagea l'Institut en quatre classes :

I^{re} Classe, Sciences physiques et mathématiques ;

II^e Classe, Langue et littérature françaises ;

III^e Classe, Histoire et littérature anciennes ;

IV^e Classe, Beaux-Arts.

La seconde classe représentait presque entièrement l'ancienne Académie française. Elle formait une classe à part, ayant son organisation primitive : ses quarante membres, comme par le passé ; son secrétaire perpétuel, et de plus, comme autrefois, la mission spéciale de travailler au Dictionnaire.

« La seconde classe, disait le décret, sera composée de quarante membres.

« Elle est particulièrement chargée de la confection du Dictionnaire de la langue française ; elle fera, sous le rapport de la langue, l'examen des ouvrages importants de littérature, d'histoire et de sciences. Le recueil de ses observations critiques sera publié au moins quatre fois par an.

« Elle nommera dans son sein, et sous l'approbation du premier Consul, un secrétaire perpétuel, qui continuera

(1) *Annuaire de l'Institut*, 1838, p. 22.

à faire partie du nombre des quarante membres qui la composent (1). »

Le Dictionnaire de 1798 fut publié d'après les notes écrites par d'Alembert et Marmontel sur les marges d'un exemplaire de l'édition de 1762. L'ouvrage forme 2 volumes in-folio, accompagnés d'un *Discours préliminaire*.

Il est médiocre au point de vue typographique. Les caractères sont trop petits, le papier est mauvais et la disposition des mots sur trois colonnes étroites est des plus désagréables. Voici le titre de ce vocabulaire paru quand l'Académie n'existait plus : « Dictionnaire de l'Académie françoise. Cinquième édition. Paris, chez J.-J. Smits et C^e, imp.-lib., rue de Tournon. L'an VII de la République (2). »

« Le travail, écrit M. Silvestre de Sacy, était prêt et n'attendait plus que la main de l'imprimeur, lorsque l'Académie succomba (3). » Le 12 août 1793, la Convention fit apposer les scellés sur les appartements des diverses Académies qui existaient alors. Vers la fin du mois, Domergue et Dorat Cubières furent nommés commissaires, et chargés de les lever. Dans ces malheureux temps, l'abbé Morellet remplissait les fonctions de directeur. Par suite de l'absence de Marmontel, il y avait joint celles de secrétaire. « Depuis deux mois, nous dit M. Mesnard, Morellet avait accepté ce fardeau, qu'il porta

(1) *Annuaire de l'Institut*, 1888 ; p. 41.

(2) L'an VII correspond à l'année 1798.

(3) *Préface* de la septième édition, 1877.

jusqu'au bout avec un dévouement et un courage dignes de son noble cœur (1). »

Les commissaires requièrent la présence du secrétaire pour la levée des scellés. Ici nous laissons la parole à M. Mesnard. Les périodes révolutionnaires sont bien toujours les mêmes : les médiocrités de la veille devenues tout à coup insolentes, avides de prendre la revanche de leur nullité, et se faisant un plaisir brutal d'abaisser ou de salir tout ce qui avait été un peu élevé jusque-là. « Les commissaires, raconte M. Mesnard, traitèrent avec peu d'égards le respectable directeur, et parlèrent de l'Académie française avec un grand dédain. Le grammairien, très suspect de quelque jalousie de métier, et le poète ridicule (2), tant de fois malheureux dans les concours de l'Académie, déclarèrent à Morellet que le *Dictionnaire* était un livre mal fait, et qu'il serait nécessaire d'en retrancher tout ce qui était contraire à l'esprit républicain. Morellet, toujours fidèle à sa Compagnie, ne craignit pas de la défendre dans son honneur. Il répondit avec fermeté aux commissaires, et repoussa vivement les reproches et les sarcasmes de ceux qui pouvaient proscrire. Domergue et Cubières exigèrent qu'on remit la copie du *Dictionnaire* : elle fut envoyée au comité d'Instruction publique (3). »

(1) *Histoire de l'Académie française*, p. 170; 1 vol. in-12. Paris, Charpentier, 1857.

(2) Le poète ridicule est Dorat-Cubières, mort en 1820. Disons que le personnage était d'origine méridionale, né à Roquemaure (Gard). — Domergue, un autre méridional, né à Aubagne (Bouches-du-Rhône); de l'Institut en 1795, mort en 1810.

(3) P. Mesnard, *Histoire de l'Académie française*, p. 172.

Une loi de la Convention du premier jour complémentaire de l'an III (17 septembre 1795) portait que l'exemplaire du *Dictionnaire de l'Académie française*, chargé de notes marginales, serait publié par les libraires *Smits, Maradan et C^o* (1).

Sauf le nom, l'Académie française se trouva reconstituée en 1803. Dès lors, et conformément au décret qui la rétablissait, elle travailla avec ardeur à la sixième édition de son Dictionnaire. « Une commission permanente, nous dit-on, composée de six des membres de l'Académie les plus versés dans la matière, discutait, fixait le système général de la rédaction; puis, chaque article subissait de l'Académie rassemblée en corps une dernière et rigoureuse épreuve (2). »

Il y a ici une particularité à noter. La seconde classe de l'Institut était bien chargée spécialement de la préparation du Dictionnaire. Mais l'Institut de 1795 avait pris indistinctement dans ses trois classes les douze membres de la commission. On voulut faire à peu près de même en 1803. La mesure était fort sage. Les membres les plus distingués de chacune des trois autres classes étaient appelés à revoir les articles qui exigeaient des connaissances spéciales et traitaient de sciences étrangères à la seconde classe. « S'agissait-il de diplomatie, a-t-on dit avec raison, d'administration, de législation, de jurisprudence? Daru, Ségur, Pastoret, Dupin, Royer-Collard

(1) Voy. ce texte de loi dans le Dictionnaire de l'Académie, septième édition, p. XLII.

(2) *Fauteuils de l'Académie française*. INTRODUCTION, p. LX.

étaient là; Cuvier, Raynouard, Droz et Cousin éclairaient les profondeurs de la philosophie et des sciences naturelles, tandis que les finesses de la grammaire et les délicatesses du langage avaient pour représentants les Andrieux, les Arnault, les Campenon, les Jouy, les Lacretelle, les Etienne, les Féletz et les Villemain (1). »

Ainsi fut composée la sixième édition du Dictionnaire de l'Académie. Elle parut seulement en 1835, après trente ans de préparation. Elle forme deux volumes in-4°, Paris, Firmin Didot, « imprimeur de l'Institut ». La préface placée en tête de cette édition est célèbre : elle est de M. Villemain.

En 1877, l'Académie française a publié une septième édition : « Dictionnaire de l'Académie française; Septième édition, dans laquelle on a reproduit pour la première fois les préfaces des six éditions précédentes. 2 vol. in-4°. Paris, Firmin Didot, imprimeur de l'Institut de France, 1878. » Ce sera vraisemblablement la dernière; ou du moins, dans ce genre, elle n'en donnera pas d'autre de longtemps. Au moment d'abandonner le plan suivi jusqu'ici, pour entreprendre un nouveau travail sur la langue, dans un sentiment de gratitude, et comme pour unir le présent au passé, elle a eu l'excellente pensée de publier dans cette édition les préfaces des six éditions précédentes.

« L'édition de 1835, lisons-nous dans la préface de la septième édition, la dernière qui ait paru jusqu'ici, est encore dans les mains du public, qui s'en sert depuis

(1) *Fauteuils de l'Académie française*. INTRODUCTION, p. LX.

quarante-deux ans. Plusieurs des membres de l'Académie actuelle sont les successeurs immédiats de ceux auxquels on la doit. Tout le monde sait que la savante et ingénieuse préface qui ouvre le dictionnaire est l'œuvre de l'homme illustre que l'Académie avait alors pour secrétaire perpétuel, M. Villemain. L'Académie ne pouvait manquer de la reproduire à la tête de cette nouvelle édition. Qui aurait pu, en effet, se flatter de faire mieux, ou à quoi bon répéter, sous une forme moins agréable et moins parfaite, ce qui avait été si bien dit? Cette pensée conduisait naturellement à une autre. Pourquoi ne pas joindre à la préface de M. Villemain toutes les préfaces antérieures, et former de cet ensemble un curieux monument littéraire, une sorte d'histoire progressive de ce Dictionnaire, toujours refait et jamais achevé tant que la langue française sera une langue vivante (1)? »

De longtemps peut-être n'aurons-nous plus d'édition nouvelle du Dictionnaire, mais l'Académie n'en continue pas moins son travail sur la langue. La commission dite du *Dictionnaire* tient régulièrement ses séances. Elle se compose aujourd'hui de sept membres (2), qui se réunissent tous les jeudis à deux heures. Le même jour, de trois heures à cinq, l'Académie tient sa séance ordinaire.

Après l'expédition de diverses affaires, elle entend le rapporteur de la commission du Dictionnaire (3), recueille les avis, et approuve ou rectifie l'article qui vient d'être lu.

(1) *Préface de la septième édition*, p. iv.

(2) *Voy. Annuaire de l'Institut*, 1888, p. 85.

(3) Le rapporteur, en ce moment, est M. C. Rousset.

Au moment où nous terminons l'impression de notre ouvrage, nous rencontrons dans un journal (1) une note des plus intéressantes sur l'ancien Dictionnaire de l'Académie. « M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel, y liions-nous, a annoncé à la Compagnie qu'il venait d'acquérir pour les archives un cahier entièrement écrit de la main de Mézeray (2), qui fut secrétaire perpétuel en 1675, après la mort de Conrart. Ce cahier, qui a été lu par M. Camille Rousset, contient une série de délibérations sur de nombreuses questions d'orthographe et de syntaxe, du mois de septembre 1673 au 10 novembre 1679. L'Académie répondait alors aux nombreuses questions soulevées à propos de telle ou telle orthographe par les salons. C'est même à cette époque que l'*y*, lettre de double emploi, disparaît de la plupart des mots où il était employé. Ce cahier contient plusieurs signatures de Mézeray et, notamment, celles du poète Quinault et de l'abbé Cotin, qui furent directeur et chancelier en 1679. »

Le futur Dictionnaire, conçu sur un plan tout différent des précédents, mis en rapport avec les progrès de la philologie moderne, promet d'être considérable. Mais qui en verra la fin? Il arrivera pour cette édition ce qui est arrivé pour la première : la langue aura subi des altérations nouvelles, de nouveaux changements, et le dictionnaire sera vieux avant d'être terminé. Deux volumes ont déjà paru : l'un en 1858, l'autre en 1884, sans épuiser la lettre A. Le second volume va du mot ADAGE

(1) *Le Soleil*, n° du 7 décembre 1889.

(2) C'est un cahier de 21 pages.

au mot ALLUVION. Le titre donne une idée exacte de l'ouvrage : « Dictionnaire historique de la langue française, comprenant l'origine, les formes diverses, les acceptions successives des mots avec un choix d'exemples des écrivains les plus autorisés, publié par l'Académie française; deux volumes in-4°. Paris, Didot, 1858-1884. » Où donc M. Vedrenne a-t-il pris la description de ce Dictionnaire historique? La façon dont il en parle ferait croire qu'il ne l'a pas vu. « Le premier volume, dit-il, parut en 1871. C'est un très fort in-4° à deux colonnes, et pourtant la lettre A suffit à le remplir. On peut juger par là qu'il ne faudra pas moins de douze ou quinze volumes pour arriver à la fin (1). »

Il n'y a que cette dernière phrase de vraie. Mais alors à quand cette fin? S'il faut, en moyenne, le même délai pour chaque lettre, trente ans par lettre, nos arrière-neveux ont le temps d'attendre; et les académiciens, destinés à mettre la dernière main à ce fameux ouvrage, ne songent pas encore à venir au monde. C'est le cas de répéter ici les paroles du premier historien de l'Académie. Après vingt ans écoulés, le Dictionnaire n'en était encore qu'à la lettre I : « Cette longueur, ajoutait tristement Pellisson, avec l'incertitude de la fortune que l'Académie doit avoir à l'avenir, peut faire douter s'il s'achèvera jamais (2). »

(1) *Fauteuils de l'Académie française*, p. LX. — L'auteur, qui énumère les différentes éditions des Dictionnaires de l'Académie, ne fait pas mention de la septième édition, celle de 1877.

(2) Ch. Livet; I, 110.

CHAPITRE XVI

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. — Appelée d'abord « la petite Académie ». Fondée par Colbert, 1663. — But de cette fondation. — Opinion de M. Maury. « La petite Académie » composée d'abord de quatre membres. Désaccord entre Perrault et de Boze. Perrault a-t-il été nommé en 1679? Cette Académie établie par lettres patentes, février 1713. — Perrault quitte la Commission des bâtiments, 1679. — De Boze donne la date de 1682. Cause de cette retraite. Opinion de M. Maury à ce sujet. — D'Ormoy, fils de Colbert, surintendant des bâtiments, 1680. — Perrault cesse d'assister aux séances de « la petite Académie », 1682 (?). — L'abbé Gallois, secrétaire de la Compagnie, en remplacement de Perrault. — Les *Cinq* en 1683.

Le même homme, qui avait été l'un des premiers membres de l'Académie française, le fut aussi d'une Compagnie destinée à devenir célèbre, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Les commencements furent des plus modestes, fort différents de ceux de la sœur aînée, l'Académie française qui, dès le premier jour, pour ainsi dire, eut son effectif et ses officiers : directeur, chancelier et secrétaire.

M. Alfred Maury a raconté les humbles origines de la future académie (1). Peut-être, çà et là, l'illustre auteur,

(1) *L'Ancienne Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, par M. Alfred Maury, membre de l'Institut; 1 vol. in-12. Paris, Didier, 1864.

comme c'était alors la manie, affecte-t-il un peu trop de dédain pour Louis XIV. Il en parle d'un ton moqueur, content de railler les *fastueux plaisirs* du prince « qui s'est préoccupé le plus de sa propre grandeur (1) ».

A l'en croire, la protection que le monarque accorda aux lettres et aux sciences eut bien plus pour but « d'accroître l'éclat de son règne, que de servir les progrès de l'esprit humain ». D'autres suivront la même voie, et, plus difficiles que Voltaire, demanderont avec une impatience hautaine, pourquoi la dénomination de *Siècle de Louis XIV* donnée à ce règne mémorable? En 1661, quand le jeune souverain commença à gouverner, diront-ils, nos principaux chefs-d'œuvre avaient paru. Descartes, Corneille, Pascal, La Rochefoucauld, Bossuet lui-même, sont de beaucoup plus âgés que le maître. Le *Discours de la méthode* est de 1637; le *Cid*, *Horace*, *Cinna* sont antérieurs à sa naissance ou d'une époque où il était encore au berceau; et les *Provinciales* sont de 1657. Il est manifeste, conclut-on, que le grand roi n'a pas eu sur les lettres l'influence qu'on lui attribue. Après cela, ajoutons que Louis XIV n'a gagné ni les batailles de Rocroi, ni celles de Senef, de Nerwinde et de Denain; dépouillons-le de sa gloire militaire, et quand nous l'aurons suffisamment rabaissé et ramené à la taille d'un prince vulgaire, n'en parlons plus : nous aurons fait œuvre de patriotisme autant que de justice et de vérité historique.

(1) P. 7.

Et seraient-elles justes, ces critiques retomberaient directement sur le ministre si vanté. Serons-nous donc toujours des esprits excessifs, amis des paradoxes et des demi-vérités? et ne saurions-nous admirer et aimer Colbert, sans le grandir au détriment de son maître? On se plaît à relever dédaigneusement, avec une espèce de sévérité stoïque, le « faste » de Louis XIV; or, à regarder les choses de près, c'est précisément Colbert qui éveille et flatte le goût du souverain pour le luxe, pour les édifices somptueux, statues, médailles, inscriptions destinées à rappeler les faits remarquables du règne; c'est lui qui réunit, dans sa propre bibliothèque, « la petite Académie », comme on l'appela d'abord. « En été, raconte M. Maury, le ministre emmenait souvent la Compagnie à Sceaux, dans sa maison de campagne, pour donner plus d'agrément à leurs conférences et en jouir lui-même avec plus de tranquillité (1). »

Mais alors, pourquoi se travailler ainsi en pure perte, et attribuer cette fondation à l'orgueil de Louis XIV? Est-ce attrait de la nouveauté? ou plaisir de trouver une fausse origine à l'Académie des Inscriptions? Le roi, nous dit-on, se montra particulièrement attentif à « tout ce qui perpétuait le souvenir de ses exploits et de sa vie (2). » La vérité, au contraire, est que, sans Colbert, le roi n'eût pas songé à pareil projet. Que deviennent alors cette ambition et cette vanité tant reprochées au souverain? M. Maury le dit expressément : ce n'est pas Louis XIV,

(1) P. 9.

(2) A. Maury, p. 7.

c'est l'ancien commis de Mazarin, qui eut l'idée de la nouvelle institution. « De là, écrit-il, la pensée que lui suggéra Colbert d'instituer ce que nous appellerions aujourd'hui une commission, et ce qu'on nommait alors une compagnie, spécialement chargée de la rédaction des inscriptions, des devises et des légendes de médailles (1). »

La « petite académie » ne compta d'abord que quatre membres, chiffre adopté par de Boze, et, après lui, par M. Maury : Chapelain, Bourzeys, Charpentier et l'abbé Cassagne, tirés tous quatre de l'Académie française. C'est le roi, dit-on, qui les désigna. « Louis XIV choisit donc quatre académiciens, gens de goût et bons humanistes, auxquels fut dévolu le soin de fournir des projets d'inscriptions, de devises et de médailles (2). » Cette désignation est-elle bien certaine? N'est-ce pas plutôt Colbert qui fit ces quatre premières nominations? Il avait eu la pensée de l'institution; il dut avoir la liberté de la composer à son gré.

L'abbé d'Olivet s'est bien servi de la même expression, mais il l'a fait par pure bienséance, sans que le terme doive être pris à la lettre. Dans son *Histoire*, il raconte la visite de la reine Christine à l'Académie française, en 1658. « Quatre ou cinq ans après, ajoute-t-il, le roi choisit, parmi ceux qui composoient l'Académie françoise, « un « petit nombre de savans, les plus versés dans la connois-
« sance de l'histoire et de l'antiquité, pour travailler aux
« inscriptions, aux devises, aux médailles. » — « Et de là

(1) P. 9.

(2) A. Maury, p. 8.

sortit, en 1663, une espèce de colonie, qui, sous le titre d'Académie des inscriptions et belles-lettres, s'est accrue de nos jours avec tant d'éclat (1). »

Ici se place une difficulté : si nous ne pouvons la résoudre, au moins devons-nous la signaler. De Boze et ceux qui, après lui, ont traité des origines de l'Académie des inscriptions, tous disent que les quatre premiers membres furent Chapelain, Bourzeys, Charpentier (2) et Cassagne. « M. Perrault, contrôleur des bâtimens, et homme de confiance de M. Colbert, écrit de Boze, fut admis dans les assemblées, sans être du nombre des académiciens. Il y tenoit même la plume, pour être toujours en état de rendre compte au ministre de ce qu'on avoit arrêté. Mais, ayant été reçu quelque temps après à l'Académie françoise, il le fut aussi dans la petite académie et il y remplaça M. l'abbé de Cassagnes (3). »

Perrault, dans ses *Mémoires*, raconte tout autrement l'histoire de cette fondation. Si nous l'en croyons, il fit partie de la petite académie dès le début, avant même Charpentier. Ce témoignage est fort grave : eu égard à la véracité de l'écrivain, il est difficile de ne pas en tenir compte ; mais il heurte une autorité si haute, celle de de Boze, qu'on est bien embarrassé pour se prononcer.

(1) Ch. Livet, II, 10.

(2) François Charpentier, né en 1620, mort en 1702. De l'Académie française en 1650. Boileau s'est moqué de lui plus d'une fois, en particulier dans son *Discours au Roi*, qui est de 1665. (Voy. l'*Histoire de l'Académie française*; Édit. Ch. Livet, I, 312.)

(3) Perrault fut reçu à l'Académie française en 1671, et Cassagne ne mourut qu'en 1679. — (*Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, vol. I, p. 4; in-4°. Paris, imprimerie royale, 1717.)

Cependant, malgré notre embarras et sauf la preuve du contraire, nous ferons passer le récit de Perrault, d'un homme qui a été mêlé directement à l'affaire, avant celui d'un historien qui écrivait plus de cinquante ans après l'événement.

Il est vrai, cela bouleverse toute la narration faite par de Boze, narration que M. Maury a suivie dans ses points principaux (1). Mais qu'y faire? Nous ne sommes pas cause de cette confusion; nous ne faisons que la constater. Ainsi, d'après les *Mémoires*, les quatre premiers membres de « la petite académie » furent Chapelain, Bourzeys, Cassagne et Perrault. Charpentier ne fut nommé qu'après. De plus, si Perrault a fait partie de l'assemblée dès 1663, on ne peut plus dire, avec de Boze et M. Maury, que l'auteur des *Contes* ait succédé, en 1679, à l'abbé Cassagne.

Vers la fin de 1662, Colbert prévint qu'il serait bientôt surintendant des bâtiments. Il commença dès lors à prendre ses mesures pour remplir dignement et avec éclat ses futures fonctions. « Il voulut en conséquence, dit Perrault, assembler un nombre de gens de lettres, et les avoir auprès de lui pour prendre leur avis, et former une espèce de petit conseil pour toutes les choses dépendantes des belles-lettres. Il avoit déjà jeté les yeux sur M. Chapelain qu'il connoissoit, comme il m'a fait l'honneur de me le dire plus d'une fois, pour l'homme du monde qui avoit le goût le meilleur et le sens le plus droit pour

(1) P. 8 et 13

toutes ces matières; sur M. l'abbé de Bourzeis, qu'il regardoit de longue main comme un prodige de science et de littérature, et sur M. l'abbé de Cassagnes. Il lui manquoit un quatrième, car il vouloit que cette assemblée fût au moins de quatre personnes. Pour l'avoir, il s'adressa à M. Chapelain qui, de son propre mouvement, et sans que j'en susse rien, m'indiqua à lui avec des éloges beaucoup au-dessus de ce que je méritois (1). »

En tout ceci, Charpentier n'est pas nommé. Il ne l'est pas davantage dans le conciliabule tenu secrètement chez Colbert, le 3 février 1663, et où nous voyons figurer seulement Chapelain, Perrault, Bourzeys et Cassagne (2). Le ministre ne perd pas de temps : le jour même de l'entrevue, il laisse ses quatre interlocuteurs occupés chez lui, pendant qu'il se rend chez le roi. « Dès le même jour, écrit Perrault, il voulut qu'on commençât à travailler devant lui, et ce fut à mettre par écrit ce qu'il venoit de nous dire. Je fus choisi pour tenir la plume, qui m'est toujours demeurée. Il nous quitta pour aller chez le Roi. A son retour, nous ayant trouvés chez lui, il approuva ce que nous avions rédigé par écrit, et m'ordonna d'avoir un registre pour y mettre tout ce qui seroit fait et résolu à l'avenir. Le 15 février suivant, un commis de M. Colbert m'apporta une bourse fort propre (3)

(1) Ch. Perrault, *Mémoires*, p. 31; 1 vol. in-12. Avignon, 1759.

(2) Voy. plus loin le récit de ce rendez-vous assigné par Colbert, p. 425.

(3) Élégante. Sens que le mot avait alors. — L'écu d'or valait en ce moment un peu plus de 10 francs : ce qui faisait un traitement de plus de 5,000 francs.

dans laquelle il y avoit 500 écus en or : cette gratification, toujours continuée et augmentée de 500 livres en l'année 1669, a duré sur ce même pied jusqu'en 1683 (1). »

- « La petite Académie » ainsi composée fut officiellement présentée à Louis XIV par Colbert. Charpentier ne fait pas davantage partie du groupe des *Quatre*. « J'oubliais de remarquer, ajoute Perrault, que peu de temps après nous avoir assemblés, il nous mena faire la révérence au Roi. »

Charpentier ne fut admis que plus tard, à en croire Perrault, dont le témoignage est formel. « Quelque temps après, écrit celui-ci, M. Charpentier, dont M. l'abbé de Bourzeis et M. Chapelain parlèrent avantageusement à M. Colbert, fut associé à cette petite Académie. Nous jetâmes tous les yeux sur lui pour écrire l'histoire du Roi, c'est-à-dire pour tenir la plume; car toute la Compagnie devoit y travailler en la revoyant et en la corrigeant (2). »

D'après ce récit, Perrault aurait donc fait partie, dès 1663, avant Charpentier, du Conseil établi par Colbert. Quoi qu'il en soit, qu'ils aient été quatre ou cinq au début, les membres de la petite Académie durent attendre longtemps encore avant d'avoir une organisation régulière et définitive. Ils n'eurent de règlement que le 16 juillet 1701. Jusqu'à cette époque, vu leur petit nombre, ils formèrent seulement une espèce de commission des beaux-arts, qui relevait de l'intendance des bâtimens.

(1) *Mémoires*, p. 39.

(2) *Ibid*, p. 40.

L'acte authentique de leur établissement fut encore plus tardif : ils l'eurent en 1713, en même temps que l'Académie des sciences. Conrart avait rédigé autrefois les lettres patentes pour l'Académie française ; c'est une plume élégante aussi, nous ne savons trop laquelle, qui rédigea celles-ci. Cette rédaction ne peut être de Racine ou de Boileau, morts l'un en 1699, l'autre en 1711 : elle doit être de l'abbé Bignon, promoteur principal de toute l'affaire. Voici ce document, il prouve au moins que Louis XIV ne séparait point l'illustration du règne de celle de la personne.

LOUIS, *par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présens et à venir*, SALUT. « Le soin des Lettres et des Beaux-Arts ayant toujours contribué à la splendeur des États, le feu Roi, notre très honoré seigneur et père, ordonna en 1635 l'établissement de l'Académie françoise, pour porter la langue, l'éloquence et la poésie au point de perfection où elles sont enfin parvenues sous notre règne. Nous choisîmes en 1663, parmi ceux qui composoient cette Académie, un petit nombre de savans, les plus versés dans la connoissance de l'histoire et de l'antiquité, pour travailler aux inscriptions, aux devises, aux médailles, et pour répandre sur tous les monumens de ce genre le goût et la noble simplicité qui en font le prix. Tournant ensuite plus particulièrement nos vues du côté des sciences et des arts, nous formâmes en 1666 une Académie des sciences, composée de personnes les plus habiles dans toutes les parties des mathématiques et de la physique; et, en 1667, nous

fîmes construire le fameux édifice de l'Observatoire, où ceux d'entre eux qui s'appliquent à l'astronomie ont déjà fait de si célèbres et si utiles découvertes.

« Ces deux Académies assemblées par notre protection, et soutenues par des bienfaits que la difficulté des temps n'a jamais interrompus, remplirent si dignement nos espérances que, quand la paix de Ryswick (1) eut rendu le calme à l'Europe, nous songeâmes à leur donner un témoignage authentique de notre satisfaction. Nous leur accordâmes des réglemens signés de notre main (2) pour déterminer l'objet, l'ordre et la forme de leurs exercices, et, par une distinction encore plus singulière, nous voulûmes que leurs conférences se tinssent au Louvre. L'estime et la réputation que ces Compagnies ont acquises depuis ce temps-là, nous engagent de plus en plus à donner une forme stable et solide à des établissemens si avantageux.

« A CES CAUSES, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par ces présentes signées de notre main, permis, approuvé et autorisé, permettons, approuvons et autorisons les assemblées et conférences des membres qui composent lesdites deux Académies, que nous avons d'abondant (3), en tant que besoin est ou seroit, instituées et établies, comme par ces présentes nous les instituons et établissons, l'une sous le titre d'Académie royale des Inscriptions et Mé-

(1) Octobre 1697.

(2) Le règlement de 1699 et celui de 1701.

(3) C'est-à-dire en outre.

dailles, et l'autre sous celui d'Académie royale des Sciences, lesquelles continueront d'être dirigées par le secrétaire d'État ayant le département de notre Maison; voulons pareillement qu'elles continuent de tenir leurs assemblées dans les appartemens que nous leur avons assignés au Louvre, aux jours et heures portés par nosdits réglemens des 26 janvier 1699 et 16 juillet 1701 (1), dont copies sont ci-attachées sous le contre-scel de notre chancellerie, et que nous entendons être exécutés selon leur forme et teneur.

« Donné à Marly, au mois de février, l'an de grâce mil sept cent treize, et de notre règne le soixante-dixième (2). »

Charles Perrault, contrôleur des bâtimens du roi, depuis la fin de l'année 1663, et, comme Chapelain, investi de la confiance de Colbert, était l'intermédiaire entre la nouvelle Académie et le ministre. A quel titre? Nous l'avons dit; nous séparant en cela, un peu hardiment peut-être, de l'opinion de De Boze et de M. Maury. « Bien qu'il ne fût pas membre de la Compagnie, écrit celui-ci, il assistait cependant régulièrement aux séances; il y tenait même la plume, pour être mieux en état de rendre compte au ministre de ce qu'on avait arrêté (3). »

D'après M. Maury, appuyé sur l'autorité de G. de Boze,

(1) Règlements donnés à ces dates : le premier à l'Académie des sciences, le second à l'Académie des Inscriptions. (Voy. Recueil de M. L. Aucoc, p. LXXXIV.)

(2) De Boze, *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*; vol. I, p. 25. — Ch. Livet, II, 459. Une faute d'impression fait dire à M. Livet : « De notre règne le soixante-sixième. » — (Recueil de M. Aucoc, p. LX.)

(3) A. Maury, p. 12.

Perrault, nommé membre de l'Académie française en 1671, aurait pu enfin devenir membre titulaire de « la petite Académie ». Il y aurait été nommé en 1679, à la mort de Cassagne. Mais, ici encore, oserons-nous bien méconnaître l'autorité de De Boze? Nous sommes obligé de l'avouer, son récit nous paraît peu vraisemblable. Que de 1663 à 1671, pendant sept ans, l'auteur des *Contes* ait eu la patience et la modestie d'être secrétaire d'une Compagnie, dont il ne faisait pas partie, passe encore. Mais qu'à partir de 1671, époque de sa nomination à l'Académie française, il ait attendu huit ans de plus, nous avouons que la chose nous paraît incroyable. Plus nous songeons à cette difficulté, moins nous pouvons admettre que Perrault ait succédé à Cassagne en 1679. D'autant que divers changements avaient eu lieu dans l'intervalle, et à plusieurs reprises, au sein de l'assemblée. L'abbé Paul Tallemant avait remplacé Bourzeys, mort en 1672; et Quinault avait succédé à Chapelain, mort en 1674. Est-il croyable que le secrétaire d'office, après plus de dix ans de stage, n'ait eu aucune de ces deux places, ni en 1672, ni en 1674? La chose paraît impossible; pour nous, nous ne trouvons qu'une explication : c'est que Perrault était membre de la Compagnie depuis 1663.

S'il a été nommé en 1679 seulement, il a gardé bien peu de temps son siège. Victime des menées jalouses de quelques envieux, nous dit-on, il aurait perdu la faveur de Colbert, et quitté la Compagnie en 1682. « Cet homme distingué avait ses ennemis et ses jaloux, qui

avaient fini par l'emporter dans l'esprit de Colbert; il n'était plus en faveur, et dès lors il cessa de paraître aux assemblées de la petite Académie (1). » Mais pourquoi forcer ainsi le ton et pousser toujours les choses au noir? De Boze dit simplement : « Au commencement de l'année 1682, M. Perrault quitta la commission des bâtimens; et, moins écouté de M. Colbert qu'il ne l'étoit auparavant, il cessa de se trouver aux assemblées de la petite Académie (2). »

Ch. Perrault a donné lui-même, dans ses *Mémoires*, le motif de sa retraite et la cause de sa défaveur : il n'y est nullement question de ses envieux et de ses jaloux. Colbert avait eu de graves difficultés à l'occasion des travaux exécutés à Versailles. Louis XIV, excité secrètement par Louvois, finit un jour par manifester tout son mécontentement. « D'où vient, avait dit le roi, qu'à Versailles nous faisons des dépenses effroyables, et nous ne voyons presque rien d'achevé? Il y a quelque chose à cela que je ne comprends pas. » Blessé de ces reproches et de tels soupçons, Colbert ordonna qu'à l'avenir tous les ouvrages des bâtimens se feraient au rabais. Et pour que la chose se passât avec éclat, il fit mettre des affiches au coin des rues, « pour recevoir les offres de tous les ouvriers ». — « Ce fut pour moi, raconte Perrault, un grand surcroît de travail que de dresser toutes ces affiches qui furent en très grand nombre, et d'un détail incroyable : car toutes les sortes d'ouvrages de chaque métier y étoient spécifiées. »

(1) A. Maury, p. 13.

(2) *Histoire de l'Académie des Inscriptions*, I, 4.

Comme pour mettre le comble à tous les mécontentements, la mesure eut des résultats déplorables. Voici qui va réjouir les adversaires des grandes entreprises par adjudication. « Les mauvais ouvriers, dit Perrault, chassèrent par leurs rabais les meilleurs et les plus en état de rendre de bons services. Il y eut des menuisiers qui n'ayant que de méchants bois dans leurs chantiers firent de si mauvais ouvrage pour Versailles, que quand les croisées qu'ils avoient faites étoient fermées, on y voyait presque aussi clair que quand elles étoient ouvertes (1). »

A partir de ce moment, les relations devinrent de plus en plus tendues entre Colbert et le contrôleur des bâtimens. Celui-ci, lassé à la fin de cette lutte, averti d'ailleurs par son âge et désireux de vivre tranquille, résolut de se retirer. « Ce changement, écrit Perrault, me rendit le travail si onéreux, et M. Colbert devint si difficile, qu'il n'y avoit plus de moyen d'y suffire ni d'y résister. Dans ce même temps, il voulut que M. de Blainville, son fils, que l'on appeloit alors M. Dormoy (*sic*), travaillât sous lui dans les bâtimens et fît presque tout mon emploi. Je pris le parti de le lui abandonner tout entier.

« Je mis tous les papiers des bâtimens en bon ordre; je les lui rendis avec un inventaire très exact, et me retirai sans éclat et sans bruit (2). »

M. d'Ormoy fut surintendant des bâtimens à partir de 1680 (3); il avait alors dix-sept ans. Mais le jeune

(1) Perrault; *Mémoires*, p. 193.

(2) *Mémoires*, p. 195.

(3) Voy. P. Clément: *Histoire de Colbert*, II, 253. Paris, Didier, 1874.

homme avait eu la survivance de cette charge plusieurs années auparavant.

En 1676, Félibien, un membre futur de la petite Académie, lui dédiait déjà ses *Principes de l'architecture, de la sculpture, de la peinture, et des autres arts qui en dépendent* (1) : « A Messire Jule-Armand Colbert, seigneur d'Ormoy, receu en survivance à la charge de surintendant des bastimens et jardins de Sa Majesté, arts et manufactures de France. »

Perrault quitta ses fonctions de contrôleur, lorsque Colbert était encore surintendant des bâtimens; lorsqu'il se vit rendu à peu près inutile, et obligé de céder « presque tout son emploi » au fils du ministre. Cette retraite aurait donc eu lieu entre 1678 et 1680, époque où M. d'Ormoy eut définitivement la charge de son père.

M. Pierre Clément, citant ce passage des *Mémoires*, le rapporte comme nous à une époque antérieure à 1682. « Les *Mémoires* autographes (2), dit le savant auteur, placent cette scène à l'année 167... On voit que le chiffre est incomplet, et tout porte à croire que Perrault, ne se souvenant pas de la date précise au moment où il écrivit ce passage, hésita et n'acheva pas. La suite du récit prouve que ce doit être 1678 ou 1679. L'éditeur des *Mémoires* s'est donc lourdement trompé en lisant 1667 (3). D'Ormoy, dont il est question à la fin, était

(1) 1 vol. in-4°. Paris, J.-B. Coignard, 1676. — D'Ormoy avait alors treize ans.

(2) Ils se trouvent à la Bibliothèque nationale.

(3) *Mémoires*, p. 192.

né en 1663, et n'avait pu être employé aux bâtimens avant l'âge de quinze ans, c'est-à-dire avant 1678 (1). »

Ceci s'accorde fort bien avec le récit de Perrault, avec ce qu'il dit de son âge, au moment où il quitta la cour et vint vivre en bon père de famille, dans sa maison du faubourg Saint-Jacques, sans autre occupation désormais que l'éducation de ses enfans. L'ancien commis de Colbert dit son mot sur une question actuelle, la question des internats, dont il se montre médiocre partisan. « Me voyant libre, dit-il, je songeai qu'ayant travaillé avec une application continuelle pendant près de vingt années et ayant cinquante ans passés, je pouvois me reposer avec bien séance et me retrancher à prendre soin de l'éducation de mes enfans.

« Dans ce dessein, j'allai me loger en ma maison du faubourg Saint-Jacques, qui étant proche des collèges, me donnoit une grande facilité d'y envoyer mes enfans, ayant toujours estimé qu'il valoit mieux que des enfans vinssent coucher à la maison de leur père, quand cela se peut faire commodément, que de les mettre pensionnaires, où les mœurs ne sont pas en si grande sûreté. Je leur donnai un précepteur; et moi-même j'avois soin de veiller sur leurs études (2). »

Lorsque le Contrôleur des bâtimens résigna sa charge et quitta Colbert, il avait « cinquante ans passés »; il avait travaillé « avec une application continuelle pendant près de vingt années ». Or, Perrault le dit au commence-

(1) *Histoire de Colbert*, II, 485.

(2) *Mémoires*, p. 193.

ment de ses *Mémoires* (1), il devint commis « dans la surintendance des bâtimens », à la fin de 1663. Dès 1679, parlant surtout de fatigues excessives, il pouvait bien dire qu'il avait travaillé « pendant près de vingt années ».

Cette date nous est fournie avec plus de précision encore par son âge. A l'époque de sa retraite, il avait « cinquante ans passés ». Comme il était né le 12 janvier 1628, il est manifeste qu'il se retira dans le courant de l'année 1678 ou au plus tard dans les premiers mois de 1679.

Après cela comment de Boze peut-il retarder la retraite du pauvre Perrault jusqu'en 1682? M. Maury fixe la même date (2). La chose est assez difficile; car depuis 1680 Colbert n'était plus surintendant des bâtimens : c'était son fils. « Au commencement de l'année 1682, n'en dit pas moins de Boze, M. Perrault quitta la commission des bâtimens; et moins écouté de M. Colbert qu'il ne l'étoit auparavant, il cessa de se trouver aux assemblées de la petite Académie (3). » De Boze confond ici deux faits entièrement séparés : la retraite de l'intendance des bâtimens et celle de la petite Académie. La première eut lieu vers 1679; la seconde, à une date indéterminée : selon de Boze, en 1682. Perrault, dans ses *Mémoires*, ne dit rien de cette dernière retraite. Il déclare au contraire qu'il faisait encore partie à cette

(1) P. 29.

(2) P. 13; *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*.

(3) *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, vol. I, P. 4.

époque de la commission des Beaux-Arts, puisque Louvois dut lui signifier son congé en 1683.

Nous signalons les contradictions de ces divers témoignages. Peut-être devrions-nous chercher à les concilier ; mais l'entreprise n'est pas facile et présente peu de chances de succès. Perrault, dit de Boze, cessa en 1682 d'assister aux réunions de la petite Académie. Il fallut lui chercher un successeur, un homme capable de remplir à sa place les fonctions de secrétaire. On choisit l'abbé Gallois, le maître de latin de Colbert, fondateur, avec Denis de Sallo, du *Journal des savants*. « M. l'abbé Gallois, dit positivement de Boze, y parut chargé du porte-feuille et des ordres du ministre. Quelquefois même il y mena un de ses amis, nommé M. l'abbé Michaut, homme d'esprit, et qui avoit quelque connoissance des monumens antiques (1). »

Selon le récit qu'on adoptera, la petite Académie comptait donc au commencement de 1682 ou quatre, ou cinq membres : quatre, d'après de Boze ; cinq, d'après Perrault. Les *quatre* seraient : Charpentier, Tallemant, Quinault et Gallois. Perrault dans ses *Mémoires*, ne nomme pas Gallois. Celui-ci aurait-il été un secrétaire provisoire ? Ce serait fort possible. C'est une difficulté de plus à ajouter à celles qui précèdent. Nous allons le voir plus loin, Perrault rédigea le mémoire remis en 1683 à Louvois ; et il le rédigea « comme tenant la plume de cette académie ». A ce moment-là, il en faisait donc

(1) *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, I, 4,

encore partie; et il cessa seulement d'y paraître, lorsque le nouveau surintendant, par un reste de haine contre Colbert, l'eut exclu de la Compagnie. Mais avant cette exclusion, vers la fin de 1683, la petite Académie serait plutôt l'assemblée des *Cinq*. Elle se composerait ainsi en suivant l'ordre d'admission : Perrault, Charpentier, Tallemant, Quinault et Gallois.

CHAPITRE XVII

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Colbert et « la petite Académie ». — Projet de fondation, 1662. — Lettre de Chapelain à Colbert, 18 novembre 1662. — Plan d'organisation. Commission actuelle dite *des Inscriptions et Médailles*. — Première réunion, 3 février 1663. — Assemblées de « la petite Académie ». Ses occupations de 1663 à 1674.

Guidé par de Boze, et quelquefois nous séparant de lui, nous avons exposé les origines, les débuts de ce qui devait être plus tard « la grande école des sciences historiques », l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Pour compléter le tableau, il nous faut, comme dit quelque part Sainte-Beuve, revenir à « l'inévitable Chapelain. » Sa correspondance est de la plus grande utilité pour l'histoire de la petite Académie.

Et, d'abord, la première chose qui va ressortir clairement de ces pièces, c'est la confirmation de ce que nous avons dit plus haut (1). M. Maury n'a pas indiqué la vraie cause d'une telle fondation. Le savant auteur se trompe, quand il en explique l'origine par l'orgueil de Louis XIV, « préoccupé de sa propre grandeur ». —

(1) Voy. p. 392.

« Tout ce qui pouvait redire à la postérité ses victoires et ses créations, écrit-il, tout ce qui perpétuait le souvenir de ses exploits et de sa vie était, de la part du monarque, l'objet d'une attention particulière (1). »

Or, Chapelain et Perrault vont nous le dire : l'établissement d'une Académie des médailles fut décidé vers la fin de 1662 ; et, dès 1663, l'assemblée tint ses réunions sous la présidence de Colbert. Louis XIV n'avait guère alors que vingt-trois ans. A cette époque, le jeune souverain songeait à bien autre chose qu'aux inscriptions, devises ou monuments destinés à glorifier son règne. Colbert y pensa pour son maître. C'est lui qui institua cette commission chargée primitivement de tout ce qui regardait « les fastueux plaisirs du roi (2) » : projets de dessins pour les tentures royales, décorations pour les fêtes et les spectacles, les tableaux et les statues qui devaient embellir le Louvre, Saint-Germain, les galeries de Versailles et ses immenses jardins. C'est Colbert, et Colbert seul, qui a eu l'idée de cette création (3). Il faut le reconnaître, l'amour de la science fut quelque peu étranger à cette fondation, et Colbert n'eut guère d'autre désir que d'amuser le jeune monarque et de flatter « ses goûts fastueux ».

On nous parle de la passion du ministre « pour toute sorte de littérature », et en particulier pour les manus-

(1) A. Maury, p. 7.

(2) *Ibid.*, p. 8.

(3) Telle est aussi l'opinion de M. Pierre Clément ; *Histoire de Colbert*, II, p. 235.

crits. Nous n'aurons garde, assurément, de contredire à cet éloge et de nier les goûts éclairés de Colbert. Mais, en établissant la petite Académie, celui-ci avait des vues moins désintéressées que ne le croit M. Maury. Pour être vrai, il ne suffit pas de prodiguer toutes les adulations au serviteur, et de réserver pour le maître toutes les sévérités; en cette affaire, s'il y a eu un coupable, ce que nous sommes loin de penser, le coupable est Colbert.

Dans l'excès de son zèle pour le grand ministre, M. Maury va jusqu'à rejeter sur Louis XIV les imperfections de l'œuvre à ses débuts et ses tâtonnements. « L'Académie, écrit-il avec un certain dépit, avait à s'occuper en outre, pour les fantaisies du roi, d'inscriptions de circonstance et de mille autres petits objets fort indignes, assurément, de l'attention d'esprits sérieux et savants (1). » Tout cela est vrai; pour ma part, et autant que qui que ce soit, je regrette que, du premier coup, les membres de la petite Académie ne se soient pas montrés de dignes précurseurs d'un Letronne, d'un Champollion-Figeac ou d'un Boissonade. Mais il faut être juste et laisser à chacun la responsabilité de ses actes. C'est Colbert qui dirigeait le conseil des *Cinq*, et lui commandait de s'occuper, « pour les fantaisies du roi », de *ces mille petits objets*.

Voici ce qu'on lit dans la préface de l'*Histoire de Louis XIV* par les médailles. Cette préface est presque

(1) P. 19.

introuvable; elle manque à la plupart des exemplaires parus en 1702. « Monsieur Colbert qui n'avoit que de grandes idées, y est-il dit, surtout lorsqu'il s'agissoit de la gloire de son maître, crut, avec raison, que rien ne pouvoit mieux perpétuer le souvenir des actions du Roi, que des médailles sur les événemens de son règne; et, afin qu'elles fussent recherchées dans tous les temps, ce ministre résolut de commettre à des gens choisis le soin de les composer. Il forma donc, avec l'agrément de Sa Majesté, une petite Académie où il se trouvoit fort souvent, et où l'on commença l'Histoire que l'on donne au public (1). »

Voulez-vous une autre preuve? Vous l'avez dans l'intérêt que le ministre prend aux réunions des *Cinq*, dans le soin qu'il a de les convoquer exactement chez lui, à Paris en hiver, à Sceaux en été. « Cette Compagnie, écrit M. Maury, commença à s'assembler dans la bibliothèque de Colbert, qui lui transmettait les ordres du roi. Elle n'avait, dans le principe, aucun règlement particulier; le jour de ses réunions n'était pas déterminé; toutefois, durant l'hiver, les quatre académiciens (2) s'assembloient de préférence le mercredi (3), parce que c'était le jour le plus commode pour le ministre, qui

(1) *Médailles sur les principaux événemens du règne de Louis le Grand*; 1 vol. in-f°. Bibl. nat., L 27 j, 14 B. Paris, imprimerie royale, 1702.

(2) *Quatre*, parce que M. Maury, à l'exemple de de Boze, ne compte pas Perrault comme membre réel de l'Académie.

(3) D'après Perrault, *Mémoires*, p. 33, les réunions avaient lieu, chez Colbert, le mardi et le vendredi.

tenait beaucoup à assister à leurs délibérations. On y parlait d'ailleurs incidemment d'histoire, d'antiquités, d'arts, toutes choses qui excitaient au plus haut point l'attention de Colbert (1). »

Dès 1662, vers la fin de l'année, Chapelain écrit à Colbert, alors intendant des finances. Sa lettre, fort importante pour l'histoire de l'Académie des Inscriptions, est, en quelque sorte, dit avec raison M. Tamizey de Larroque, « le prélude de l'acte de naissance de l'illustre Compagnie ». Elle a pour nous un autre intérêt : celui de justifier pleinement toutes nos réserves.

La lettre de Chapelain renferme comme le plan de la future Compagnie. C'est un tableau des travaux, médailles, poèmes, histoires, discours, monuments, qui pourraient être entrepris à la gloire du roi. Ce rapport, car c'en est un, n'a été évidemment rédigé que parce qu'il a été demandé, et demandé par Colbert.

« Monsieur, lui répond Chapelain le 18 novembre 1662, le dessein que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer est grand, est noble, et tout à fait digne de la grandeur du roy et de la grandeur de votre zèle pour le service et pour la gloire de Sa Majesté. Je l'ai cent fois considéré, et il m'a toujours plus satisfait une fois que l'autre. De sorte qu'il n'y a point à délibérer, selon moi, si la pensée s'en doit exécuter, et qu'il faut seulement songer aux moyens pour le faire. »

Là-dessus, Chapelain examine les différentes œuvres

(1) P. 8.

à entreprendre, le mode d'exécution qui conviendrait le mieux au but proposé. Et il parle de matières fort diverses, dont plusieurs semblaient étrangères à ses études, non pas en amateur seulement, mais en vrai connaisseur, en homme parfaitement au courant de ces questions spéciales.

Le premier moyen, à son avis, pour célébrer dignement les hauts faits du jeune roi, ce sont les médailles. Comme un numismate ou un antiquaire de profession, il indique la manière de les composer. « Quant à celui des médailles, dit-il à Colbert, comme c'est une invention dont les Grecs et les Romains se sont servis pour éterniser la mémoire des actions héroïques de leurs princes, de leurs capitaines et de leurs empereurs, à cause de l'incorruptibilité des métaux dont elles étoient composées, surtout celles d'or et d'argent, j'approuve extrêmement que vous l'employiez entre autres à perpétuer celle du roy, étant un moyen usité de tout temps à une semblable fin et très convenable à la dignité royale. Mais je suis balancé sur la manière; car on peut faire ces médailles ou à l'antique ou à la moderne. »

Il définit les deux manières et donne la préférence à l'antique, ce qui n'est ni preuve d'ignorance, ni preuve de mauvais goût. « L'antique, continue Chapelain, se contentoit de marquer sur le revers quelque figure significative de l'action ou de l'événement, quelquefois sans mot, quelquefois avec un mot, mais grave et sans jeu d'esprit.

« La moderne, la plupart, s'est tournée à mettre sur le

revers une devise qui consiste en un corps et une âme (1), qui est une gentillesse introduite dans l'Europe depuis moins de deux cens ans. Toutes deux sont belles et louables; mais l'antique, par sa gravité, me sembleroit plus proportionnée à la Majesté royale que je voudrois qui ne s'en servit (2) que dans les galanteries et dans les carrossels. En cela néanmoins, il faudra suivre le goût de Sa Majesté, après lui avoir représenté les raisons de part et d'autre. »

On pardonnera à un poète, ou à un homme qui se croyait tel, qui se croyait le successeur de Malherbe et l'héritier de Ronsard, de célébrer la puissance des vers pour l'illustration des héros. Le temps détruit tout : statues, colonnes, monuments élevés à la gloire des grands hommes s'écroulent et disparaissent; mais on récite encore les vers qui ont chanté les exploits d'Achille ou les courses d'Enée à travers les mers. L'important, c'est qu'ils viennent « d'une bonne main » : tout est là. S'il n'était modeste, il s'offrirait à chanter « les merveilles que Sa Majesté a déjà faites en si grand nombre, et qu'elle fera à l'avenir ».

Cet accès de vanité est risible; mais le passage n'en est pas moins juste et vrai sur l'immortalité que les grands poètes donnent aux héros. « Pour les vers, Monsieur, dit avec une vanité naïve Chapelain, vous ne pouvez

(1) La *figure* était le *corps* de la devise; les *paroles* en étaient l'*âme*.

(2) Cette accumulation de *qui* et de *que* était alors autorisée par l'usage. La phrase signifie : « Je voudrais que la Majesté royale ne se servit de la moderne que dans les galanteries. »

rien imaginer qui allât plus droit à votre but. De toutes les choses durables, c'est sans doute celle qui se défend le plus de l'injure du temps, lorsqu'une bonne main s'en mêle. Tous les tombeaux, tous les portraits, toutes les statues les plus renommées ont fait naufrage contre cet écueil; les ouvrages mêmes de prose les plus exquis ne sont venus jusqu'à nous que mutilés et qu'estropiés, et les seuls poétiques, à compter depuis Homère, au moins les excellens, ont passé jusqu'à nous. Si bien que ce que vos soins feront éclore de vraiment bon en ce genre d'écrire pour célébrer les vertus (1) du roy sera infailliblement ce qui leur donnera l'immortalité. »

Ce qu'il dit de l'histoire contemporaine est presque remarquable, tant ses observations sont justes et sensées. Je ne sais si personne avant lui a mieux exprimé les conditions requises pour retracer les faits récents. « Je viens, dit-il, à l'histoire qu'avec beaucoup de raison vous avez jugée, Monsieur, un des principaux moyens pour conserver la splendeur des entreprises du roy et le détail de ses miracles.

« Mais il est de l'histoire comme de ces fruits qui ne sont bons que gardés et pour l'arrière-saison. Si elle n'explique point les motifs des choses qui y sont racontées; si elle n'est pas accompagnée de réflexions prudentes et de documens, ce n'est qu'une relation pure et sans dignité. De les y employer aussi, durant le règne du prince qui en est le sujet, cela ne se pourroit sans

(1) Dans le sens de mérite.

exposer au public les ressorts du Cabinet, donner lieu aux ennemis de les prévenir ou de les rendre inutiles, et trahir ceux qui auroient des liaisons avec lui, lesquelles ne subsistent que par le secret et à l'ombre d'un profond silence. Ainsi, j'estime que si vous faites travailler à l'histoire de Sa Majesté en la manière qu'elle doit être, ce ne doit être que pour tenir l'ouvrage caché, jusques à ce que les inconvéniens remarqués ne puissent préjudicier à ses affaires ni à celles de ses alliés. »

De ces pourparlers allait sortir bientôt la nomination des divers historiographes du roi : Mézeray, Pellisson, et plus tard Racine et Boileau. Mais Chapelain, comme Charpentier, prenait évidemment les choses beaucoup trop au sérieux, et de beaucoup trop haut. En vérité, à quoi bon une histoire du roi qu'il eût fallu tenir cachée pendant un temps indéfini ? Ce n'est certainement pas ce que voulait Colbert.

Il y a, dans les *Mémoires* de Perrault, un curieux passage. Il nous montre comment Charpentier entendait écrire l'histoire de Louis XIV, et comment autour de lui on entendait qu'il l'écrivît. En 1663, un peu après la nomination des Quatre, il fut associé, nous dit Perrault, à la petite Académie. « Nous jetâmes tous les yeux sur lui, continue-t-il, pour écrire l'histoire du roi, c'est-à-dire pour tenir la plume : car toute la Compagnie devoit y travailler en la revoyant et en la corrigeant. Lorsqu'il fut question de décider comment il y travailleroit, on lui dit qu'il se servît des gazettes et de tout ce qui se peut

recouvrer dans le public, pour former le corps de son histoire.

« Mais M. Charpentier ne voulut jamais l'accepter, demandant toujours que M. Colbert lui fournît des mémoires et l'entretînt du secret des affaires, ce qu'il n'avoit pas le temps de faire et qu'il ne fit point : ainsi la chose en demeura là. Ce fut une grande perte pour la petite Académie, mais un bonheur pour M. Pellisson et particulièrement pour MM. Racine et Despréaux, chargés depuis (1) d'écrire l'histoire du roi par M^{me} de Montespan, qui regarda ce travail comme un amusement dont elle avoit besoin pour occuper le roi. Ils ont reçu de très grandes récompenses en différens temps (2). »

Ce que Colbert voulait, lui aussi, c'était un récit capable « d'occuper le roi », de rappeler à Louis XIV de récentes victoires ou de nouvelles acquisitions : l'expédition de Flandre, l'occupation de la Franche-Comté, l'expédition de Hollande et le passage du Rhin, plus tard, le voyage d'Alsace; en un mot, une espèce de panorama, les événements vus par leur côté pittoresque, extérieur, sans ce vain attirail de documents, pièces justificatives, dépêches et traités que notre grave auteur réclamait. « Quand toutefois, disait Chapelain à Colbert, on voudroit passer sur cette considération si importante, je ne laisserois pas de trouver une très grande difficulté dans l'exécution. Car, pour être bon historien, il faudroit être très homme de bien, parfaitement savoir la fin des pro-

(1) En 1677.

(2) Ch. Perrault; *Mémoires*, p. 40.

jets et de la conduite du prince qui en seroit le sujet, être informé de l'intérêt de ses amis et de ses adversaires, posséder la théorie de la politique, entendre la pratique de la guerre, n'ignorer ni chronologie, ni géographie, n'être point neuf dans les mœurs et les coutumes des nations, avoir vu et extrait les originaux des dépêches et des traités, ce qui n'est pas une chose trop commune. Mais par-dessus cela, et plus que tout cela, il faudroit avoir le génie de cette profession, que si peu de gens ont eu depuis trois mille ans qu'on la fait (1). C'est un talent naturel qu'il faut avoir eu du Ciel, et qui n'est jamais attaché qu'à une très solide cervelle et qu'à une expérience très longue dans les emplois ou du moins dans les cours. »

Chapelain s'est fait une si haute idée de la manière d'écrire l'histoire, qu'il ne voit personne autour de lui capable de cette mission. Il le déclare à Colbert, tempérant son aveu par une adroite flatterie. « Combien cependant trouve-t-on, dit-il, de personnes de cette trempe à qui l'on puisse donner une si forte tâche à faire et de qui on puisse attendre un travail sans défaut? C'est là, Monsieur, ce qui m'embarrasse le plus dans la consultation de votre projet si louable. Car, tout ce qui se fait sans un plan bien juste et sans une œconomie (2) bien entendue, assurément n'est pas bon, quelque brillant qu'il paroisse dans les parties; et, tout l'esprit du monde, semé dans

(1) Il y a dans le texte : « qu'on l'a fait. » On nous permettra de proposer cette correction.

(2) Disposition.

un ouvrage où le jugement ne préside pas, ne sert qu'à faire un beau monstre, qui suit la nature des monstres, et qui sans doute ne vit pas.

« Les gens donc propres à s'en bien acquitter étant si rares en tout temps, surtout en celui-ci, je trouve périlleux d'en donner la commission à quelqu'un (1), et il n'y auroit guère que vous, avec toutes les bonnes qualités qui sont en vous, dont je voulusse répondre qui y réussît heureusement. »

Il serait plus facile, ajoute Chapelain, de trouver des auteurs capables d'écrire en vers ou en prose de bons éloges du roi, des panégyriques dans le genre de celui de Pline pour Trajan. « Encore ne croirois-je, dit-il, que vous en puissiez rencontrer un grand nombre, tant ce siècle est devenu stérile de personnes de lettres qui vaillent ! »

Après ce petit regret obligé sur le présent, le rapporteur termine son long et consciencieux mémoire. Il signale au ministre tout ce que peuvent les arts pour la gloire du roi, et, à l'avance, il trace comme l'ensemble des travaux que l'institution nouvelle aura à susciter ou à conduire. « Il y a bien, Monsieur, dit Chapelain en terminant, d'autres moyens louables de répandre et de maintenir la gloire de Sa Majesté, desquels même les anciens nous ont laissé d'illustres exemples qui arrêtent encore avec respect les yeux des peuples, comme sont les pyramides, les colonnes, les statues équestres, les co-

(1) Ce fut Charpentier qui l'eut, on vient de le voir.

losses, les arcs triomphaux, les bustes de marbre et de bronze, les basses-tailles (1), tous monumens historiques auxquels on pourroit ajouter nos riches fabriques de tapisseries, nos peintures à fresque et nos estampes au burin, qui, pour être de moindre durée que les autres, ne laissent pas de se conserver longtemps (2). »

Statues, tapisseries, gravures, tableaux, bustes de marbre ou de bronze, en vérité, c'était là un beau programme. Que l'érudition pure n'ait pas eu d'abord beaucoup à gagner avec la nouvelle Académie : ce n'est pas douteux. Mais est-ce donc la peine de tant en gémir ? Pour nous, nous ne saurions l'oublier, elle donna une impulsion puissante aux arts ; elle fit surgir, comme par enchantement, une multitude d'artistes, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, qui furent l'ornement du règne et demeurent la gloire de la France. Et que nous importe donc que Louis XIV ou Colbert, en fondant la petite Académie, aient agi pour tel motif ou tel autre ? Nous profitons des chefs-d'œuvre qu'ils nous ont légués : ayons le bon goût d'accepter le présent de bonne grâce et de ne pas chicaner leur mémoire.

L'humble commission ne tarda pas à fonctionner. « L'année suivante (3), dit M. Tamizey de Larroque, Colbert désigna quatre membres de l'Académie française pour composer les inscriptions et devises en l'honneur du roi, pour examiner les projets relatifs à l'embellisse-

(1) Bas-reliefs. Dict. de Trévoux.

(2) Lettre à Colbert, du 18 novembre 1662 ; II, 272 et suiv.

(3) C'est-à-dire en 1663.

ment du palais de Versailles, les dessins des tapisseries destinées à Louis XIV, les jetons du trésor, etc. Ces quatre premiers membres de la *petite Académie*, berceau de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, qui ne devait être constituée que le 1^{er} juillet 1701 (1), furent l'abbé de Bourzeis, l'abbé Cassagne, Chapelain et Charpentier (2). Perrault en fut le premier secrétaire. En ce qui regarde les inscriptions et devises, l'ancienne *petite Académie* est représentée, aujourd'hui, dans la savante Compagnie, par une commission permanente de quatre membres, qui porte le nom de *Commission des inscriptions et médailles* (3). »

La commission des *Quatre* se compose aujourd'hui de MM. Ravaisson, Le Blant, G. Boissier et Deloche, avec M. Guillaume, de l'Académie des Beaux-Arts, pour dessinateur (4). M. Boissier, lorsque jadis il écrivait sa spirituelle étude sur Cassagne (5), ne songeait guère alors qu'il siégerait un jour à l'Académie des Inscriptions, et serait parmi les successeurs du pauvre abbé bafoué par Boileau :

Si l'on n'est plus au large assis en un festin,
Qu'aux sermons de Cassagne ou de l'abbé Cotin (6).

Voici le procès-verbal de la première réunion. Elle eut

(1) Faute d'impression : il faut lire le 16 juillet 1701.

(2) Charpentier, nous l'avons dit, fut désigné un peu après Perrault.

(3) *Lettres de Chapelain*, II, p. 277.

(4) Comme A. Coypel fut le dessinateur de la petite Académie. (*Annuaire de l'Institut pour 1888*, p. 98.)

(5) *Notice sur l'abbé Cassagnes*, in-8°. Nîmes, 1856.

(6) *Satire III*; 1665.

lieu chez Colbert. « Le troisième jour de février 1663, raconte Perrault, nous nous rendîmes, M. Chapelain et moi, suivant l'ordre qui nous en avoit été donné, chez M. Colbert. On nous mena dans une chambre où nous trouvâmes M. l'abbé de Bourzeis et M. l'abbé de Cas-sagnes, qui avoient été aussi mandés. M. Colbert étant venu nous trouver, commença par demander le secret de ce qu'il alloit nous dire ; ensuite il nous déclara pourquoi il nous avoit fait venir : que c'étoit pour se faire, ainsi que je viens de le marquer, une espèce de petit conseil qu'il pût consulter sur toutes les choses qui regardent les bâtimens, et où il pût entrer de l'esprit et de l'érudition ; qu'il souhaitoit que nous nous assemblâssions chez lui deux fois la semaine, le mardi et le vendredi. Quand il n'y avoit pas d'ouvrage de commande, l'Académie travailloit à revoir et à corriger les ouvrages, soit de prose, soit de vers, qui se composoient à la louange du Roi, pour les mettre en état d'être imprimés à l'imprimerie du Louvre (1). »

La consultation demandée à Chapelain est du 18 novembre 1662 ; et la réunion tenue chez Colbert, du 3 février 1663. Cette entrevue est-elle assez significative ? Prouve-t-elle assez que l'ambition, le faste, l'orgueil du roi n'ont été pour rien dans la création de la petite Académie ? Colbert, tout comme Louvois, a cherché à flatter les goûts de son souverain : et de cette pensée est sortie, à l'insu de Louis XIV, ce qui devait être

(1) Perrault, *Mémoires*, p. 33.

un jour l'Académie des Inscriptions. Le roi a approuvé le projet, voilà tout; mais c'est Colbert qui a choisi les membres de la nouvelle assemblée, qui a tout réglé à l'avance, tout arrangé : les jours de réunion, le genre des travaux, le but même de la petite institution; et, s'il y a des critiques à faire, c'est à lui, non à Louis XIV, qu'il faut les adresser.

Nous ne demandons pas le moins du monde qu'on fasse le procès à Colbert : loin de nous cette pensée. Mais pourquoi tant d'hommages à celui-ci, et tant de critiques, au contraire, à l'adresse de celui-là? Pourquoi aussi tant de charges contre Louvois qui, en définitive, n'a fait que suivre l'exemple de son prédécesseur?

En 1683, à la mort de Colbert, Louvois eut le poste de surintendant des bâtiments. Voici en quels termes bienveillants celui-ci nous est présenté. « Pendant dix-huit mois (1), nous dit-on, les séances languirent, et peut-être les réunions auraient-elles cessé, si Louvois, qui succéda à Colbert (2) dans la charge de surintendant des bâtiments, n'avait pris à cœur les travaux confiés à la Compagnie. Ce n'est pas qu'il portât grand intérêt aux inscriptions et aux médailles; sur ce point il n'était pas plus libéral qu'en matière de sciences, et l'on a vu, par l'histoire de l'Académie des sciences (3), quel peu d'empres-

(1) Les dix-huit mois qui précédèrent la mort de Colbert, arrivée le 6 septembre 1683.

(2) Louvois ne succéda pas immédiatement à Colbert, mais à son fils, M. d'Ormoy.

(3) *L'Histoire de l'ancienne Académie des sciences*, par M. Maury; 1 vol. in-12. Paris, Didier.

sement il mit à les favoriser... Mais le ministre était plein de zèle pour tout ce qui touchait au service et aux prédilections du roi. Il savait sa passion pour le faste et son désir immodéré de gloire. La petite Académie avait pour mission d'ajouter à la grandeur et à l'éclat des monuments et des fêtes. C'était là pour Louvois un motif de lui marquer ses faveurs particulières (1). » Pareille partialité nous étonne, et nous avouons n'y rien comprendre : il n'y a pas un mot de ce langage aigre-doux qui ne convienne au même titre à Colbert.

A partir des premiers jours de 1663, après ce que nous pourrions appeler la séance d'ouverture, les assemblées se tiennent régulièrement chez le surintendant des bâtiments. En hiver comme en été, à Paris ou à la campagne, les réunions ont lieu sans interruption, deux fois par semaine. Peintres, poètes, orateurs, compositeurs d'inscriptions et de devises, il s'agissait de presser tout le monde, de stimuler tous les zèles et tous les talents, d'examiner, de revoir, de corriger au besoin les œuvres composées en l'honneur de Louis XIV. La besogne ne manquait jamais au petit Conseil des *Cinq*. « Quand il n'y avoit pas d'ouvrage de commande, écrit Perrault, l'Académie travailloit à revoir et à corriger les ouvrages, soit de prose, soit de vers, qui se composoient à la louange du Roi. »

(1) A. Maury, p. 14.

CHAPITRE XVIII

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Rapports hebdomadaires de Chapelain à Colbert. — « La petite Académie » est une espèce de Commission des Beaux-Arts. — Assiduité de Chapelain aux réunions. Cette présence n'était pas gratuite. — Projet de construction d'un arc de triomphe, 1667. — Tapisseries du roi, 1664. — Lebrun et la Commission des *Cinq*. Conflit entre l'artiste et les commissaires, 1664. — Carrousel de 1662. Sa description par Perrault, 1670. — « La petite Académie » revise les ouvrages dédiés à Colbert.

La correspondance de Chapelain est remplie des rapports hebdomadaires adressés à Colbert. On peut regarder comme tels toutes les lettres écrites au ministre pendant la période qui va de 1663 à 1674 (1). A première vue, vous les prendriez pour des causeries littéraires ou artistiques envoyées à un ministre éclairé. Non ; ce sont simplement des lettres d'affaires, des comptes rendus sur les occupations du « petit conseil » récemment établi.

Voici le spécimen de l'un de ces nombreux rapports. Il est du 9 juin 1663. A cette date, il ne s'agit pas de victoires et de conquêtes ; mais seulement de la convaless-

(1) Date de la mort de Chapelain.

cence du roi, que les bonnes plumes du temps s'apprêtent à célébrer. On va voir qu'une simple indisposition donnait assez de besogne au comité des *Cinq*. « M. du Périer (1), écrit Chapelain à Colbert, a ébauché là-dessus une petite Ode latine, qu'il polit et qui sera bientôt en état de paroître. MM. de Valois (2) m'ont promis de s'appliquer à la même chose en latin. M. l'abbé de la Mothe le Vayer (3) les suivra en françois, aussi bien que M. Boyer (4), qui a trop de reconnoissance pour se taire en un si juste sujet de parler. M. Fléchier travaille pour cela, et suspend à dessein l'accomplissement de son grand poème latin du Carrosel. J'en ai écrit à MM. d'Ablancourt et le Clerc (5), desquels il ne faut attendre rien de médiocre. » Fléchier publia « son grand poème latin du Carrosel » en 1670. L'ouvrage parut en un beau volume in-folio, sorti des presses de l'imprimerie royale, sous le titre suivant : *Cursus regius, carmen heroïcum*. A la prière de Chapelain, le poète aux gages de la cour interrompit un instant son travail, pour chanter la guérison de Louis XIV. Ce doit être la pièce intitulée : « Au Roi, sur sa dernière maladie, avant 1666. ODE (6). »

Notre rapporteur donne ensuite des détails sur Cotin,

(1) Charles du Périer, né à Aix, mort à Paris, 28 mars 1692.

(2) Les deux frères, Henri et Adrien de Valois.

(3) Fils de l'académicien. Il mourut en 1664.

(4) Claude Boyer, de l'Académie française en 1666; mort le 22 juillet 1698.

(5) Michel Le Clerc, de l'Académie française, le 26 juin 1662; mort en 1691.

(6) *Œuvres complètes* de Fléchier, vol. IX, p. 159; édit. Ducreux. Nîmes, 1782.

dont l'assemblée a examiné « l'éloquent discours ». L'appréciation est d'une bienveillance extrême. Venant de Chapelain, « l'excuseur de toutes les fautes », la chose ne doit pas surprendre beaucoup. D'ailleurs, ce jugement répondait à l'opinion générale qu'on avait alors de ce bel esprit (1). « M. Cotin, duquel j'eus l'honneur, la dernière fois, de vous faire voir de si belles stances, et duquel nous avons aujourd'hui achevé d'examiner (2) l'éloquent discours dont nous vous lûmes une si belle tirade, a fait un madrigal très joli, qu'il me doit envoyer demain. C'est un de nos plus fameux académiciens (3), et que j'ai engagé par votre ordre à cet éloge royal que nous épluchons, et qui semble répondre à notre attente. Je laisse à votre prudence de considérer si un homme aussi approuvé qu'il est ne mériterait point d'être du nombre des gratifiés, et pour ce qu'il a fait et pour ce qu'il est capable de faire en prose et en vers, et si ce ne seroit pas dommage de lui laisser abattre le courage et tomber la plume de la main, en ne lui donnant point de pareils témoignages qu'on estime son esprit et sa fidélité. » La recommandation ne fut pas perdue. Sur la liste de 1664, Cotin figure pour une gratification de 1200 livres.

Le rapport continue : « Un conseiller de Bretagne, de nos amis, qui fit, il y a un an, un poème latin de douze cens vers, sur la naissance de Mgr le Dauphin, que nous

(1) Voy. la notice de d'Olivet sur Cotin ; II, 159.

(2) A la petite Académie.

(3) Cotin avait été reçu à l'Académie française le 3 mai 1655 ; il mourut en janvier 1682.

avons lu et revu dans notre assemblée, et qui sera l'un des plus beaux ornemens du recueil (1), m'apporta hier une ode françoise, qui n'est pas méprisable, sur le mal et la guérison du Roy, qu'il imprimera au premier jour (2). »

Perrault, contrôleur des bâtimens et secrétaire de la petite Académie, était bien chargé de renseigner Colbert; mais, par ordre ou pour se rendre utile, Chapelain remplît absolument la même mission (3). Le 18 mars 1664, il annonce au ministre la composition de divers ouvrages. En même temps, l'homme prudent n'oublie pas de signaler son assiduité aux séances. « Quelque soin, dit-il à Colbert, que je donne à nos assemblées chez vous (4), par le desir que j'ai de répondre à ce que vous attendez de nous, et de vous plaire en y satisfaisant, je n'en ai pas un moindre de ne vous détourner point de vos importantes affaires par une cour que vous ne souhaitez point; et de ne vous point parler ni écrire, que quand il y a quelque chose qui peut regarder l'honneur du Roy et votre contentement (5). »

Le 1^{er} août 1665, Chapelain écrit encore à « M. Colbert, ministre d'Estat, à Saint-Germain. » Ce zèle n'est pas sans motif, et ce n'est pas sans motif aussi que notre homme fait valoir ses petits services : il a à cœur de

(1) Le recueil où devaient être réunies toutes ces belles pièces.

(2) Lettre du 9 juin 1663, « à M. Colbert, intendant général des finances, à Versailles »; II, 307.

(3) Chapelain, en 1664, est aux gages de Colbert, comme en 1640 il était aux gages de Richelieu. (Voy. plus haut, p. 58.)

(4) Les assemblées de la petite Académie.

(5) Lettre du 18 mars 1664, « à M. Colbert, conseiller d'Estat et intendant des finances, à Saint-Germain »; II, 353.

justifier la confiance et les faveurs dont il est l'objet. « Comme Dieu m'a rendu assez de force pour me pouvoir traîner jusque chez vous, dit-il à Colbert, nous employâmes l'après disnée d'hier à examiner nos inscriptions et médailles nouvelles sur les sujets que vous avez ordonnés et celles de quelques autres gens de lettres, dont M. Perrault est chargé de vous présenter les meilleures à votre premier loisir (1). »

Le zélé correspondant ne manque aucun courrier, ne néglige rien pour calmer l'impatience légitime du maître. En réalité, difficulté de l'entreprise ou inexpérience de ceux qui en étaient chargés, l'œuvre avançait avec une extrême lenteur. C'est le regret exprimé dans la préface de 1702, en tête de l'Histoire par les médailles. « Comme il n'y avoit encore, dit l'auteur, aucune règle établie pour cette sorte de travail, on ne parvint pas d'abord à bien prendre le goût des anciens. Ce qu'on appelle le moderne ne pouvoit servir d'exemple. Car, tout ce que les curieux ont jusqu'ici rassemblé de médailles modernes en fournit à peine quelque'une digne de l'attention des gens de lettres. Il a donc fallu se former des principes; il a fallu fixer des règles, soit pour l'inscription, qu'on nomme *légende*, soit pour le dessein qu'on nomme *type*. Et tout cela a fait que du temps de Monsieur Colbert, on n'a pas beaucoup avancé (2). »

Cela ne veut pas dire cependant qu'on n'ait rien fait. L'auteur de la *Préface* ajoute : « M. de Louvois trouva

(1) Lettre à Colbert, du 1^{er} août 1665; II, 408.

(2) *Histoire par les Médailles*. PRÉFACE.

cette *Histoire* commencée, et ne fut pas longtemps à comprendre l'importance de la continuer. Il rendit les assemblées plus fréquentes, et obtint du Roy qu'elles se tiendroient au Louvre. On travailla avec beaucoup d'assiduité, et on fit du progrès dans un art assez négligé jusqu'alors. »

Le 1^{er} août 1665, Chapelain rendait compte à Colbert des occupations de la petite Académie. Quelques jours après, le 24 août, nouvelle dépêche dans laquelle, en parlant des autres, il ne s'oublie pas lui-même. « Monsieur, écrit-il au ministre, je vous épargne toutes les lectures inutiles, quelque agréables qu'elles vous pussent être d'ailleurs, pour ne vous pas dérober sans nécessité un seul des momens qui sont dévoués au service du Roy et au bien du royaume, laissant à M. Perrault de vous informer aux heures favorables de mon assiduité à nos assemblées, et de ce que j'y essaye de contribuer pour votre satisfaction (1). »

Le 6 janvier 1667, Chapelain adresse au ministre son rapport accoutumé. Pour la première fois, il lui donne ici du *Monseigneur*, et lui parle à mots couverts d'un « ouvrage de commande », dont la Compagnie s'était occupée sans retard. De quoi s'agit-il à cette date? Le langage de Chapelain est si énigmatique, qu'on ne voit pas d'abord quel est ce projet préparé avec tant de mystère. « Monseigneur, écrit-il à Colbert, vous aurez vu, dans la lettre de M. Perrault, le détail de ce qui s'est fait .

(1) Lettre du 24 août 1665, « à M. Colbert, ministre d'Etat, à Paris »; II, 409.

de la commission qu'il vous a plu nous donner, sans qu'il soit besoin que je vous le répète en celle-ci. Je vous dirai seulement que l'on n'y pouvoit apporter plus de secret, de zèle, d'attention, de diligence, d'assiduité, ni d'exactitude. Cela a emporté du temps, mais on n'y a pas perdu une minute, et toutes autres affaires ont cessé pour s'appliquer à celle-là (1). »

Même absent de France, Colbert voulait savoir ce que faisait l'Académie des médailles. En 1667, pendant la guerre du droit de Dévolution, le ministre est en Flandre, à la suite de l'armée royale. Chapelain lui écrit à Charleroi. Il semble l'entretenir de la construction d'un arc de triomphe. Peut-être, est-ce là l'affaire importante dont il était question dans la lettre du 6 janvier 1667, et qui avait été examinée avec beaucoup de diligence et dans le plus grand secret. « Si je n'avois qu'à vous parler de la continuation de nos assemblées, écrit Chapelain, et de ce que nous y faisons, je ne vous déroberois pas un moment par mes lettres, et je m'en remettrois au fidèle compte que M. Perrault vous en rend, comme je me suis remis à son soin de vous faire voir les preuves que je lui ai fournies de la coutume qu'avoient les Romains de mettre des statues équestres ou des quadriges sur le haut des arcs de triomphe (2). »

Ce n'est pas ici une simple question d'archéologie. Il

(1) Lettre du 6 janvier 1667, « à Mgr Colbert, ministre d'Estat, à Saint-Germain-en-Laye »; II, 495.

(2) Lettre du 16 juin 1667, « à Mgr Colbert, ministre d'Estat. Au camp de Charles-le-Roy, en Brabant »; II, 517.

s'agit d'un projet d'arc de triomphe destiné à glorifier les succès présumés de Louis XIV en Flandre. Serait-il téméraire de vouloir expliquer le texte de Chapelain? son allusion à « des statues équestres ou des quadriges » à placer sur le haut des arcs de triomphe? Un passage des *Mémoires* de Perrault va nous donner l'éclaircissement désiré. « Après les conquêtes de Flandre et de la Franche-Comté, dit-il, M. Colbert proposa d'élever un arc de triomphe à la gloire du Roi. M. le Brun et M. le Vau (1) en firent des desseins. J'en fis aussi un que j'envoyai à M. Colbert, et que j'appelois mon griffonnement. Ce ministre écrivit à la marge de ma lettre que le griffonnement lui plaisoit plus que les desseins qu'on lui avoit donnés; et c'est sur ce griffonnement que mon frère (2) forma le dessein qui a été exécuté en grand modèle à la porte Saint-Antoine (3). »

Nous avons trouvé à la Bibliothèque nationale la gravure de cet arc de triomphe (4). Elle est de Sébastien Le Clerc, et répond parfaitement à la description que Chapelain en faisait déjà à Colbert, dans sa lettre du 16 juin 1667. L'arc de triomphe, si nous en jugeons par la gravure de Le Clerc, eût été superbe. Sa large façade, avec ses trois portes, est d'un aspect vraiment imposant; et au sommet, la statue équestre de Louis XIV, vue à une

(1) Charles Lebrun, mort aux Gobelins, le 10 février 1690. — Louis Leveau, premier architecte de Louis XIV; mort à Paris le 11 octobre 1670. — *Dessein* écrit alors pour *dessin*.

(2) Claude Perrault, à qui nous devons la colonnade du Louvre. Mort en 1683.

(3) *Mémoires*, p. 143.

(4) Cabinet des estampes.

hauteur considérable, produit un grand effet (1). C'était bien là un monument digne du grand roi; une magnifique apothéose, telle qu'elle semblait convenir au futur arbitre de l'Europe. Malheureusement, l'œuvre n'a pas été terminée; et, aujourd'hui, il ne nous en reste plus que le dessin.

« La première pierre de cet arc de triomphe, dit en note l'éditeur des *Mémoires* de Perrault, fut posée le 6 août 1670. Il ne fut élevé en pierre que jusqu'à la hauteur des piédestaux des colonnes; et, pour juger de l'ouvrage entier, on le continua seulement en plâtre, Louis XIV parut, dit-on, si peu sensible à la perfection de ce monument, que la ville en discontinua la construction. Après la mort de ce prince, le duc d'Orléans, régent, prit encore moins d'intérêt à cet édifice; de sorte qu'on se détermina à le démolir en 1716. Le Clerc nous a gravé (2) une belle estampe de ce magnifique arc de triomphe, qui doit faire regretter que l'on n'en ait pas suivi en son temps l'entière exécution (3). »

En 1669, Chapelain continue d'envoyer son rapport au maître, sans oublier la petite mention sur son assiduité. Ici, le titre donné change encore : la lettre s'adresse à « Mgr Colbert, secrétaire des commandemens du Roy. » — « Monseigneur, lui écrit Chapelain à Saint-Germain-

(1) L'arc de triomphe du Carrousel, élevé en 1806, sur les dessins de Fontaine, avec ses trois portes et son quadrigé au sommet, rappelle assez bien celui que Colbert voulait ériger, en 1667, à la porte Saint-Antoine en l'honneur de Louis XIV.

(2) En 1679.

(3) *Mémoires*; Perrault, p. 143.

en-Laye, je me contente d'être assidu à l'assemblée de chez vous, ordonnée pour l'exécution de vos ordres, sans chercher à vous divertir (1) de vos occupations par la lecture de mes billets, lorsqu'ils ne sont pas tout à fait nécessaires et que je me puis abstenir de vous en importuner (2). »

Le 10 avril 1671, il marque encore son assiduité « aux assemblées de chez vous (3) ». C'est à croire que cette assiduité au petit conseil était obligatoire, tant Chapelain, chaque fois qu'il écrit, a soin de constater sa présence aux réunions prescrites.

A notre avis, les membres de l'Académie des médailles exerçaient une charge réelle. Comme un fonctionnaire va aujourd'hui à son bureau, ils allaient à leurs assemblées; et le ministre récompensait leur peine autrement que par sa bienveillance et des gratifications éventuelles. C'était une espèce d'emploi : il est naturel, dans ce cas, que le titulaire rende des comptes, et fasse savoir à qui le paye comment il s'acquitte de ses devoirs.

Pour Perrault, ce n'est pas douteux. Il était largement rétribué; pourquoi donc ses autres collègues n'auraient-ils pas reçu, eux aussi, un traitement fixe? Dès le mois de février 1663, au lendemain de l'établissement de la petite Académie, Perrault recevait d'un seul coup son traitement de l'année qui, pour l'époque, représente la somme fort raisonnable de 15,000 francs. « Le 15 février

(1) Dans le sens de *divertere*, détourner.

(2) Lettre à Colbert, du 5 août 1669; II, 639.

(3) Lettre à Colbert, du 10 avril 1671; II, 728.

suivant, raconte-t-il dans ses *Mémoires*, un commis de M. Colbert m'apporta une bourse fort propre dans laquelle il y avoit 500 écus en or (1) : cette gratification, toujours continuée et augmentée de 500 livres en l'année 1669, a duré sur ce même pied jusqu'en 1683 (2). »

Avec de tels honoraires, on n'avait pas trop la liberté de négliger son emploi. Ce qui n'était d'abord qu'une induction va devenir une certitude. Ch. Perrault parle plus loin des *pensions* faites aux membres de la petite Académie, et maintenues au milieu même des soucis et des embarras de la guerre.

C'est à propos des gratifications accordées aux gens de lettres, en France et à l'étranger, à partir de 1663. Le mode de distribution adopté pour les savants français fut d'abord du dernier galant. Le récit de Perrault est délicieux, assaisonné de malice, en outre peu connu, croyons-nous : on ne sera pas fâché de le rencontrer ici. Les pensions faites aux étrangers se payaient par lettres de change. « A l'égard de celles qui se distribuoient à Paris, continue le narrateur, elles se portèrent, la première année, chez tous les gratifiés, par le commis du trésorier des bâtimens, dans des bourses de soie d'or, les plus propres du monde ; la seconde année, dans des bourses de cuir. Comme toutes choses ne peuvent pas demeurer au même état et vont naturellement en dépérissant, les années

(1) Cinq cents écus en or faisaient plus de 5,000 francs, et répondaient à plus de 15,000 francs de notre monnaie d'aujourd'hui.

(2) Epoque de la mort de Colbert, et où Louvois remercia Perrault.

suivantes il fallut aller recevoir soi-même les pensions chez le trésorier en monnaie ordinaire. Les années bientôt eurent quinze et seize mois; et, quand on déclara la guerre à l'Espagne (1), une grande partie de ces gratifications s'amortirent. Il ne resta presque plus que les pensions des académiciens de la petite Académie et de l'Académie des sciences : ce qui a continué et continue encore jusqu'à présent (2). »

Les premiers travaux du conseil des *Cinq* ne ressemblent en rien aux savantes recherches de notre Académie actuelle des Inscriptions. Colbert, nous venons de le voir, ne l'avait pas institué pour devenir une grande école d'érudition, pour s'occuper d'épigraphie, de numismatique, d'archéologie, de la publication ou du déchiffrement de nos vieilles chartes et de nos vieux manuscrits. M. Maury a décrit les travaux assignés par Colbert à la Compagnie : ils sont loin de rappeler les prodiges d'érudition accomplis, dans l'ordre entier des connaissances humaines, depuis Mabillon jusqu'à nos jours.

« Une fois formée, la petite Académie, tel était le sobriquet sous lequel on désigna à l'origine la Commission, vit ses lumières mises à contribution pour des objets qui n'avoient point d'abord été de son ressort (3). Louis XIV avait commandé des tapisseries destinées à orner ses appartements; il voulait des sujets heureux et

(1) En 1667; la guerre du droit de Dévolution.

(2) *Mémoires*, p. 53.

(3) Ce n'est pas exact : Colbert avait précisément fondé la petite Académie en vue des œuvres d'art à faire pour le roi.

de circonstance. La Compagnie eut mission de choisir des projets de dessins pour ses tentures royales, et les estampes accompagnées de descriptions, dont le recueil fut publié par ordre du monarque (1), sont le fruit de ses premiers travaux. Elle devait aussi composer des récits des solennités et des fêtes dont Versailles était le théâtre, et cette mission lui resta jusque dans les premières années du règne suivant. En 1715, quand le roi reçut l'ambassadeur de Perse, G. de Boze, alors secrétaire perpétuel de la Compagnie (2), fut appelé à Versailles pour faire une relation exacte de la cérémonie à laquelle il assista avec le peintre Coypel (3), chargé d'en faire le tableau (4). »

Pour ne parler que des tapisseries, les sujets à traiter, les devises, les inscriptions qui devaient les accompagner, tout était examiné par le conseil des *Cinq*, et exécuté d'après ses indications. Lebrun était chargé de la composition et du dessin : de là certains conflits que le célèbre artiste avait quelquefois avec la commission. Sébastien Le Clerc, habile graveur de l'époque (5), est l'auteur des planches conservées dans ce beau recueil. Perrault, dans ses *Mémoires*, dit un mot de ces tentures, dont l'exécu-

(1) Lisez Colbert. — Ce recueil se trouve à la Bibliothèque nationale, cabinet des estampes : *Tapisseries du Roy, où sont représentés les Quatre Elémens et les Quatre Saisons de l'année*. (Bibl. nat., Estampes, Ad. 107, gr. in-f°, 1679.)

(2) De Boze était né à Lyon en 1680; mort en 1753.

(3) Antoine Coypel, né à Paris le 12 avril 1661; mort le 8 janvier 1722.

(4) A. Maury, p. 9.

(5) Né en 1637; mort le 25 octobre 1714.

tion allait être confiée aux Gobelins. « M. Colbert, raconte-t-il, nous demanda des desseins pour des tapisseries qui devoient se faire à la manufacture des Gobelins. Il en fut donné plusieurs entre lesquels on choisit celui des quatre élémens, où l'on trouva moyen de faire entrer plusieurs choses à la gloire du roi. Comme ces tapisseries se voient tous les jours, et que les estampes, avec le discours qui les accompagne, forment un beau volume, je n'en dirai pas davantage (1). »

Quatre devises ornent les quatre coins de chacune de ces tapisseries. Perrault avoue que sur seize, quatorze sont de lui. Il demande grâce pour ce trait de vanité, sur ce qu'il écrit ces *Mémoires* non pour le public, mais pour sa famille. « J'observerai seulement, dit-il, que toutes les devises sont de moi. A d'autres que mes enfans je n'aurois pas fait cette remarque, et moins encore ce que je vais dire. Ayant porté à M. Colbert quarante-huit devises pour cette tapisserie, seize de l'abbé de Bourzeis, seize de l'abbé de Cassagnes et seize de ma façon (2), toutes mêlées les unes avec les autres, afin qu'il en choisît seize sans savoir qui en étoit l'auteur, il s'en trouva quatorze des miennes. »

Perrault eut la joie d'obtenir à peu près le même succès, pour les tapisseries des *Quatre saisons*. « On fit ensuite, dit-il, le dessein de la tenture des quatre

(1) *Mémoires*, p. 36. — Ce beau volume est celui que nous avons signalé. Bibl. nat., Estampes; Ad. 107, in-f°.

(2) Ce détail semble bien confirmer que Perrault a réellement fait partie de la petite Académie avant la mort de Cassagne en 1679.

saisons de l'année, sur le modèle de celle des quatre élémens : on l'a aussi gravée et accompagnée de semblables explications. Des seize devises qui ornent cette tenture, il y en a neuf de moi (1). »

Les fêtes surtout, et entre ces fêtes les carrousels, occupaient une grande place, et ne laissaient presque aucun répit à la Commission des Cinq. « La mythologie, nous dit M. Maury, devait être mise à contribution dans ces cavalcades allégoriques où Louis XIV ne dédaignait pas de figurer. La petite Académie fut chargée de diriger et de contrôler les dessins que lui soumettait Charles Perrault; car celui-ci était, en matière de décorations et d'ordonnance de fêtes, l'inspirateur de Colbert...

« Quant à sa tâche principale, celle de présenter dans une série de médailles l'histoire de Louis XIV, la petite Académie en fut de bonne heure détournée (2). Colbert l'occupait sans cesse de mille autres sujets pour satisfaire l'impatience du roi. Il y faisait composer ou examiner les projets de peintures, de sculptures dont on voulait embellir Versailles. La Compagnie des *Quatre* (3) réglait le choix et l'ordre des statues; elle donnait son avis sur l'ornement des fontaines et des bosquets. Il ne se proposait rien en fait de décorations dans les appartements, et d'embellissements dans les jardins, que la petite

(1) *Mémoires*, p. 38.

(2) L'ouvrage parut plus tard; in-f°, 1702, Paris, sous ce titre : *Médailles sur les principaux événemens du règne de Louis le Grand, avec des explications historiques par l'Académie royale des Médailles et des Inscriptions.*

(3) Des cinq d'après nous.

Académie ne dût donner, à cet égard, son avis (1). »

Ajoutez encore à cela la revision, la correction des poèmes, panégyriques, dédicaces, composés en France ou à l'étranger en l'honneur du monarque. Depuis les incidents les plus futiles jusqu'aux événements les plus graves, tout devenait la proie des écrivains. L'un vous composait « un poème latin de douze cens vers » sur la naissance du Dauphin; l'autre, c'était Fléchier, célébrait le carrousel de 1662 en beaux vers divisés, comme un vrai poème épique, en plusieurs chants. Nous n'avons pas besoin de rappeler les pièces de toutes sortes, en prose, en vers, en latin, en français, odes, sonnets, madrigaux, que suscitait une simple indisposition du roi (2).

Le 10 juin 1664, Chapelain écrit à « M. Colbert, ministre d'Estat, à Fontainebleau. » Au nom de la Compagnie, il l'entretient des tapisseries à faire pour Louis XIV, d'après les dessins de Lebrun. Artiste et commission n'étaient pas d'accord : c'est assez l'ordinaire. L'un voulait suivre ses idées, l'autre imposer les siennes. Chapelain insinue discrètement que tout irait bien mieux, si le peintre était plus docile. Hélas ! les savantes allégories de Chapelain, Dieu sait ce qu'elles pouvaient valoir ! Comment s'étonner si Lebrun résistait à ses commissaires, et avait plus de confiance en lui-même que dans les combinaisons enchevêtrées de Chapelain ? De là le conflit, les résistances auxquelles celui-ci fait allusion.

(1) A. Maury, p. 9.

(2) Voy. plus haut, p. 430.

« J'ai reçu avec respect, écrit-il le 10 juin 1664, la réponse qu'il vous a plu de faire à ma lettre touchant l'emploi de l'allégorie dans les tableaux et les tapisseries (1) que vous avez ordonné de faire pour l'histoire du Roy, et j'ai tenu à très grand honneur que Sa Majesté ni vous ne l'ayez pas désapprouvé. Ces Messieurs qui s'assemblent chez vous (2) ont eu communication de mes sentimens sur ce sujet, et du commandement que Sa Majesté et vous nous faites de travailler avec adresse pour porter M. le Brun à en convenir avec nous, et à ne goûter pas moins nos raisons qu'Elle et vous les avez goûtées.

« C'est à quoi, Monsieur, nous ne perdrons pas un moment, et nous voulons espérer que ce rare peintre, étant aussi judicieux qu'il est, ne s'en éloignera pas; surtout s'il nous étoit permis de lui insinuer qu'en s'y accommodant, il ne feroit pas chose désagréable à Sa Majesté, ni à quoi vous trouvassiez rien à redire (3). »

En 1662, de brillantes fêtes équestres eurent lieu sur la place du Carrousel. Elles durèrent pendant trois jours, les 5, 6 et 7 juin. Quelque temps après, Perrault en fit une description française, parue en 1670, en un beau volume in-folio. Fléchier traduisit d'abord cet ouvrage en prose latine. Puis, il tira de là son poème du Carrousel,

(1) Les tapisseries des *Quatre éléments* et des *Quatre Saisons*, bien certainement. — Cette lettre « sur l'emploi de l'allégorie », n'est pas dans la correspondance de Chapelain.

(2) La petite Académie ; Chapelain, Bourzeys, Cassagne, Perrault et Charpentier.

(3) Lettre à Colbert, du 10 juin 1664; II, 362.

Circus regius, qui le place au premier rang des poètes latins de son temps (1).

Le 3 août 1666, Chapelain parle à Colbert de la description faite par Perrault. « Nous repassons dans l'assemblée, dit-il au ministre, la description que M. Perrault a faite fort heureusement du Carrousel, et où les devises des cavaliers n'auront pas une petite obligation à sa plume (2). »

A l'occasion, la petite Académie revisait les ouvrages adressés à Colbert lui-même, ou les dédicaces composées en son honneur. En général, le ministre n'aimait pas ces hommages; il les agréait rarement, dans la crainte de faire ombrage au souverain. Quelquefois cependant, il consentait à sortir de sa réserve habituelle. En voici un exemple. Un prêtre de Dieppe, appelé Guillaume Denis, avait fondé en 1663 une école de pilotage. Colbert ne manqua pas d'encourager cette tentative. Il pensionna le fondateur de l'école; et le 21 novembre 1671, il lui écrivait : « J'ai été bien aise de voir l'apologie de la méthode dont vous vous servez pour enseigner l'hydrographie, et d'apprendre que le nombre de vos écoliers augmente tous les jours (3). »

Mais le professeur de pilotage, paraît-il, n'était pas grand clerc en fait de style, et certaine dédicace adressée par lui à Colbert avait eu besoin d'être fortement rema-

(1) Pour d'autres détails bibliographiques et critiques, qu'on nous permette de renvoyer à un travail publié jadis : *De latinis Flecherii carminibus*, in-8°. Paris, Didier, 1870.

(2) Lettre du 3 août 1666, à Colbert, à Fontainebleau; II, 469.

(3) P. Clément; *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, III, 75.

niée par le petit conseil. C'est du moins ce que Chapelain écrivit le 20 décembre 1665, en communiquant au ministre divers ouvrages. « La troisième chose que contient le paquet, lui dit-il, et la plus importante, est la lettre de ce bon prêtre de Dieppe (1), remaniée et rendue raisonnable par M. Perrault et retouchée en plusieurs endroits par vos serviteurs de l'assemblée, en sorte qu'elle nous a semblé en état de paroître sans faire tort à son livre, ni à votre nom. Elle eût pu, à la vérité, être moins ornée, et par là plus proportionnée à la capacité de son auteur; mais, si elle n'eût pas été indigne de lui en une forme plus simple, elle l'auroit été de vous, Monseigneur, qui ne devez point recevoir de ces offrandes, ou qui les devez recevoir convenables à votre mérite et à votre dignité (2). Vous prendrez, s'il vous plait, le temps de passer la vue là-dessus, d'y corriger nos corrections, et de donner la satisfaction à ce bon homme de pouvoir vous adresser (3) son travail sans vous déplaire (4). »

(1) Guillaume Denis.

(2) On ne peut donner à entendre plus clairement qu'on a *retouché* les corrections déjà faites par Perrault.

(3) Dans le sens de *dédier*.

(4) Lettre à Colbert, du 20 décembre 1665; II, 427.

CHAPITRE XIX

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Louvois, surintendant des bâtiments, octobre 1683. Il succède à Jules-Armand Colbert, comte d'Ormoy. — Louvois, chargé de la petite Académie. Exclusion de Perrault, 1683. — Récits de Perrault et de G. de Boze. Différence des deux récits. — Assemblées de la petite Académie au Louvre. — Louvois porte à huit le nombre de ses membres. — Nomination de Racine et de Boileau, 1683. — Part active de Boileau aux travaux de l'Académie. — Histoire du roi par les médailles. — *Notices* dont Boileau est l'auteur. — Pontchartrain, secrétaire d'État, 1690. Succède à Louvois dans la direction de « la petite Académie », 1690. — L'abbé Bignon, nommé en 1690. — Liste des membres de la petite Académie depuis 1663 jusqu'au règlement de 1701.

En 1683, Louvois succéda non à Colbert, comme on l'a dit (1), mais au fils de Colbert, à ce d'Ormoy, dont nous avons parlé un peu plus haut. A la mort de son père, « il venait de se voir enlever, au profit de Louvois, moyennant le dédommagement de 500.000 livres, la direction des bâtiments, ce qui l'avait déterminé à entrer dans l'armée (2). » Ce « futile d'Ormoy », comme l'appelle M. Clément, ce jeune homme de vingt ans à peine,

(1) A. Maury, p. 14.

(2) P. Clément, *Histoire de Colbert*, II, 494.

n'était guère capable d'un travail opiniâtre, « du soin de terminer le château de Versailles, de faire réparer Saint-Germain et Chambord, de surveiller l'exécution des œuvres d'art commandées aux peintres, aux graveurs, aux architectes (1). » La curieuse correspondance de Colbert à cette époque, de 1679 à 1682, témoigne de la frivolité du fils et des vains efforts du ministre pour faire d'un gamin de seize ans un surintendant des bâtiments (2).

Louvois aurait eu quelque peine à être un digne successeur du père; il n'eut rien à faire pour être de beaucoup supérieur au fils. « Le ministre était plein de zèle pour tout ce qui touchait au service et aux prédilections du roi. Il savait sa passion pour le faste et son désir immodéré de gloire (3). » Louvois se montra donc tout disposé à favoriser une compagnie qui pouvait si bien le servir auprès du maître. Il commença d'abord par compléter la petite Académie.

Un jour, raconte M. Maury, Tallemant, Charpentier et Quinault étaient venus à Fontainebleau. Il s'agissait de prendre les ordres du ministre au sujet des inscriptions à placer sous les tableaux de la galerie de Versailles (4). Louvois profite de l'occasion, témoigne aux trois visiteurs

(1) P. Clément, *Histoire de Colbert*, II, 474.

(2) *Ibid.*

(3) A. Maury, p. 15.

(4) Ces inscriptions furent l'œuvre de Charpentier. Voy. comment Boileau, dans son *Discours sur le style des Inscriptions*, se moque de l'emphase du *gros Charpentier*. — Plus tard, elles furent remplacées par des inscriptions composées par Racine et Boileau. (*Œuvres complètes* de Boileau; édit. Berriat Saint-Prix, III, 121.)

l'intérêt qu'il prend à la petite compagnie; les comble de compliments, et les engage « à pourvoir au remplacement de Perrault démissionnaire ». Charpentier et Quinault, en venant chez Louvois, tremblaient de recevoir leur congé. Ils sont ravis d'avoir à procéder à une élection. Elle a lieu séance tenante, avec tant de précipitation et de trouble que personne ne songe à Gallois, secrétaire depuis la retraite de Perrault. A sa place, on vous choisit en toute hâte André Félibien, qui ne s'attendait guère à cet honneur. C'était un historiographe des bâtiments du roi, auteur d'un *Dictionnaire des arts* indiqué plus haut (1). « En ce moment, dit M. Maury, se trouvait précisément chez Louvois, André Félibien, qui, comme on l'a vu, avait plusieurs fois pris part à leurs réunions; ils le proposèrent au secrétaire d'État, qui approuva leur choix (2). »

Bien différente et autrement animée est la narration de Perrault. D'abord, les détails ne sont pas les mêmes; de plus, la scène est prise sur le vif. Vous voyez les personnages, vous les entendez, vous assistez au dialogue entre les académiciens et Louvois. Tant que le pauvre Charpentier parle de Perrault, le ministre fait obstinément le sourd; il n'entend, enfin, que lorsqu'un des interlocuteurs prononce le nom de Félibien. C'est une fine scène de comédie, dans le cabinet d'un ministre sous Louis XIV, scène plaisante et triste à la fois, où se dessine le caractère impérieux et vindicatif de Louvois, d'une part; de l'autre, le néant absolu du menu peuple, des pauvres

(1) Voy. p. 405.

(2) A. Maury, p. 15. — De Boze, I, p. 5.

gens de lettres, en présence de ces potentats du jour. Nous avons là un paragraphe de plus à ajouter au livre de M. Taine, *La Fontaine et ses fables*, ce livre si grave sous une forme légère, où l'ingénieux auteur a si bien deviné les vrais personnages cachés derrière le masque du lion, de l'ours ou du léopard.

« M. de Louvois ayant été fait surintendant des bâtimens, après M. Colbert (1), raconte Perrault dans ses *Mémoires*, nous allâmes, M. Charpentier, M. l'abbé Tallemant, M. Quinault et moi, à Fontainebleau, pour demander à M. de Louvois s'il souhaitoit que nous continuassions les exercices de la petite Académie des inscriptions et des médailles, que nous tenions chez M. Colbert. Nous fîmes un mémoire, et ce fut moi qui le dressai, comme tenant la plume de cette Académie. Ce mémoire marquoit à quelle intention M. Colbert l'avoit établie, qui étoit d'avoir auprès de lui des gens de lettres, pour prendre leur avis en bien des occasions où il est nécessaire d'avoir une connoissance de la manière dont en ont usé les anciens, et pour faire des descriptions des monumens et autres choses remarquables, que l'on feroit et qui mériteroient de passer dans les pays étrangers et d'être laissés à la postérité. Ce mémoire fut donné à M. de Louvois, qui le donna à lire à M. le Chancelier, son père. »

Le Tellier devait accueillir d'assez mauvaise grâce un mémoire qui parlait de Colbert et de l'une de ses institu-

(1) C'est-à-dire après la mort de Colbert, arrivée le 6 septembre 1683.

tions. Ce fut là le premier mouvement du vieux chancelier; mais, peu à peu, à la lecture du rapport rédigé par Perrault, il revint de ses préventions et finit par recommander à son fils l'œuvre d'un ancien rival. « Ce mémoire, continue Perrault, fit un effet assez étrange : M. le chancelier Le Tellier s'étoit toujours moqué de cette petite Académie; elle étoit le sujet ordinaire de ses plaisanteries, et il disoit qu'il ne trouvoit pas d'argent plus mal placé que celui que M. Colbert donnoit à des faiseurs de rébus et de chansonnettes. Cependant, quand il eut lu ce mémoire, il changea de ton et dit à M. de Louvois, son fils, en le lui rendant : « Voilà un établissement « qu'il faut conserver avec grand soin; car rien ne peut « faire plus d'honneur au roi et au royaume à si peu « de frais. »

Chancelier d'ancien régime ou garde des sceaux du nouveau, comme c'est bien toujours la même chose! Ce que le simple particulier critiquait la veille et condamnait sans pitié, le ministre du lendemain l'approuve et le défend au besoin. Je soupçonne Le Tellier d'avoir fait de même : l'institution de Colbert lui parut bonne à quelque chose le jour où son fils en devint le directeur. « L'après-dînée de ce même jour, raconte Perrault, M. Charpentier, M. Quinault et M. l'abbé Tallemant se présentèrent à M. de Louvois. Je ne crus pas qu'il fût à propos que je m'y trouvasse, dans la crainte que M. de Louvois ne me dît quelque chose qui me déplût et que, dans la chaleur, je ne lui fisse quelque réponse dont j'aurois été fâché dans la suite. »

Perrault fut bien inspiré. Cette précaution détourna quelque peu l'orage, qui, sans cela, se fût vraisemblablement déchaîné contre la petite troupe. Remarquons, avant d'aller plus loin, que Perrault, dans tout ce récit, se considère comme membre de l'Académie des inscriptions; qu'il se trouve à Fontainebleau avec ses trois autres confrères, et s'abstient de paraître chez Louvois par prudence, par pressentiment de quelque mauvaise affaire. Comment se fait-il que de Boze et M. Maury, en cette grave circonstance, dans cette entrevue avec Louvois, signalent la présence, à Fontainebleau, de Charpentier, de Tallemant et de Quinault, sans rien dire de Perrault? Et cependant celui-ci les avait accompagnés; il venait de rédiger le rapport soumis au nouveau surintendant. C'est là le point important dans cette narration: selon qu'on adoptera tel ou tel récit, on sera plus ou moins d'accord sur l'époque de la retraite de Perrault. De Boze fixe la date de 1682. D'après lui, le secrétaire de la petite Académie se retira à ce moment, et fut remplacé par Gallois. « Au commencement de l'année 1682, dit-il, M. Perrault quitta la commission des bâtimens; et, moins écouté de M. Colbert qu'il ne l'étoit auparavant, il cessa de se trouver aux assemblées de la petite Académie. M. l'abbé Gallois y parut, chargé du porte-feuille et des ordres du ministre (1). »

Avec Perrault, il n'y a aucun doute sur l'époque et le caractère de sa retraite. Il quitta la commission des

(1) *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, I, 4.

bâtimens vers 1679. Pour la petite Académie, il cessa d'en faire partie, et bien malgré lui, à la fin de 1683. Louvois vient de succéder au fils de Colbert en qualité de surintendant des bâtimens. Jusque-là, Perrault est le véritable secrétaire de la petite Académie; Gallois, si nous comprenons bien, ne l'est que par intérim. Et c'est si vrai, que ni Perrault, ni de Boze, ne parlent du dernier à propos du voyage de Fontainebleau. On expliquera l'absence de Gallois ou son omission, comme on voudra; il n'en reste pas moins certain qu'à la fin de 1683, au moment de l'entrevue avec Louvois, l'ancien contrôleur des bâtimens se considère encore comme secrétaire de sa Compagnie et en fait les fonctions.

Nous voici à la partie la plus piquante du récit : véritable scène de haute comédie, qui provoque un demi-sourire, bien vite comprimé par je ne sais quel pénible sentiment de malaise et de gêne. Trois membres de la petite Académie, Tallemant, Charpentier et Quinault se sont rendus à l'audience fixée par Louvois. Perrault, lui, manque à l'entrevue : il a dit pourquoi. Pendant ce temps, il est resté dans sa modeste chambre d'auberge; ou, peut-être, dans quelque allée solitaire de la belle forêt attend-il l'issue de l'entretien, tout en méditant sur l'humeur intraitable et dure de ces *puissances* si bien décrites par l'ami La Fontaine.

« M. de Louvois, raconte Perrault, leur dit ces paroles :
Vous avez jusqu'ici, Messieurs, fait des merveilles; mais il faut, s'il se peut, faire encore mieux à l'avenir. Le roi vous va donner de la matière, où il ne tiendra

qu'à vous de faire des choses admirables. Combien êtes-vous? — Nous sommes quatre, Monseigneur, répondit M. Charpentier. — Qui sont-ils? lui dit M. de Louvois. — Il y a, reprit M. Charpentier, M. Perrault..... — M. Perrault? dit M. de Louvois; vous vous moquez : il n'en étoit point; il avoit assez d'affaires dans les bâtimens. Et les autres qui sont-ils? — Il y a, dit M. Charpentier, M. l'abbé Tallemant, M. Quinault et moi. — Mais ne vous voilà que trois; où est le quatrième? — J'ai eu l'honneur de vous dire, reprit M. Charpentier, qu'il y avoit M. Perrault. — Et je vous dis, reprit M. de Louvois avec un ton de voix élevé, et qui marquoit qu'il ne vouloit pas être davantage contredit, qu'il n'en étoit pas. — M. Charpentier se tut; et M. de Louvois poursuivit : Qui étoit donc ce quatrième? — Alors l'un des trois dit : M. Félibien venoit quelquefois dans l'assemblée lire des descriptions qu'il faisoit des divers endroits des bâtimens du roi. — Voilà enfin ce quatrième que je cherchois, dit M. de Louvois. Or, ça, allez-vous-en, Messieurs, et travaillez de toutes vos forces.

« Voilà comme je fus exclu de la petite Académie, où j'aurois été assez aise d'être continué; mais il fallut encore souffrir cette mortification (1). »

Que dites-vous de semblable scène? de Louvois qui n'entend rien tant qu'on lui parle de Perrault? de l'embarras de nos trois académiciens qui, dans leur trouble, oublient leur secrétaire et, à sa place, prennent un in-

(1) Perrault; *Mémoires*, pp. 197 et suiv.

connu (1)? de ce congé enfin, donné de façon si aimable et si courtoise : « Or çà, allez-vous-en, Messieurs, et travaillez de toutes vos forces? » Comme tout cela peint bien l'esprit du temps! Comme tout cela aussi est humain, vrai, de cette vérité éternelle dont chacun d'entre nous peut avoir à faire un jour ou l'autre la triste expérience! Inutile d'aller crier contre l'oppression de l'ancien régime; le procédé de Louvois n'a pas disparu : il s'appelle aujourd'hui une révocation.

Quoi qu'il en soit, réconfortée par ce retour de faveur, l'Académie reprit ses travaux avec un nouveau zèle. « Louvois les suivit avec autant d'ardeur que l'avait fait d'abord Colbert. Il la réunissait chez lui, soit à Paris, soit à Meudon. Puis, voulant lui donner une constitution plus arrêtée et plus officielle, il lui assigna pour local la salle des séances de l'Académie française au Louvre, où la Compagnie dut se tenir deux fois la semaine, le lundi et le samedi, de cinq heures à sept heures du soir. Louvois voulut aussi que le contrôleur des bâtiments assistât aux assemblées pour en rédiger les procès-verbaux; et comme La Chapelle avait succédé à Ch. Perrault, ce fut lui qui tint la plume; il devint de fait le cinquième académicien (2). »

Cinq membres ne pouvaient à eux seuls former une compagnie; ils ne pouvaient non plus suffire à la série des grands travaux que méditait le nouveau surintendant.

(1) Peut-être personne n'osa-t-il nommer Gallois, parce que, comme Perrault, il avait été à Colbert.

(2) A. Maury, p. 17. — La Chapelle mourut en 1694.

Louvois choisit pour leur goût, un peu aussi pour leur faveur, sinon pour leur érudition, deux hommes éminents : Boileau et Racine (1). La même année 1683, fut nommé Pierre Rainssant, directeur du cabinet des antiques du roi : ce fut le huitième académicien.

A cette date, en suivant l'ordre de nomination, c'étaient : Charpentier, Tallemant, Quinault, Félibien, La Chapelle, Racine, Boileau et Rainssant. Dans ce cas, il faudrait considérer Gallois comme exclu de fait en 1683. Si La Chapelle devint le secrétaire de la Compagnie, évidemment un autre n'eut pas à continuer d'en remplir les fonctions. Mais alors quelle fut la situation du remplaçant de Perrault? M. Maury ne l'indique pas. Gallois, dit-il dans sa *Table générale*, fut nommé à l'Académie en 1682; mais il oublie de nous dire ce que le secrétaire devint dans la suite (2).

Devons-nous le comprendre dans la liste de 1683? Rainssant alors n'est plus le huitième, mais le neuvième académicien. Pour nous, appuyé sur le récit de Perrault, qui ne fait point mention de Gallois, tandis que Félibien devient *ce quatrième* tant cherché par Louvois, nous pensons que l'ancien maître de Colbert, lui aussi, est resté en route. A-t-il été oublié? Ce n'est pas probable. Disons plutôt qu'il n'a pas été permis de s'en souvenir. Gallois cesse dès lors de faire partie de la Compagnie.

La petite troupe venait de recevoir deux illustres

(1) Ils étaient historiographes du roi depuis le mois d'octobre 1677.

(2) Voy. M. A. Maury, p. 17.

recrues : Racine et Boileau. « Ni l'un ni l'autre de ces grands poètes, dit à ce propos M. Maury, n'avaient fait une étude des monuments figurés de l'antiquité, de cette langue lapidaire et numismatique, à laquelle il était nécessaire d'emprunter tant de ressources et d'expressions. Un huitième académicien, Rainssant, directeur du cabinet des antiques du roi, fut donc choisi pour éclairer la Compagnie sur tout ce qui touchait à ces connaissances (1). »

Quant à Boileau, il prit fort au sérieux son titre de membre de l'Académie des médailles. Il assistait régulièrement à toutes les séances, tandis qu'il parut rarement à l'Académie française (2). Le poète prit une part active aux travaux de sa Compagnie. Le secours qu'il lui apportait n'était pas celui d'un érudit; c'était du moins celui d'un homme de goût, doué à un rare degré du sentiment de l'art antique. Nous avons parlé de son *Discours sur le style des inscriptions* (3). L'histoire de Louis XIV par les médailles lui doit onze notices. On les trouve dans l'édition des œuvres complètes de Boileau, par Berriat Saint-Prix (4). « L'académie des médailles ou petite académie, écrit l'éditeur, avait été chargée d'imaginer et de faire exécuter des médailles sur les principaux événements du règne de Louis XIV. Les projets, soit pour les types, soit pour les légendes, en étaient discutés dans ses assemblées

(1) A. Maury, p. 17.

(2) Il y fut nommé au mois d'avril 1684, et reçu le 1^{er} juillet 1685.

(3) Voy. p. 450.

(4) Vol. III, 124 et suiv.

et les dessins faits par Noël Coypel (1). Lorsqu'il les rapportait, un des académiciens se chargeait de rédiger la *description* de la médaille, description qui, lorsqu'elle obtenait l'approbation de l'Académie, était transcrite sur ses registres. Toutes ces descriptions, au nombre de deux cent quatre-vingt-six, ont été réunies et publiées par ordre chronologique des faits, dans l'ouvrage intitulé : *Médailles sur les principaux événements du règne de Louis-le-Grand, avec des explications historiques, par l'Académie royale des inscriptions et médailles*, in-folio et in-4°, Paris, 1702.

« On conçoit, d'après ce titre, que les rédacteurs des descriptions ou explications ne soient point nommés dans l'ouvrage; mais ils le sont souvent dans les registres, et c'est là que nous avons découvert que Boileau est l'auteur des onze que nous donnons ici (c'est la première fois qu'elles sont jointes à ses œuvres), d'après le même ouvrage, et en indiquant la séance d'approbation. »

L'assemblée des Cinq ayant été portée à huit, on reprit avec plus d'activité la composition des médailles et des devises. « Le module des premières médailles exécutées sur les dessins adoptés par la petite académie ne parut plus suffisant, écrit de son ton légèrement moqueur M. Maury. On voulait frapper davantage les regards, et l'on commença, en conséquence, la série des grandes médailles, qui furent désignées par le nom de *Médailles de la grande histoire*. »

(1) Ce n'est pas Noël Coypel, mais Antoine Coypel, son fils, qui fit ce travail.

Plus tard, Louvois finit par ne plus guère s'inquiéter de l'Académie des inscriptions. Celle-ci prenait déjà ce titre, en attendant qu'il lui fût donné par lettres patentes, en 1713. Un nouveau trait de satire à l'adresse de Louvois va nous expliquer l'indifférence du ministre. « Elle ne pouvait plus lui servir, nous dit-on, à faire sa cour au roi (1). »

Heureusement, un autre ministre, c'était grand temps, vint au secours de l'Académie, déjà bien languissante. Louis de Pontchartrain fut nommé contrôleur général des finances, en 1689. En 1690, il devint secrétaire d'État, avec le département de la marine et de la maison du roi. A ce dernier titre, il eut les académies sous sa dépendance, et celle des médailles ne releva plus du surintendant des bâtiments.

Comme Louvois, Pontchartrain s'occupa d'abord d'en compléter le nombre et de l'augmenter ensuite. Quinault était mort en 1688, Rainssant en 1689. Personne, dans cet intervalle, n'avait songé à leur donner de successeurs. Le nouveau ministre pourvut à leur remplacement. Eusèbe Renaudot et Jacques de Tournell, tous deux érudits distingués, furent désignés pour remplir les deux places vacantes. Tournell était le précepteur du fils de Pontchartrain, comme jadis Gallois l'avait été quelque peu de Colbert. Le ministre donna une nouvelle preuve d'intérêt à la Compagnie : il y fit entrer son neveu, bibliothécaire du roi, le savant abbé Bignon, de cette illustre

(1) A. Maury, p. 19.

famille des Bignon « où le goût des lettres et des sciences semblait héréditaire ».

De vrais savants, des érudits de profession, « ayant la passion de l'histoire, de l'archéologie ou des lettres anciennes », de dignes émules de Renaudot et de Tournel, vinrent grossir la petite phalange. Ainsi fut nommé, en 1694, à la place de La Chapelle, Simon de La Loubère, un voyageur et un érudit; en 1695, André Dacier, déjà membre de l'Académie française; et, en 1699, Étienne Pavillon, d'abord avocat général, qui avait abandonné sa charge pour les lettres et l'érudition (1).

La Compagnie grandissait ainsi lentement, et faisait peu à peu quelques progrès. Mais son existence était toujours précaire, sans caractère officiel. Bignon, aidé par les deux Pontchartrain, résolut de la tirer enfin d'une pareille situation et de la faire élever au rang d'institution de l'État. Louis de Pontchartrain était devenu chancelier en 1699. Le fils (2) avait été nommé, en 1693, secrétaire d'État, en survivance de son père; il eut ainsi les académies dans son département. L'abbé Bignon n'eut pas beaucoup de peine pour faire agréer à son oncle et à son cousin un projet d'organisation. « Louis XIV; écrit M. Maury, approuva les vues que l'abbé Bignon avait suggérées au ministre et, le 16 juillet 1701, parut le nouveau règlement, qui allait devenir la constitution de l'une

(1) Il était membre de l'Académie française depuis 1691. Mort à Paris le 10 janvier 1705.

(2) Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain. Il entra en fonctions en 1699, lorsque son père fut nommé chancelier.

des grandes institutions scientifiques du royaume (1). » Dès lors, après bien des tâtonnements et des longueurs, après quarante ans d'une existence incertaine, l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres était enfin fondée. Nous allons parler de ce règlement de 1701.

A la fin du dix-septième siècle, au moment où parut le nouveau règlement, la petite Académie se composait de neuf membres. Longtemps elle n'en avait eu que cinq. Il n'est pas hors de propos de donner ici le tableau de ses développements successifs jusqu'en 1701. Nous placerons, le plus possible, les membres par ordre de nomination.

ÉTAT DE LA PETITE ACADEMIE

De 1663 à 1672.

- I. — 1663-1674. CHAPELAIN.
- II. — 1663-1672. L'abbé de BOURZEYS.
- III. — 1663-1679. L'abbé CASSAGNE.
- IV. — 1663-1683. Ch. PERRAULT, *Secrétaire*; exclu en 1683.
- V. — 1663-1702. François CHARPENTIER.

Cette liste diffère de celle que donne de Boze; nous avons donné le motif de ces changements. D'après lui, Perrault fut d'abord secrétaire de la petite Académie, sans en être membre, et remplaça plus tard Cassagne, en 1679. On a vu, plus haut, que Perrault fut désigné le quatrième, par Colbert, avant même Charpentier.

(1) P. 24.

ÉTAT DE LA PETITE ACADEMIE

De 1672 à 1683.

I	IV
CHAPELAIN	PERRAULT
1674. — QUINAULT.	
II	V
BOURZEYS	CHARPENTIER
1672. — L'abbé TALLEMANT.	
III	VI
CASSAGNE	L'ABBÉ GALLOIS
	Secrétaire à la place de Perrault (1682?)

Le petit conseil demeura ainsi composé jusqu'à la fin de 1683. D'après de Boze, Perrault cessa de paraître aux réunions au commencement de 1682, et Gallois fut chargé alors de « tenir la plume à sa place ». Ce remplacement aurait eu lieu beaucoup plus tôt, en 1679, s'il coïncida avec la démission du contrôleur des bâtiments. Quoi qu'il en soit, qu'on admette une date ou une autre, l'auteur des *Contes* n'en continua pas moins, après 1682, d'être membre de la Compagnie. Aussi croyons-nous devoir lui conserver son rang. Ni de Boze, ni M. Maury ne disent quelle fut sa situation, lorsque Gallois le remplaça et remplit les fonctions de secrétaire.

Mais à la fin de 1683, quand Louvois devint surintendant des bâtiments, la petite Académie fut assez sérieusement modifiée. Deux membres, que leur ancienne attache

à Colbert rendait odieux au nouveau ministre, furent éliminés. Perrault a raconté lui-même sa mésaventure. Dans ses *Mémoires*, il ne dit rien de Gallois : celui-ci dut avoir le même sort. Il n'en est pas davantage question en 1683, dans l'entrevue des membres de la petite Académie avec Louvois.

Avant cette curieuse audience de Fontainebleau, les cinq étaient, en suivant leur ordre d'admission : Perrault, Charpentier, Tallemant, Quinault et Gallois. Cassagne était mort en 1679 et n'avait pas été remplacé. Après la séance tenue chez Louvois, Perrault et Gallois ne font plus partie de la petite Compagnie. Félibien remplace Perrault, et La Chapelle succède à Gallois en qualité de secrétaire.

ÉTAT DE LA PETITE ACADEMIE

A la fin de 1683.

I	IV
CHAPELAIN	PERRAULT
1674. — QUINAULT.	1683. — André FÉLIBIEN.
II	V
BOURZEYS	CHARPENTIER
1672. — L'abbé TALLEMANT.	
III	VI
CASSAGNE	GALLOIS
Non remplacé.	1683. — LA CHAPELLE.
	30

Peu de temps après, Louvois porte à huit le nombre des membres de la petite Académie. Voici leurs noms, d'après leur rang d'admission et l'ordre primitif des fauteuils :

ETAT DE LA PETITE ACADEMIE

De la fin de 1683 à 1690.

I	V
CHAPELAIN	CHARPENTIER
1674. — QUINAULT.	
II	VI
BOURZEYS	GALLOIS
1672. — L'abbé TALLEMANT.	1683. — LA CHAPELLE.
III	VII
CASSAGNE (1)	1683. — RACINE.
Non remplacé.	VIII
IV	1683. — BOILEAU.
PERRAULT	IX
1683. — André FÉLIBIEN.	1683. — P. RAINSSANT.

En 1690, Pontchartrain (2) eut la direction de l'Académie. Il compléta, lui aussi, et augmenta le nombre des

(1) Mort en 1679. Mais nous maintenons ce troisième fauteuil pour ne pas bouleverser l'ordre établi.

(2) Louis Phélypeaux de Pontchartrain, père de Jérôme de Pontchartrain. — Louvois mourait bientôt après à Versailles, le 16 juillet 1691.

membres. Le petit effectif avait été fort réduit depuis 1683; il n'était plus que de six : Charpentier, Tallemant, La Chapelle, Félibien, Racine et Boileau. Pontchartrain pourvut aux deux places vacantes : il désigna, pour les remplir, Eusèbe Renaudot et Tourreil, et donna en quelque sorte pour directeur, à la Compagnie, son neveu, le savant abbé Bignon. Ils furent neuf désormais, jusqu'au règlement de 1701.

ÉTAT DE LA PETITE ACADÉMIE

de 1690 au 16 juillet 1701.

I CHAPELAIN 1674. — QUINAULT. 1690. — Eusèbe RENAUDOT (1).	V CHARPENTIER
II BOURZEYS 1672. — L'abbé TALLEMANT (2).	VI GALLOIS 1683. — LA CHAPELLE. 1694. — Simonde La LOUBÈRE
III CASSAGNE Non remplacé.	VII RACINE 1699. — Etienne PAVILLON.
IV PERRAULT 1683. — André FÉLIBIEN. 1695. — André DACIER.	VIII BOILEAU

(1) Quinault était mort en 1688.

(2) Secrétaire en 1694, à la mort de La Chapelle. (De Boze; I, p. 7.)

IX .

P. RAINSSANT

1690. — Jacques de TOURREIL.

X

1690. — L'abbé BIGNON.

Sauf les quelques vides que la mort fit dans l'intervalle, cet ordre subsista jusqu'en 1701. A cette époque, la petite Académie devint l'*Académie des inscriptions et médailles*. Elle reçut alors, une organisation nouvelle, fort différente de celle qu'elle avait eue jusque-là. Comme l'Académie française, son aînée, elle allait compter quarante membres dans son sein.

CHAPITRE XX

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Règlement du 16 juillet 1701. Ce règlement préparé par l'abbé Bignon. — La petite Académie reçoit le titre d'*Académie royale des Inscriptions et Médailles*, 1701. — Nombre de ses membres porté à quarante. Ils sont partagés en quatre classes : honoraires, pensionnaires, associés et élèves. Leur mode de nomination. — L'Académie des Inscriptions et Médailles prend le titre définitif d'*Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres*. Arrêt du 4 janvier 1716. Modifications survenues en 1716. — Les vétérans. — Arrêt du 23 mars 1716. — Changements opérés depuis la Révolution jusqu'à nos jours. — Règlement du 16 mai 1830. — Secrétaires perpétuels. Ordre de leur succession.

Malgré les services rendus à Louis XIV, à Colbert et à Louvois, la petite Académie demeura longtemps encore une simple commission des inscriptions et devises, une espèce d'institution privée, sans caractère officiel ni existence légale. Elle dut attendre jusqu'en 1701, avant de devenir pour la France ce qu'elle a été depuis, « un sénat des lettres savantes (1). »

Nous lisons le passage suivant dans l'*Annuaire des Sociétés savantes de la France et de l'étranger* (2) : « L'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres fut établie en 1663, par Colbert. Elle ne fut connue pendant

(1) A. Maury, p. 38.

(2) 1 vol. gr. in-8°. Paris, Masson, 1846, p. 2.

assez longtemps, que sous le nom de *Petite Académie*, que lui avait donné l'édit d'institution de Louis XIV (1), parce qu'elle ne se composa d'abord que de quatre membres (2) pris dans l'Académie française. Dans l'origine, les travaux de cette réunion se bornèrent aux dessins des tapisseries du roi, aux devises des jetons du trésor royal, etc. C'est seulement en 1701, qu'elle a reçu une constitution par les soins de M. l'abbé Bignon, et qu'elle a été spécialement chargée de cultiver les Belles-Lettres, d'expliquer les anciens manuscrits, et de consacrer les événements de la monarchie par des inscriptions, des médailles et des jetons. »

D'après la constitution de 1701, préparée par l'abbé Bignon et approuvée par le roi, le petit conseil allait devenir désormais une assemblée considérable. Son règlement était emprunté, partie à l'Académie française, partie à l'Académie des sciences qui avait reçu le sien deux ans auparavant, en 1699 (3).

Comme sa sœur aînée, la Compagnie allait avoir aussi quarante membres. Il y avait une différence; les nouveaux quarante étaient partagées en quatre catégories : dix honoraires, dix pensionnaires (4), dix associés et dix

(1) De quel édit veut-on parler ici? Nous ne l'avons trouvé nulle part.

(2) Nous croyons avoir montré plus haut qu'il y eut cinq membres au début, dès 1663; p. 408.

(3) Voy. ce règlement publié *in extenso* par M. L. Aucoc, p. LI. *Lois, Statuts et Règlements concernant les anciennes Académies et l'Institut, de 1635 à 1889*. 1 vol. gr. in-8°. Paris, Imprim. nat., 1889.

(4) Directeur, sous-directeur, secrétaire et trésorier sont choisis parmi les *pensionnaires*.

élèves. C'était là comme divers degrés à franchir avant l'admission définitive.

Les honoraires, disait le règlement, devaient s'être distingués « par leur érudition dans les belles-lettres et leur intelligence en fait de monumens (1). »

L'élection demeurerait le mode de recrutement pour la classe des honoraires, des pensionnaires et des associés. Seulement, l'Académie devait élire deux candidats pour chaque place vacante : le roi était libre de choisir l'un des deux élus.

On prenait les pensionnaires parmi les associés et les élèves. Mais les élèves étaient à la présentation de chaque pensionnaire. « En cas de vacance, le pensionnaire indiquait à la Compagnie le jeune homme qu'il entendait se donner pour collaborateur ; si le choix était agréé par ses confrères, le nom du candidat était soumis à l'approbation de Sa Majesté (2). »

Comme pour se montrer digne de sa nouvelle fortune, l'Académie royale des Inscriptions et Médailles voulut avoir un grand nombre d'officiers. L'Académie française s'était contentée de trois : un directeur, un chancelier et un secrétaire perpétuel. Elle s'en octroya libéralement le double : elle eut un président, un vice-président, un directeur, un sous-directeur, un secrétaire perpétuel et un trésorier.

Les séances durent se tenir le mardi et le vendredi, de

(1) Art. III, du règlement de 1701.

(2) A. Maury, p. 25. — Sur ce mode d'élection, ses inconvénients et ses avantages, voy. ce même ouvrage, pp. 25 et suiv.

trois heures à cinq heures (1), au Louvre, dans un local qui lui était particulier. La fille de l'Académie française, comme l'appelle M. Maury, finissait par se séparer entièrement de sa mère.

Tout en conservant à l'Académie ses anciennes attributions, le règlement de 1701 lui en donnait encore de nouvelles. « Outre les ouvrages auxquels toute l'Académie pourra travailler, y est-il dit, chacun des académiciens choisira quelque objet particulier de ses études; et, par le compte qu'il en rendra dans les assemblées, il tentera d'enrichir de ses lumières tous ceux qui composent l'Académie et de profiter de leurs remarques. »

« L'Académie s'appliquera incessamment, est-il dit dans un autre article, à faire des médailles sur les principaux événemens de l'histoire de France sous tous les règnes, depuis l'origine de la monarchie, et à composer les descriptions historiques desdits événemens par rapport auxquels les médailles auront été faites. Elle travaillera encore sans délai à l'explication de toutes les médailles, médaillons, pierres et autres raretés antiques et modernes du cabinet de Sa Majesté, comme aussi à la description de toutes les antiquités et monumens de France (2). »

Un autre article allait faire de la petite Académie des médailles la grande école de l'érudition française. « Elle continuera de travailler, disait l'article 20, à tout ce qui regarde les dits ouvrages, tels que sont les statues,

(1) Art. XIV du règlement.

(2) Art. XVIII et XIX du règlement.

les mausolées, les épitaphes, les médailles, les jetons, les devises, les inscriptions d'édifices publics et tous autres ouvrages de pareille nature. Elle veillera à tout ce qui peut contribuer à la perfection de ceux qui se feront, tant pour l'invention et les desseins que pour les inscriptions et les légendes, comme aussi à la description de tous ces ouvrages faits ou à faire, et à l'explication historique des sujets par rapport auxquels ils auront été faits. Et comme la connoissance de l'antiquité grecque et latine, et des auteurs de ces deux langues, est ce qui dispose le mieux à réussir dans ce genre de travaux, les académiciens se proposeront tout ce que renferme cette espèce d'érudition, comme un des objets les plus dignes de leur application. » M. Maury, dans son *Histoire de l'Académie des Inscriptions* (1), a inséré cet extrait du règlement de 1701. Mais, pour un texte de loi, la citation est fort libre, sans grande conformité avec le texte publié jadis par de Boze.

La classe des pensionnaires se devait entièrement à la Compagnie. Ceux-ci étaient chargés de fournir les travaux, mémoires, rapports, capables de faire honneur à tout le corps. Il n'était permis à personne, pensionnaire, associé ou élève, de manquer plus de deux mois, sans autorisation du roi. Seule, la classe des honoraires n'était pas rigoureusement tenue à cette assiduité.

Les réunions étaient suspendues pendant les vacances.

(1) P. 28.

Elles commençaient le 8 septembre, et finissaient le 11 novembre à la Saint-Martin. De plus, dans le courant de l'année, il y avait d'autres congés de longueur raisonnable : ainsi, il y avait vacances pendant la quinzaine de Pâques, la semaine de la Pentecôte, et depuis Noël jusqu'aux Rois (1).

Une ordonnance du roi, dit M. Maury (2), désignait ceux qui durent former le premier cadre de l'Académie des Inscriptions ainsi composée. Mais est-il bien exact de parler « d'ordonnance » à ce sujet? De Boze n'en dit rien. Il se contente de citer dans son *Histoire*, tout de suite après le règlement de 1701, la lettre écrite par Jérôme de Pontchartrain (3) à l'abbé Bignon. Cette lettre explique avec précision ce qui précède; elle est fort importante et semble avoir tenu lieu d'ordonnance. Nous la publions en entier, sans aucune suppression. « Le Roy, écrit Pontchartrain à l'abbé Bignon le 16 juillet 1701, désirant continuer à donner des marques de son affection à l'Académie royale des Inscriptions, et lui témoigner la satisfaction qu'il a du travail auquel elle s'est appliquée jusqu'à présent, a bien voulu lui accorder le règlement que je vous envoie, par lequel elle se trouve plus autorisée qu'elle n'a été, et reçoit une forme plus noble et plus stable. Sa Majesté m'a chargé de vous marquer qu'Elle vous confirme, en tant que besoin est, en la

(1) Art. XVI du règlement. — Aujourd'hui, l'Académie des Inscriptions ne prend plus de vacances.

(2) P. 29.

(3) Jérôme de Pontchartrain, fils du chancelier.

qualité d'académicien honoraire, et qu'Elle a choisi pour remplir les autres places d'honoraires neuf personnes de distinction à chacune desquelles j'ai écrit par son ordre ; qu'Elle désire que vous restiez PRÉSIDENT (1), pour le cours de cette année et pour la suivante, et qu'Elle a nommé M. l'abbé de Caumartin VICE-PRÉSIDENT, pendant le même temps.

« Pour les places de pensionnaires, Sa Majesté conserve, en tant que de besoin, MM. Charpentier, l'abbé Tallemant, Despréaux, de Toureil, l'abbé Renaudot, de la Loubère, Dacier et Pavillon ; et nomme pour les deux autres places MM. l'abbé Boutard et Félibien : M. Despréaux, DIRECTEUR ; M. de Toureil, SOUS-DIRECTEUR, pour cette année et la suivante ; M. l'abbé Tallemant, SECRÉTAIRE, et M. Félibien, TRÉSORIER.

« A l'égard des places d'associés, Sa Majesté a choisi dix sujets d'une érudition singulière, à chacun desquels j'ai écrit suivant ses ordres.

« Pour les places d'élèves, Sa Majesté m'a ordonné de vous recommander d'en faire faire incessamment la nomination à l'Académie.

« Je vous prie de dire à MM. les Académiciens en général, et à tous en particulier, que je suis très aise que le roi m'ait chargé de l'expédition de ce règlement, que j'ai dressé avec plaisir et avec une intention très sincère de rendre mes services dans les occasions à cette Aca-

(1) L'abbé Jean-Paul Bignon, le premier président de l'Académie des Inscriptions, était né à Paris en 1662 ; il mourut en 1743.

démie que j'honore parfaitement... A Versailles, le 16 juillet 1701 (1). »

De Boze donne ensuite le nom des divers membres composant cette première liste : honoraires, pensionnaires, associés et élèves. On nous permettra de la placer ici. Ce tableau n'est pas sans utilité : il nous fait comprendre clairement l'organisation établie en 1701, et qui a subsisté, sauf quelques modifications légères, jusqu'à la Révolution.

Voici la liste des Académiciens honoraires nommés par le roi, outre l'abbé BIGNON, président, et l'abbé de CAUMARTIN, vice-président.

MEMBRES HONORAIRES

Le prince Armand-Gaston DE ROHAN, coadjuteur et depuis évêque de Strasbourg et cardinal.

Fabio BRUSLART DE SILLERY, évêque de Soissons.

Le R. P. François de la CHAISE, confesseur du roi.

Jacques, marquis de BERINGHEN, chevalier des ordres du roi, et premier écuyer de Sa Majesté.

Le R. P. D. Jean MABILLON, bénédictin.

Louis-Marie, duc d'AUMONT, pair de France, premier gentilhomme de la chambre du roi.

Michel le PELLETIER DE SOUZY, conseiller d'État ordinaire et au conseil royal.

Nicolas-Joseph FOUCAULT, intendant de la généralité de Caen, et depuis conseiller d'État ordinaire.

(1) De Boze, *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*; I, 20 et suiv.

Pour éviter les difficultés de préséance et les froissements qui pouvaient en résulter, on prit un bon moyen. « La liste de ces académiciens honoraires, nous dit de Boze, fut faite par l'ordre alphabétique de leurs noms de baptême, de même que celle des dix associés. »

Les huit anciens pensionnaires gardèrent l'ordre de leur réception, ordre qu'avait respecté la lettre de Pontchartrain.

Ces huit anciens, par rang d'admission, étaient, en 1701, au moment où le nouveau règlement fut donné : Charpentier, l'abbé Tallemant, Boileau, Turreil, Renaudot, La Loubère, Dacier et Pavillon.

Pour compléter le chiffre des dix pensionnaires, le roi nomma aux deux autres places l'abbé Boutard et Jean-François Félibien, fils de l'ancien membre de la petite Académie. Les deux nouveaux pensionnaires gardèrent l'ordre dans lequel ils étaient nommés.

PENSIONNAIRES

François CHARPENTIER.¹

L'abbé Paul TALLEMANT, secrétaire.

Nicolas BOILEAU, directeur.

Jacques de TOURREIL, sous-directeur.

Eusèbe RENAUDOT.

Simon de La LOUBÈRE.

André DACIER.

Étienne PAVILLON.

François BOUTARD.

Jean-François FÉLIBIEN, trésorier.

Une chose étonne dans cette liste, c'est l'oubli de ce pauvre abbé Gallois, secrétaire de la petite Académie en 1682, congédié par Louvois en 1683, et dont personne, ni Pontchartrain, ni Bignon, ne s'inquiète plus dans la suite. Gallois n'était pourtant pas le premier venu : depuis 1668, il était de l'Académie des sciences; en 1673, il avait été reçu à l'Académie française, le même jour que Racine et Fléchier. Mais il y a des gens qui n'ont pas de chance. Gallois cependant eût bien mérité une petite place dans cette académie : il en avait été un instant le secrétaire, et avait même, paraît-il, contribué à l'établir. « C'est lui, dit-on, qui avait inspiré à Colbert l'idée de fonder l'Académie des inscriptions, dont cependant il n'eut jamais l'honneur d'être membre (1). »

Gallois mourut le 9 avril 1707. Nous avons voulu voir, à cette date, quel était le souvenir accordé à l'ancien secrétaire de 1682. Le croirait-on? Dans le tableau où de Boze passe en revue, et sans interruption de 1702 à 1717, les événements survenus au sein de l'Académie des Inscriptions, il manque une seule année : précisément celle où Gallois mourut. Notre historien a oublié l'année 1707; et, dans son catalogue, il passe brusquement de 1706 à 1708. La chose est singulière : nous ne savons si elle a été déjà signalée (2).

De Boze donne ensuite la liste des membres associés,

(1) Pr. Vedrenne, *Fauteuils de l'Académie française*; II, 272. — M. Lud. Lalanne, dans son *Dictionnaire historique*, ne lui en donne pas moins le titre de « secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions. »

(2) Voy. *Histoire de l'Académie des Inscriptions*, vol. I, p. 32.

rangés par ordre alphabétique, comme l'avaient été les honoraires. Nous allons rencontrer ici quelques personnages de connaissance. Pontchartrain avait raison : sur les dix sujets choisis, plus d'un était vraiment « d'une érudition singulière. »

ASSOCIÉS

Antoine OUDINET, directeur du cabinet des antiques de
Sa Majesté.

Bernard DE FONTENELLE, de l'Académie françoise et secrétaire de celle des sciences.

Charles ROLLIN, ancien recteur de l'Université de Paris
et professeur royal en éloquence.

Honoré DE QUIQUERAN DE BEAUJEU, depuis évêque de
Castres.

Jean-Baptiste COUTURE, ancien recteur de l'Université
de Paris et professeur royal en éloquence.

Jean-Foy VAILLANT, docteur en médecine et antiquaire
de M. le duc du Maine.

Jean-Marie de la Marque TILLADET.

Julien POUCHARD, professeur royal en langue grecque.

René D'AUBER DE VERTOT, docteur en droit canon.

Thomas CORNEILLE, de l'Académie françoise.

« Pour remplir les places d'élèves, disait le règlement de 1701, chacun des pensionnaires s'en pourra choisir un, qu'il présentera à la Compagnie qui en délibérera; et s'il est agréé à la pluralité des voix, il sera proposé

à Sa Majesté (1). » En conséquence, chaque pensionnaire présenta un élève. Voici, rangés toujours par ordre alphabétique, les noms de ceux qui formèrent les premières recrues de l'Académie des Inscriptions et Médailles.

ÉLÈVES

Antoine GALLAND, professeur royal en langue arabe.

François BOURDELIN, conseiller au Châtelet.

Jean-Baptiste ROUSSEAU (2).

Jean-François SIMON, docteur en droit, et depuis directeur du cabinet des antiques de Sa Majesté.

Jean PRÉVOST, chanoine de Gerberoy (3).

Jean-René Allaneau DE LA BONNODIÈRE.

Joseph DUCHÉ.

Louis BOIVIN, avocat au parlement.

Nicolas HENRION, avocat au parlement, et depuis docteur agrégé de la faculté de droit.

Philibert-Bernard MOREAU DE MAUTOUR, auditeur des comptes.

Antoine Coypel avait dessiné avec une rare perfection les médailles destinées à l'Histoire métallique de Louis XIV. En 1717, de Boze rendait au peintre ce bel hommage : « M. Coypel, qui est présentement premier

(1) Art VII du règlement.

(2) Le poète, qu'on est surpris de rencontrer parmi les érudits, fut déclaré vétéran en 1705. En 1712, à la suite de couplets satiriques, il se fit exiler et mourut à Bruxelles en 1741.

(3) Gerberoy, village du département de l'Oise.

peintre du Roy, exécuta avec un succès digne de toute la réputation qu'il s'est acquise, les différens desseins de médailles que l'Académie avoit imaginés. On employa les plus habiles graveurs de l'Europe pour les coins d'acier et pour les gravures en taille douce. Les Académiciens partagèrent entre eux et revirent ensemble la description des événemens marqués sur les médailles (1). »

Notons vite ce trait de gratitude. L'Académie de 1701 accorda au peintre une quasi agrégation et lui réserva une place à la suite de ses membres.

« M. Coypel, qui avoit si bien mérité de l'Académie, ajoute un peu plus loin de Boze (2), n'y eut aucune place marquée; mais M. de Pontchartrain écrivit à la Compagnie que l'intention du Roy étoit que M. Coypel y eût toujours une séance (3) agréable; et les Académiciens y ajoutèrent d'un consentement unanime qu'il participeroit aussi à la distribution des jetons. Sa place a été fixée depuis à la suite des pensionnaires (4). »

Nous avons trouvé l'original de ce règlement de 1701, dans un recueil de la Bibliothèque nationale. C'est le texte primitif, imprimé à Paris, à l'imprimerie royale, par Jean Anisson, qui y prend le titre de « libraire de l'Académie royale des Inscriptions et Médailles ». Le titre est semblable à celui qui est fourni par de Boze : « Rè-

(1) *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, I, p. 7.

(2) P. 23.

(3) *Séance*, siège, place.

(4) Un peu plus loin, on verra le nom de Coypel à la suite des *Associés*.

glement ordonné par le Roy (1) pour l'Académie royale des Inscriptions et Médailles. » Mais le texte dont nous parlons renferme une particularité : il indique l'adresse de tous les membres, honoraires, pensionnaires, associés et élèves nommés en 1701. De plus, conformément au désir du ministre, qui réclamait pour Antoine Coypel « une séance agréable », à la suite des *Associés*, nous trouvons le nom du peintre avec l'indication de son domicile : *Aux galeries du Louvre*. Voici la mention flatteuse dont Coypel est l'objet : « Antoine Coypel, peintre ordinaire du Roy, premier peintre de Son A. R. Monseigneur le duc d'Orléans, et professeur en l'Académie royale de peinture et de sculpture. DESSINATEUR. Aux galeries du Louvre (2). »

Telle fut l'organisation de 1701. L'*Académie royale des Inscriptions et Médailles* devait se composer désormais de quarante membres : dix honoraires, dix pensionnaires, dix associés et dix élèves. Mais le titre même, qui lui était donné en tête du Règlement de 1701, manquait encore de consécration officielle. Elle le reçut enfin en 1713, par lettres patentes données à Marly au mois de février de cette année, et enregistrées au parlement le 3 mai suivant. Dès lors, elle porta le nom d'*Académie royale des Inscriptions et Médailles* (3).

(1) Peut-être est-ce là ce que M. Maury (p. 29) entend par l'*ordonnance du roi*, « qui remplit le premier cadre de ses membres ». — (Voy. aussi ce *Règlement*, Recueil de M. Aucoc, p. LI.)

(2) *Edits, Déclarations et Arrêts*; vol. X, 1701, juin-octobre 1702. Sans pagination. Recueil factice. Bibl. nat., F.

(3) Voy. ces lettres patentes, p. 399.

Elle ne le garda que trois ans. En 1716, au lendemain de la mort de Louis XIV, on crut bon de lui en donner un autre. C'est la maladie de tous les régimes nouveaux, de toutes les directions nouvelles, du moins en France, de trouver mauvais ce qui a été fait ou établi auparavant. Et, pour montrer que l'ère des réformes sérieuses est bien venue, pour signaler son arrivée aux affaires, on s'applique à faire autrement, sinon mieux que ses devanciers : on change bruyamment toutes choses, depuis le nom des rues, jusqu'à l'uniforme des troupes et la dénomination des grandes institutions de l'État.

« A la mort du roi, nous dit de Boze, le soin de l'Académie fut donné à M. le duc d'Antin (1), comme il l'avoit été à MM. Colbert et de Louvois, surintendans des bâtimens; et elle a trouvé, dans ce nouveau Mécène, tous les secours qui pouvoient rendre ses travaux plus célèbres, plus utiles et plus dignes des bienfaits du prince (2). »

C'est le duc d'Antin vraisemblablement qui suggéra au Régent l'idée de cette modification. Louis XIV était mort le 1^{er} septembre 1715; et, dès la première visite faite au prince sous la conduite du duc d'Antin, le Régent proposait à la Compagnie de changer son nom pour un autre, qui répondit mieux à l'étendue de ses attributions. A son avis, le titre d'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres lui convenait bien davantage.

(1) Fils de M. et de M^{me} de Montespan; né en 1665, mort en 1736. — Jérôme de Pontchartrain avait été obligé de résigner ses fonctions au mois de novembre 1715.

(2) Vol. I, p. 28.

« La Compagnie, écrit avec une expression visible de contentement M. Maury, avait cessé d'être une simple commission des inscriptions et des devises; elle était devenue pour la France un sénat des lettres savantes. Le Régent le comprit, et quand, à son avènement au pouvoir, l'Académie lui fut présentée, il lui proposa d'échanger son titre d'Académie des Inscriptions et Médailles, qui ne répondait plus suffisamment à ses attributions, contre celui d'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (1). » Mais, en bonne foi, le tableau n'est-il pas un peu flatté, et le Régent s'était-il bien donné le temps de comprendre? J'en doute; en tout cas, la décision était assez précipitée. Le hasard a voulu que le changement ait été bon : tant mieux; il y avait mille chances pour qu'il fût mauvais.

Le nouveau titre lui fut conféré par arrêt du Conseil d'État, en date du 4 janvier 1716. Le même arrêt supprimait la classe des élèves et augmentait de dix membres la classe des associés, en sorte que le nombre des académiciens demeurait toujours fixé à quarante. « Le roi étant en son Conseil, de l'avis de M. le duc d'Orléans, régent, a supprimé et supprime, dans son Académie royale des Inscriptions, la classe des élèves; ordonne que celle des associés sera augmentée du même nombre de dix sujets, qui seront élus par voie de scrutin; et qu'à l'avenir ladite Académie, connue jusqu'à présent sous le nom d'*Académie des Inscriptions et Médailles*, soit

(1) A. Maury, p. 38.

appelée *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (1). »

Les choses demeurèrent à peu près ainsi jusqu'à la Révolution. L'Académie ne se partagea plus qu'en trois classes : les honoraires, les pensionnaires, les associés. Une quatrième catégorie, celle des vétérans, s'était formée peu à peu. Elle se composait de ceux qui, en raison de leur âge ou de leurs infirmités, avaient obtenu d'être dispensés des travaux exigés des pensionnaires. Le règlement de 1701 n'avait nullement prévu la formation de cette classe de membres inactifs. Le Régent voulut empêcher qu'elle n'augmentât outre mesure. En 1717, au moment où de Boze écrivait son histoire, les vétérans s'élevaient au chiffre considérable de quinze : quatre pensionnaires et onze associés (2). « Leur nombre, dit l'historien de l'Académie des Inscriptions, passoit le tiers des académiciens actuellement en place (3). » Le duc d'Orléans fit décider qu'on serait admis dans cette classe seulement après dix ans de bons services, et quand on serait dans l'impossibilité de prendre part aux travaux de l'Académie.

L'arrêt du Conseil d'État porte la date du 23 mars 1716. Il est contresigné par le duc d'Antin. Celui-ci avait probablement provoqué cette mesure, « sur ce qui a été représenté au roi, étant en son Conseil, disait l'arrêt de 1716, qu'il y a dans l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres un si grand nombre d'académi-

(1) Recueil de M. Aueoc, p. LXI.

(2) Voy. de Boze, I, 38.

(3) Vol. I, 29.

ciens vétérans qu'il passe le tiers des académiciens actuellement en place, et que le feu roi Louis XIV, de glorieuse mémoire, jugeant que cette multitude de vétérans pouvoit nuire à la discipline de la Compagnie, avoit ordonné, dès le mois d'août 1714, que lesdits vétérans n'auroient voix délibérative dans les élections et les autres affaires particulières de l'Académie qu'au nombre de quatre seulement, savoir, les plus anciens de ceux qui se trouveroient pour lors aux assemblées (1). »

« C'était le ministre qui était le grand électeur, dit quelque part M. Maury à propos de certains choix, et de Boze le conseillait (2). » En ce qui concerne la décision prise en 1716 au sujet des vétérans, le conseil, en effet, semble bien venir du secrétaire perpétuel. Le passage se trouve presque textuellement reproduit dans son histoire.

En 1793, un décret de la Convention supprima toutes les Académies. Le 8 août 1793, l'abbé Grégoire avait fait un rapport sur les Académies et conclu à leur suppression. L'article I^{er} du projet de décret fut adopté. Il était ainsi conçu : « Toutes les Académies et Sociétés littéraires, patentées par la nation, sont supprimées. »

Après la Terreur, lorsque la France reprit enfin possession d'elle-même, les anciennes Académies reparurent. La Constitution de l'an III porte (Titre X, article 298) : « Il y aura, pour toute la République, un

(1) Recueil de M. AUCOC, p. LXIII.

(2) A. MAURY, p. 39.

Institut national chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les arts et les sciences (1). »

La loi du 3 brumaire, an IV (25 octobre 1795), dont nous avons parlé ailleurs (2), renfermait dans son titre IV l'organisation de l'Institut. Celui-ci fut divisé en trois classes :

I^{re} CLASSE. — Sciences physiques et mathématiques.

II^e CLASSE. — Sciences morales et politiques.

III^e CLASSE. — Littérature et Beaux-Arts.

La Constitution du 22 frimaire, an VIII (13 décembre 1799), confirma l'existence de l'Institut. L'article 88 de la nouvelle constitution est ainsi conçu : « Un Institut national est chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les sciences et les arts. » Cette organisation subsista jusqu'au 3 pluviôse de l'an XI (23 janvier 1803).

A cette époque, où l'instabilité était comme l'essence même des institutions, Bonaparte, alors premier consul, organise autrement l'Institut. Il supprime la classe des Sciences morales et politiques, et divise l'Institut en quatre classes, au lieu de trois :

I^{re} CLASSE. — Sciences physiques et mathématiques.

II^e CLASSE. — Langue et littérature françaises.

III^e CLASSE. — Histoire et littérature anciennes.

IV^e CLASSE. — Beaux-Arts.

En 1815, à la Restauration, autre nouvelle organi-

(1) Pour ces lois, règlements, etc., voy. *Annuaire des Sociétés savantes*, 1846, et le récent Recueil de M. Aueoc, pp. 3 et suiv.

(2) P. 382.

sation. On s'appliqua en particulier à rendre à chaque classe son ancienne dénomination. Le 21 mars 1816, parut l'Ordonnance qui remaniait l'Institut pour la troisième fois, et le constituait tel qu'il est encore aujourd'hui (1). Louis XVIII rétablissait les quatre Académies telles qu'elles existaient dans l'ancien régime, et les nommait à peu près dans l'ordre de leur fondation : l'Académie française, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'Académie des Sciences et l'Académie des Beaux-Arts. Cette dernière était réellement la seconde par ordre de date; elle avait été fondée en 1648, sous le nom d'*Académie royale de Peinture et de Sculpture*; et ses statuts et règlements avaient été approuvés par lettres patentes du mois de février de la même année (2).

L'Académie des sciences morales et politiques, supprimée par Bonaparte en 1803, ne fut pas rétablie en 1816. Elle ne l'a été que plus tard, en 1832, sur le rapport de M. Guizot, alors ministre de l'instruction publique (3).

Par l'Ordonnance de 1816, l'Institut reprenait le nom d'*Institut de France*, et chacune des quatre classes le nom d'*Académie* qu'elle avait avant la Révolution.

Quant à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'article XII de l'Ordonnance de 1816 lui conservait

(1) Voy. cette Ordonnance, Recueil de M. Aucoc, p. 108.

(2) Recueil de M. Aucoc, p. cvi et suiv. — (Voy. *Revue des Deux-Mondes*, n^{os} des 1^{er} et 15 juillet, 15 août, 1^{er} et 15 septembre 1889, une série d'articles du vicomte Delaborde : *l'Académie des Beaux-Arts et ses Origines*.)

(3) Voy. cette Ordonnance, en date du 26 octobre 1832; Recueil de M. Aucoc, p. 123.

« l'organisation et les règlements actuels de la troisième classe de l'Institut ».

Cette troisième classe, depuis le décret de 1803, se composait de quarante membres et de huit associés étrangers. Elle pouvait nommer soixante correspondants nationaux ou étrangers. De plus, comme la seconde classe, elle avait son secrétaire perpétuel (1).

Mais un règlement, approuvé par ordonnance du 16 mai 1830, fit des changements considérables à ces diverses dispositions (2). L'Académie des Inscriptions demeure toujours composée de quarante membres. Mais elle a, en outre, une classe d'académiciens libres. Ceux-ci sont au nombre de dix et jouissent des mêmes droits que les quarante. Seulement, pour l'indemnité, ils n'en reçoivent point d'autre que celle du droit de présence. L'Académie a, de plus, huit associés étrangers et quarante correspondants français ou étrangers.

Une ordonnance du 6 février 1839 a modifié ce dernier chiffre. Elle a porté à cinquante le nombre des correspondants, dont trente étrangers et vingt français (3).

Le bureau de l'Académie des Inscriptions est autrement composé que celui de l'Académie française. Au lieu du directeur et du chancelier, elle a un président et un vice-président. La durée de la présidence et de la

(1) Voy. cet arrêté du 23 janvier 1803, dans l'*Annuaire de l'Institut* pour 1888, p. 41.

(2) Voy. ce règlement et cette ordonnance dans le Recueil de M. Aucoc, pp. 229 et suiv.

(3) Voy. *Annuaire de l'Institut* pour 1888, p. 95; et Recueil Aucoc, p. 243.

vice-présidence est d'une année. Ainsi, pour 1888, le bureau de l'Académie des Inscriptions se composait ainsi :

MM. le marquis d'HURVEY DE SAINT-DENYS, *président* ;

Barbier de MEYNARD, *vice-président* ;

H. WALLON, *secrétaire perpétuel*.

Le règlement de 1830, encore en vigueur aujourd'hui, a fixé le vendredi pour les séances ordinaires de cette Académie. Elles ont lieu le vendredi, de trois heures à cinq heures. En vertu du même règlement, l'Académie devait avoir une séance publique au mois de juillet. « Chaque année, disait le règlement de 1830, l'Académie rendra publique une de ses séances de juillet (1). »

Nous ajouterons ici quelques mots sur l'époque des séances publiques de l'Institut. Ces réunions ont varié avec les divers régimes que nous avons connus. Sous Louis XVIII, l'Académie française, conformément à l'ancienne tradition, tenait sa séance publique le 25 août, pour la Saint-Louis. La séance était précédée du panégyrique de saint Louis, prononcé à l'église Saint-Germain l'Auxerrois, devenue paroisse royale. C'est d'après cet usage que Maury avait fait jadis le panégyrique de saint Louis, dans la chapelle du Louvre, le 25 août 1772, « en présence de l'Académie française (2) ».

M. Claretie vient de décrire une de ces séances solennelles en 1789. Nous allons voir, dans une seule assem-

(1) Art. 37 du règlement. (Voy. Recueil L. Aucoc, p. 235.)

(2) Maury fut reçu plus tard membre de l'Académie française, le 27 janvier 1785. Il remplaçait Le Franc de Pompignan.

blée de ce genre, le tableau de toutes les autres: le cérémonial ne changeait pas en ces occasions, et les choses se passaient invariablement de la même manière. « C'est le jour de la Saint-Louis, disait récemment M. Claretie, qu'avait lieu, au Louvre, dans une vaste salle ornée de tapisseries, maintenant consacrée au musée de sculpture de la renaissance, la séance publique annuelle de l'Académie. Le matin, l'Académie assistait à la messe solennelle de la Saint-Louis; le soir, c'est-à-dire dans l'après-midi, elle tenait sa séance publique. Le 25 août 1789, après avoir entendu prêcher M. l'abbé d'Aiguebelle, l'Académie couronnait publiquement la poésie de M. de Fontanes, mettait au concours, pour l'année 1790, l'éloge de Vauban et celui de Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève, et laissait, pour le prix de poésie, le sujet et le genre de poésie au choix des auteurs (1). »

Sous le gouvernement de Juillet, l'Académie française eut sa séance publique à la Saint-Philippe, au mois de mai. Pendant le second Empire, nous l'avons vue ramenée au mois d'août : elle avait lieu alors ou le 14 ou le 16 août. A la chute de l'Empire, l'Académie française a tenu pendant quelques années sa séance publique annuelle au commencement du mois d'août.

Il y a peu de temps, elle a modifié cette date incommode, qui n'avait plus de raison d'être depuis la disparition des pouvoirs anciens et nouveaux. Le mois d'août

(1) *L'Académie française en 1789*, par M. Jules Claretie, de l'Académie française. Lu dans la séance publique annuelle des cinq Académies, le 25 octobre 1889.

n'était guère propice à ces brillantes réunions. Elle tient maintenant sa séance annuelle dans le courant de novembre. A cette époque, elle retrouve son public habituel, ramené à Paris par la brièveté des jours et l'approche de l'hiver.

Le même motif a porté l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres à reporter de l'été à l'automne sa séance annuelle. Celle-ci a lieu, depuis le même temps, dans le courant du mois de novembre (1).

De Boze a été le véritable premier secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions. Jusque-là, tant qu'elle ne fut qu'un comité consultatif, à l'usage du surintendant des bâtiments, les fonctions de secrétaire n'avaient rien de définitif et d'officiel. Ces derniers, Perrault, Gallois, La Chapelle en particulier, furent à peu près exclusivement au service de Colbert et de Louvois, à qui ils devaient rendre compte des faits et gestes de la petite Académie. De là, croyons-nous, la nécessité de distinguer entre eux les premiers secrétaires et les secrétaires perpétuels de l'Académie des Inscriptions.

SECRÉTAIRES

1663-1682 (2). Ch. PERRAULT.

1682-1683. L'abbé GALLOIS (3).

(1) Nous devons ces détails à M. J. Pingard, chef du secrétariat de l'Institut. Que l'obligeant secrétaire veuille bien agréer ici nos remerciements. Sans lui, nous eussions été fort empêché pour expliquer le mécanisme de ces divers rouages.

(2) 1682, d'après de Boze.

(3) Jusqu'au mois de septembre 1683, époque de la mort de Colbert.

1683-1694. LA CHAPELLE.

1694-1701. L'abbé Paul TALLEMANT (1).

1701-1706. L'abbé Paul TALLEMANT (2), maintenu par le règlement de 1701.

SECRÉTAIRES PERPÉTUELS

1706-1742. DE BOZE (3).

1742-1749. Nicolas FRÉRET.

1749-1755. Jean-Pierre DE BOUGAINVILLE.

1755-1776. Ch. LEBEAU (4).

1776-1782. Louis DUPUY.

1782-1793. Bon-Joseph DACIER.

1795-1804. J.-F. CHAMPAGNE (5).

1804-1833. Bon-Joseph DACIER, pour la seconde fois (6).

1833-1838. Sylvestre DE SACY.

1838-1840. DAUNOU.

1840-1852. WALCKENAER.

1852-mai 1852. Eugène BURNOUF.

1852-1860. Joseph NAUDET.

1860-1873. GUIGNIAUT (7).

1873. H. WALLON.

(1) *L'Annuaire des Sociétés savantes*, année 1846, p. 36, place ici, nous ne savons pourquoi, La Loubère.

(2) Mort en 1712.

(3) De Boze mourut vétéran en 1753. Il avait résigné ses fonctions de secrétaire en 1742. Né en 1680, élève en 1705 et associé en 1706.

(4) Mort pensionnaire en 1778.

(5) Mort en 1813.

(6) Mort en 1833.

(7) Démissionnaire en 1873, mort le 12 mars 1876.

Ici s'arrête notre excursion académique. Est-ce illusion de voyageur? Il nous semble pourtant que çà et là, chemin faisant, nous avons eu la bonne fortune de retrouver certaines traces effacées ou perdues de nos deux premières académies. Compléter Pellisson et d'Olivet, redresser de Boze, le projet n'était ni sans hardiesse ni sans témérité. Nous avons essayé cependant; heureux si parfois, dans cette question difficile des origines, nous avons débrouillé ce qui était confus, éclairci ce qui était obscur, et rectifié même ce qui n'était pas exact! Ce serait la meilleure récompense de notre travail et de nos soins.

FIN

TABLE

DE

TOUS LES NOMS CONTENUS DANS L'OUVRAGE

A

Abbeville, 194.

Ablancourt (Perrot d'), de l'Académie française, 34, 133, 134, 135, 189, 344-363, 430.

— Académie française, 1-15; 25, 26, 28, 30, 31, 39, 42, 52, 58, 65, 67, 69, 85, 89, 92, 93, 97, 100, 103, 110, 116, 120, 121, 123, 130, 131, 133, 136, 137, 139, 140, 145, 147, 153, 154, 155, 163-186; 190, 195, 196, 200, 203, 250, 210, 211, 241, 244, 253, 257, 268, 270, 293, 298, 303, 311, 322, 326, 330-389; 391, 394, 459, 470, 471.

— Académie française (Dictionnaire de l'), 91, 96, 100, 113, 182, 330-389.

Aiguebelle (l'abbé d'), 491.

Aiguillon (M^{me} de Combalet, duchesse d'), nièce de Richelieu, 120, 139.

Alembert (d'), 55, 378, 383.

Andrieux, de l'Académie française, 56, 386.

Anisson (Jean), imprimeur-libraire, 481.

Anti-Baillet, 43, 44.

Antin (Louis-Antoine de Pardaillan de Gondrin, duc d'), 483, 485.

Aristote, 225, 226, 240, 260, 261, 296.

Arnauld (Henri), évêque d'Angers, frère du suivant, 271.

Arnauld d'Andilly (Antoine), dit le *Grand Arnauld*, 18, 22, 72, 74, 280.

Arnault, de l'Académie française, 56, 386.

Arnout, libraire de Hollande, 351.

Artoud (M.), 359.

Athènes, 265.

Athis, village de Seine-et-Oise, 321.

Aubignac (François Hédelin, abbé d'), 138, 139.

Aubry-le-Boucher (rue), 77.

Aucoc (Léon), 46, 401, 470.

Audran (Benoît), graveur, 372.

Auger, de l'Académie française, 56.

Aulnay (abbaye d'), Calvados, 44.

Aumont (Louis-Marie-Victor, duc d'), 476.

Autran (Joseph), 48.
 Autriche (Anne d') femme de
 Louis XIII, 161.
 Auvray (M.), 80.

B

Bachaumont, 220.
 Baillet (Adrien), 43, 44.
 Ballesdens (Jean), de l'Académie française, 79.
 Balzac, 25, 29, 31, 37, 42, 48, 51, 75, 103, 106-114; 117, 118, 122, 125-129; 134, 135, 137, 139, 141, 147, 148-151; 161, 170, 196, 209-211; 242, 242, 250, 259, 261, 264, 267-269; 287, 288, 293, 300, 304-306; 309, 310, 341, 363.
 Barbier de Meynard, 490.
 Bardin (Pierre), de l'Académie française, 32, 34, 37, 65, 134.
 Baro (Balthazar), de l'Académie française, 34, 243, 266.
 Barthélemy (Edouard de), 15.
 Baudoin (Jean), de l'Académie française, 30, 37, 65, 106.
 Bautru (Guillaume), de l'Académie française, 30, 36, 51, 253.
 Beaubourg (rue), 3.
 Beaujeu (Honoré de Quique-
 ran de), évêque de Castres,
 479.
 Beaupré (M^{me}), comédienne,
 319.
 Belin (le comte de), 251, 284.
 Bellegarde (le duc de), 79.
 Bellier (M.), 80.
 Beringhen (Jacques-Louis de),
 476.
 Berriat Saint-Prix, 459.
 Besoigne (Augustin), libraire,
 76.
 Bignon (l'abbé Jean-Paul), de
 l'Académie française et de
 l'Académie des Inscriptions
 et Belles-Lettres, 399, 461,

462, 467, 468, 470, 474, 475,
 476, 478.
 Blon (Jean), 16, 17.
 Boileau (Gilles), de l'Académie
 française, frère du poète, 41,
 121, 131, 165, 180, 190.
 Boileau (Nicolas), 118, 144,
 180, 298, 317, 395, 399, 419,
 420, 424, 450, 458, 459, 460,
 466, 467, 475, 477.
 Bois-Robert, 7, 8, 10, 13, 44,
 28, 29, 31, 33, 36, 42, 51,
 57, 58, 60, 64, 74, 81-85;
 107, 110-117; 124, 136, 143,
 155, 156, 168, 179, 180, 184,
 194-206; 232, 241-246; 253,
 258, 262, 269, 284, 286, 301,
 303, 304, 309, 310, 325, 332,
 338, 340, 341.
 Boissat (Pierre de), de l'Aca-
 démie française, 32, 37.
 Boissier (G.), 424.
 Boissonade, 413.
 Boivin (Louis), 480.
 Bonair, 201.
 Bonnivet (le marquis de), 284.
 Bossuet, 93, 144, 245, 280,
 346, 347, 392.
 Bouchard (Jean-Jacques), 117,
 171, 183, 192, 193, 339, 340,
 343, 341.
 Bouchot (Henri), 366.
 Boudou (L.), 61.
 Bougainville (Jean-Pierre de),
 493.
 Bouhier (le président), de l'A-
 cadémie française, 45.
 Bouhours (le P.), 364.
 Bourbon (le duc de), petit-fils
 du grand Condé, 144.
 Bourbon (Nicolas), de l'Aca-
 démie française, 34, 48, 108,
 109, 124, 134.
 Bourbon-l'Archambault (Al-
 lier), 132, 133.
 Bourdelin (François), 480.
 Bourgoin (A.), 330.
 Bourzeys (l'abbé Amable de),
 de l'Académie française, 30,
 37, 58, 65, 82, 107, 142, 182,
 243, 244, 255, 330, 334, 345,

- C

- démie française, 369, 370.
 Christine (la reine), 394.
 Cicéron, 245.
 Cinq-Diamants (rue des), 11, 26, 73, 77, 84.
 Citois (François), 204, 244.
 Claretie (Jules), 490, 491.
 Claveret, 227-231; 273, 275, 276, 280, 282.
 Clément (Pierre), 316, 404, 405, 412, 449.
 Clermont d'Entraques (dames de), 74.
 Clocheperce (rue), 6.
 Coignard (Jean-Baptiste I), libraire, 61, 405.
 Coignard (Jean-Baptiste II), 61, 62, 72, 350, 372, 373, 375, 376.
 Coignard (Jean-Baptiste III), 61, 62, 373, 376.
 Colbert, 53, 85-94; 190, 315, 317, 393-398; 401-409; 412-416; 419, 420, 422, 425-430; 432, 433-447; 449, 450, 452, 453, 454, 455, 457, 458, 461, 463, 465, 468, 478, 483, 492.
 Colbert (Jules-Armand), comte d'Ormoys, fils du précédent, 405, 426, 449, 455.
 Colletet (Guillaume), de l'Académie française, 30, 37, 65, 109, 143, 168, 211.
 Colomby (François de), de l'Académie française, 30, 37, 106.
 Condé (le grand), 52, 137, 144, 347.
 Conrart (Pierre II), grand-père de l'académicien, 17.
 Conrart (Jacqueline Leclercq, femme de Pierre II), grand-mère de l'académicien, 17.
 Conrart (Marie), fille de Pierre II Conrart, tante de Valentin Conrart. (Voyez Jacques Muisson.)
 Conrart (Jacques I), fils de Pierre II Conrart, père de Valentin Conrart, 17, 23.
 Conrart (Péronne Targer, femme de Jacques I), mère de Valentin Conrart, 17, 23.
 Conrart (Valentin), l'académicien, fils des précédents, 3-12; 15-22; 27, 28, 29, 36, 52, 55, 57, 58, 65, 69, 71, 72, 78, 84, 85, 96, 97, 100, 101, 115, 130, 131, 132, 135, 143, 165, 174, 179, 181, 186, 188, 189, 191, 196, 203, 204, 205, 291, 321, 345, 399.
 Conrart (Madeleine Muisson, femme de Valentin), 17, 72.
 Conrart (Jacques II), frère de Valentin, 3, 17, 21, 22.
 Conrart (Jean), autre frère de Valentin, 17.
 Conrart (Marie), sœur de Valentin, femme de Jean de Jonquières, 17, 18, 22.
 Conrart (Péronne), autre sœur de Valentin, femme d'Henri Muisson, 17, 18.
 Conti (le prince de), 126.
 Conti (Jean-Nicolas), vice-légat d'Avignon, 184.
 Coquillièrre (rue), 79.
 Cordemoy (Géraud de), de l'Académie française, 191.
 Corneille (Pierre), 9, 48, 49, 143, 183, 213-242; 246, 252, 257, 259, 266, 269, 270-288; 297-325; 328, 367, 392.
 Corneille (M^{lle} de Lampérière, femme de Pierre), 313.
 Corneille (Marie), fille du poète, 314.
 Corneille (Pierre), fils aîné du poète, 313, 316.
 Corneille (second fils de), 312.
 Corneille (Charles), troisième fils du poète, 314.
 Corneille (Thomas), abbé d'Aiguevive, quatrième fils du poète, 314.
 Corneille (Marguerite), fille du poète, 314.
 Corneille (Thomas), frère du poète, 360, 370, 375, 479.
 Corneille (Jean-Baptiste), peintre et graveur, 350.

Cotin (l'abbé), de l'Académie française, 430, 431.
 Courbé (Augustin), libraire, 165, 251, 300, 307.
 Cousin (le président), de l'Académie française, 43.
 Cousin (Victor), 3, 47, 117, 126, 386.
 Couture (Jean-Baptiste), 479.
 Coypel (Noël), 460.
 Coypel (Antoine), peintre, fils du pr  c  dent, 372, 424, 480, 481, 482.
 Cramoisy (Sébastien), libraire, 59, 60, 121, 194, 196, 197, 200-205; 361.
 Crusca (académie de la), 50, 345, 366, 367.
 Cuvier (Georges), 386.

D

Dacier (André), de l'Académie française, 55, 65, 462, 467, 475, 477.
 Dacier (Bon-Joseph), 493.
 Dangeau (Louis de Courcillon, abbé de), de l'Académie française, 370.
 Daru, de l'Académie française, 385.
 Daunou (Pierre-Claude-François), 493.
 Dauphin (le), fils de Louis XIV, 190-192; 431.
 Dauphine (place), 80.
 Delaborde (le vicomte), 488.
 Delisle (Léopold), 373, 374, 375.
 Deloche (Jules-Edmond-Maximin), 424.
 De Monville (Antoine Guénard), libraire, 61, 63.
 Denain (Nord), 392.
 Denis (Guillaume), 446, 447.
 Descartes, 279, 392.
 Des Maizeaux, 168, 169.
 Desmarets de Saint-Sorlin, de l'Académie française, 6, 7, 8,

11, 14, 15, 21, 28, 36, 56, 57, 73, 78, 84, 138, 139, 142, 243, 244, 255.
 Deux-Ecus (rue des), 79.
 Domergue (François-Urbain), 383, 384.
 Dorat (Cubières), 383, 384.
 Douai (Nord), 314.
 Doucet (Camille), 56.
 Droz (François - Xavier - Joseph), de l'Académie française, 386.
 Dubos (l'abbé), de l'Académie française, 55, 376.
 Du Boys (Emile), 360, 362, 365, 366, 367.
 Du Bray (Toussaint), libraire, 78.
 Du Cerceau, architecte, 79.
 Du Chastelet (Paul Hay), de l'Académie française, 30-37; 51, 57, 65, 106, 407, 134, 148, 150-155; 159, 162, 163, 164, 171.
 Du Chastelet (Daniel Hay), abbé de Chambon, frère du pr  c  dent, 33, 37, 82.
 Duché (Joseph), 480.
 Du Chesne, libraire, 59, 194, 199, 205, 206.
 Ducis, 99.
 Duclos (Charles), de l'Académie française, 55, 377, 378.
 Dumetz, 86.
 Du Périer (Charles), 430.
 Dupin (Jean-Jacques), de l'Académie française, 385.
 Dupleix (Scipion), 148.
 Du Plessis-Châtillon (hôtel). Voy. Mélusine.
 Du Puy (les frères), 161, 340.
 Dupuy (Louis), 493.
 Du Ryer (Pierre), de l'Académie française, 49.

E

Edelinck (Gérard), graveur, 350.

Emery (château d'), 35.
Emulateurs (Académie des),
 184-189.

Espinay (Timoléon d') maré-
 chal de Saint-Luc, père du
 suivant, 167.

Espinay (Louis d'), comte
 d'Etlan, abbé de Chartrise,
 167.

Esprit (Jacques), de l'Acadé-
 mie française, 35, 79, 123-
 126, 129.

Estienne (Robert), 109.

Estienne (Henri), 361.

Etienne (Charles-Guillaume),
 de l'Académie française, 386.

Etlan (le comte d'); voy. Es-
 pinay.

F

Faret (Nicolas), de l'Académie
 française, 8, 28, 36, 49, 64,
 65, 148, 156, 338.

Favre (Jules), 51.

Féletz (Charles-Marie de), de
 l'Académie française, 386.

Félibien (André), 405, 451,
 456, 458, 465-467; 475.

Felibien (Jean-François), fils
 du précédent, 477.

Fléchier, 95, 144, 430, 444-
 446; 478.

Flotte (De), 12.

Fontaine (Pierre-François-Léo-
 nard), architecte, 437.

Fontainebleau, 263, 444, 452-
 455; 465.

Fontanes (Louis-Marcellin de),
 491.

Fontenelle, 249, 479.

Foucault (Nicolas-Joseph), in-
 tendant de Caen, 476.

Fournier (Edouard), 71, 174,
 316.

Fréret (Nicolas), 493.

Furetière, 350, 359, 362.

G

Gaillon (le marquis de), 366.

Galland (Antoine), 480.

Gallois (l'abbé), de l'Académie
 française, 95, 408, 409, 451,
 454, 455, 458, 461, 464, 465,
 466, 467, 478, 492.

Gassendi, 77.

Geslin, 262.

Gesvres (Louis Potier, mar-
 quis de), 20.

Girault, secrétaire de Ménage,
 166, 167.

Giry (Louis), de l'Académie
 française, 4, 8, 27, 28, 29,
 33, 38.

Godeau (Antoine), 4, 5, 6, 8,
 19, 27, 29, 36, 74, 82, 107,
 133, 143, 168, 179, 196, 204,
 205, 211.

Gombauld, de l'Académie fran-
 çaise, 4, 8, 27, 36, 57, 64,
 65, 69, 143, 168, 182, 189,
 243, 244, 246, 249, 253, 266,
 293, 294, 334.

Gomberville (Marin Le Roy de),
 de l'Académie française, 30,
 37, 65, 69, 78, 85, 121, 122,
 123, 140, 182, 334.

Gosselin (E.), 282.

Goujet (l'abbé), 76.

Goulu (le P. Jean), général
 des Feuillants, 147, 148.

Gournay (M^{lle} de), 171-173.

Gramont (Antoine de), comte
 de Guiche, 77.

Granet (l'abbé François), 286.

Granier, de l'Académie fran-
 çaise, 29, 33, 34, 38.

Graves, ville de Hollande, 314,
 315.

Graziani (Jérôme), 176.

Grégoire (l'abbé), 99, 486.

Grignan (M^{me} de), fille de
 M^{me} de Sévigné, 75.

Guarini, 240.

Guigniaut, 493.

Guillaume (Claude), de l'Académie des Beaux-Arts, 424.
Guizot (François), 488.

H

Habert (Philippe), de l'Académie française, 4, 5, 8, 27, 33, 34, 36, 57.
Habert (Germain), abbé de Cerisy, de l'Acad. franc., frère du précédent, 4, 5, 8, 27, 33, 36, 78, 79, 82, 85, 92, 123, 142, 243, 244, 246, 253, 255, 266, 293, 294.
Hardouin de Péréfixe, archevêque de Paris, de l'Académie française, 52.
Harlay de Champvallon (François de), archevêque de Paris, de l'Académie française, 52.
Hébert (Geoffroy), évêque de Coutances, 282.
Heinsius (Daniel), 268.
Héliodore, 303.
Henri IV, 161.
Henrion (Nicolas), 480.
Héraclite, 262.
Hervey de Saint-Denys (le marquis d'), 490.
Homère, 418.
Horace, 277.
Houtteville (François), de l'Académie française, 55.
Huet (Daniel), 43, 44, 136, 144.
Huguetan (Marc), imprimeur, 373, 374, 375.
Humoristes (Académie des), 117.

I

Inscriptions et Belles-Lettres (Académie des), 391-494.
Institut, 2, 68, 93, 100, 381, 382, 385, 487, 488, 489.

J

Jal (A.), 3, 15, 17, 22, 23, 73.
Joly (Bernard), 365.
Jonquières (Jean de), beau-frère de Conrart, 10, 18-22.
Jonquières (M^{me} de). Voy. Marie Conrart.
Jonquières, village de l'Oise, 10, 20, 21.
Jonquières, en Catalogne, 20.
Joseph (le P.), 147.
Jouy (Victor-Joseph-Etienne), de l'Académie française, 386.

K

Kerviler (René), 3, 5, 15, 16-22; 79, 212, 253.

L

La Bonnodière (Jean-René Allaneau de), 480.
La Bosse (Claude du Bec, marquis de), fils du marquis de Vardes, 76.
La Brosse (Guy de), médecin de Louis XIII, 74.
La Brosse (de), 74, 75, 76, 84.
La Bruyère, 93, 144, 217, 260, 272.
La Caille (Jean de), imprimeur, 62.
La Chaise (le P. François de), 476.
La Chambre (Marin Cureau de), de l'Académie française, 32, 37, 79, 79, 109, 211.
La Chapelle, 457, 458, 462, 465, 466, 467, 492, 493.
Lacordaire (le P.), 51.
Lacretelle (Pierre-Louis), de l'Académie française, 386.

- La Fontaine, 144, 362, 455.
 La Harpe, 99.
 Lalanne (Ludovic), 55, 301, 478.
 La Loubère (Simon de), 462, 467, 475, 477, 493.
 La Monnoye (Bernard de), de l'Académie française, 360, 365.
 La Mothe-le-Vayer, de l'Académie française, 35, 121-130.
 La Mothe-le-Vayer (l'abbé de), fils du précédent, 430.
 La Mothe (Haute-Marne), 77.
 Laprade (Victor de), 48, 51.
 Largentière (abbaye de), 141.
 La Rochefoucauld (François, vicomte, puis duc de), 294.
 La Rochefoucauld, fils du précédent, l'auteur des *Maximes*, 392.
 La Trousse (François le Hardy, marquis de), 76.
 La Tynna (de), 77.
 Laujon (Pierre), de l'Académie française, 47.
 La Valette (Louis de Nogaret d'Epéron, cardinal de), 78.
 Lebeau (Ch.), 493.
 Le Blant (Edmond-Frédéric), 424.
 Lebrun (Charles), peintre, 80, 98, 436, 441, 444, 445.
 Le Clerc (Michel), de l'Académie française, 136, 137, 430.
 Le Clerc (Sébastien), graveur, 436, 437, 441.
 Le Duchat (Abraham), 18, 19, 22.
 Leers (Reinier), libraire de Hollande, 351.
 Le Gras, libraire, 142.
 Le Monnier, 72.
 Le Pelletier de Souzy (Michel), 476.
 Le Petit (Pierre), libraire, 61, 62, 175.
 L'Estoile (Claude de), de l'Académie française, 30, 37, 52, 58, 243, 266.
 Le Tellier (Michel), chance-
 lier, 452, 453.
 Le Tasse, 240, 367.
 Letronne, 413.
 Le Vasseur (l'abbé), 209.
 Levau (Louis), architecte, 436.
 Livet (Charles), 3, 6, 8, 10, 21, 32, 34, 35, 38, 49, 53, 54, 57, 60, 62, 81, 108, 110, 118, 130, 133, 135, 163, 174, 175, 176, 193, 369, 401.
 Lombards (rue des), 11, 77.
 Longin, 260.
 Longueville (Henri II d'Orléans, duc de), 300, 318.
 Longueville (Louise de Bourbon, duchesse de), femme du précédent, 74, 126.
 Loret (Jean), 318.
 Lottin (A.), imprimeur-libraire, 61, 62, 196, 377.
 Louis XII, 281.
 Louis XIII, 9, 23, 42, 71, 145, 149, 155, 161, 164, 176.
 Louis XIV, 52, 53, 83, 146, 190, 245, 246, 313, 351, 379, 392-394; 398, 399, 403, 411, 419-427; 430, 432, 436, 437, 440, 441, 443, 444, 445, 451, 459, 460, 462, 469, 470, 483, 485.
 Louis XV, 46, 141.
 Louis XVIII, 50, 69, 488, 490.
 Saint-Louis (la), 490, 491.
 Louvois (François-Michel Le Tellier, marquis de), 403, 404, 425-427; 433, 439, 449-458; 461; 464, 465, 466, 469, 478, 483, 492.
 Louvre (Palais du), 40, 83-85; 97-100; 401, 412, 425, 434, 457, 472, 482, 491.
 Louvre (chapelle du), 490.
 Luynes (Guillaume de), li-
 braire, 175.

M

- Mabillon (le P. Jean), 440, 476.
 Maillé-Brezé (Armand de), duc de Fronsac, 139.

- Mainard (François), de l'Académie française, 10-13; 29-31; 36, 49, 103, 170, 269, 282, 296, 297.
 Maine (Louis-Auguste de Bourbon, duc du), fils de Louis XIV et de M^{me} de Montespan, 479.
 Maintenon (M^{me} de), 346.
 Mairet (Jean de), 216, 228, 229, 273-284; 286, 299.
 Malherbe, 172, 417.
 Malleville (Claude de), de l'Académie française, 4, 8, 28, 36, 181.
 Maradan, libraire, 385.
 Marca (Pierre de), archevêque de Paris, 143.
 Mariette (Jean), graveur, 350.
 Marly (Seine-et-Oise), 401, 482.
 Marmontel, 55, 97, 378, 383.
 Marotte (M^{lle}), comédienne, 319.
 Marty-Laveaux, 9, 214-217; 231, 237, 273, 274, 279, 281, 283, 286, 290, 300, 313, 314, 316, 319.
 Mascardi (Augustin), 192, 193.
 Maucroix (François de), 362, 364.
 Maury (le cardinal), 490.
 Maury (Alfred), de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 47, 391, 393, 394, 396, 401, 408, 411, 413, 414, 440, 441, 443, 450, 451, 454, 458, 459, 460, 462, 464, 472, 473, 474, 482, 484.
 Mazarin (le cardinal), 52, 161, 162.
 Mazarin (Hortense Mancini, duchesse de), 169.
 Mazarin (collège) ou des Quatre-Nations, 2, 40, 85, 100.
 Médicis (Marie de), femme de Henri IV, 147, 149, 150, 153, 161.
 Mélusine (Hôtel de), 81-75.
 Ménage (Gilles), 43, 44, 76, 137, 138, 165-167.
 Menagiana, 76.
 Ménandre, 129.
 Mercure galant (le), 84.
 Mesnard (Paul), 1, 88, 97, 98, 147, 383, 384.
 Mesnil-le-Roi, village de Seine-et-Oise, 74.
 Meudon (Seine-et-Oise), 457.
 Mézeray (Eudes de), de l'Académie française, 55, 345, 370, 419.
 Mézières (château de), Eure-et-Loir, 74.
 Méziriac (Claude-Gaspard de Bachet de), de l'Académie française, 30, 37, 123, 211.
 Michaut (l'abbé), 408.
 Michel-le-Comte (rue), 77.
 Mirabaud (J.-B. de), de l'Académie française, 55, 377.
 Molière, 272, 300.
 Monceaux (château de), 80.
 Mondori (Guillaume Gilbert, acteur connu sous le nom de), 219.
 Monet (Philibert), 361.
 Mons, ville de Belgique, 35.
 Montaigne, 172.
 Montausier (Charles de Sainte-Maure, duc de), 119, 190, 191, 192.
 Montespan (M^{me} de), 420.
 Montmaur (Pierre de), 224.
 Montmort (Henri-Louis Habert de), de l'Académie française, 32, 33, 37, 57, 77, 84.
 Montreuil (l'abbé de), 167.
 Moreau de Mautour (Philibert-Bernard), 480.
 Morellet (l'abbé), de l'Académie française, 97-100; 383, 384.
 Morgues (Mathieu de), sieur de Saint-Germain, 140, 147-163; 170, 171, 176.
 Muisson (Jacques), époux de Marie Conrart, 17, 19, 72.
 Muisson (Henri), fils des précédents, 17, 18, 72.
 Muisson (Madeleine), sœur du précédent et femme de Valentin Conrart, 15-18.
 Muisson (Catherine), sœur des

précédents et belle-sœur de
Conrart, 18, 19.

N

Napoléon I^{er}, 50, 68, 246, 487.
Naudet (Joseph), 493.
Nemours (Marié d'Orléans Longueville, duchesse de), 312, 314, 318, 320.
Nerwinde (Belgique), 392.
Neuve-Saint-Merry (rue), 77.
Nicot (Jean), 361.
Nisard (Désiré), 90.
Noailles (François de), comte d'Ayen, 296.
Nodier (Charles), 360.
Nogent-sous-Coucy (abbaye de), Aisne, 141.
Notre-Dame de la Garde (château de), 220, 265.

O

Olivet (l'abbé d'), 1, 30, 40, 45, 46, 52, 53, 68, 70, 83, 174, 193, 347, 351, 352, 360, 362, 370, 371, 394, 494.
Orange (le prince Guillaume d'), 314.
Orléans (le duc d'), régent de France, 81, 141, 437, 482, 483, 484, 485.
Oudin (Antoine), 361.
Oudinet (Antoine), 479.

P

Palais-Royal, 81, 82, 85.
Parfait (les frères) 251, 276, 278, 279, 283, 301.
Paris (Paulin), 19.
Pascal (Blaise), 150, 260, 280, 392.

Pastoret (Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre, marquis de), 385.
Patin (Henri-Joseph-Guillaume), 56.
Patru (Olivier), de l'Académie française, 92, 131, 132, 135, 138, 139, 362, 364, 365.
Paulet (M^{lle}), 78.
Pavillon (Etienne), de l'Académie française, 462, 467, 475, 477.
Pellévé (hôtel de), 6, 7, 11, 15, 30, 73, 78, 84.
Pellissier (M.), 359.
Pellisson, 1-15; 23, 27-36; 39, 41, 42, 48, 54, 58, 59-72; 78, 81, 95, 96, 97, 101, 131, 136, 143, 147, 153, 154, 162-168; 173, 175, 181, 190, 193, 194, 195, 203, 205, 211, 212, 213, 241, 243, 244, 254, 269, 289, 301, 310, 321, 322, 323, 330, 332, 333, 338, 339, 342, 345, 349, 389, 419, 420, 494.
Perrault (Claude), frère aîné du suivant, 436.
Perrault (Charles), de l'Académie française, 63, 85-87; 90-95; 208, 351-358; 370, 395, 396, 397, 398, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 412, 414, 419, 424, 425, 432, 433, 434-447; 451-458; 463, 464, 465, 466, 467, 492.
Perrault (le marquis de), 184-189.
Pétrarque, 262.
Pingard (J.), 87, 492.
Platon, 264, 265.
Pline (le Jeune), 422.
Plutarque, 127.
Pomponne, village de Seine-et-Marne, 74.
Pontchartrain (Louis Phélypeaux de), 461, 462, 466, 467.
Pontchartrain (Jérôme Phélypeaux de), fils du précédent, 461, 462, 466, 474, 478, 479, 481, 483.
Porchères-d'Arbaud, de l'Aca-

démie française, 30, 37, 106, 132, 139.
 Porchères-Laugier, de l'Académie française, 32, 35, 37.
 Porphyre, 262.
 Potiquet (A.), 69.
 Pouchard (Julien), 479.
 Poulle (l'abbé), 141.
 Pradon (Nicolas), 299.
 Prévost (Jean), chanoine de Gerberoy, 480.
 Prévost-Paradol, 51.
 Priézac (Daniel de), de l'Académie française, 35, 38, 52, 58, 79, 109, 132, 136.
 Pure (l'abbé de), 319.

Q

Quinault (Philippe), 402, 408, 409, 450-456; 458, 461, 464, 465, 466, 467.
 Quinte-Curce, 100.

R

Rabelais, 19.
 Racan, de l'Académie française, 11, 30, 31, 32, 35, 37, 109, 214.
 Racine (Jean), 95, 144, 208, 237, 272, 299, 300, 352, 399, 419, 420, 450, 458, 459, 466, 467, 478.
 Rainssant (Pierre), 458, 459, 461, 466, 468.
 Rambouillet (M^{me} de), 74, 77.
 Rambouillet (hôtel de), 78, 116, 119, 209, 211, 213.
 Rambouillet (château de), S.-et-Oise, 74, 111.
 Rapin (de P.), jésuite, 364.
 Ravaissou-Mollien (J.), 424.
 Raynouard, de l'Académie française, 56, 386.
 Régnier-Desmarais, de l'Académie française, 55, 352, 353, 370, 372.

Renaudot (Théophraste), 71, 153, 161, 176.
 Renaudot (Eusèbe), fils du précédent, 461, 462, 467, 475, 477.
 Richelieu (le cardinal de), 6-13; 23-31; 36, 42, 52, 59, 60, 63, 66, 69, 70, 79, 81, 83, 88, 96, 104, 113, 114, 119, 120, 122, 139, 145-164; 176, 179-183; 188, 192-195; 200-205; 213, 214, 227, 232, 235, 241, 244, 245, 247; 250-258; 262, 267, 268, 284, 286, 288, 298, 300, 302, 310, 311, 321, 324-332; 338-342; 345, 432.
 Richelet (dictionnaire de), 81, 87, 359, 362-366.
 Rigaud (Hyacinthe), peintre, 98.
 Rivoli (rue de), 71.
 Rocolet (Pierre), libraire, 106, 130, 268, 295.
 Rocroi (Ardennes), 392.
 Rohan (Armand-Gaston-Maximilien, cardinal de), de l'Académie des Inscriptions, en 1701, mort en 1749; 476.
 Roi-de-Sicile (rue du), au Marais, 6, 73, 84.
 Rollin (Charles), 479.
 Rome, 265.
 Ronsard, 417.
 Rotrou, 251.
 Rousseau (Jean-Baptiste), 480.
 Rousseau (Jean-Jacques), 491.
 Rousset (Camille), 387.
 Rouxel (Albert), 41, 121.
 Royale (place), 80.
 Royer-Collard, 385.
 Rueil, village de Seine-et-Oise, 7, 244.
 Rueil (château de), 80, 119.
 Ryswick (Hollande), 400.

S

Sablé (M^{me} de), 126, 133.
 Sacy (Sylvestre de), secrétaire

- perpétuel de l'Académie des Inscriptions, 493.
- Sacy (Sylvestre de), de l'Académie française, 379, 383.
- Saint-Aignan (François de Beauvilliers, duc de), de l'Académie française, 44.
- Saint-Amant, de l'Académie française, 30, 37, 167, 168, 171.
- Saint-Antoine (la porte), 436.
- Saint-Céré (Lot), 170.
- Saint-Chartres (de), 288.
- Saint-Denis (rue), 71, 174.
- Sainte-Avoye (rue), 77, 84.
- Sainte-Beuve, 113, 117, 332, 411.
- Sainte-Croix de la Bretonnerie (rue), 77.
- Saint-Evremond, 168, 169.
- Saint-Germain l'Auxerrois (église), 490.
- Saint-Germain (château de), 80, 412, 437, 450.
- Saint-Gervais (église), à Paris, 78, 85.
- Saint-Honoré (Oratoire), 124.
- Saint-Martin (rue), 3, 11, 71, 77, 78, 174.
- Saint-Martin (la), 70, 474.
- Saint-Martin de Cores (abbaye de), Nièvre, 107.
- Saint-Nectaire (Gabriel de), 77.
- Saint-Nicolas d'Angers (abbaye de), 271.
- Saint-Simon, 47.
- Salins (Jura), 45.
- Sallo (Denis de), 408.
- Salvien, 262.
- Sarrazin (Bénigne), peintre, 80.
- Sauval (Henri), 6, 79-81.
- Scapula (Jean), 361.
- Scarron, père du poète, 24.
- Sceaux (Seine), 393.
- Scudéry (Georges de), de l'Académie française, 213-243; 250, 257-274; 279, 288, 289, 291, 298, 299, 301, 304-309; 321-324; 328.
- Sébastienopol (boulevard), 77.
- Sedaine, 71.
- Segrais, de l'Académie française, 54, 76, 136, 137, 144, 319.
- Séguier (le chancelier Pierre), 5, 10, 24, 31, 33, 37, 43, 48, 52, 58, 67, 71, 79, 83, 85, 92, 96, 105, 117, 123, 126, 162, 170, 179, 344.
- Séguier (Madeleine Fabri, chancelière), 84.
- Séguier (hôtel), 78-81; 85, 95-97.
- Séjur (Philippe, comte de), de l'Académie française, 385.
- Senef, Belgique, 392.
- Sénèque, 75.
- Serizay (Jacques de), de l'Académie française, 4, 8, 28, 30, 36, 51, 52, 56-58; 181, 243-246; 253.
- Servien (Abel), ministre d'Etat, de l'Académie française, 29-32; 35, 37, 105, 179.
- Sévigné (M^{me} de), 47, 75, 237, 238.
- Silhon (Jean), de l'Académie française, 30, 37, 53, 126.
- Sillery (Fabio Bruslart de), évêque de Soissons, 476.
- Simon (Jean-François), 480.
- Sirmond (Jean), de l'Académie française, 30, 37, 65, 140, 147, 148, 162-164; 243-246; 253, 254, 344.
- Smits (J.-J.), imprimeur-libraire, 383, 385.
- Soleirol (M.), 319.
- Sommaville (Antoine de), libraire, 137, 225, 235, 273, 290.
- Sorel (Charles), 173, 174.
- Stilicon, 162.
- Suard (J.-B.), de l'Académie française, 56.

T

- Taine (H.), 452.
- Tallemant des Réaux, 74, 165.
- Tallemant des Réaux (l'abbé

- François), de l'Académie française, frère du précédent.
- Tallemant (l'abbé Paul), cousin des précédents, de l'Académie française et de l'Académie des Inscriptions, 369, 402, 408, 409, 450, 452, 456, 458, 464, 465, 466, 467, 475, 477, 493.
- Tamizey de Larroque, 6, 19, 21, 74, 78, 118, 153, 135, 140, 141, 158, 161, 193-195; 212, 219, 251, 289, 306, 313, 415, 423.
- Targer (Valentin), grand-père maternel de Conrart, 23.
- Taschereau (Jules), 245, 313.
- Térence, 138.
- Termes (duc de); voy. Bellegarde.
- Tertullien, 29.
- Thoynard (Nicolas), 360, 365.
- Thuret, 87.
- Tibère, 162.
- Tilladet (L'abbé Jean-Marie de La Marque, marquis de), 479.
- Tison (rue), au Marais, 6, 73, 84.
- Tissot (Pierre-François), de l'Académie française, 47.
- Totila, secrétaire de Balzac, 139.
- Tourreil (Jacques de), de l'Académie française, 461, 462, 467, 468, 475, 477.
- Trajan, 422.
- Turretini (J. A.), 365.
- Valois (les frères de), 430.
- Valois (Henri de), 430.
- Valois (Adrien de), frère du précédent, 430.
- Valois (rue de), 81, 82, 85.
- Vauban, 491.
- Vaugelas, 32, 37, 57, 100, 108-114; 139, 140, 143, 179, 332, 333, 338, 341-347; 372.
- Vedrenne (Pr.), 348, 347, 378, 381, 388.
- Vergier (Toussaint), architecte, 80.
- Verneuil (château de), Charente, 294.
- Versailles (château de), 404, 412, 424, 441, 443, 450.
- Vertot (l'abbé de), 455.
- Vicq d'Azyr, de l'Académie française, 99.
- Victor-Amédée, roi de Savoie, 412.
- Vieilles-Etuves (rue des), 3, 6, 27, 71, 78, 84, 174.
- Vieilles-Haudriettes (rue des), 77.
- Vigneul-Marville (dom Bonaventure d'Argonne), 76.
- Villemain (Abel), 47, 51, 56, 386, 387.
- Villiers (la), 237.
- Virelade (Salomon de), de l'Académie française, 48.
- Vitart (M.), cousin de Racine, 208, 209.
- Vitu (A.), 81, 82.
- Vogüé (vicomte Eugène-Marie-Melchior de), 90.
- Voiture, 32, 37, 116-118; 209, 210.
- Voltaire, 217-222; 228, 238', 323, 329, 377, 378, 392.
- Vouet (Simon), peintre, 80.
- Ubicini, 210.
- U
- V
- Vaillant (Jean-Foy), 479.
- Valenciennes, 35.
- Valéry (M.), 367.
- Walckenaer (le baron), 493.
- Wallon (Henri), 490, 493.
- Widerhold (Jean-Herman libraire de Genève, 362.
- W

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

- ✓ L'Académie française. Ses origines. — Les réunions chez Conrart, rue des Vieilles-Étuves, 1629. — Réunions à l'hôtel de Pellevé, 13 mars 1634. — Chez Chapelain. — Mariage de Conrart, 22 février 1634. — Problème généalogique à son sujet. — Lettres patentes pour l'établissement de l'Académie, janvier 1635. — Dessein de Richelieu en fondant l'Académie française. — Opposition du Parlement..... 1

CHAPITRE II

- ✓ Les quarante premiers membres de l'Académie française. — Mode de nomination. — Voix prépondérante de Bois-Robert. — Ordre de nomination..... 27

CHAPITRE III

- ✓ L'Académie. Ses statuts. Principaux articles. — Candidatures académiques. La résidence. Mode de nomination. — Organisation de l'Académie. Protecteur, directeur, chancelier, secrétaire perpétuel. — Richelieu, protecteur de l'Académie (1634-1642). — Seguier, protecteur (1642-1672). — Le Roi, protecteur de l'Académie (mai 1672). — Mode de nomination du directeur et du chancelier. — Les secrétaires perpétuels. Ordre de leur succession. — Premiers directeurs et chanceliers. — Libraires de l'Académie. Ordre de leur succession. — Comment ont été rédigés les statuts de l'Académie. — Part de Chapelain dans cette rédaction..... 39

CHAPITRE IV

Séances de l'Académie française. Jours des séances. — Lieux des réunions jusqu'en 1642. — L'hôtel Segulier, de 1642 à 1672. — Le Louvre, mai 1672. — Jetons de présence. — Mode de certaines élections. — Séances de réception devenues publiques, 1673. — Comment se tiennent les séances ordinaires. — Les registres de Conrart. Ce qu'ils sont devenus..... 67

CHAPITRE V

Académie et académiciens jugés par Balzac et Chapelain. — Nicolas Bourbon. — Démêlé entre Bois-Robert et Vaugelas, 1638. — Voiture, obligé d'assister aux séances de l'Académie. — Querelle de Gomberville et de La Mothe-le-Vayer. Celui-ci jugé par Balzac. — Une séance de réception en 1640. — Candidatures malheureuses. — Autres portraits d'académiciens..... 103

CHAPITRE VI

Attaques contre l'Académie. Opposition du Parlement, 1635. — Mathieu de Morgues, sieur de Saint-Germain. Ses démêlés avec Balzac, 1632. Ses pamphlets, 1635. — L'Académie prend pour règle de ne pas répondre aux attaques. — *Requête des Dictionnaires*, 1635. — *Comédie des Académistes*, 1637. — Petit libelle de Ch. Sorel. — *Rôle des présentations* faites aux Grands-Jours de l'éloquence française, 1646..... 145

CHAPITRE VII

Chapelain à l'Académie. Son influence. — Il fait accepter la protection de Richelieu aux amis de Conrart, 1634. — Statuts de 1634. Il en est le principal rédacteur. Son zèle pour l'observation des statuts. — L'Académie française et l'Académie des *Émulateurs* d'Avignon, 1661. — Montausier nommé gouverneur du Dauphin, 1668. Chapelain lui fait voter des félicitations officielles. — Affaire de la veuve Camusat, 1639. — Cramoisy brigue la place de libraire de l'Académie. Il est soutenu par Richelieu. — Résistance de Chapelain..... 179

CHAPITRE VIII

Travaux de l'Académie. — Les discours. — *Sentiments* de l'Académie sur *le Cid*, 1637. — Commencements de la querelle. — *L'Excuse à Ariste*, de Corneille, 1637. — Attaque de Mairet

contre *le Cid*. — Les *Observations* de Scudéry sur *le Cid*, 1637. — Réponse de Corneille. — La *Lettre apologétique*, 1637. — La preuve des passages allégués dans les *Observations* sur « *le Cid* », par Scudéry, 1637. — Lettre de Claveret à Corneille, 1637. 207

CHAPITRE IX

Travaux de l'Académie. (*Suite.*) — Lettre de Scudéry à l'*Illustre Académie*, 1637. — Lettre de Corneille à Bois-Robert, 13 juin 1637. — Corneille accepte l'arbitrage de l'Académie. — Sentiments de l'Académie sur *le Cid*. Comment ils ont été rédigés. Part de Chapelain dans ce travail. Académiciens chargés de l'examen du *Cid*. Lettre de Chapelain à Bois-Robert, 31 juillet 1637. *Les Sentimens de l'Académie sur le Cid*, décembre 1637. 235

CHAPITRE X

Affaire du *Cid*. — Rôle de Chapelain. Il est nommé rapporteur, juin 1637. — Balzac défend *le Cid*. Sa lettre à Scudéry, août 1637. Réponse de Scudéry. — Chapelain, auteur principal des *Sentimens* sur « *le Cid* », se plaint d'être chargé de ce travail. — Attaques contre Corneille. *Épître* de Mairet, 4 juillet 1637. Répliques de Corneille. *Lettre du désintéressé au sieur Mairet*, 1637. Caractère de ces écrits, qui semblent être de Corneille. — Pièce de Mairet contre *le Cid*. — *Apologie pour M. Mairet contre les calomnies du sieur Corneille, de Rouen*, 1637. — Lettre de Bois-Robert à Mairet, 15 octobre 1637. — Ordre donné de ne plus écrire contre Corneille..... 257

CHAPITRE XI

Affaire du *Cid*. (*Suite.*) — Les *Sentimens de l'Académie* sur « *le Cid* », décembre 1637. — Remerciement de Scudéry à l'*Illustre Académie*, décembre 1637. — Corneille proteste contre le jugement de l'Académie. Sa visite à Chapelain, 1639. — Lettre de Corneille à Bois-Robert, 23 décembre 1637. — Protestation adressée à Balzac, novembre 1640..... 287

CHAPITRE XII

Affaire du *Cid*. (*Suite.*) — « Avertissement du *Cid* », 1648. — Supplique de Corneille à Colbert, 1678. Corneille demande en vain le rétablissement de sa pension. — Bonnes relations de Chapelain et de Corneille. Chapelain et le second fils de Corneille. Il le donne pour page à la duchesse de Nemours, 1661. — Les *Sentimens* de l'Académie jugés par Pellisson. — Opinion de Voltaire. Qualités de cet ouvrage. — Premier modèle de critique littéraire. Date de la publication, décembre 1637... 309

CHAPITRE XIII

Dictionnaire de l'Académie. — Chapelain a l'idée de ce travail, 1634. Il en expose le plan. — Chapelain et Vaugelas chargés de dresser le plan du Dictionnaire, décembre 1639. — Mémoires de Vaugelas sur ce sujet, janvier 1638. — Le plan de Chapelain est adopté. — Pension de Vaugelas rétablie, 1639. Motif de ce rétablissement. — Chapelain obtient cette faveur à Vaugelas. — La lettre A terminée le 17 octobre 1639. — Mort de Vaugelas, 1649 ou 1650. Cette mort retarde l'achèvement du Dictionnaire. — Mézeray continue l'œuvre de Vaugelas. — Le Dictionnaire terminé en 1672. 331

CHAPITRE XIV

Dictionnaire de l'Académie. (*Suite.*) — Le Dictionnaire publié en 1694. Description de cette première édition. Les Dictionnaires rivaux. Dictionnaire de Furetière, 1690. — *Épître dédicatoire* du Dictionnaire de l'Académie. Perrault est l'auteur de l'*Épître*. — Eloges et critiques du Dictionnaire. Opinion de d'Olivet. Jugement de La Monnoye, 21 décembre 1693. — Dictionnaire de Richelet, 1680. — Patru, collaborateur de Richelet. — Autres collaborateurs. — Lettre de Patru à Maucroix, 4 avril 1677. — Dictionnaire de Richelet, jugé par La Monnoye, 15 février 1694. — Dictionnaire de *la Crusca*. 349

CHAPITRE XV

Dictionnaire de l'Académie. (*Suite.*) — Seconde édition, 1718. Disposition des mots par ordre alphabétique. — Contrefaçon de Hollande, avec le titre faux de *seconde édition*, 1696. — Autres éditions du Dictionnaire. — Troisième édition, 1740. — Quatrième édition, 1762. — Cinquième édition, 1798. — Création de l'Institut, 22 août 1795. Nouvelle organisation de l'Institut, 23 janvier 1803. — Sixième édition du Dictionnaire de l'Académie, 1835. Préface de M. Villemain. — Septième édition, 1877. Préface de M. Silvestre de Sacy. — Préfaces des six éditions précédentes. Commission dite du *Dictionnaire*. ... 369

CHAPITRE XVI

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. — Appelée d'abord « la petite Académie ». Fondée par Colbert, 1663. — But de cette fondation. — Opinion de M. Maury. « La petite Académie » composée d'abord de quatre membres. Désaccord entre Perrault et de Boze. Perrault a-t-il été nommé en 1679? Cette

Académie établie par lettres patentes, février 1713. — Perrault quitte la Commission des bâtiments, 1679. — De Boze donne la date de 1682. Cause de cette retraite. Opinion de M. Maury à ce sujet. — D'Ormoy, fils de Colbert, surintendant des bâtiments, 1680. — Perrault cesse d'assister aux séances de « la petite Académie », 1682 (?). — L'abbé Gallois, secrétaire de la Compagnie, en remplacement de Perrault. — Les *Cinq* en 1683..... 391

CHAPITRE XVII

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Colbert et « la petite Académie ». — Projet de fondation, 1662. — Lettre de Chapelain à Colbert, 18 novembre 1662. — Plan d'organisation. Commission actuelle dite *des Inscriptions et Médailles*. — Première réunion, 3 février 1663. — Assemblées de « la petite Académie ». Ses occupations de 1663 à 1674... 411

CHAPITRE XVIII

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Rapports hebdomadaires de Chapelain à Colbert. — « La petite Académie » est une espèce de Commission des Beaux-Arts. — Assiduité de Chapelain aux réunions. Cette présence n'était pas gratuite. — Projet de construction d'un arc de triomphe, 1667. — Tapisseries du roi, 1664. — Lebrun et la Commission des *Cinq*. Conflit entre l'artiste et les commissaires, 1664. — Carrousel de 1662. Sa description par Perrault, 1670. — « La petite Académie » revise les ouvrages dédiés à Colbert. 429

CHAPITRE XIX

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Louvois, surintendant des bâtiments, octobre 1683. Il succède à Jules-Armand Colbert, comte d'Ormoy. — Louvois, chargé de la petite Académie. Exclusion de Perrault, 1683. — Récit de Perrault et de G. de Boze. Différence des deux récits. — Assemblées de la petite Académie au Louvre. — Louvois porte à huit le nombre de ses membres. — Nomination de Racine et de Boileau, 1683. — Part active de Boileau aux travaux de l'Académie. — Histoire du roi par les médailles. — *Notices* dont Boileau est l'auteur. — Pontchartrain, secrétaire d'État, 1690. Succède à Louvois dans la direction de « la petite Académie », 1690. — L'abbé Bignon, nommé en 1690. — Liste des membres de la petite Académie depuis 1663 jusqu'au règlement de 1701..... 449

CHAPITRE XX

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Suite.*) — Règlement du 16 juillet 1701. Ce règlement préparé par l'abbé Bignon. — La petite Académie reçoit le titre d'*Académie royale des Inscriptions et Médailles*, 1701. — Nombre de ses membres porté à quarante. Ils sont partagés en quatre classes : honoraires, pensionnaires, associés et élèves. Leur mode de nomination. — L'Académie des Inscriptions et Médailles prend le titre définitif d'*Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres*. Arrêt du 4 janvier 1716. Modifications survenues en 1716. — Les vétérans. — Arrêt du 23 mars 1716. — Changements opérés depuis la Révolution jusqu'à nos jours. — Règlement du 16 mai 1830. — Secrétaires perpétuels. Ordre de leur succession..... 469



(

BINDING SEC MAR 6 1963

AS Fabre, Antonin
162 Chapelain et nos deux
P381F3 premières académies

**PLEASE DO NOT REMOVE
SLIPS FROM THIS POCKET**

**UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY**

